

AFRIQUE

LA CRISE AU MALI

Épreuve de force entre gouvernement et étudiants

(Suite de la première page.)

La nouvelle du décès de Rokya Kouyate à la suite des indisciplinables sévices qui ont suivi son viol a circulé avec insistance la semaine dernière à Bamako, mais l'un des membres du gouvernement nous a démenti que la jeune fille soit morte.

Depuis le 9 mars, date à laquelle lycéens et étudiants avaient organisé une marche pacifique coïncidant avec la réunion dans la capitale du cinquième sommet des États sahariens, une violente répression s'est abattue sur les contestataires. Plus de deux cents élèves et une vingtaine de professeurs ont été arrêtés, leur solidarité ont été brisées. Longement brutalisés par la police et par l'armée, beaucoup d'entre eux ont été torturés à l'électricité ou soumis au supplice de la baignoire. D'autres, après divers sévices, ont été incorporés dans l'armée et envoyés immédiatement par avion dans les districts sahariens du nord-est du Mali.

L'échec de la manifestation pro-gouvernementale

Pour essayer d'obtenir la remise en liberté de leurs camarades, les élèves et étudiants n'ont pratiquement pas cessé depuis une douzaine de jours de multiplier les manifestations et les séances de sit-in. Bien que la maison du parti, où se trouve le bureau du général Traoré, soit protégée en permanence par des gendarmes et des parachutistes, les manifestants ont à plusieurs reprises pénétrés à proximité immédiate de ce bâtiment, devant lequel plusieurs dizaines d'entre eux ont été blessés lors de la brutale riposte des forces de l'ordre.

Samedi, moins de deux cents personnes ont défilé à l'appel du gouvernement, qui avait pourtant décrété que la journée serait chômée et payée pour les manifestants. A plusieurs reprises,

les cortèges ont essuyé des jets de pierres d'élèves qui, à partir des rues adjacentes, ont harcelé, avenue de l'Indépendance, les militants du parti unique encadrés par un imposant service d'ordre chargé d'assurer leur protection.

En l'absence de tout correspondant de presse permanent, des nouvelles fragmentaires de ces graves événements ont filtré hors du pays. Un communiqué officiel « regrette » le décès de Cabral et présente les excuses des autorités aux parents de la victime. Samedi, Radio-Mali insistait longuement sur les motions de soutien votées par certaines sections du parti à l'adresse du chef de l'État. Des instructions très précises ont été données aux services locaux des télécommunications pour refuser l'envoi d'informations sur les événements en cours lorsque celles-ci étaient « alarmistes ». Cependant, les étudiants et les lycéens en lutte depuis maintenant plus de cinq mois comptent plus que jamais sur l'opinion internationale et notamment sur les organisations humanitaires tels qu'Amnesty International pour faire connaître la dangereuse escalade de violence dont Bamako est aujourd'hui le théâtre.

PHILIPPE DECAENE.

[Indépendant depuis le 23 septembre 1960, le Mali, capitale Bamako, a une superficie de 1 million 244 000 kilomètres carrés et une population de 6 200 000 habitants, dont 65 % de musulmans.

Le général Moussa Traoré est chef de l'État depuis le 10 novembre 1968 et est aussi président du Comité militaire de libération nationale (C.M.L.N.).

La monnaie n'est pas, comme dans les autres États francophones, le franc C.F.A., mais le franc malien (valeur 0,61 franc français). Les exportations étaient, en 1977, de 39 milliards de francs maliens et les importations atteignaient 20 milliards. Le taux de scolarisation est de 30 % environ.]

EN VISITE PRIVÉE A PARIS

Le roi Hassan II rencontrera à trois reprises le président Giscard d'Estaing

Le roi Hassan II devait d'abord se rendre à l'Élysée, le 24 mars, avec le président Giscard d'Estaing. Venant de Marrakech, le souverain est arrivé dimanche après-midi à Paris accompagné de son frère cadet, le prince Moulay Abdallah, pour un séjour de quelques jours dans son château de Bets (Oise). L'Élysée précise qu'en cours de cette visite privée, qualifiée de « visite de travail », les deux chefs d'État se reverront mercredi à l'occasion d'un autre déjeuner auquel participeront les ministères des Affaires étrangères des deux pays. Enfin, le président de la République offrira, jeudi, un dîner à l'Élysée en l'honneur du monarque.

Cette visite, préparée depuis plusieurs semaines, survient alors que des combats continuent à opposer les forces du Front Polisario aux troupes royales dans le Sud marocain, dans la région de Tighert. L'issue de ces batailles n'est pas encore connue. Les Sahraouis ont annoncé avoir remporté « un net succès militaire » (le Monde du 18 mars) mais n'ont pas encore obtenu de la République arabe saurienne, le Polisario aurait été victime d'une manœuvre marocaine visant à l'attirer dans une guerre de position.

Le roi Hassan II était déjà entré en contact avec le président Giscard d'Estaing au cours de sa dernière visite privée en France, en février 1979. Il ne fait pas de doute que ce sujet sera encore au centre de leurs conversations. Notons que le quotidien le Matin du Sahara a lancé un appel en faveur d'une rencontre entre le président Chadli Bendjedid et le souverain, tandis que le journal Al Maghrib doute de la volonté de compromis algérien.

Hassan II et M. Giscard d'Estaing procéderont, à l'Élysée, à un large tour d'horizon diplomatique mais le souverain marocain mettra plus particulièrement l'accent sur la reconnaissance de l'Organisation de libération de la Palestine comme « unique et légitime représentant du peuple palestinien » ainsi qu'en faveur de la « libération » de Jérusalem, conformément aux recommandations du Comité de Qods (nom arabe de Jérusalem) qui vient de se

réunir à Marrakech (le Monde du 13 mars). Depuis mai 1979, le souverain assure, en effet, la présidence de la Conférence islamique et de ce comité qui en dépend.

Alors que le souverain se trouve à Paris et que la presse marocaine laisse entendre qu'il pose sa candidature à la présidence fédérale et en Grande-Bretagne, le président Chadli Bendjedid était attendu ce lundi à Amman venant de Damas où il s'est entretenu avec le président Assad puis avec M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P. Le président algérien se rendra également à Badgash qui a accueilli récemment le roi et qui penche en faveur des thèses marocaines dans le conflit du Sahara occidental.

Pour sa part, le Front Polisario a décidé de saisir l'ONU, l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) et les non-alignés d'un « dossier saharais » tendant à l'« annexion » de l'« occupation » entre Rabat et la République sud-africaine. Selon ce dossier présenté à la presse, à Alger, et comportant des photos de véhicules blindés et de « détonateurs » de prisonniers marocains, l'armée marocaine était équipée, dans les récentes batailles, de blindés légers de type AMX 80, fabriqués en République sud-africaine, pour l'armée française, sous la dénomination A.R.V. M.K. 5 et M.K. 6.

Les combats entre partisans de M. Goukouni Oueddei et de M. Hissène Habré auraient déjà fait plusieurs centaines de morts

Le cessez-le-feu est rompu à N'Djamena

Après une nuit relativement calme, les combats ont repris, pour le troisième jour consécutif, lundi 24 mars à l'aube, à N'Djamena entre les forces armées du nord (FAN) de M. Hissène Habré, ministre de la défense, et les Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni Oueddei, président du gouvernement d'union nationale. Le cessez-le-feu sur lequel les deux dirigeants tchadiens s'étaient entendus dimanche, au cours d'une rencontre sur la base française en présence de l'ambassadeur de France, M. Beaux, n'a donc pas tenu.

Toutefois, l'intensité de la bataille a sensiblement diminué par rapport aux jours précédents. Cette relative accalmie pourrait, cependant, être de courte durée car les deux camps qui manquent de munitions, attendraient des renforts venant du nord pour les FAN et de l'est pour les FAP. D'un autre côté, les forces armées tchadiennes (FAT) du colonel Kamougué, stationnées à 80 kilomètres au sud de la capitale tchadienne, rencontreraient sur leur route, des éléments militaires dépendant du Front d'action commune (FAC) feraient également marche sur la capitale.

l'absence de la possibilité d'une confrontation générale.

Il était encore difficile, lundi en fin de matinée, de se faire une idée du bilan des échanges de tirs d'artillerie, souvent très violents, entre les FAN et les FAP. Avant de quitter Bonn, où il était de passage samedi, pour regagner l'Allemagne, le ministre tchadien des Affaires étrangères, M. Aycl Ahmat, qui est l'un des dirigeants du FAC, a fait état de « plusieurs centaines de morts » causés par des « sources dignes de foi ».

Pas d'évacuation générale des Européens

Dans la nuit de samedi à dimanche, le cessez-le-feu entre les FAN et les FAP s'est stabilisé. Près d'une centaine de blessés des FAN étaient soignés à la base militaire française, qui se trouve dans la zone contrôlée par les partisans de M. Goukouni Oueddei. Sur les huit cents Européens — dont sept cents ressortissants français — de la capitale tchadienne, cinq cents étaient venus se réfugier sur la base militaire française.

Lundi matin, on indiquait à Paris, de source officielle, qu'aucune décision d'évacuation générale de la communauté française n'avait été prise, mais que les Européens qui souhaitaient quitter le pays seraient évacués par avions militaires, via le Cameroun. Les seuls victimes européennes ont été deux soldats français — un tué et un blessé par balles perdues (le Monde daté 23-24 mars) — ainsi que deux personnes blessées par des éclats d'un obus de mortier tombé sur la mission catholique.

Les FAN et les FAP disposent, à N'Djamena, chacune de mille à mille cinq cents combattants dotés d'un armement lourd. Les autres « tendances » armées présentes dans la capitale tchadienne sont beaucoup moins puissantes et n'ont apparemment pas participé aux combats : il s'agit des forces armées occidentales, du Front d'action commune du

FAC (ce dernier regroupant trois tendances qui appellent M. Goukouni Oueddei et reprochent aux Français de soutenir M. Hissène Habré) et du Mouvement populaire pour la libération du Tchad.

Sur les deux mille six cents militaires français présents au Tchad l'an dernier, il n'en reste plus que mille cent, qui appartiennent à la 1^{re} division de parachutistes et à la 9^e division de l'infanterie de marine. Les cinq cents soldats congolais de la « force neutre » prévus par les accords de Lagos du 31 août 1979 — qui sont stationnés dans les locaux de la gendarmerie de la capitale tchadienne — ne sont pas intervenus dans les combats.

Le gouvernement américain a annoncé, dimanche, qu'il avait donné l'ordre à ses vingt diplomates sur place, y compris l'ambassadeur, M. Norland, de quitter le pays.

Les onze « tendances »

Les quatre principales des onze « tendances » tchadiennes sont les suivantes :

— Forces armées populaires (FAP). Elles contrôlent toute la partie du territoire tchadien située à l'ouest de la voie tchadienne, notamment le Borkou-Ennedi-Tibesti (B.E.T.). Leur chef est M. Goukouni Oueddei.

— Forces armées du Nord (FAN). Elles sont fortement implantées dans l'Est, contrôlant notamment les villes d'Abéché, de Bahrine et d'Ati. Leur chef est M. Hissène Habré.

— Front populaire de libération (F.P.L.) de M. Mohamat Abba Sakil. Il opère dans le centre du pays.

— Première armée Volcan. Implantée dans le Nord-Est, elle est dirigée par M. Aboulaye Adam Dana, proche du gouvernement de Khartoum.

— Conseil démocratique révolutionnaire (ou Volcan nouveau). Il est bien implanté dans l'extrême Nord (région de Bardai) et un peu dans le Sud-Est. Son chef est M. Aycl Ahmat, ami de la Libye.

— Mouvement populaire pour la libération du Tchad (M.P.L.T.). Implanté uniquement dans les Fes du Tchad, il est soutenu par la Libye. Son chef est M. Abdelrahman. Celui-ci fut à plusieurs reprises contesté par d'autres dirigeants et même accusé de « haute trahison ».

— Frontal, originaire, dirigé par le Dr Abba Siddick.

— Frontal fondamental. Son chef est M. Hadjere Senoussi.

Ces six « tendances » ont constitué un Front d'action commune (FAC) qui se compose d'elles (M.P.L.T., Frontal originaire et Frontal fondamental) ont quitté après la formation du gouvernement d'union nationale, le 10 novembre 1979. Leur force militaire est limitée.

Enfin, une onzième « tendance » a pour nom l'Union nationale démocratique (U.N.D.). Son chef est un jeune vétéran, l'intellectuel de gauche M. Fatcho Salam, exilé depuis dix ans à Dakar.

Ces quatre factions participaient déjà au gouvernement d'union nationale mais en place après la conférence de Kano, en avril 1979.

Six autres « tendances », plus ou moins implantées à l'étranger, se sont jointes à elles lors de la conférence de Lagos, qui a abouti, le 21 août 1979, à un règlement politique « élargi » :

— Forces armées occidentales (FAO). Nées d'une scission du Mouvement populaire de libération du Tchad, elles sont stationnées essentiellement dans le Kénoum, au bord du lac Tchad. Elles sont commandées par un homme de vingt-quatre ans, M. Moussa Medjah Mahamat.

Un dilemme pour Paris

La tension croissante, dont N'Djamena était le théâtre depuis plusieurs semaines (le Monde du 13 et du 14 février), a donc débouché sur un affrontement armé qui semble avoir encore une médiation française à se faire. Pour combien de temps ? Les accords de Lagos, le 21 août,

avaient permis de réunir, trois mois plus tard, à l'issue de laborieuses négociations, les onze « tendances » signataires au sein d'un « gouvernement d'union nationale », présidé par M. Oueddei. Cet accord prévoyait, dans un pays apparemment ingouvernable et dont la position stratégique est l'objet de nombreuses convoitises, est aujourd'hui rompu, notamment par l'influence croissante de M. Hissène Habré, dont les partisans ont attaqué la semaine dernière leurs adversaires du FAC dans deux localités du centre du pays, celles de Bokoro et de Mongo. Les trois représentants au sein du gouvernement du Front d'action commune, à cette occasion, menacés de se retirer du cabinet au cas où M. Goukouni Oueddei « ne prendrait pas ses responsabilités », en rappelant à l'ordre M. Hissène Habré.

Accusés par le FAC de soutenir le « régime », les Français s'en défendent, affirmant respecter la neutralité la plus stricte entre les « tendances » en présence. Il reste que, faute d'avoir pu se retirer à temps, Paris se trouve de nouveau au cœur d'une situation inextricable : dans la tension actuelle, un retrait français conduirait sans doute à l'éclosion d'un fait du Tchad et serait interprété comme un « abandon » par certains États africains. Le maintien d'éléments français sur place, tout en leur interdisant d'intervenir, les met dans une situation intenable sans, pour autant, permettre de résoudre un problème insoluble. — J.-C. P.

En Rhodésie

AGITATION DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL ET DANS L'ENSEIGNEMENT

Le gouvernement de M. Mugabe fait face à des graves dans le secteur industriel et à un début d'agitation scolaire à Salisbury. Le nouveau ministre rhodésien du travail a annoncé, samedi 22 mars, que deux mille trois cents employés, ont repris le travail la veille mais que deux mille autres ont été licenciés pour avoir pris part à des grèves.

Les ouvriers et les enseignants réclament de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaires. Les élèves de quatre écoles africaines de Salisbury, qui ont manifesté la semaine dernière, demandent une diminution de leurs frais de scolarité.

minée avant la proclamation de l'indépendance le 17 avril à minute.

A Maputo, où le président Machel repart ce lundi Lord Soames, gouverneur de la Rhodésie, on annonce que les chefs d'une « ligne de front » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie) se réuniront le 1^{er} avril à Lusaka pour organiser leurs futures relations économiques avec le Zimbabwe. Le Swaziland, le Malawi et le Lesotho ont été invités à participer à ce « sommet ».

● A Johannesburg, et dans ses banlieues africaines, la police a procédé samedi et dimanche à une rafle monstre : plusieurs milliers de « suspects » ont été interpellés, et quatre cents d'entre eux arrêtés, dont un millier de Noirs jugés en situation irrégulière.

LE MONDE

Neuf numéros par semaine à la disposition des lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être l'APPELLEMENT que vous recherchez

A "Apostrophes" le 28 Mars

Jean Lacouture pour son livre FRANÇOIS MAURIAC

Une communion inquiète. Tout en restant critique et en émettant rien, l'auteur nous plonge littéralement dans le monde cafeutré de cet enfant prodige et prodigue.

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

Un grand livre, croyez-moi. En vérité un très grand livre. Henri Guillemin / Sud-Ouest Dimanche

Un biographe exceptionnel. L'Express

L'ouvrage de Lacouture est parfait, excellent, un modèle du genre. Irréprochablement honnête. François Nourissier / Le Figaro Magazine

Derrière l'artiste c'est une des quelques grandes consciences de notre temps que son biographe salue sans pitié aveugle mais avec une ferveur qui relie ces pages d'allégresse. Vous attendiez un écrivain et vous en trouvez deux. Michel Winock / Le Matin

648 pages, plus 32 pages de photos

SEUIL

PROCHE-ORIENT

Israël

La création de deux institutions rabbiniques à Hébron (Cisjordanie) divise la majorité gouvernementale

Jérusalem. — Provocation, fuite en avant, opération suicidaire : telles sont dans les milieux politiques de Jérusalem — et pas seulement dans l'opposition — les premières réactions à la décision prise le dimanche 23 mars par M. Begin et son gouvernement d'étendre la colonisation des territoires occupés à l'intérieur même des villes de Cisjordanie, en installant à Hébron deux institutions rabbiniques : un séminaire juif (une yeshiva) et un centre d'études régional. Cette nouvelle mesure a déjà provoqué l'irritation du gouvernement égyptien et la colère dans les territoires occupés où l'on attend à une grave agitation au cours des prochains jours.

M. Begin a choisi de franchir un pas dangereux au moment où sa position paraît la plus délicate. La plupart des commentateurs à Jérusalem ce lundi matin le soulignent : M. Begin a pris le risque de précipiter la chute de son gouvernement et en tout cas d'aggraver encore l'isolement de son pays sur la scène internationale, sans parler de l'enlèvement de la communauté juive de la Diaspora, qui tentent actuellement de faire le contre-pied après les récentes initiatives diplomatiques dirigées contre la politique israélienne.

Déjà, la seule déclaration de principe adoptée par le conseil des ministres le 10 février, affirmant le droit des juifs à s'installer à Hébron, avait soulevé une tempête de protestations. Elle était à l'origine de la convocation du Conseil de sécurité et de la résolution du 1^{er} mars condamnant les implantations en territoires occupés, texte qui a reçu l'approbation des États-Unis malgré la dénonciation par le pré-

De notre correspondant

sident Carter d'une partie de ce document. La déclaration du 10 février avait également facilité les dernières prises de position françaises et européennes sur la question palestinienne. Le gouvernement israélien d'ailleurs dont son attitude juste avant les rencontres que le président Carter doit avoir à Washington avec le président Sadate et M. Begin pour tenter de sortir de l'impasse les négociations sur l'autonomie. M. Begin semble ainsi riposter à priori aux menaces de pression dont il pourrait faire l'objet de la part des Américains, mais aussi des Égyptiens. Il paraît confirmer qu'il n'a guère apprécié cette convocation, interprétée souvent en Israël comme une opération conjointe égypto-américaine pour l'amener à faire d'importantes concessions.

Tollé dans l'opposition

En raison des remous qu'elles pouvaient causer, les mesures pratiques annoncées le 23 mars avaient été plusieurs fois retardées, précisément parce qu'elles étaient jugées « inopportunes » par plusieurs membres du cabinet et de la majorité. Ces réticences se sont manifestées plus fortement au cours du dernier conseil des ministres, où la décision n'a été acquiescée que par trois voix de majorité et deux abstentions. Trois ministres qui se sont rangés finalement au côté de M. Begin avaient demandé le report du débat. Dans le camp des « modérés », qui ont rejeté les propositions du premier ministre, se trouvent les deux vice-premiers ministres, M.M. Simha Eshkol et Yigal Yadin, et le ministre de la défense, M. Ezer Weizman. Tous trois ont laissé entendre qu'ils pourraient démissionner lorsque l'installation des deux institutions dans le centre

D'Hébron deviendrait effective.

Le projet n'est pas encore définitivement acquis, car M. Yadin et les deux autres ministres du Mouvement démocratique ont obtenu un délai en invoquant l'accord signé entre les deux parties de la coalition en 1977, qui prévoit l'arbitrage de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense en cas de contestation au sein du cabinet à propos des implantations. Commentant la décision du gouvernement, le ministre de la justice, M. Tamir, a déclaré : « C'est une erreur qui affaiblira le cabinet et augmentera les difficultés d'Israël sur le plan international de même que l'isolement du gouvernement dans le pays. » Bien que membre du parti national religieux souvent très proche du mouvement extrémiste Gush Emounim qui a poussé le gouvernement à développer la colonisation jusque dans la ville d'Hébron, le ministre des affaires religieuses, M. Abonhatira, a dit pour sa part : « La création d'un nouveau séminaire est inutile, les arguments politiques contre cette mesure sont parjournement valables. »

Dans l'opposition, c'est un tollé général, et tous les partis réclament une nouvelle fois la démission du gouvernement et l'organisation d'élections anticipées. Le parti travailliste a fait savoir dans un communiqué qu'il s'agit d'une décision « dangereuse qui ne peut qu'aggraver la situation de l'État d'Israël dans le monde ». Le communiqué déclare d'autre part : « Le gouvernement vient de prouver encore sa faiblesse en se laissant manœuvrer par des groupes fanatiques auxquels il n'a pas la force de résister. »

En Cisjordanie, les maires et les principales personnalités politiques devaient se concerter ce lundi pour envisager l'attitude à adopter. Le conseil municipal d'Hébron a déjà décidé de remettre sa démission dès le début des travaux pour l'installation du séminaire et du centre d'études régional. Une grève générale de tous les services municipaux est prévue pour le 26 mars.

FRANCIS CORNU.

La « Pravda » reproche aux États-Unis de vouloir dominer le Proche et le Moyen-Orient

Moscou. — Sous le pseudo-

nom collectif de A. Pénor, qui cache des fonctionnaires du comité central, la Pravda publie, ce lundi 24 mars, un long article sur la menace américaine au Proche-Orient. En eux-mêmes, les arguments développés ne sont pas nouveaux, mais leur répétition témoigne du souci de faire pièce à la politique des États-Unis dans cette région et de rejeter sur eux toute aggravation de la tension.

Les États-Unis poursuivent une politique globale à long terme pour tout le Proche et le Moyen-Orient, indique l'article. C'est pourquoi ils mènent tout règlement juste et durable du conflit israélo-arabe. C'est pourquoi aussi ils ont saisi les événements qui se sont produits, d'abord en Iran, puis en Afghanistan, pour tenter d'établir par tous les moyens leur contrôle sur une région du monde essentielle, notamment d'un point de vue stratégique. Le danger américain pour les pays du Proche-Orient ne date pas d'aujourd'hui, estime le journal. M. Schlesinger, quand il était ministre de la défense, avait déjà défini la doctrine qui prévaut actuellement.

De la « politique des petits pas » de M. Kissinger au marché séparé de Camp David et à la capitulation de M. Sadate devant Israël, il y a une filiation, affirme la Pravda. L'administration démocrate a créé un corps d'intervention rapide ; elle a décrété la région du Golfe « zone d'intérêts américains vitaux » ; elle est prête à utiliser tous les moyens, y compris l'arme nucléaire, pour parvenir à ses fins. « Les pays du Proche et du Moyen-Orient ont été très attentifs », écrit le journal, « aux informations annonçant que le Pentagone a été chargé d'étudier à fond les variantes d'une « guerre nucléaire limitée » avec attaques nucléaires sur les installations militaires ennemies. »

Selon lui, les États-Unis ont amené des bases flottantes dans le golfe Persique et dans l'océan Indien ; ils ont créé des points d'appui au Kenya, en Somalie et à Oman ; ils coopèrent militairement avec Israël et, dans la mesure du possible, avec l'Égypte ; ils aggravent la situation autour de l'Iran et de l'Afghanistan pour avoir sous la main un prétexte

De notre correspondant

leur permettant de poursuivre leurs projets dangereux : ils menacent les uns contre les autres les États de la région, provoquant des confrontations armées entre eux, que ce soit entre l'Éthiopie et la Somalie ou les Yémens du Nord et du Sud.

Détourner l'attention

Par contraste, l'article crédite naturellement l'U.R.S.S. d'intentions uniquement pacifiques. Sauf à vouloir provoquer coûte que coûte un conflit, il n'existe pas d'autre voie que le règlement politique des problèmes. « L'U.R.S.S. ne conçoit pas les ressources d'Israël », elle ne porte pas atteinte à la sécurité des autres pays ; elle n'a pas l'intention de leur imposer son mode de vie ; elle ne cherche pas à s'assurer des droits et des privilèges spéciaux. »

Ces attaques contre la politique américaine et ce rappel de positions théoriques bien connues ont au moins trois fonctions. Ils permettent, d'une part, de détourner l'attention de l'Afghanistan, les Soviétiques voudraient bien faire oublier qu'ils y entretiennent de quatre-vingt-dix mille à cent mille hommes, engagés dans une guerre contre les insurgés musulmans. La Pravda admet d'ailleurs que le « tapage » américain autour de ces événements a impressionné certains pays. Ce sont, bien sûr, ceux qui « se laissent influencer » ou ceux qui « spéculent sur les contradictions entre deux géants qui se querellent ». Mais ces pays commencent à y voir clair, et « ceux qui désirent tirer les marrons du feu pour les États-Unis, même contre paiement, sont de moins en moins nombreux », affirme le journal pour rassurer ses lecteurs. Il reste que les Soviétiques reconnaissent implicitement que leurs explications sur « l'aide désintéressée apportée au peuple afghan à sa demande » sont loin d'avoir convaincu tout le monde.

La Pravda répond d'autre part aux dirigeants israéliens, à l'imam Khomeiny et au président Bani Sadat, qui ont violemment pris à partie l'U.R.S.S. dans de récentes déclarations. La presse soviétique n'a fait aucune allusion à ces

philippiques, mais elle y apporte une réplique indirecte en mettant en valeur les dangers que les États-Unis font courir à l'Iran — première victime désignée d'une « attaque massive » — et en exhortant les dirigeants à ne pas se tromper de cible.

Enfin, dans cet article, l'Union soviétique rejette par avance sur les États-Unis la responsabilité de toute grave détérioration de la situation, que ce soit au Proche-Orient ou dans la corne de l'Afrique. En exposant de manière détaillée toutes les initiatives américaines dans la région, les Soviétiques prennent date.

DANIEL VERNET.

UNE « GRANDE MURAILLE » CONTRE L'ÉGYPTÉ ?

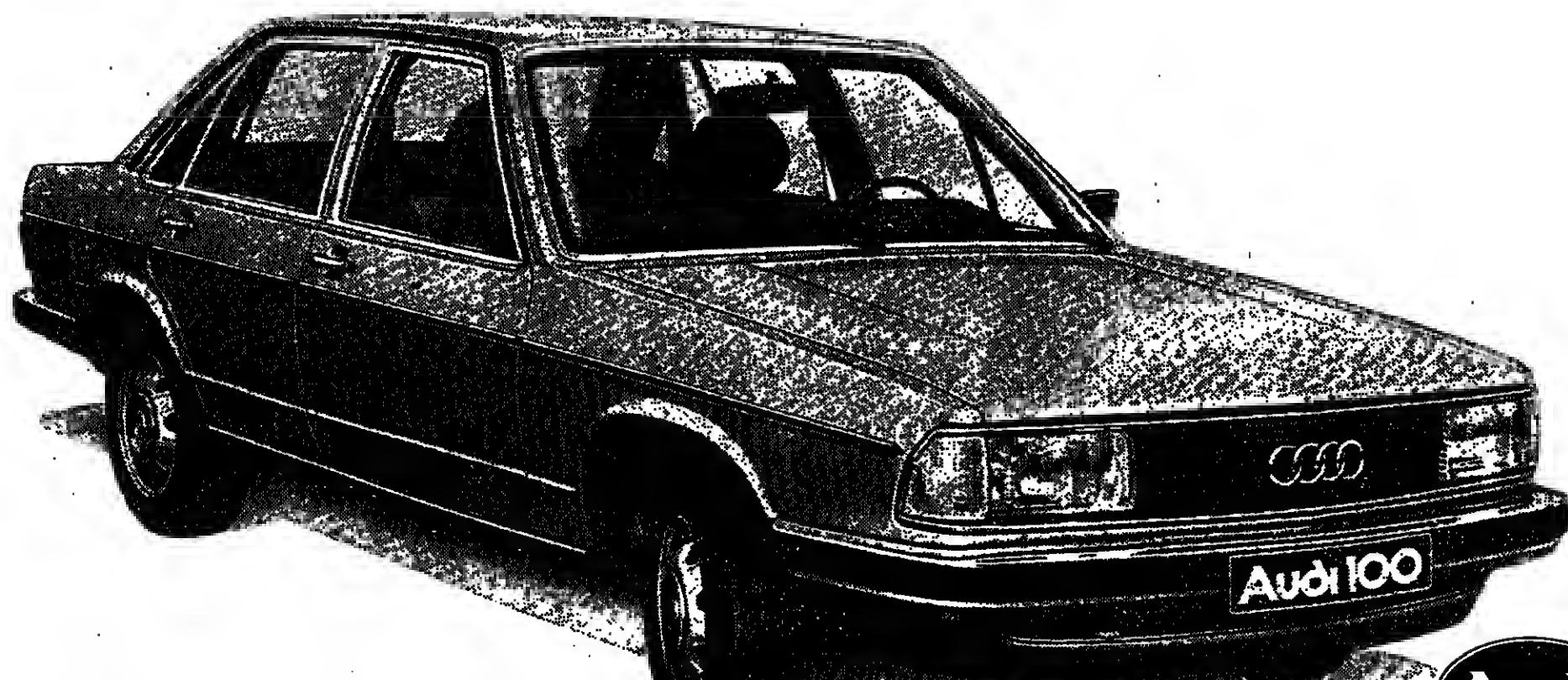
Le Caire (A.F.P.). — Le colonel Kadhafi, lui-même constructeur d'une « grande muraille » le long de la frontière orientale de la Libye, pour empêcher une « invasion » égyptienne, affirme, vendredi 21 mars, le quotidien Al-Ahram, citant des informations en provenance de la zone frontalière.

Le journal affirme que les travaux ont commencé à partir du littoral de la Méditerranée, et s'étendront jusqu'à l'oasis de Gaghghab, à 300 km plus au sud. Cette barrière serait constituée de blocs de ciment de 30 tonnes et s'étendrait sur un important réseau de barbelés, de champs de mines et de chevaux de frise. Elle coûterait, selon le quotidien égyptien, 3 milliards de dollars. Des dizaines de cargos débarqueraient dans les ports libyens les matériaux de construction. Les travaux pourraient durer sept ans.

Al-Ahram cite enfin le colonel Kadhafi qui aurait déclaré, au cours d'une inspection des chantiers, que cette « grande muraille » sera « cent fois plus importante que les lignes Maginot, Siegfried et Bar Lev réunies ».

Depuis 36 ans, le journal spécialisé
“Les Annonces” est le n° 1
 pour la vente des fonds de commerce
 En Vente Partout 2,50 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS

LA DIESELLE



Voici une révolution : l'Audi 100 5D, la Diesel. On va en entendre parler mais c'est bien le seul bruit qu'elle fera car la Diesel brille surtout par son silence. Ce silence, elle le doit à ses cinq cylindres. Car la Diesel c'est une cinq cylindres. Souples, nerveuses. Et rapides. Elle peut atteindre 150 km/h cette Diesel. Ce n'est pourtant qu'une 7 CV. Mais oui, 1986 cm³ et 7 CV seulement. 70 ch DIN pour une vignette de 200 F. Mais ce n'est pas la seule économie dont elle est capable. Les vidanges,

il n'en faut pas plus que 100 km. Et du gazole, en ville, elle n'en consomme que 7,5 l aux 100 km*. Comparez plutôt 2,33 F** le litre soit 17,47 F les 100 km. Comparez avec une voiture à essence consommant, en ville, 10,5 l de super à 3,35 F**. Cela fait 35,17 F. Vous avez bien lu. La Diesel vous fait faire, en ville, l'économie de la moitié de votre budget carburant. Et ces économies, la Diesel vous les fera faire très longtemps.



AUDI 100 5D. ELLE ECONOMISE 50% DE VOTRE BUDGET CARBURANT

* 12000 km à 100 km/h, 5 l/100 km. Consommation combinée 6,5 l/100 km. ** Prix des carburants en vigueur le 22 février 1980.

Copyright

Le risque philippin

(Suite de la première page.)

Plus que les querelles entre le clan Marcos et son opposition, dont les membres appartiennent essentiellement à la classe des privilégiés, c'est là la grande inconnue de l'avenir des Philippines.

« Si M. Marcos est malade — comme le veut la rumeur — le pays s'est bien davantage », nous dit le sénateur Salonga, l'un des figures de l'opposition libérale. Les régimes forts d'Asie (Corée du Sud, Taiwan ou Singapour) ont à présenter à leur décharge un bilan économique positif, quelles que soient d'autre part les injustices sociales et les sacrifices imposés à la population. Aux Philippines, la croissance de ces dernières années ne s'est traduite en rien par une quelconque retombée sur la population. « La pauvreté s'est au contraire aggravée », nous dit Mgr Sin, archevêque de Manille et chef de l'Eglise des Philippines qui, depuis quelques mois, critique sévèrement le régime. « Les expropriations, les malades, le feu, l'absence d'eau, les racketts dans les bidonvilles : les plus pauvres des Philippines en ont plus qu'ils n'en ont jamais », nous dit un prêtre.

En dépit des affirmations du gouvernement, le P.N.B. par habitant de près de 700 dollars, la pauvreté et la malnutrition s'aggravent rapidement. Selon un sociologue, M. Jurado, 51 % des familles vivent en deçà de la « ligne de pauvreté », définie comme la limite en dessous de laquelle le revenu ne peut suffire à répondre aux besoins alimentaires et sanitaires. En dix ans, ce pourcentage a augmenté de dix points. Pour vivre à Manille, il faut 33 pesos (1) par jour et par famille. Or le revenu moyen est de 30,40 pesos pour un ouvrier qualifié, et le salaire minimum est de 13 pesos. Dans le bidonville de

Carmona, proche de la capitale, on nous dit que les hommes, simplement pour aller travailler à Manille, dépensent plus de 10 pesos : ils ne reviennent que deux fois par mois et dorment sur les lieux de travail. En valeur nominale, les salaires ont augmenté d'un tiers en dix ans, mais, dans la même période, les prix à la consommation ont plus que triplé. En d'autres termes, le revenu a baissé de 35 à 40 % en termes de pouvoir d'achat. Selon l'Eglise, la

seule institution à avoir vraiment le poids de la nation (à 90 % chrétienne), les deux tiers des habitants vivent avec moins de 20 pesos par jour. Cette année, avec une inflation qui sera de l'ordre de 30 % et une hausse des prix du pétrole de 50 %, la situation sera encore plus pénible : le litre de lait est passé en deux jours de 8 à 10 pesos, et même le prix de l'eau, qui dans les bidonvilles est commercialisée, a augmenté de quelques centavos.

Malnutrition et mortalité infantile

Certes, dans ce pays de la non-chance et du sourire, la pauvreté n'a pas le caractère agressif qu'elle peut avoir ailleurs. Mais les statistiques des organismes internationaux confirment les constatations que l'on peut faire sur le terrain. D'abord en matière d'alimentation : selon l'Organisation mondiale de la santé, 78 % de la population souffrent de la malnutrition, la consommation de calories par jour plaçant l'archipel juste devant le Bangladesh. En quatre ans, les Philippines, qui dans les années 60, passaient pour un pays relativement privilégié dans une Asie pauvre, ont vu le pourcentage du nombre des mal-nourris augmenter de 12 %.

La malnutrition est patente lorsque l'on constate, à lire les statistiques du ministère de l'Agriculture, qu'en dix ans la consommation de viande et d'œufs a baissé de moitié. Depuis 1977, la consommation de céréales est tombée au niveau le plus bas depuis le début de la décennie. Récemment, celle du riz (1 kilogramme coûte 240 pesos) a diminué. Or le riz est la principale source de protéines.

Dans un de ces « postes » qui lui est familier, Mme Marcos a créé un institut de recherche sur

la nutrition : on y expose les produits particulièrement nutritifs en pochettes de plastique qui sont distribués aux plus pauvres. Mais on y admet aussi que 40 % des morts sont dus à la malnutrition (60 % dans le cas des enfants de moins de quinze ans). On fait surtout valoir que la malnutrition vient d'une inaptitude de la population à digérer sa nourriture. Ce qui peut sans doute refléter une part de vérité, mais n'explique pas pourquoi la situation se dégrade. Selon les médecins, en 1978, 70 % des enfants étaient anémiques et 85 % avaient des troubles de la vision crépusculaire : une enquête menée dans l'île de Cebu révèle qu'un enfant sur six cents est aveugle par manque de vitamines. Enfin, soixante-neuf enfants sur mille meurent avant d'avoir atteint un an. Seuls l'Inde et le Bangladesh dépassent les Philippines en ce domaine.

La tuberculose est la quatrième cause de mort chez les enfants, affirme le docteur Pardo de Tavera : « Il y a un cas de mort de tuberculose dans une famille sur dix », dit-elle. « En huit ans, la progression des morts dues à la tuberculose a été si rapide que 40 % des cas dans les pays du Pacifique viennent des Philippines », ajoute-t-elle. Le quotidien

Bulletin Today, pour sa part, annonçait, le 11 février, un manifeste : « Une déclaration recrudescence de la peste à Manille (nouveau) cinq cents quarantaine cas ». Que faut-il penser de l'action du gouvernement pour remédier à cette situation alarmante, lorsque l'on constate la faible part du budget consacrée à la santé (4,8 %) ?

Autre conséquence de l'appauvrissement de la population : le nombre croissant d'enfants qui ne terminent pas l'école primaire, pourtant gratuite, parce qu'ils doivent commencer à gagner leur vie. Dix-huit enfants sur mille ayant moins de quinze ans travaillent (la proportion est certes

plus élevée en Thaïlande : trente-deux pour mille). Selon le ministère de l'éducation et de la culture, moins de 50 % des enfants achèvent leur scolarité. A Manille, seule une petite fondation animée par un jésuite tente de récupérer une partie (douze cents) de ces enfants. « Mais une coupure dans la scolarité à cet âge est une catastrophe pour l'intelligence : c'est tout un capital humain qui est gâché », nous dit le Père Triz, qui a adopté la nationalité philippine pour pouvoir agir plus facilement. Il a créé un petit atelier pour exporter vers l'Europe des produits artisanaux faits par les parents des enfants dont il s'occupe (2).

Les Philippines paraissent surtout engagées dans des grands projets de prestige, coûteux en énergie et en technologie et peu créateurs d'emplois, qui doivent être financés grâce aux prêts étrangers.

Certes, ces dernières années, a été enregistrée une augmentation des investissements privés, dont 60 % sont consacrés à l'industrie. Pourtant, la production industrielle plétine : de 1972 à 1978, l'industrie n'a guère augmenté sa contribution au P.N.B. (environ 25 %). Selon la Banque mondiale, pour une augmentation de production identique, il faut aux Philippines un investissement de 35 % plus élevé que dans les autres pays de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique).

Souvent, la décision d'investir est moins dictée par des considérations de production que par la possibilité des « commissions » qui en découlent. Ce qui explique aussi, selon les économistes, la faible utilité apparente (surcapacité, gaspillage) des investissements réalisés. Un nouveau projet, en revanche, peut toujours être source d'un gain immédiat : les garanties gouvernementales pour les prêts étrangers n'ont de chances d'être obtenues, dit-on dans les milieux d'affaires, qu'avec de bonnes « connexions » au palais (la commission s'élevant à 10 % de la valeur du prêt).

Bien que le soutien des Etats-Unis reste pour le moment acquis au régime, la détérioration de la situation et aussi les rumeurs sur la mauvaise santé du président — il souffrirait d'une maladie des reins doublée de lupus (maladie de la peau) — ont ouvert une période de lutte pour le pouvoir au sein de l'équipe dirigeante.

PHILIPPE PONS.

Le pays le plus endetté de la région

La détérioration continue de la situation sociale — peut-être un jour facteur d'instabilité politique — semble d'autant plus difficile à enrayer qu'elle s'ajoute aux difficultés économiques que rencontrent les Philippines depuis plusieurs années : déséquilibres externes commerciaux et financiers (1 milliard de dollars par an) et accroissement de l'endettement (8,5 milliards de dollars) qui alourdit le service de la dette. Celui-ci a pratiquement atteint le plafond fixé par le Fonds monétaire international (F.M.I.). Les Philippines sont le pays le plus endetté d'Asie. Par une série de subterfuges, qu'évaluent dans un dossier politique évident la Banque mondiale, le F.M.I. ou la Banque asiatique de développement, les Philippines ont réussi à allonger la durée moyenne des prêts et à échapper aux « plafonds » d'endettement.

Les Philippines estiment qu'il est normal pour un pays en développement d'avoir des échanges déséquilibrés et meurt en attendant les exportations futures, les découvertes pétrolières escomptées ou le tourisme pour rétablir l'équilibre. Aucune de ces évolutions ne s'est clairement fait sentir. D'une manière symptomatique, dans un rapport de décembre, la Banque mondiale indique que les prévisions résolument optimistes ne sont plus de mise et qu'il faut regarder la réalité en face.

M. Marcos concède à ses op-

posants que le pays connaît une crise économique — c'est d'ailleurs un de ses arguments pour justifier le maintien de la loi martiale. Mais le président-premier ministre en attribue les raisons à l'augmentation des prix du pétrole, à la stagnation mondiale et à l'inflation importée. Pour pallier le mécontentement social, il a relancé les programmes « populistes » qui, à l'origine, avaient fait accepter assez favorablement la proclamation de la loi martiale, mais qui, le plus souvent, sont tombés dans les oubliettes.

Le président exalte, à la télévision, à paraître au fait du moindre détail, affirmant qu'il a donné ordre à tel ministre de veiller au prix du poulet dans telle province, à tel autre de supprimer le jus d'orange sur les vols intérieurs pour remédier au renchérissement de l'énergie. Quant à Mme Marcos, elle est dans ce domaine le plus fidèle serviteur de son mari et aime se comparer, dit-on, à un Robin des Bois philippin « volant aux riches pour donner aux pauvres ».

Sous le coup de la nécessité, le gouvernement peut-il remédier à la crise ? Sa tâche serait déjà ardue si les Philippines n'étaient « victimes » que de la situation internationale, comme l'affirme le pouvoir. Elle semble l'être d'autant plus que d'autres éléments jouent dans la détérioration des équilibres de l'économie.

Dépenses de « prestige »

Depuis dix ans, l'équipement des Philippines s'est développé, mais au prix d'une gestion qui semble laisser à désirer et consiste à emprunter massivement pour dépenser sans compter dans des projets grandioses qui ne répondent peut-être pas aux besoins réels et immédiats du pays. « Les Philippines ont fait, et l'on dépense des fortunes en opérations de prestige », souligne le cardinal Sin. On reproche surtout à M. Marcos d'avoir laissé détourner de leur destination des sommes énormes. La « nouvelle société » n'a en rien mis fin à une corruption endémique : simplement, les principaux bénéficiaires sont limités au petit groupe client du pouvoir. A en croire les discours du président,

les épurations se succèdent, notamment dans l'armée, qui a aussi pris l'habitude des prébendes.

Les économistes critiquent la gestion de M. Marcos sur plusieurs points. D'abord la concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul homme et de son entourage a peu à peu paralysé l'administration : rien ne se fait sans l'aval du palais, ce qui provoque un allongement des délais de décision. Ensuite, la question des priorités : tenant apparemment peu compte des recommandations de la Banque mondiale,

(1) 1 dollar américain vaut 7,32 pesos.
(2) ERDA Foundation, Box 306, Quinsan, Ver Bldg, 1234, Espana cor. Jhocson St. Sempalco, Manille.

"MAINE" S WEAR

180, rue du Château - PARIS (14^e)

Angle avenue du Maine

COSTUME VELOURS 299 F

COSTUME UN TROIS PIÈCES

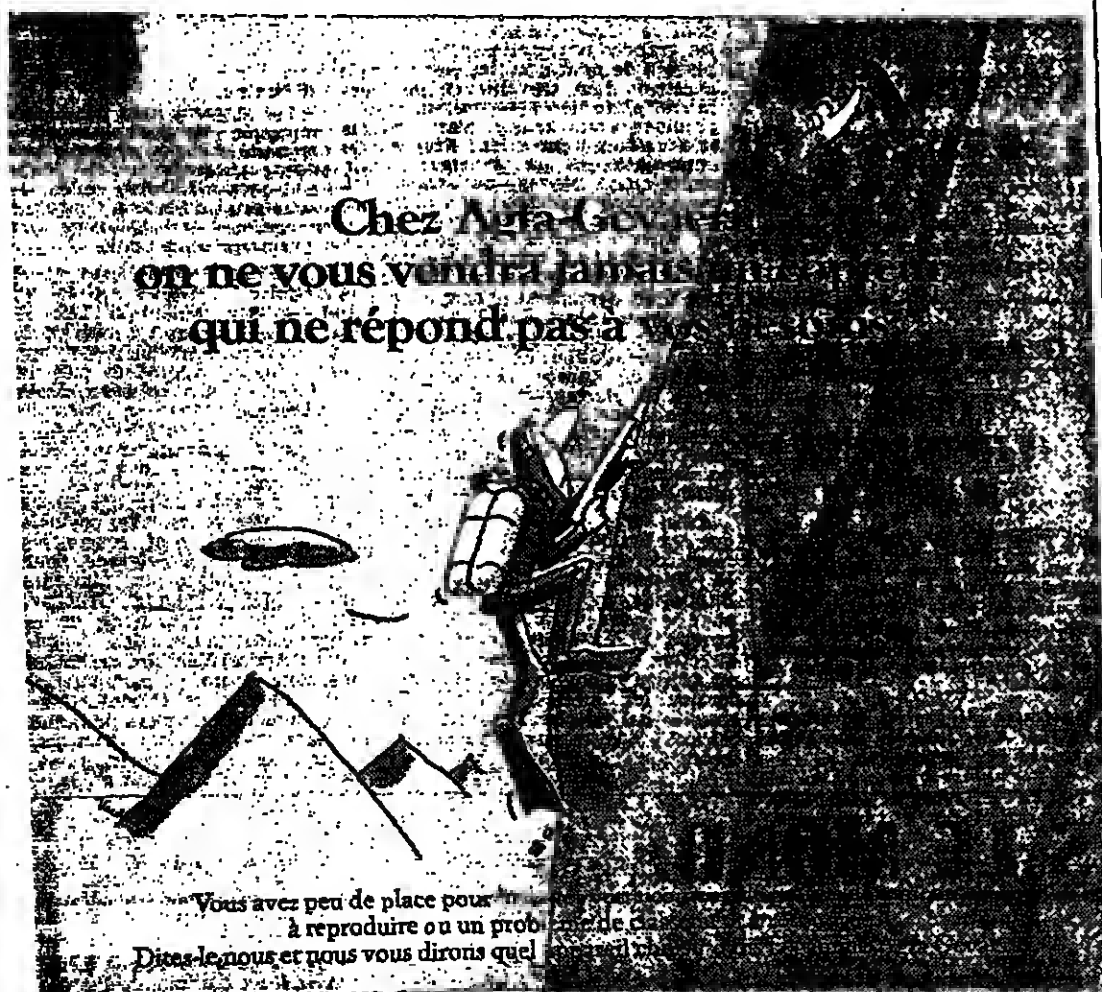
à partir de 319 F

TROIS CHEMISES UNIES 399 F

Remise permanente de 15 % en sus sur tout le magasin aux cinq cents premiers clients pour un achat d'au moins 700 F

Métro ALESIA

Ouvert tous les jours de 10 à 20 h.



Chez Agfa-Gevaert on ne vous vendra jamais qui ne répond pas à vos besoins.

Vous avez peu de place pour reproduire ou un problème de... Dites-le nous et nous vous dirons quel...

ALFASUD SUPER

ALFA ROMEO SUPER 1.5 conditions spéciales sur véhicules disponibles. 11 mars au 30 avril



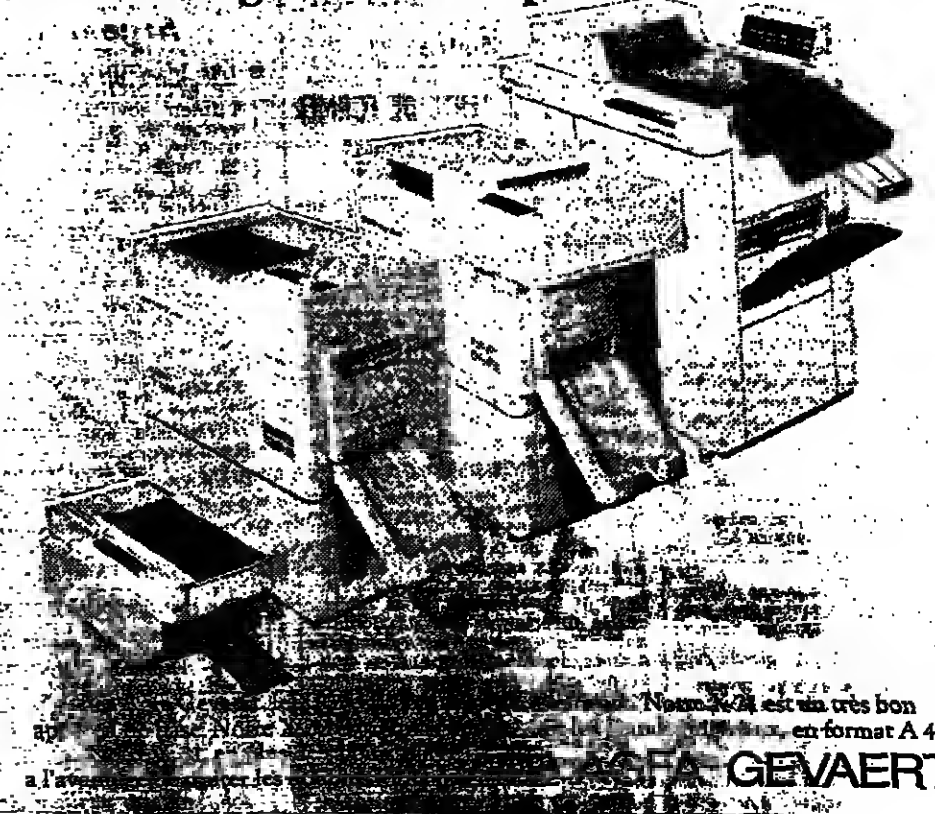
ALFA ROMEO. LES CHEVAUX DE FEU.

SFAM 23, bd de Courcelles, 75008 Paris - 563.02.50

GAP 37, av. du Général Bizot, 75012 Paris - 340.80.47 SFAM 40 ter, av. de Suffren, 75015 Paris - 734.09.35

Ets LE CALVEZ 6, rue Vulpain, 75013 Paris - 535.98.69 GAP 122, rue P. V. Couturier, 93400 Noisy-le-Sec 843.93.39

Agfa-Gevaert. Toute une gamme de copieurs sur mesure.



Notre copieur est un très bon copieur en format A 4.

AGFA-GEVAERT



image Le Nouvel Observateur

EUROPE

Suède

La nette victoire des partisans du nucléaire devrait mettre un terme à une controverse de près de quatre ans

De notre correspondant

Stockholm. — L'opinion, à la fin de la campagne référendaire, s'est probablement sentie un peu déçue devant l'abandon de l'instance des informations qu'elle recevait de la part des partisans et des adversaires de l'énergie nucléaire. C'est sans doute ce qui explique un taux d'abstention plutôt élevé, surtout après un débat qui avait, durant des mois, occupé les esprits (le Monde des 21 et 22 mars). Mais l'écart entre les oui (58,2 %) et les non (38,6 %), est relativement important. Le résultat de ce référendum devrait mettre un terme à une controverse qui a duré près de quatre ans et contribué à la chute de deux gouvernements.

Le premier ministre, M. Thorbjörn Fälldin, connu pour son opposition à l'énergie nucléaire, ne paraissait pas spécialement acclamé dimanche soir par l'issue du référendum. Pourtant, il vient d'écarter un nouvel échec. Son parti, le centre, soutenu, avec les communistes, les écologistes, et une quarantaine d'autres organisations, l'option proposée à la fermeture des réacteurs en service avant 1990, et qui a été battue. « J'estime, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse, que notre résultat est très satisfaisant. Mais nous devons nous incliner devant la majorité et accepter un programme de douze réacteurs ou plus. L'objectif des centristes doit être maintenant au sein du gouvernement de veiller à ce que la sûreté des centrales soit renforcée, et à ce que les recherches sur les énergies de substitution soient encouragées, pour rendre la nucléaire inutile en Suède dans les plus brefs délais ».

Le leader centriste, qui est obligé de tenir compte de l'avis différent de ses partenaires libéraux et conservateurs, n'a pas à sa première concession. En octobre 1976, il avait promis pendant la campagne électorale qu'aucun nouveau réacteur ne serait chargé en combustible. De-

vant premier ministre, il annonçait la mise en service de la centrale de Barsebäck 1. Deux ans plus tard, il démissionnait au terme d'une querelle entre les trois familles de la coalition sur la question du stockage des déchets irradiés. Le résultat du référendum signifie que deux réacteurs, les numéros 7 et 8, vont prochainement être couplés au réseau. C'est M. Fälldin lui-même qui a donné l'autorisation. Cette décision risque de provoquer des remous dans les rangs centristes et de mettre le chef du gouvernement dans une position délicate. Mais, a-t-il déclaré sereinement, « en politique, il est impossible de faire tout ce que l'on souhaiterait faire ».

Les libéraux et les conservateurs, membres de la coalition, ont accueilli avec satisfaction les propositions conciliantes du premier ministre. « La victoire du « oui » est la victoire de la sagesse », a commenté

M. Gösta Bohman, ministre conservateur de l'économie. L'énergie nucléaire inquiète beaucoup de Suédois. Notre tâche à nous, hommes politiques, est maintenant de les rassurer en renforçant les mesures de sécurité. Je ne réjouis également de constater que le parti des urnes a été net, ce qui est de plus en plus rare dans la vie politique suédoise ».

Comme M. Bohman, le leader du parti libéral, M. Ola Ullsten, ministre des affaires étrangères, ne pense pas que l'issue du scrutin posera des problèmes lorsque les partis rédigeront la proposition de loi relative à la position de politique énergétique qui doit être soumise au Parlement avant la fin de la session parlementaire de printemps. Le défaut de chaque une ligne différente lors de la campagne référendaire ne devrait pas, à ses yeux, laisser de traces dans le travail du gouvernement.

Le soulagement de M. Palme

C'est aussi avec un grand soulagement que, dans l'opposition, les sociaux-démocrates ont accueilli le résultat du référendum. La question de l'énergie nucléaire avait profondément divisé le parti de M. Olof Palme, mais l'option n° 2, pour laquelle celui-ci avait appelé à voter, l'a finalement emporté avec 39,3 % des suffrages exprimés, contre 38,5 % aux tenants de la ligne 3 préconisant l'abandon des centrales.

L'option 1, qui soutenait le même programme que l'option 2 avec une variation dans l'application, a recueilli 18,9 % des voix. Dans la dernière phase de la campagne, l'appareil du mouvement ouvrier est entré en jeu, et les électeurs incités ont, semble-t-il, voté comme lors des législatives : la fidélité au parti a été déterminante. M. Palme a déclaré : « Le verdict est net, et

c'est au gouvernement et aux députés qu'il revient maintenant de prendre leurs responsabilités. L'orientation de la politique énergétique doit être fixée par le peuple. Nous avons un programme en trente-sept points qui permet de fermer la parenthèse vers 2010. Nous avons tenu compte de l'inquiétude des Suédois en définis-

sant ce programme, et nous ne voulons pas construire un seul réacteur de plus que les douze prévus ».

Évoquant la collaboration avec les libéraux au sein de l'option n° 2, l'ancien premier ministre a souligné qu'elle avait été « remarquable », mais qu'il ne souhaitait pas tirer d'autres conclusions. Pour le leader libéral, « cette collaboration concrète sur une question précise est un des effets positifs du référendum. Elle montre qu'un dialogue est possible entre partis habituellement adverses ». Il est cependant trop tôt pour dire si ce rapprochement peut ouvrir des perspectives politiques nouvelles pour la Suède en cas de crise gouvernementale. Les écologistes, les communistes, qui sont en progrès constants, et les dissidents d'organisations qui s'étaient regroupés dans la « campagne populaire pour le non » ne se faisaient guère d'illusions sur l'issue de la consultation. Sur un point, cependant, ils peuvent être satisfaits : leur action a fortement influencé les partis, et rares sont ceux, en Suède, aujourd'hui, qui oseraient parler d'une extension du programme électronucléaire.

ALAIN DEBOVE.

Hongrie

Trois délégués étrangers seulement prendront la parole au congrès du parti socialiste ouvrier

De notre envoyé spécial

Budapest. — Le deuxième congrès du parti socialiste ouvrier hongrois s'est ouvert lundi matin 24 mars. Peu de drapeaux, encore moins de discours, ont marqué l'ouverture relativement courte (trois heures) et un nombre restreint (trente-six) de délégations étrangères. Tout a été fait pour que l'événement se déroule dans la plus stricte confidentialité. Le propos est délibéré. Engagée depuis janvier dans une ambitieuse réforme économique et luttant contre la dégradation des relations avec Washington et Moscou (le Monde des 23-24 mars), la Hongrie tient avant tout à poursuivre ses efforts de redressement dans les conditions les meilleures possibles, à éviter les remous et le mécontentement à l'intérieur et hors de ses frontières.

Le choix des orateurs étrangers qui s'adresseront au congrès marque que la fidélité de la Hongrie à son alliance avec l'U.R.S.S. ne peut être à l'abri de doute. Les délégués soviétiques (M. Kirilenko, membre du bureau politique, vietnamien et cubain auront le droit à la parole et pourront émettre des réserves sur le maintien de la politique du bloc socialiste sur quatre continents — en Europe, en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Ce choix est peut-être une façon d'éviter une intervention de la délégation roumaine qui aurait pu être

gauche en raison aussi bien des problèmes bilatéraux que pose le sort de la minorité hongroise de Transylvanie que de la condamnation finale de l'invasion de l'Afghanistan par Bucarest.

Ce rappel de la solidarité de la Hongrie avec son camp ne devrait cependant pas écarter la réaffirmation de l'attachement de Budapest à la défense et au développement de ses relations, notamment économiques, avec les pays occidentaux. — B. G.

Grande-Bretagne

ATTENTAT AU CONSULAT D'ITALIE A LONDRES

Londres (A.F.P.) — 50 kilos d'explosif ont sauté, dans la nuit du 23 au 24 mars dans le bâtiment du consulat d'Italie à Londres. Le toit du bâtiment a été soulevé, la façade s'est effondrée. Un violent incendie a suivi, combattu par quatre casernes de pompiers. Il n'y a pas eu de blessés.

L'attentat n'a pas été revendiqué. Scotland Yard exclut que l'I.R.A. puisse en être responsable.

République fédérale d'Allemagne

AU CONGRÈS DES « VERTS » A SARREBRUCK Les écologistes modérés sont noyautés par l'extrême-gauche

De notre correspondant

Bonn. — Il y a une semaine, après son arrivée au Parlement du Bade-Wurtemberg, le parti « vert » paraissait avoir effectué une percée décisive. Les écologistes allemands voyaient déjà s'ouvrir devant eux les portes du Bundestag, ce qui pouvait bouleverser l'équilibre politique de la République fédérale. Après le congrès qu'ils viennent de tenir à Sarrebruck, du vendredi 21 au dimanche 23 mars, leur avenir est de nouveau beaucoup plus incertain. La question est même posée de savoir si leur mouvement, déchiré entre « verts » et « rouges », peut encore échapper à une scission qui serait catastrophique pour lui.

Depuis le début, il s'agissait d'ailleurs de savoir si les « verts » authentiques parviendraient à éviter l'infiltration et la domination des divers groupements d'extrême gauche, qui prennent l'écologie comme un train en marche, pour faire prévaloir plus facilement leurs propres revendications.

Aujourd'hui, il paraît clair que les idéologues sincères du parti « vert » ne sont guère en mesure de tenir tête aux groupes, bien mieux organisés, de l'extrême gauche révolutionnaire, dont le but essentiel est d'exploiter la sympathie de beaucoup de citoyens pour la cause écologique.

Sarrebruck, cette extrême gauche a fait approuver un programme qui a peu de chances de séduire les électeurs.

Les réactions des fondateurs

C'est une surprise : si les « verts » ont remporté des succès remarquables au Bade-Wurtemberg (comme, auparavant, à Berlin), ils ont été défaits dans l'un et l'autre cas à distance par des candidats de mouvements communistes de toutes nuances, des trotskistes aux z. m. m. Au congrès de Sarrebruck, ces groupements sont de nouveau parvenus à établir leur prédominance. Le programme approuvé par le congrès demande le démantèlement de toutes les grandes entreprises pour faire place à de petites unités économiques, où les travailleurs pourraient pratiquer l'autogestion. Le problème du changement doit être résolu par l'introduction immédiate de la semaine de trente-cinq heures de travail, sans aucune réduction de salaire. Quant à la politique étrangère du parti « vert », elle consiste désormais à revendiquer une interdiction mondiale de l'énergie atomique, test, armes chimiques et biologiques, ainsi que l'abandon, par l'Est comme par l'Ouest, de toute installation de fusées nucléaires en Europe. Les congressistes de Sarrebruck ont même demandé que la R.F.A. adopte des mesures militaires de désarmement pour favoriser la création en Europe d'une zone complètement dénucléarisée.

Aussi n'est-il pas surprenant que les fondateurs du parti aient réagi de façon vigoureuse. M. Herbert Gruhl, membre du Bundestag, qui a quitté la C.D.U. pour se consacrer à la cause écologique, refusé de signer la direction du nouveau parti. Il lui est apparu impossible de défendre devant les électeurs un programme qui ne peut apparaître à beaucoup d'entre eux que comme excentrique, utopique, naïf ou

révolutionnaire. M. Balder Springmann, un paysan toujours vêtu d'une blouse verte qui depuis des années est le béraut de l'écologie en R.F.A., a lui aussi estimé nécessaire de faire un éclat de protestation en déclarant que les objectifs du parti étaient désormais noyés dans un programme d'extrême gauche.

Dans ces conditions, la seule surprise véritable du congrès de Sarrebruck est que, en fin de compte, les quelques 17 000 délégués aient quand même élu un comité directeur provisoire laissant la prépondérance à des hommes relativement modérés. Ceux-ci auront la tâche presque impossible de concilier leurs propres convictions avec les directives du congrès en matière de programme.

JEAN WETZ.

Yougoslavie

LE PRÉSIDENT TITO EST TRAITE AVEC UN NOUVEL ANTIBIOTIQUE AMÉRICAIN

Le bulletin de santé du maréchal Tito indique samedi 22 mars que les médecins avaient envoyé l'hémogramme gastrique. Le communiqué de dimanche dit qu'il n'y a pas de changement et qu'il n'y a pas de détérioration de la résistance aux causes de l'infection, on a repris le traitement par de nouveaux antibiotiques ».

On apprend, à ce propos, que le département d'État a autorisé un grand nombre d'infections graves, a précisé un porte-parole du laboratoire pharmaceutique Eli Lilly and Co d'Indianapolis (Indiana).

Le « Moxalactan » est un puissant antibiotique qui peut prolonger la vie en envoyant un grand nombre d'infections graves, a précisé un porte-parole du laboratoire pharmaceutique Eli Lilly and Co d'Indianapolis (Indiana).

Ce médicament n'est pas encore homologué par l'administration américaine pour le traitement des produits alimentaires et pharmaceutiques (F.D.A.), mais le département d'État a autorisé l'exportation approuvée par la F.D.A. après huit années d'essais et d'analyses.

Le laboratoire américain et le laboratoire japonais Shionogi and Co travaillent à l'établissement de ce produit depuis 1975. Un nouveau médicament est généralement approuvé par la F.D.A. après huit années d'essais et d'analyses.

Des responsables des partis communistes yougoslaves, polonais et français se sont rencontrés samedi 22 mars à Belgrade, pour la première fois depuis plusieurs années. MM. Alexandre Grilickov, membre de la présidence de la Ligue des communistes de Yougoslavie, Andrej Verblan, secrétaire du comité central du parti ouvrier unifié polonais, et Maxime Grémets, membre du bureau politique du parti communiste français, ont pris part à ces conversations.

Les précédents

• AUX ÉTATS-UNIS, plusieurs États ont, dans le courant de 1976, effectué des consultations sur la construction d'usines nucléaires. Le 8 juin, les Californiens se sont prononcés, à une large majorité contre l'application de mesures de sécurité plus strictes qui auraient provoqué la fermeture progressive des centrales de cet État. Le 2 novembre, les électeurs de six États (Colorado, Colorado, Montana, Ohio, Oregon et Washington) ont repoussé des propositions tendant à limiter ou à empêcher la construction de centrales nucléaires. En revanche, une telle proposition a été adoptée dans le Missouri.

• EN AUTRICHE, les électeurs ont été appelés à se prononcer par référendum le 5 novembre dernier, sur la mise en service de la centrale nucléaire de

Zwentendorf, à soixante kilomètres de Vienne. Ils se sont prononcés contre par 50,47 % des suffrages exprimés, malgré l'engagement personnel du chancelier Kreisky en faveur du « oui ». Cette centrale était la seule d'Autriche.

• EN SUISSE, les électeurs ont été consultés à deux reprises en 1979. Ils ont rejeté le 18 février, à une très faible majorité, un projet de révision constitutionnelle demandant le renforcement des garanties de sécurité et l'accord préalable des populations directement intéressées lors de la construction de centrales nucléaires. Le 27 mai, ils ont ensuite approuvé, à une large majorité, un projet de loi élaboré par le Parlement et le gouvernement, sur la législation de la sûreté de la construction de centrales nucléaires.

« Je partage entièrement vos préoccupations », déclare notamment M. Brejnev. (...) L'U.R.S.S. s'est constamment prononcée pour la suppression de la destruction de masse. » — (A.F.P.)

• Un groupe de physiciens américains hostiles aux armes nucléaires, qui avaient envoyé une lettre à MM. Carter et Brejnev exposant leurs inquiétudes à rendre publique dimanche 23 mars la réponse du président sovié-

Turquie

AUCUN CANDIDAT NE S'EST PRÉSENTÉ AU PREMIER TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

(De notre correspondant.)

Ankara. — Faute de candidats, le premier tour de l'élection présidentielle, le samedi 22 mars, a duré à peine cinq minutes. M. Karatas, président de la grande assemblée nationale (les deux Chambres réunies), a renvoyé la suite au mardi 25 mars. Mais la décision tardera vraisemblablement encore. Ni le parti de la justice ni le parti républicain du peuple ne contrôlent les deux tiers des voix nécessaires aux deux premiers tours, ni même la majorité du 315 voix requise à partir du troisième tour.

Pour l'instant, les « états d'urgence » et évitent de lancer leur candidat le plus sérieux. Le premier ministre, M. Demirel, va jusqu'à dire, dans une interview : « Le Parlement est comme une banquette dans l'agitation de ses couloirs, les tendances se forment comme on fait du beurre ». M. Bervit, chef de l'opposition, réitère sa conviction qu'il faut introduire un dialogue entre les forces politiques pour désigner le plus vite possible le candidat le plus apte. — A. U.

Italie

M. COSSIGA TENTE DE FORMER LE NOUVEAU CABINET

Rome (A.F.P.). — M. Francesco Cossiga, président du conseil constitutionnel, va tenter de former un nouveau cabinet. Entre la démission officielle (38,3 % des voix au Parlement) qui refuse une participation communiste au gouvernement, et le parti communiste (30,4 %), qui ne cesse de répéter : « Ce n'est pas le gouvernement », le parti socialiste (9,8 %) est le maître du jeu politique.

Mais des dissensions internes et des prises de position ambiguës ne permettent pas de prévoir quelles seront ses réactions. Refusant la politique de centre gauche des années 60, où il avait le sentiment de se « faire » en servant de caution à la démocratie chrétienne, le P.S.I. demande, au cours des dernières années, la constitution d'un gouvernement de vaste coalition comprenant les communistes.

Aujourd'hui, M. Bettino Craxi, secrétaire général du P.S.I., semble accepter de participer à un gouvernement où les communistes seraient exclus. Mais on ignore encore à quelles conditions.

Argentine

• LES POSSIBILITÉS DE COOPÉRATION NUCLÉAIRE avec l'Union soviétique vont être examinées par l'Argentine, a déclaré, à Buenos Aires, M. Jorge Coll, secrétaire général de la commission pour l'énergie atomique. M. Coll, qui est parti le jour même pour Moscou, sur l'invitation des autorités soviétiques, dirige une délégation d'experts argentins qui visiteront des installations nucléaires. « Le plan nucléaire argentin est important par son étendue et les possibilités de coopération peuvent servir de différents endroits », a indiqué le secrétaire de la commission. Il a toutefois rappelé que son pays avait choisi de développer la filière eau lourde-tritium naturel, utilisée par plusieurs pays occidentaux. — (A.F.P.)

Bolivie

• UN JESUITE BOLIVIEN A ÉTÉ ASSASSINÉ LE 21 MARS. D'origine espagnole, le Père Luis Espinal, directeur de l'hebdomadaire progressiste Agui, a été retrouvé mort près de La Paz, à l'annonce samedi 22 mars la police bolivienne. Son cadavre portait six impacts de balles. La disparition vendredi du Père Espinal avait provoqué une vive émotion tant à la compagnie de

Jésus que parmi les syndicats de journalistes ou à la centrale ouvrière bolivienne. Mettant en cause l'impunité de son régime, les journalistes ont triés qui, selon lui, appartenaient à des groupes paramilitaires, le ministre de l'Intérieur, M. Jorge Sison, a démissionné. — (A.F.P., A.P.)

Chine

• LE GÉNÉRAL MOUBTU, chef de l'État laotien, a commenté, lundi 24 mars, une « visite amicale » en Chine. Il s'agit de son troisième séjour à Pékin, les deux précédents ayant eu lieu en 1973 et 1974. La Chine avait exprimé son soutien au régime du président Mobutu lors des troubles dans la province du Shabie en 1977 et 1978. — (A.F.P.)

• M. FRANCIS PYM, ministre britannique de la défense, est arrivé dimanche 23 mars à Pékin, a rencontré lundi M. Wang Zhen, vice-premier ministre chinois. L'entretien a porté sur la coopération militaire sino-britannique et la situation internationale. M. Wang Zhen est un spécialiste des questions aéronautiques et de la technologie de pointe. Pendant son séjour, M. Pym doit inaugurer à Shanghai une exposition de matériel aéronautique britannique, la première de ce type organisée en Chine. — (A.F.P.)

Cuba

• M. OLIVIER STYRAN commence une visite officielle à La Havane, à partir de ce lundi 24 mars. Le secrétaire d'État aux affaires étrangères doit participer à la cinquième session de la commission économique franco-cubaine, créée en 1975. Les préoccupations de la France à propos de la stabilité politique des Antilles et des Caraïbes, ainsi que la conjoncture mondiale (notamment la situation en Afghanistan et l'avenir du mouvement des non-alignés), devraient être examinées lors de ce voyage. — (A.F.P.)

El Salvador

• UN ÉTUDIANT A ÉTÉ TUÉ PAR LA POLICE, et plusieurs autres ont été arrêtés, samedi 22 mars, au cours d'affrontements qui se sont déroulés dans l'enceinte de l'université centre-américaine. D'autre part, six guerilleros des Forces populaires de libération ont été tués dans les environs de la ville de Zacatecoluca, à 50 kilomètres au sud-est de la capitale, au cours d'un accrochage avec une patrouille militaire à laquelle ils avaient tendu une embuscade. Enfin, les militants de gauche, membres de la Coordination révolutionnaire de masses, qui occupent la cathédrale de San Salvador,

ont enterré à l'intérieur même de l'édifice au moins dix victimes des récents affrontements.

Tunisie

• M. HEDI NOUIRA EN CONVALESCENCE A NICE. — Le premier ministre tunisien, a quitté, samedi 22 mars, l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière de Paris où il était soigné depuis le 28 février, pour une hémorragie cérébrale. Sa convalescence commence dans les meilleures conditions, indiquent ses médecins. M. Nouria s'est rendu à Nice à bord d'un Mystère-20 pour un bref séjour. Il poursuivra ensuite sa convalescence en Tunisie, indiquent de source tunisienne.

Union soviétique

• UNE DÉLEGATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS a rejoint à Moscou du 17 au 22 mars, dirigée par M. Louis Baillet, a notamment rencontré à Moscou M. Boris Ponomarev, responsable des relations du P.C. soviétique avec les partis communistes étrangers. Les questions de défense et de sécurité ont été discutées au cours de ces entretiens. Les deux délégations ont condamné le déploiement en Europe de nouvelles fusées nucléaires américaines. — (A.F.P.)

Le Monde

M. Giscard

Paris. — Le président M. Valéry Giscard d'Estaing, la 6^e Force Indivisible, le deuxième président de la 5^e République après, entre 1958 et 1969, le général de Gaulle, ont eu lieu au Palais des expositions.

La journée lyonnaise de la biologie a débuté par une séance de travail de la 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

M. Giscard d'Estaing, le quatre « directeurs » de la 4^e Région, ont eu lieu la 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

— Nous placer, quel que soit dans les 4^e Commission de la 4^e Région, une cérémonie de la biologie au temps de la biologie avec Genève, Lille et Gendarme de visite, au Palais des expositions, la plus importante officielle. — Juste et

مكتبة الامم المتحدة

M. Giscard d'Estaing à Lyon : « J'entends bien me tenir à la ligne du juste milieu »

De notre correspondant

Lyon. — Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a inauguré, dimanche matin, la 62^e Foire internationale de Lyon. Il était le sixième président de la République à accomplir cette démarche après, entre autres, Raymond Poincaré en 1917 et le général de Gaulle en 1968. Des manifestations ont eu lieu à Lyon et à proximité du Palais des expositions.

La journée lyonnaise du président de la République a débuté par une inauguration, d'un style très traditionnel, de la 62^e Foire internationale de Lyon : une cérémonie qui reprenait en termes contemporains la tradition médiévale des foires lyonnaises au temps où la métropole rhodanienne rivalisait avec Genève, Milan ou Anvers. Une heure et demie de visite, au pas de course, des stands intérieurs — la pluie avait obligé de replier le cortège officiel, — juste ce qu'il faut de folklore avec

la dégustation du traditionnel saucisson et du verre de beaujolais : l'inattendu n'est pas venu d'une inauguration quasi routinière.

Les manifestations contournées à l'extérieur du Palais des expositions par des forces de police en nombre très important (près de deux mille policiers) n'ont pas trouble le bon déroulement des opérations. Le millier de motards — réunis essentiellement par l'organisation Moto-Liberté pour protester contre l'obligation de la vignette, et les centaines de sympathisants du P.C.F. et de la C.G.T. n'ont pu se faire entendre à l'intérieur de la salle du deuxième étage du Palais des congrès, où a eu lieu le banquet officiel.

Le président de la République a rencontré, au

cours de tête-à-tête successifs, les dirigeants des trois principaux journaux de la région Rhône-Alpes : MM. Louis Riberot et Jean Gallois, pour le Dauphiné libéré ; Jean Amouroux pour le Journal Rhône-Alpes et Jean-Charles Lignel et Robert Buthéau, pour le Progrès de Lyon.

M. Francisque Collomb, sénateur (non-inscrit), maire de Lyon, a accueilli le chef de l'Etat, qui s'est accompagné de MM. Raymond Barre, Maurice Charrier, ministre du commerce et de l'artisanat, et Jean-Pierre Proust, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, chargé des petites et moyennes industries.

M. Collomb, en tant que responsable de la Foire de Lyon, a insisté sur « l'aspect très positif

de décentralisation ». Il a aussi évoqué « le projet de rénovation, et si possible le transfert de la Foire sur un site mieux adapté aux impératifs d'un complexe moderne d'exposition ».

Le maire de Lyon a également formulé des vœux précis pour sa ville et a demandé au président de la République et au premier ministre de soutenir certains projets d'intérêt national : ainsi, il a souligné que soit exprimée la volonté de « faire de la région Rhône-Alpes une plate-forme scientifique et industrielle de la biotechnologie » (avec notamment la création, à Lyon, d'un Centre national de toxicologie) et la nécessité de « développer les liaisons aériennes ». En se défendant de « faire de l'anti-Paris », M. Collomb a conclu : « Je n'en suis pas sûr mais j'espère pour souligner qu'on ne résoudra pas les problèmes spécifiques de Lyon en les déplaçant systématiquement dans la masse des questions régionales. » — C.R.

M. Giscard d'Estaing définit les quatre « directions de notre avenir » :

« — conduire une politique de l'énergie garantissant notre sécurité et libérant notre indépendance ;

« — Nous placer systématiquement dans tous les secteurs industriels porteurs d'avenir ;

« — Exploiter le seul gisement naturel dont nous disposons : celui de notre agriculture ;

« — Elever constamment le niveau technique et professionnel de nos jeunes et de nos travailleurs. »

Evocant la politique de l'énergie menée par la France, M. Giscard d'Estaing déclare : « Dans cinq ans, notre programme d'électricité nucléaire nous économisera 45 millions de tonnes de pétrole par an, c'est-à-dire, au prix actuel, plus de 40 milliards de francs par an. »

Le président de la République poursuit : « Nous disposons d'un seul gisement naturel : celui de notre agriculture. »

« C'est pourquoi le revenu des agriculteurs doit leur assurer une rémunération équitable. La hausse de leurs charges, l'évolution des prix industriels, rendent irréalisables et inacceptables les premières propositions de la Commission de Bruxelles. Chacun s'en rend compte aujourd'hui. Le ministre de l'Agriculture devra fixer avec nos partenaires un niveau de prix permettant d'assurer en 1980 la maintenance du pouvoir d'achat du revenu agricole. C'est un objectif fondamental des négociations à venir. »

« Enfin, la stabilité du franc, aujourd'hui en tête du système monétaire européen, va nous permettre de demander cette semaine la suppression définitive de ce qui subsiste de nos montants compensatoires monétaires. »

Evocant ensuite la concurrence internationale, M. Giscard d'Estaing rappelle « la décision irrévocable prise en 1978 de supprimer le contrôle des prix et de veiller à la concurrence intérieure. Aucune grande nation industrielle ne conservait plus le système anachronique et paralysant de la fixation administrative des prix. On aperçoit déjà, deux ans plus tard, les effets dynamiques de cette décision sur notre activité industrielle. »

« Le développement de l'esprit de responsabilité trouve une illustration dans l'artisanat. Il y a un an exactement, le gouvernement mettait en chantier une déclaration des droits de l'artisan. Cette charte comprend une série de mesures qui préparent l'avenir. »

« L'Etat a des tâches précises : conduire le développement économique, l'emploi, défendre le franc, éviter l'augmentation des charges, poursuivre le progrès social. On dit parfois que la planification, c'est-à-dire la préparation concertée du futur, est moins active que par le passé. Quelle erreur, inspirée par la confusion entre planification et bureaucratie ! »

« Le maintien d'un franc solide est pour moi un objectif historique et quotidien (...). Le franc est devenu une des monnaies les plus stables du monde. Tout sera fait pour qu'il le demeure. »

« L'Etat doit tout faire pour stabiliser les charges qui pèsent

sur l'activité économique et sur les ressources individuelles des Français. Les prélèvements obligatoires — impôts et cotisations sociales — représentent près de la moitié du produit national (...). Ce prélèvement est la contrepartie de tout ce qui est accompli pour protéger contre la maladie, la vieillesse, le chômage. De tout ce qui est entrepris pour la défense, la sécurité, l'éducation, l'équipement du pays. Mais je dis que ce prélèvement atteint sa limite. »

« C'est pourquoi l'effort entrepris non pour réduire, mais pour ralentir l'augmentation des dépenses de santé à un objectif simple : permettre la suppression au bout d'un an, c'est-à-dire en

Sécurité sociale : équilibre financier rétabli en 1981 ?

Début 1981, c'est-à-dire peu avant les élections présidentielles, la Sécurité sociale sera en équilibre financier, et aura amorcé ses dépenses des années 1979 et 1980. Il sera alors possible de supprimer, comme promis, la contribution exceptionnelle de 1 % imposée aux salariés. M. Giscard d'Estaing l'a rappelé à Lyon.

Les derniers comptes de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (A.C.O.S.S.) — qui gère le trésorier des caisses d'allocations familiales, d'allocations familiales — sont, en effet, relativement positifs. En décembre 1979, le déséquilibre financier — en solde cumulé pour tous les régimes des salariés — atteignait pourtant 7 402 millions de francs ; en juin 1979, il montait jusqu'à 10 188 millions de francs ; à la fin de l'année dernière, il représentait encore 9 375 millions de francs. Or, selon les prévisions actuelles de l'A.C.O.S.S., cet important « trou » de trésorerie sera comblé au début de 1981, et un léger excédent de 1 milliard et demi sera même observé au cours de certains mois de 1980.

Pour financer le déséquilibre antérieur, ainsi que celui-ci escompté pour cette année, le gouvernement a, en effet, procédé, à deux reprises — début

1979 et juillet 1979, — à des majorations de cotisations qui doivent apporter 20,5 milliards de francs supplémentaires, dont 12,8 milliards pour la seule contribution exceptionnelle de 1 %. Comme prévu, cette contribution sera supprimée en janvier 1981, si les prévisions établies par l'A.C.O.S.S. s'avèrent exactes.

La seront-elles ? Deux réserves de taille doivent être faites à cet égard. Pour aboutir à la restauration financière de la Sécurité sociale, l'A.C.O.S.S. et les administrations du gouvernement tablent sur une progression des dépenses de santé de 13,91 % en 1980, au lieu de 16 % environ en 1979. Or cet objectif de 13,91 % est exactement celui que le principal syndicat de médecins estime impossible à atteindre, à moins que les salaires ne soient vraiment un double secteur médical, formule qui est précisément rejetée par ce syndicat. Deuxième réserve : l'équilibre, même s'il est restauré, demeurera précaire, et de nombreux observateurs estiment dès à présent que, fin 1981 — 1982 au plus tard, — on verra resurgir le fameux déficit de la Sécurité sociale.

Mais si cette érinée se confirme, ce serait après les élections présidentielles... — J.-P. D.

En janvier 1981, de la cotisation supplémentaire de 1 % sur les salaires, ce qui permettrait de réaliser un gain de 1 % du pouvoir d'achat des salariés sans surcharge pour les entreprises.

« Quant à la fiscalité, en raison du lourd prélèvement pétrolier subi cette année, je demande au gouvernement d'effectuer une pause fiscale, c'est-à-dire de maintenir inchangée la répartition fiscale à la seule exception de l'ajustement du barème de l'impôt sur le revenu en fonction de la hausse des prix et de la mise à jour des taxes indirectes, qui évoluent comme les prix. »

« L'objectif du progrès social, c'est d'abord le maintien du pou-

voir d'achat. S'il y a un surplus à répartir, il devra l'être au profit des moins favorisés : personnes âgées, familles, travailleurs aux faibles revenus. Le progrès social ne sera pas pour autant interrompu. Il prendra la forme d'une accession des salariés à la propriété de leur entreprise par la distribution d'actions et par une amélioration de la participation. »

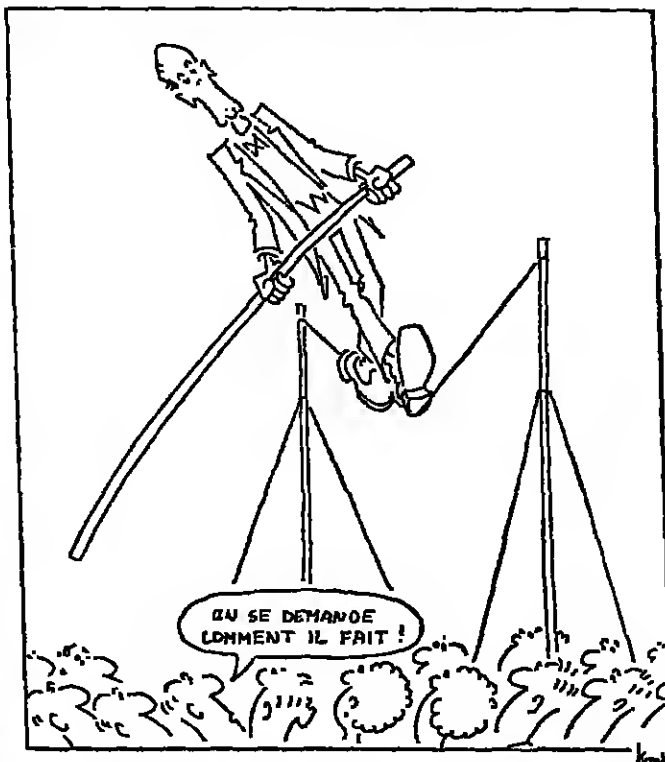
Le chef de l'Etat conclut la partie économique de son intervention par un hommage à l'action du premier ministre, « dont la compétence, la détermination, le courage marqueront cette période, et lui assurent l'estime et la reconnaissance des Français. »

M. Giscard d'Estaing définit ensuite la ligne politique à laquelle il s'engage à tenir : « C'est la ligne du juste milieu. Celle de la synthèse des propositions, de la rencontre des hommes, de la mobilisation des forces pour aider la France, et pour déchirer la France. Ce n'est pas une ligne neutre. C'est une ligne de paix et d'entente, à suivre avec beaucoup de soin dans ces temps de tempêtes. »

« Il faut vous souvenir de ceci : on entend exprimer beaucoup de critiques. Mais lorsqu'on tient la ligne du juste milieu, on est exposé à subir deux fois plus de critiques que lorsqu'on adopte une position extrême. On tire sur vous des deux bords. Que chacun comprenne : deux fois plus de critiques si l'on tient le juste milieu ! Et c'est pourquoi la ligne juste, celle qui peut un jour se retrouver le centre de la route, doit être la ligne de la France. Ce qui appelle une mise en garde pour ces temps difficiles : on peut critiquer le juste milieu, mais le choix des extrêmes n'entraînera jamais la chute de la France. »

Le président de la République ajoute : « Lorsque l'observateur de notre pays, je ressens personnellement de la peine devant les divisions et les antagonismes excessifs des dirigeants politiques de la France et peut-être aussi, derrière eux, de notre peuple, j'en ressens de la peine pour la France. Ce n'est pas de la tristesse, c'est — parce que je considère que cette situation n'est pas digne d'elle et qu'elle est nuisible à son intérêt. Je vous demande de réfléchir à cet égard. Nous sommes, à ma connaissance, le seul pays démocratique du monde dont les dirigeants principaux des quatre formations politiques qui expriment notre diversité ne se rencontrent pas deux à deux, ni dans la majorité, ni dans l'opposition, ni maintenant entre la majorité et l'opposition, malgré la bonne volonté de certains. »

« Je ne demande pas, bien entendu, la disparition du débat démocratique. Je ne demande pas qu'on soit d'accord. Mais il y a de vastes sujets à débattre : la politique extérieure de la France, la politique de défense de la France, les orientations de notre politique économique et sociale. Tout cela justifie la rencontre, le dialogue (...). Je vous dirai ensuite que c'est nuisible à l'intérêt de la France, nuisible à sa constitution. (...) Croyez-vous que cette impossibilité pour les dirigeants de la France de débattre entre eux des problèmes de notre pays nous fasse apparaître comme un pays exemplaire, comme un



(Dessin de KONK.)

pays d'avant-garde, comme un pays à milier ? C'est nuisible aussi à nos intérêts parce que nous avons besoin de toutes nos énergies (...). Lorsqu'on éprouve des antagonismes, c'est comme si on faisait surchauffer son moteur sur place au lieu de s'en servir pour faire avancer le véhicule. »

M. Giscard d'Estaing estime qu'après la mise en place d'un système adapté à notre temps, réalisée par le général de Gaulle, puis la transformation de la

France en un grand pays industriel et agricole, entreprise par Georges Pompidou et actuellement poursuivie, il reste à « organiser une meilleure coopération des Français ». « Je n'y suis apparu dit-il, avec certains résultats dont j'observe les limites, mais avec, me semble-t-il, en profondeur, un mouvement qui va dans ce sens, et je suis sûr que nous réussirons ou, plus exactement, que la France réussira. »

M. PONS (R.P.R.) : le chef de l'Etat est assis entre deux chaises

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré dimanche à Brest, à propos des quatre orientations que le président de la République a demandées au gouvernement de suivre : « Je voudrais ajouter une cinquième direction pour le gouvernement de M. Barre, c'est celle de la sortie. »

Evocant la politique du « juste milieu » préconisée par le chef de l'Etat, M. Pons a déclaré : « C'est hélas ! ce que nous ne cessons de répéter, nous constatons que le président de la République est assis entre deux chaises. La

France a besoin de courage, de volonté et d'espérance. Les effets de la crise n'existent pas du temps de la monarchie. La tribune est une conquête de la République et nous avons l'intention de l'utiliser et, s'il le faut, de la défendre. »

D'autre part le secrétaire général du R.P.R. a répondu aux propositions de M. Lecanuet à Orléans, en retournant la formule de celui-ci : « Le R.P.R. souhaite que l'U.D.F. ne compromette pas, au cours de la campagne, l'union de la majorité. »

ceux des privilégiés. Quand il évoque la « pause fiscale », la majorité des Français constate l'augmentation des impôts et des cotisations sociales. Selon les déclarations de M. Giscard d'Estaing, n'est-ce pas dans le but de l'électoralisme tous azimuts, la poudre aux yeux présidentielle. »

LE P.S. : électoralisme tous azimuts.

Le secrétariat national du parti socialiste a publié, lundi matin, la déclaration suivante : « Un million cinq cent mille chômeurs, le record des inégalités sociales en Europe, un net recul du pouvoir d'achat, la spoliation de l'épargne populaire : voilà dans les faits ce qui signifie la prétendue politique giscardienne du juste milieu. »

« En réalité, ajoute le secrétariat national, M. Valéry Giscard d'Estaing a depuis longtemps choisi son camp, qui est

le camp de la bourgeoisie et de la classe moyenne. »

« En résumé, le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

« Le parti socialiste ne peut que constater que le président de la République est assis entre deux chaises. »

Portakabin Locaux professionnels instantanés

Les unités mobiles Portakabin vous procurent tout l'espace nécessaire à la réalisation de vos nouvelles installations. Ce sont des constructions robustes, entièrement isolées, d'un entretien minimum, et livrées prêtes à l'emploi.

Achetez ou louez. Pour plus d'informations, appelez Francis Martin au (03.20) 96.04.00, ou notre Agence Régionale Paris au 794.48.44. Ou encore postez ce coupon-réponse à PORTAKABIN (2FG), 59175 TEMPLEMAR, Tél. 160322

Nom _____

Fonction _____

Adresse _____

Téléphone _____

Une longue série de compliments

Le nouvel hommage rendu par M. Giscard d'Estaing à M. Barre vient s'inscrire dans une longue série de compliments du même genre. Après l'avoir présenté, le 27 août 1978, comme « le meilleur économiste français, et tout ça en un des tout premiers jours, le 4 janvier 1977, comme « la Joffre du redressement économique », le chef de l'Etat a félicité le premier ministre, selon les circonstances, pour son « courage », son « langage d'honnêteté et de vérité », son « action d'explication qu'il mène sur le terrain », son « intelligence », sa « compétence », sa « loyauté », son « engagement exclusif à l'intérêt national ».

A l'issue des élections législatives de 1978, M. Giscard d'Estaing ajoutait même : « M. Barre est certainement un des meilleurs premiers ministres que la France ait eus depuis longtemps. »

Répondant aux nombreuses critiques dont M. Barre avait été l'objet, à l'occasion du troisième anniversaire de sa nomination à l'hôtel Matignon, le président de la République soulignait, le 17 septembre dernier, que le premier ministre « est un homme d'une honnêteté à tout épreuve, au-dessus de tout soupçon », n'ayant « aucune ambition personnelle » et « incontestablement respecté et apprécié de l'ensemble de ses collègues ».

Quelques semaines plus tard, en octobre, M. Giscard d'Estaing avait notamment félicité le chef du gouvernement « pour la qualité et la substance du dialogue (...) conduit avec les organisations syndicales et professionnelles ».

fjords d'islande

avec votre voiture

Car Ferry « SMYRIL »

départs d'Ecosse

Norvège ou Danemark

Votre agent de voyages ou Agent général Voyages AGREPA 42, rue Étienne-Marcel 75002 PARIS, tél. 508.81.50

Coopérative de développement touristique

34, cours Pasteur, 33000 BORDEAUX, T. 91-45-29, 30, rue Grégoire-de-Tours, 75006 PARIS, Tél. 325-13-46, 27, rue Beaumarchais, 75008 PARIS, Tél. (20) 51-42-55.

LAC 1197 A

POLITIQUE

terrain» dans la perspective de 1981

que ces partis renouent à leurs spécificités respectives, il paraît tout exclu, désormais, qu'ils envisagent de rompre tant que la victoire est de leur bord.

L'état-major de l'U.D.F., en tant que tel, ne sera pas associé directement à la campagne présidentielle de M. Giscard d'Estaing, mais M. Lecanuet a bel et bien lancé, dimanche, ses troupes dans la préparation « sur le terrain » de l'échéance. Il les a même encouragées à constituer les comités de soutien au candidat qui sera le leur. Dans les prochaines semaines vont commencer d'être mis en place les « séminaires

de formation » dont l'objectif a peine caché est la préparation des candidats aux futures élections, législatives notamment. La désignation des participants à ces séminaires et la répartition des places promettent de belles bagarres puisqu'elles préfigurent dans une large mesure le choix des candidats, mais ces préparatifs pour le long terme signifient aussi que les composantes de l'union sont maintenant convergences que toutes les échéances électorales, excepté l'élection présidentielle, leur imposent de travailler ensemble.

N.-J. B.

mer dans les limites mêmes de notre formation politique, la candidature qui portera l'espérance. L'année 80 doit être celle du renforcement de notre implantation et de notre audience. L'U.D.F. doit continuer à tout mettre en œuvre pour sauvegarder la majorité et tendre à son élargissement. Les chances de cet élargissement passeront par l'ampleur du succès lors de l'élection présidentielle.

« Si nos partenaires de la majorité veulent se compter au premier tour de l'élection présidentielle, puissent-ils ne pas compromettre l'union nécessaire au deuxième tour. Quelle est donc la cause nationale qui justifierait qu'ils abandonnent l'espérance d'une campagne électorale, tant d'années de soutien au type de société qui nous est commun ? La politique du pire serait la pire des politiques. Je veux espérer que l'esprit d'unité l'emportera car la France veut le calme. »

adopté, à l'unanimité moins deux abstentions, sous la forme d'une résolution finale.

LES ARTICLES 19 ET 22 DE LA CHARTRE NATIONALE PALESTINIENNE

M. Jean Lecanuet et plusieurs intervenants au congrès de l'U.D.F. ont fait référence à l'article 19 de la Charte nationale palestinienne élaborée en 1967 et modifiée en 1968. Le texte de cet article est le suivant : « Le partage de la Palestine en 1947 et l'établissement de l'Etat d'Israël sont entièrement légitimes, quel que soit le temps écoulé depuis lors, parce qu'ils sont contraires à la volonté du peuple palestinien et à son droit naturel sur sa patrie, et en contradiction avec les principes contenus dans la Charte des Nations unies, particulièrement en ce qui concerne le droit à l'autodétermination. »

M. Didier Barthe, président du parti radical, a également cité l'article 22 de cette charte selon lequel le sionisme « est raciste et fasciste par sa nature, agresseur, expansionniste et colonial dans ses buts, et fasciste par ses méthodes. »

« Instrument du mouvement sioniste, Israël y est décrit comme le « base géographique de l'imperialisme mondial » et une source constante de menaces vis-à-vis de la paix au Proche-Orient et dans le monde entier. »

L'article 23 réclame la libération de la Palestine et l'instauration de la paix au Proche-Orient.

L'O.L.P. et Israël

An sujet de la politique internationale M. Lecanuet déclare : « D'abord, la France n'est pas neutre. Elle se situe dans la solidarité du monde libre, elle est et demeure membre de l'Alliance atlantique. Mais, pour autant, la France ne doit pas être alignée dans l'alliance sur le partenaire américain. (...) Elle doit affirmer sa capacité diplomatique et sa puissance militaire pour avoir la possibilité d'agir aussi librement que les circonstances le permettent. L'objectif visé est sans équivoque : une alliance assise sur deux piliers égaux en droits — un jour en moyens, — le piler américain et le piler européen, aussi longtemps que le désarmement proposé par la France n'aura pas été accompli ou au moins engagé. (...) L'Europe sera un grand dessein ou ne sera pas. Elle doit assumer ce grand dessein politique et, pour le dire, sa capacité d'assurer sa sécurité dans le monde. »

Le président de l'U.D.F. évoque ensuite la situation au Proche-Orient et l'O.L.P. doit renoncer à la destruction de l'Etat d'Israël.

Dans cette perspective, son leader ne peut nourrir à nos yeux son projet de visite en France qu'en acceptant de renoncer à l'article 19 de la charte de l'O.L.P. qui se donne pour objectif inacceptable la destruction de l'Etat d'Israël. Le droit à l'existence et à la sécurité de l'Etat d'Israël doit être définitivement reconnu par tous. Israël, de son côté, devra permettre l'existence d'une patrie pour les Palestiniens car leur droit à disposer d'eux-mêmes est un droit que nous nous le devons de respecter. »

M. Lecanuet conclut en demandant aux militants de préparer la « fête de la liberté » que l'U.D.F. organisera au mois de juin et, en déclarant : « Le choix politique est un choix de société. Le choix de l'U.D.F. est fait. Je fais le serment de tout mettre en œuvre pour qu'il soit le choix de la France en 1981. »

Le deuxième congrès de l'U.D.F. est clos, dimanche 23 mars en début d'après-midi, l'essentiel des propositions contenues dans les différents rapports ayant été

M. Pons : nous dresserons un bilan du septennat

A Toulouse, le samedi 23 mars, M. Bernard Pons, président du congrès régional du R.P.R., a indiqué que le délai avant l'élection de 1981 était suffisant « pour présenter aux Français le bilan du septennat qui s'achève. Il a ajouté : « Nous sommes décidés à utiliser tous les moyens démocratiques que nous sont ouverts pour faire ce bilan, c'est-à-dire pour voir ce qu'aura apporté à la France ce septennat et pour nous en saisir. »

« Le R.P.R. n'a pas l'intention de participer à l'élection présidentielle seulement pour témoigner, mais pour gagner, a-t-il rappelé. Après six mois de fonctions de secrétaire général du R.P.R., je suis convaincu que nous avons démontré que nous sommes capables de mener à bien des tâches importantes. »

M. Bernard Pons a ajouté après avoir « dénoncé les échecs des plans Barre » : « Les économies budgétaires sont possibles, elles sont souhaitables, elles sont indispensables. Il faut tout d'abord ralentir la croissance des dépenses citées du budget de l'Etat (- 50 % entre les budgets 1977 et 1980, soit une progression moyenne de plus de 15 % par an). »

Bien que la proposition du R.P.R. ait été rejetée, le premier ministre a repris cette idée à son compte en demandant qu'il y ait des économies de prévoyance des dépenses, non sur les fonctionnements, mais sur les dépenses d'investissement.

Les dépenses d'investissement, contrairement à celles de fonctionnement, n'ont progressé au cours des quatre dernières années que de 10 %, alors que les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 20 % en 1981, comme le souhaite M. Barre, reviendrait, avec le feu de l'inflation, à réaliser en 1981

un tiers de moins d'équipements collectifs qu'en 1980, c'est-à-dire un tiers de moins d'écoles, de arèches, d'hôpitaux, etc. »

« La Bretagne est l'avant-port pétrolier de l'Europe »

Le congrès régional du R.P.R. a réuni dimanche 23 mars à Brest quelques deux cents élus et responsables du mouvement des quatre départements bretons sous la présidence de M. Bernard Pons. Celui-ci a réaffirmé la création d'un corps de gardes-côtes et de douanes de la marine nationale et doté de moyens budgétaires propres. Le secrétaire général du R.P.R. a d'autre part estimé « indispensable que soit étudiée au plus vite la possibilité d'un pilotage hauturier dans la Manche. »

Il a souhaité une dotation de cinq remorqueurs supplémentaires en plus des deux actuellement en service à Brest et Cherbourg. Il a poursuivi : « Cette zone constituée de fait l'avant-port pétrolier de l'Europe et devrait être donc juridiquement traitée comme telle, ce qui nécessiterait d'un pilotage hauturier dans la Manche. »

Les pays européens devraient être encouragés à une coopération réelle plutôt que de vouloir à détruire la politique agricole commune. »

M. Chirac mais sans toutefois en préciser le montant, la construction de nouveaux sous-marins nucléaires lance-missiles. Député d'Ille-et-Vilaine et rapporteur du budget militaire à l'Assemblée nationale, M. Jacques Chirac a expliqué qu'il faudrait dans un premier temps, avoir en permanence à la mer une patrouille de trois, puis de quatre sous-marins, tout en se fixant de parvenir dans la prochaine décennie à une patrouille de cinq. Ceci suppose donc un effectif supérieur aux cinq sous-marins équipés de missiles M4 à plusieurs têtes prévus actuellement.

« Les missiles du plateau d'Albion, actuellement modernisés, conserveront encore plusieurs années leur pleine efficacité. Mais il est nécessaire de concevoir une nouvelle génération sur plates-formes mobiles afin de rendre plus difficile une frappe préventive. »

« Le maintien de la composante aérienne, dont la souplesse d'emploi en période de crise est la plus grande, est souhaitable. Il est nécessaire de donner des successeurs aux actuels Mirages IV. »

Puis, le député d'Ille-et-Vilaine a expliqué : « Pour obtenir une arme plus efficace face aux chars il apparaît nécessaire d'avoir le courage politique de doter nos forces de chars à radiations renforcées appelées « bomble trans » que nos ingénieurs savent construire. »

« Cette arme pourrait sans doute être placée sur le super-missile Pluton, dont la portée devrait être doublée, ce qui entraînerait des coûts élevés », a conclu M. Cressard.

M. CRESSARD : développer les sous-marins

A propos de la défense nationale, les militants R.P.R. ont proposé, comme l'avait déjà demandé

La campagne présidentielle

(Suite de la première page.)

Le R.P.R. en campagne, l'U.D.F. mobilisée, et le président Lul, paraît-il, ne fait pas campagne. On répète dans son entourage, il répète lui-même, qu'il fera connaître ses décisions dans les délais légaux. C'est-à-dire tard, et qu'en attendant son seul souci est la conduite des affaires de la France. Mais est-ce un vrai président ?

On voit dans la réaffirmation du choix de « juste milieu », dans la « peine » exprimée au nom de la France face aux affrontements, bref, dans cette volonté de se poser en défenseur du dialogue et de la paix civile, le souci d'un président qui souhaite demeurer président ?

puisque M. Lecanuet l'a reprise dans son discours final.

« Il n'en reste pas moins que, en ce qui concerne les giscardiens, le danger de désaffection ne saurait pas être grave. L'U.D.F. a commencé, dimanche, à tenir son rôle de courroie de transmission de la volonté du chef de l'Etat en s'engageant dans la voie de la justification et de l'explication de sa politique étrangère. Outre M. Lecanuet, qui a élaboré pour la circonstance la théorie des « amitiés parallèles », ou la vieille garde giscardienne montrant au créneau et défendant les thèses présidentielles. Si, dans les cours, les inévitables démentent, il est peu probable que, dans les médias, les démentent. La méfiance prévalera longtemps : les giscardiens, même de fraîche date, semblent peu disposés à lâcher la proie pour l'ombre et à intervertir l'ordre des priorités. Ils se savent contraints de demeurer unis pour l'essentiel, et l'essentiel, pour eux, est la victoire en 1981.

De même, est-ce ce s'intéresser qu'à l'avenir du pays au plus haut lieu de la République, à l'inauguration d'une foire qui va attirer des millions de visiteurs et de s'entretenir avec un aéroplane d'Etat et de responsables économiques dont l'importance n'est certainement pas négligeable lors d'une consultation nationale ?

Est-ce ne pas poursuivre une démarche qui consiste à s'adresser tout à tour aux différentes catégories de la société (et de l'électorat) que de se rendre le 29 mars à la Semaine de la jeunesse pour y dialoguer avec des représentants de cette tranche d'âge, au profit de laquelle on a d'ailleurs, et à juste titre, abaissé le seuil de la majorité électorale en 1974 ?

Est-ce refuser de s'engager dans les préparatifs électoraux

Enfin, et ce n'est pas l'aspect le moins électoraliste de ses prises de position, M. Giscard d'Estaing a une fois de plus prononcé le rassemblement, l'entente générale, le dépassement des clivages politiques. Dans le même temps, ses fidèles soulignent à Orléans la nécessité, pour l'U.D.F., d'être au centre des regroupements et au point de départ de l'élargissement de ce que M. Jean-Pierre Soisson a nommé « la base populaire sur laquelle doit être construite la direction de la France » : le nouveau dur, en quelque sorte, autour duquel graviteraient non seulement les partis mais les couches de l'électorat qui font les victoires présidentielles.

On l'a constaté au congrès de l'U.D.F., cette politique étrangère, ce rôle de courroie de transmission de la volonté du chef de l'Etat en s'engageant dans la voie de la justification et de l'explication de sa politique étrangère. Outre M. Lecanuet, qui a élaboré pour la circonstance la théorie des « amitiés parallèles », ou la vieille garde giscardienne montrant au créneau et défendant les thèses présidentielles. Si, dans les cours, les inévitables démentent, il est peu probable que, dans les médias, les démentent. La méfiance prévalera longtemps : les giscardiens, même de fraîche date, semblent peu disposés à lâcher la proie pour l'ombre et à intervertir l'ordre des priorités. Ils se savent contraints de demeurer unis pour l'essentiel, et l'essentiel, pour eux, est la victoire en 1981.

Gouverner au centre sans gouverner contre la gauche. Etre au milieu sans être neutre. Sédure par la modération sans décevoir par l'absence de timidité. Se placer au point de rencontre des convergences nationales et au lieu géographique de l'apaisement : telle est la stratégie giscardienne. Elle veut aussi que pour la marche de gérer que pour celle de faire campagne. Jusqu'à présent elle n'a pas trop mal réussi.

On relèvera, toutefois, qu'après six ans d'efforts pour la « description » et pour « la meilleure entente et une meilleure coopération des Français », M. Giscard d'Estaing fait preuve de quelque optimisme quand il croit pouvoir « certains résultats » (dont, il est vrai, il observe lui-même les « limites »). En fait, ce qu'il a dit à Lyon sur les « antagonismes destructeurs des drapages politiques » est un peu le constat de son propre échec en la matière.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

M. Edgar Faure : j'approuve entièrement la position du chef de l'Etat en politique étrangère

M. Edgar Faure, hôte du Club de la presse d'Orléans, dimanche 23 mars, a approuvé la politique étrangère de M. Giscard d'Estaing en déclarant : « J'approuve entièrement la position du chef de l'Etat et du gouvernement sur deux problèmes : les relations Est-Ouest d'une part, l'attitude prise par le président de la République à l'égard du Moyen-Orient d'autre part. »

« Que peut-on reprocher exactement au gouvernement français ? L'absence d'énergie ? Mais quelle énergie ? On nous demande de faire la guerre ? D'envoyer des troupes ou de faire des déclarations ? Le gouvernement français est le seul qui ait mené une politique ayant un rapport quelconque avec la notion d'énergie. Politique qui me semble remarquable parce que, par de petites actions peu onéreuses, bien calculées à la fois comme temps, comme impact, comme coût, il est arrivé à de grands effets, à arrêter complètement des mouvements de déstabilisation sur le continent africain. Par l'offre du Zaïre, récemment par l'affaire de Gafar, par d'autres affaires, en disposant de très petits contingents, en faisant de très petits efforts, il a mené une action de blocage très remarquable. Si elle n'avait pas réussi, il en aurait très sévèrement critiqué. »

M. Giscard d'Estaing a même posé le droit à la sécurité pour l'Etat d'Israël. C'est très important. Dans la même déclaration, il a évoqué le droit des peuples à

J'ai dit que je ne l'aurais pas dit parce que j'ai fait aucune déclaration de ce genre. On peut toujours interpréter un propos tenu, comme ça, entre amis. On peut dire « cet homme d'Etat » ou « M. Untel est un âne ». C'est tout à fait différent. Je suis responsable de mes propos tenus par écrit, dans des discours officiels, dans des conférences de presse officielles. C'était un jour où j'avais dit que je ne parlais pas de politique étrangère, j'avais remis des déclarations écrites. Après, on parle, je ne suis pas ce que j'ai dit ou ce que je n'ai pas dit, mais, en tout cas, aujourd'hui, je pense que je n'ai pas dit ce que vous dites que j'ai dit. »

(Nous remercions que M. Edgar Faure a bien dit et qu'il dit qu'il ne dit pas. — A.P.)

LA DIPLOMATIE FRANÇAISE AU PROCHE-ORIENT

L'Agence télégraphique juive : nous ne sommes pas isolés dans notre opposition

L'éditorialiste de l'Agence télégraphique juive entend expliquer dans son bulletin du 21 mars « ce sentiment de colère et de révolte qui parcourt, comme un tremblement nerveux, l'ensemble de la communauté juive française. »

« Comment, écrit-il, expliquer que de tous côtés se font jour des volontés ardentes d'en découvrir nos le gouvernement ? »

« Quel élément nouveau amène la communauté, c'est-à-dire la plupart des Juifs français, à vouloir rompre toutes relations avec le gouvernement ? »

Le président de la République, remarque-t-il, « a strictement fait comme et la communauté juive de France n'existe pas ». La diplomatie française n'a jamais demandé clairement à l'O.L.P. quelles étaient les conditions mises par elle à une quelconque coexistence avec l'Etat hébreu. « Est-il admissible, d'autre part, que le gouvernement ne rencontre jamais aucun dirigeant israélien ? »

Dans ces conditions, conclut-il, « la dignité de la communauté

lui commande de tourner le dos au gouvernement ». Mais, ajoute Scopus (Gérard Israël), la communauté juive n'est pas isolée dans la nation. Et, à l'appui de sa constatation, il cite le parti socialiste, avec lequel « les contacts doivent être poursuivis », le R.P.R., notamment M. Michel Debré, qui aurait « en privé » apporté au premier ministre égyptien et le soutien du mouvement gauchiste aux accords de Camp David (1) (2). « Au sein même de l'U.D.F. », écrit Scopus, des craquements se font sentir, le courageux M. Didier Barthe, président du parti radical, ne mâche pas ses mots (3). De même M. Bernard Stasi, président délégué du C.D.S., fait des critiques... »

Pour l'agence juive, « l'opposition déterminée à la politique giscardienne » n'est donc pas la fait d'une réaction « épidermique ou sentimentale ». Elle traduit une position partagée par d'autres et qui a été affirmée-elle, merveilleusement illustrée par les accords de Camp David. »

L'ARCHÉ : il est temps de sortir des atermoiements

Le numéro de l'Arché qui paraîtra cette semaine publie un éditorial signé Adam Loos, intitulé : « La communauté juive et le pouvoir » dont la conclusion est la suivante : « La communauté juive de France a également sa part de responsabilité dans l'orientation de la politique gouvernementale à l'égard d'Israël. Certes, l'insécurité, de la part de certains cercles officiels jacobins, du phénomène singulier que représente un Etat juif dans que la fascination traditionnelle

qu'exercent les mirages du monde arabe sont parmi les raisons de l'attitude hostile à l'égard d'Israël. Cette même attitude politique et culturelle veut réduire la communauté juive à sa seule dimension confessionnelle. C'est dans ce contexte que tout un long de ces dernières années la communauté juive, que ce soit au niveau officiel ou populaire, s'est manifestée avec insistance, à travers ses institutions représentatives. Ce manque de détermination joint à la faiblesse de l'analyse explique la

Jet Tours : la Crète.

Vivre au creux des calanques.

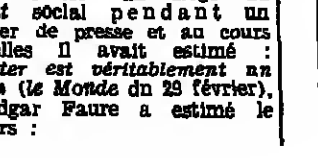
Séjours en hôtel.
Soleil, plage de sable, baignades,
sports nautiques, balades en toute
liberté, excursions archéologiques.
Consultez votre agent
de voyages.



Jet Tours : la Crète.

En suivant le fil d'Ariane.

Circuit culturel et touristique
avec voiture individuelle.
Hôtel réservé à l'étape.
Consultez votre agent
de voyages.



Jet Tours : la Crète.

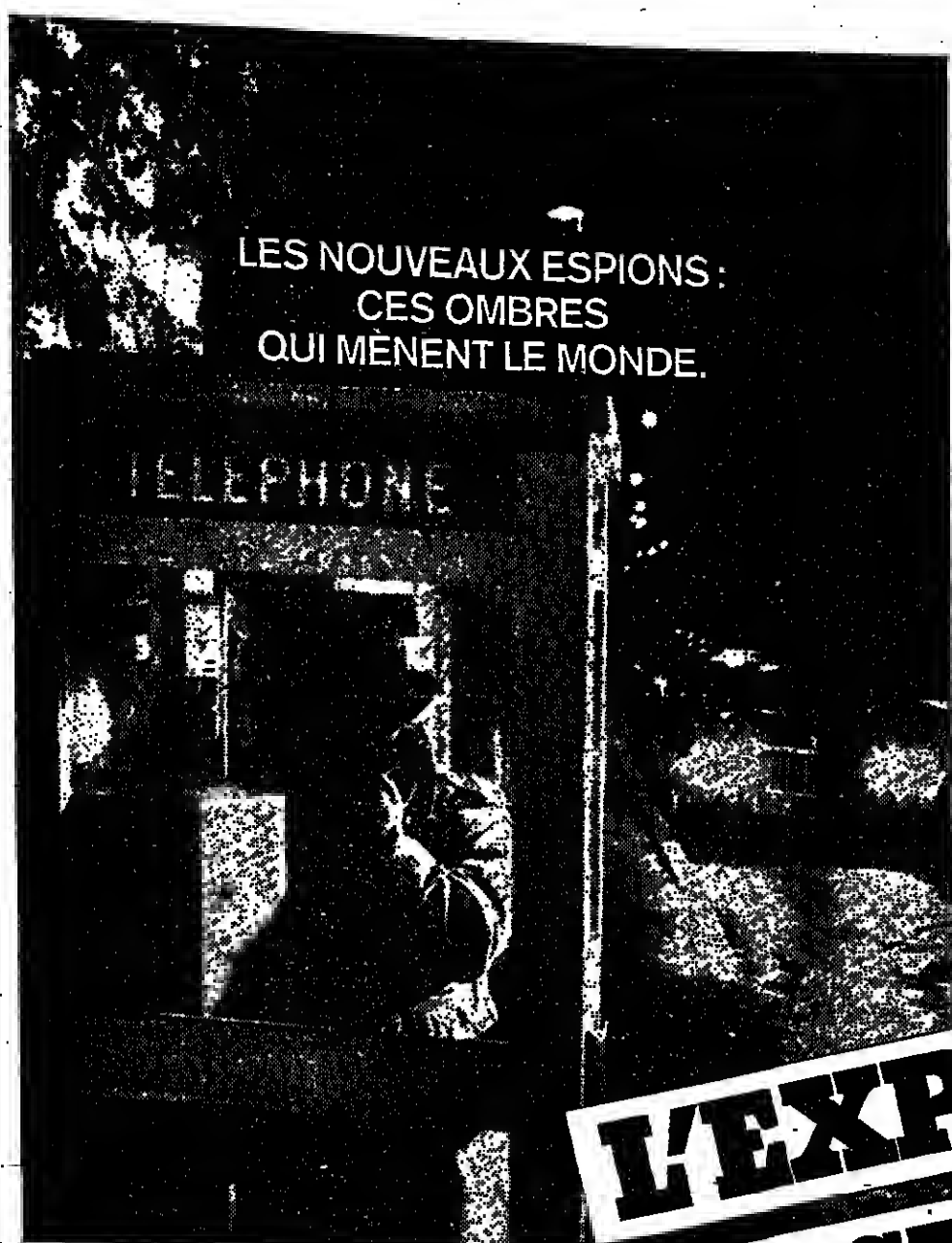
En suivant le fil d'Ariane.

Circuit culturel et touristique
avec voiture individuelle.
Hôtel réservé à l'étape.
Consultez votre agent
de voyages.

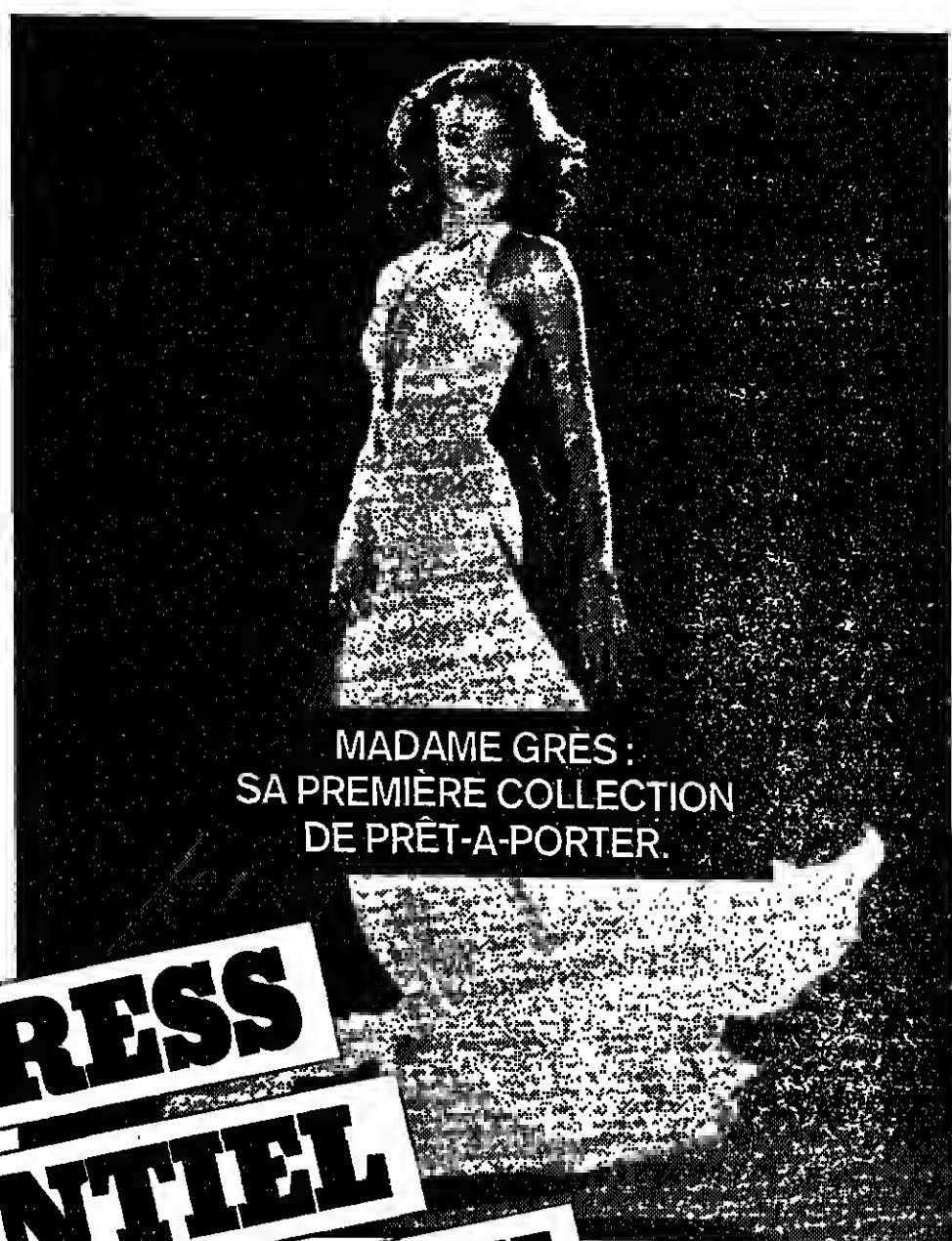


هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

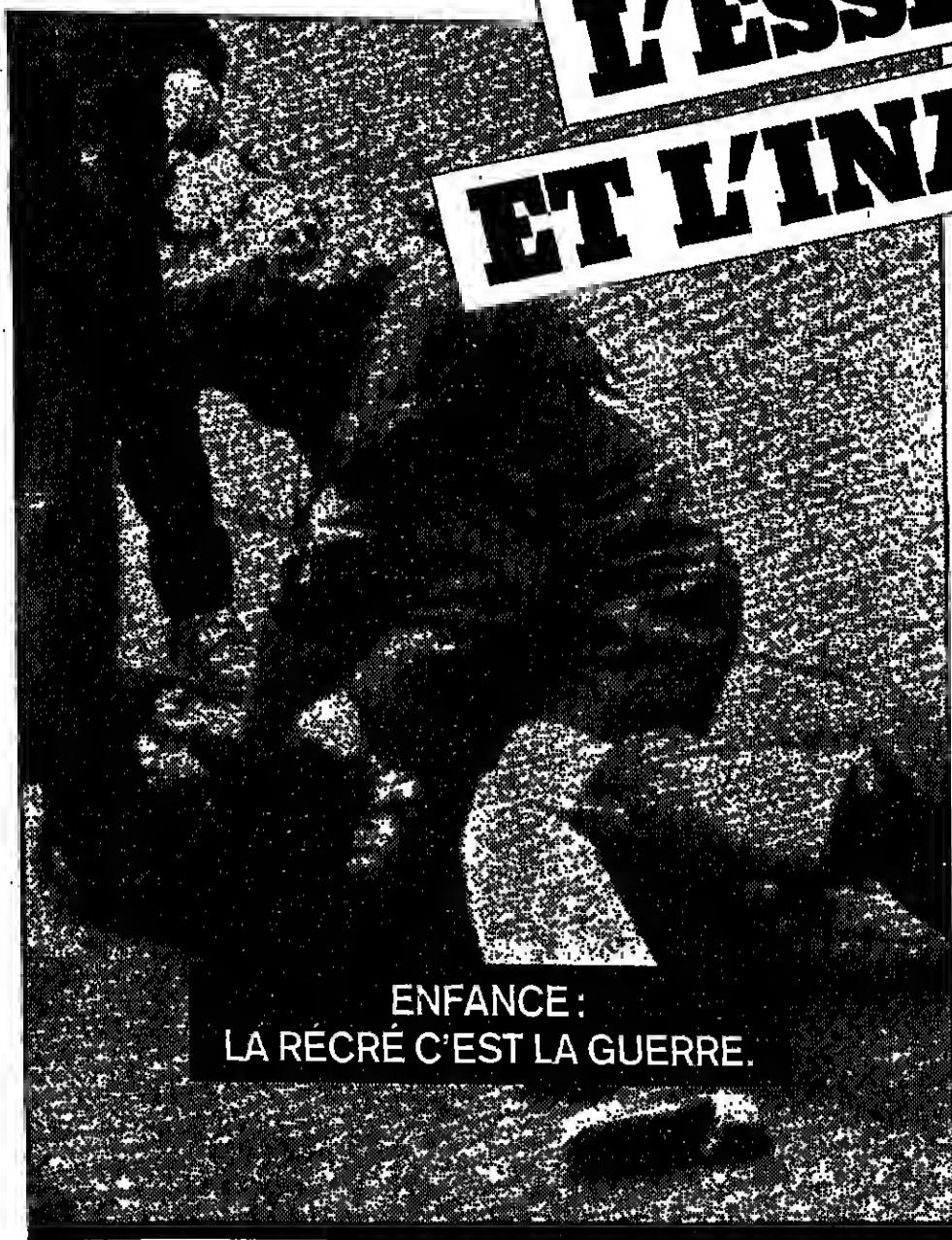


LES NOUVEAUX ESPIONS:
CES OMBRES
QUI MÈNENT LE MONDE.



MADAME GRÈS:
SA PREMIÈRE COLLECTION
DE PRÊT-A-PORTER.

L'EXPRESS L'ESSENTIEL ET L'INATTENDU



ENFANCE:
LA RÉCRÉ C'EST LA GUERRE.



PÉTROLE ET NUCLÉAIRE
RONGENT LA BRETAGNE

L'EXPRESS: LE CŒUR DE L'ESSENTIEL, LES COULEURS DE L'INATTENDU.

L'EXPRESS

CETTE SEMAINE

M. SOISSON, A LA SEMAINE DE LA JEUNESSE

Emploi, poterie et apolitisme

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, a inauguré, samedi 22 mars à Paris, la deuxième Semaine de la jeunesse, à l'issue de laquelle M. Valéry Giscard d'Estaing dialoguera avec des jeunes, samedi 23 mars, au Bourget (Seine-Saint-Denis).

Les organisateurs de cette deuxième Semaine de la jeunesse, qui a lieu porte de Versailles, à Paris, du 22 mars au 3 avril (le Monde du 22 mars), ont promis plusieurs milliers d'emplois pour les jeunes. Or plusieurs dizaines d'offres d'emploi avaient été promises samedi 22 mars par l'Agence nationale pour l'emploi, dont les délégués se contentaient le plus souvent de bonnes paroles. « Moi, disait l'un à une fille anxieuse de dix-huit ans qu'accompagnait son père, le mise au travail pour le B.T.S. ». Les jeunes apprendront néanmoins sur une pancarte officielle de ce stand que « les grandes entreprises sont au service de l'emploi ».

On devait aussi, grâce à la Semaine de la jeunesse, tout apprendre de « la protection de l'environnement, les énergies douces et la lutte contre la pollution de l'eau ». En fait, les 15 000 mètres carrés de l'exposition sont occupés essentiellement par de grosses entreprises, de la règle Renault à E.D.F., du Crédit du Nord à Thomson. Quelques bénévoles venus pour une démonstration de poterie ou de tissage et quelques hôtesse pratiquant un pédagogue extrêmement passif, pour 180 F par jour, ne semblent pas attirer l'attention des visiteurs. Seuls, des militaires leur montrent patiem-

ment l'usage d'un engin anti-missile de simulation.

De multiples démonstrations de sport, de la boxe au judo, sont attribuées, à l'exception, par exemple, du skate-board à des spécialistes de divers clubs. Les jeunes visiteurs, comme devant une télévision, regardent, bouche bée.

Plusieurs centaines de jeunes sont pourtant venus, samedi 22 mars, la plupart d'ailleurs sur invitation gratuite (vingt mille cartes ont été distribuées ainsi par le Centre d'information et de documentation jeunesse). La plupart de ces visiteurs semblent satisfaits, à l'exception d'un étudiant qui regrette l'absence de tout stand sur la musique : « On voit plein de trucs », dit l'un (treize ans), qui porte trois énormes sacs de trucs. « Il y a tout », affirme un autre (dix-sept ans), qui, d'habitude, le samedi après-midi, ne fait rien. A-t-il eu des idées nouvelles en visitant ce salon ? Il reconnaît que non, malgré les dizaines de stands et les centaines de panneaux sur lesquels il n'a jeté qu'un regard distrait.

Les critiques du parti socialiste et des Scouts de France, dénonçant le caractère commercial et publicitaire de cette manifestation, sont rarement reprises par les visiteurs. Seul un garçon de dix-neuf ans, un des rares à porter les cheveux longs, trouve que « tout ça pue le truc ».

Tel n'est pas l'avis pourtant de Mme Françoise Londez, qui représente l'Association pour la semaine de la jeunesse, présidée par M. Pierre Magnan : « Les 3 millions du budget, explique-t-elle, ont servi à payer la location (300 000 F), les techniques, l'installation, des prestations et les

salaires de dix personnes pendant six mois. » Mme Londez explique le refus opposé à la C.G.T. d'avoir un stand par « l'absence d'intérêt des jeunes pour la politique, notamment celle, année ». Le choix des exposants ? Il est guidé, dit-elle, par le nécessaire d'un contact direct entre les organisations représentées et le jeune, même si elle reconnaît connaître très mal les milieux spécialisés des associations de jeunesse.

NICOLAS BEAU.

FAITS DIVERS

CINQ JEUNES GENS ASPHYXIÉS DANS LEUR VOITURE

Cinq jeunes gens ont été trouvés morts asphyxiés dans une voiture, le dimanche 23 mars, près de Bauxy dans le Lot-et-Cher.

Selon les premiers renseignements, les cinq victimes étaient parties pour une « chasse aux lapins » à bord d'une Renault 4. La voiture s'est embourbée sur un chemin en plein bois, loin de toute habitation. Ne pouvant dégarer le véhicule, les jeunes gens décidèrent d'attendre le lever du jour à l'intérieur de leur véhicule en fermant toutes les issues et en laissant le moteur tourner pour en assurer le chauffage.

Les victimes habitaient dans la région. Il s'agit de Mlle Dominique Bailly et de M. Bertrand Rome et Franck Houry demeurant à Bracieux, de Mlle Isabelle Goutte de Contres et de M. Joël Brault de Tournay-Sologne.

En Italie

TROIS CARABINIERI TUÉS DANS UN HOLD-UP A TURIN

Turin (A.P.F.). — Trois carabinieri ont été tués par trois malfaiteurs au cours d'un hold-up commis dans un autobus transportant des sacs postaux, lundi matin 24 mars, à Turin.

L'autobus — qui assure des services de transport urbain normaux — se trouvait à la périphérie de Turin lorsque trois passagers ont traversé soudainement les carabinieri ont tenté de réagir et ont été aussitôt abattus. Les bandits ont obligé le chauffeur à poursuivre la route jusqu'en banlieue, près de la bourgade de Binasco, puis ont pris la fuite avec les sacs postaux à bord d'une voiture qui les attendait.

L'un d'eux, un commando de la Mafia avait été trois hommes qui avaient pris un de leurs membres pour un transfert.

Radioactivité anormale à Okinawa. — Les autorités japonaises viennent de demander aux Etats-Unis qu'ils enquêtent sur le taux de radioactivité anormalement élevé mesuré dans les eaux de la base navale américaine de White Beach (Okinawa), après le passage du croiseur nucléaire américain Long Beach (143 000 tonnes). Bien que nettement inférieur au seuil de tolérance, le taux de radioactivité mesuré aurait été, selon l'agence japonaise pour les sciences et la technologie, supérieur de 30 à 40 % à la norme habituelle. (A.P.F., U.P.J.)

JUSTICE

APRÈS LE DÉCÈS DE TROIS PATIENTES A LOURDES

Réquisitoire modéré au procès des médecins poursuivis pour des avortements illégaux

Tarbes. — Les débats du procès intenté au docteur Libert Chateaux, chirurgien-chef de la clinique Notre-Dame, à Lourdes, actuellement âgé de soixante-trois ans, poursuivi pour trois homicides involontaires de jeunes femmes venues parmi tant d'autres se confier à lui pour des interruptions volontaires de grossesse sollicitées après le délai légal de dix semaines (le Monde du 20 mars), se sont déroulés les 21 et 22 mars devant le tribunal de grande ins-

tance de Tarbes. Avec le docteur Chateaux étaient poursuivis pour complicité le docteur Madeleine Larrat, de Pan, responsable durant une certaine période du centre d'orthogénie du planning familial de cette ville, le docteur Jacques Bergès, d'Orlun (Pyrénées Atlantiques) et le docteur Michel Leshordès, exerçant à Sabres (Landes). Tous trois avaient conseillé à des femmes en détresse de s'adresser à la clinique Notre-Dame de Lourdes.

De notre correspondant

modernisation, le docteur Chateaux avait contracté un prêt de 1 300 000 francs pour pallier ces carences. Il est significatif, d'ailleurs, que cette clinique n'ait trouvé finalement, l'an dernier, acquiescent qu'un prix de 680 000 francs auprès d'une société immobilière, alors que la villa que M. Chateaux possédait à Biarritz, et dont la vente a été aussi consignée au remboursement du prêt, a produit 480 000 francs. L'accusation a relevé que, en trois ans, sur mille interventions pratiquées par le docteur Chateaux, neuf cent onze avaient concerné des « K 30 », c'est-à-dire des avortements au-delà des limites légales, que le médecin préférait ranger sous la dénomination d'interruption volontaire de grossesse de femmes en détresse.

Une forte personnalité

En 1977, le docteur Chateaux avait produit une déclaration de revenus surprenante de 26 947 francs, pour laquelle il avait payé 1 861 francs d'impôt.

Le docteur Chateaux témoignait depuis toujours, selon ce qu'a préalablement rappelé le président, M. Paul Laventure, d'une forte personnalité. Ancien adjoint du maire de Lourdes à la Libération, il avait ses inconditionnels. Il soignait gratuitement les pauvres et les marginaux. Au moment des faits, il avait édité un compte d'auteur un luxueux ouvrage sur les signes du zodiaque, et, en août 1979, malgré son inculpation, il s'était manifesté publiquement dans l'affaire des incendies de la ferme de Saron (le Monde du 17 août 1979), en se rangeant dans le camp de ceux qui soutenaient la thèse de phénomènes parapsychiques.

A l'ouverture des débats, le procès devait mobiliser la rue. A l'initiative d'un collectif de soutien aux trois médecins inculpés de complicité des délégués du Planning familial, de l'Association des centres d'interruption de grossesse de la C.F.D.T., de la FEN, du P.S., de la L.R.C., avaient apparu à la manifestation. Pour apaiser cette émotion, le procureur de la République, M. Hervé Robin, devait rappeler immédiatement que l'information ouverte contre le docteur Chateaux visait uniquement, à l'origine, le délit d'homicide involontaire. Les poursuites pour pratique d'avortements illégaux et pour complicité des trois médecins ont été, par voie de conséquence, engagées parce que trois jeunes femmes étaient mortes en l'espace de six mois.

D'ailleurs, après l'audition des cinquante-quatre témoins cités par la défense (pour la majorité des médecins témoignant en faveur de leurs trois confrères et un ancien prisonnier de guerre rendant hommage à la

générosité du comportement du docteur Chateaux dans son camp), le ministère public s'est employé dans son réquisitoire à dépassionner l'affaire. Le climat s'était en effet encore tendu samedi matin au deuxième jour du procès, après la prise de position publique à Paris de quatre cent cinquante membres du Syndicat de la médecine générale à Tarbes et qui demandait à être inculpé « pour des agissements semblables à ceux reprochés aux trois médecins comparus à Tarbes » et qui n'avaient fait, selon eux, que venir en aide à des femmes en détresse.

Mais, dans son réquisitoire, M. Robin n'a demandé au tribunal que la peine la plus minimale et le relèvement immédiat des incapacités d'exercer qui pourraient découler des condamnations éventuelles.

Contre le docteur Chateaux, le ministère public a requis une peine de cinq ans d'emprisonnement avec sursis. Pour ce qui le concerne, l'interdiction d'exercer devenait sans objet, car le chirurgien, incarcéré pendant quelques semaines après son inculpation, puis remis en liberté, a pris sa retraite au début de 1978. Le ministère public soulignait des « fautes exclusives impardonnables, trois femmes étant mortes parce que le docteur Chateaux a été complicité ». Et il devait ajouter : « Je n'ai pas à apprécier par ailleurs si la loi promulguée Vell était bonne ou mauvaise. Elle doit simplement s'appliquer à cette affaire ».

Les défenseurs des trois médecins poursuivent pour complicité ont fait valoir pour soutenir leur demande de relâche que 50 % des interruptions de grossesse se situent au-delà du délai de dix semaines, avec les dangers qu'elles comportent, sont imputables aux médecins hostiles aux interruptions de grossesse et qui font en sorte de refuser l'assistance de la loi aux femmes en détresse.

Le procès a fait ressortir cette anomalie : avant que l'affaire ne débouche sur un plan judiciaire, le docteur Chateaux avait été mis en demeure à plusieurs reprises par la direction des services de santé des Hautes-Pyrénées de ne plus continuer à être son propre anesthésiste dans sa maternité. Il avait obtenu plusieurs succès de la mesure de fermeture envisagée par les services de la santé des Hautes-Pyrénées.

Les débats ont pris un moment un tour politique avec la déposition en faveur du docteur Leshordès, de Sabres, de M. Roger Duvolet, député (D.S.) des Landes. « Devant l'ampleur des problèmes de misère humaine dont sont victimes les femmes en détresse, une autre loi que la loi Pelletier ayant réglé la loi provisoire Vell apparaît nécessaire », a dit le député, qui a estimé que les propos qu'il tenait devaient avoir des échos et des prolongements devant le parlement.

GILBERT DUPONT.

POLICE

BIBLIOGRAPHIE

« LA PROVOCATION », de Régis de Castelneau Daniel Voguet et François Salvaing

Le 23 mars revu et corrigé par le P. C. F.

C'était il y a tout juste un an. Le 24 mars 1979, Paris s'éveillait dans des parfums de mal 1968. Place de l'Opéra ou gare de l'Est, on se trouvait les yeux devant un décor de guerre civile : vitrines brisées et pillées, trottoirs jonchés de débris, vestiges de barricades en travers des boulevards. Déjà, les journaux publièrent des images hallucinantes d'insécurité, d'incendies, d'incendies « sauvages » dans divers quartiers. « Ça a mal fini », titrait un journal à propos de la manifestation de soutien aux délégués du Planning familial par la C.G.T. Nul n'avait de mot assez dur pour dénoncer ces étranges et providentiels événements qui allaient permettre, quelques jours plus tard, au gouvernement de se demander s'il ne fallait pas interdire les manifestations dans le centre des villes, carminées devant laquelle il finit pourtant par reculer.

Mais, peu à peu, une autre vérité se faisait jour. La passivité des forces de l'ordre devant les premiers actes de vandalisme étouffait jusqu'aux policiers eux-mêmes. La personnalité de certains « casseurs » — non pas de ceux qui furent arrêtés, mais d'autres, pris en flagrant délit par les photographes — détonnait avec les explications officielles. Avec la mésaventure du gardien de la paix Gérard Le Xuan-tiens, qu'est-il devenu ? — on apprenait que des policiers, sous couvert de « contrôle » du déroulement de la manifestation, s'infiltrèrent parmi les casseurs, « vrais policiers-faux autonomes », lançant gaillardement le pavé ou le cocktail Molotov sur leurs collègues C.R.S.

Ainsi se faisait jour une sorte de conjuration machiavélique de docteurs Polonaises qui avaient — mal — joué avec le feu, en croyant créer dans l'opinion à la fois une lassitude devant les manifestations de rues et un retournement dans son attitude à l'égard des problèmes sociaux dans leur ensemble. Un coup monté qui s'achevait en apothéose dans les « procès » des « autonomes ». Des procès ? Non, des caricatures de procès devant le tribunal des flagrants délits, avec des témoins — tous policiers — disant presque tous la même chose au mot à mot, capables de dons divinatoires évidents au point d'avoir vu — de leurs yeux vu — attaquer des banques qui ne l'avaient jamais été, ou d'avoir reçu sur la tête les grilles d'arbres de la rue La Fayette, d'où le dernier arbre a disparu depuis des lustres. Et pourtant, la réalité était bien là : il y avait bien eu des vitrines brisées, des magasins saccagés, pillés, mais par qui ?

Un journaliste et deux avocats communistes ont tenté de répondre à cette question. Par une enquête patiente et des témoi-

gnages multiples, ils ont reconstitué tous les instants de cette journée du 23 mars. Ils l'ont restituée dans le contexte de ce printemps qui, de Denain à Longwy, vit se multiplier entre « manifestants » et « forces de l'ordre » des incidents inexplicables autrement que par une volonté provocatrice. Pourquoi a-t-il fallu que cette enquête historique soit gluchée dans le livre, par l'interprétation que les auteurs croient bon de donner de tous ces événements, un parti pris qui ne permettra pas de révéler des faits qui, dans l'histoire d'un document des responsabilités que doivent supporter ensemble le pouvoir giscardien, la gauche non communiste et les « gauchistes » ?

Une attitude nuancée

La « trahison » du P.S., le « jeu trouble » de la C.F.D.T. que le P.C.F. dénonce avec beaucoup de conviction depuis la rupture de l'union de la gauche, n'avaient peut-être pas leur place dans un livre comme celui-ci, fut-il une œuvre de militants. Quant à la négation du phénomène autonome, si elle se situe dans le droit fil de la doctrine communiste, elle est, elle aussi, difficilement admissible. Comment admettre, comme on nous le propose, que ces autonomes n'existent que dans l'esprit de quelques réactionnaires et dans les sous-sols de la place Beauvau ? Enfin, elle n'est pas très élégante non plus cette manière d'attribuer au P.C.F. — dont l'attitude se révéla parfois manœuvrière au long de l'affaire du 23 mars — le rôle d'unique force de réaction contre la provocation, même si l'on doit honnêtement reconnaître qu'il est le seul, depuis, à réclamer la démission de M. Christian Bonnet. Des esprits retiens ne pourraient-ils d'ailleurs prétendre avec la même force que les « organisations démocratiques » ont quelque responsabilité dans des incidents qu'elles seraient prévisibles — ainsi qu'il est dit dans le livre — mais qu'elles ont « laissé venir » ? Et d'insinuer que peut-être ces organisations avaient besoin de martyrs, à moins qu'elles aient tout simplement accepté de servir d'appât dans un piège monté par le pouvoir pour écraser ces encombrants « autonomes » qui les débordèrent dangereusement dans tous les conflits du moment. Non, décidément, la « bande des trois » n'est peut-être pas seule en cause dans cette journée du 23 mars.

JAMES SARAZIN.

★ La Provocation, de Régis de Castelneau Daniel Voguet et François Salvaing. Editions sociales, 1979. 200 pages, 12 francs. Notre temps/Tribune, 25, rue de la République, 75001 Paris.

FAITS ET JUGEMENTS

Deux attentats ont été commis contre les locaux d'Electricité de France. — A Toulouse, samedi matin 23 mars, un engin incendiaire placé dans un garage d'E.D.F. a provoqué des dégâts importants. Trois véhicules et des installations électriques ont été détruits. A Perpignan, dimanche 24 mars, un cocktail Molotov, lancé contre le bureau de l'agence centrale d'E.D.F., n'a, lui, causé que des dégâts légers. Ces deux attentats n'ont pas été revendiqués.

Les deux étudiants sénégalais, Cheikh Aidara, vingt-neuf ans, et Lamme Faye, vingt-trois ans, qui dans la nuit du 3 au 4 décembre dernier avaient tué à Paris la compagne de Cheikh Aidara, Marie-Claude Pascal, et son enfant, Daro, deux mois et demi, ainsi que la fille aînée de Cheikh Aidara, Mahmouda, sept mois (le Monde du 6 décembre), étaient, selon les experts psychiatres, en état de détresse au moment des faits. Ils viennent de bénéficier d'une ordonnance de non-lien de la part de M. Claude Hanoteau, premier juge d'instruction à Paris. Les deux hommes ont été expulsés vers le Sénégal.

LE MONDE

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez également LA MAISON que vous recherchez.

Le thon « blanc » c'est excellent



mangez-en !

Le thon blanc ou germon, c'est le thon jeune qui se prend aux lignes traquantes des pêcheurs artisans français (bretons, basques et vendéens). Ce pur produit de pêche fraîche française est très apprécié pour sa chair tendre et la finesse de son goût. En conserve (toute l'année) ou en tranches (pendant l'été) ; préparé chaud ou froid, le thon blanc ou germon fait le délice de la table. Reconnaissable sur les boîtes de conserve ou à l'étal par sa mention thon blanc, choisissez-le !



Le thon blanc ou germon. Excellent thon des pêcheurs artisans français.

Graphie Conseil Rennes

Les Mousquetaires de la Distribution

CEUX QUI FONT BAISSER LES PRIX

La France compte 53 millions de consommateurs ayant en commun un sujet de préoccupation:

"La hausse des prix"

La France compte 280 Mousquetaires INTERMARCHÉ poursuivant un même combat:

"La guerre contre la vie chère"

Le 1^{er} Février 1980, plus de 2000 prix ont été bloqués dans tous les INTERMARCHÉ.

Et, les prix de plus de 500 produits de consommation courante ont été baissés, et cette baisse sera maintenue jusqu'au 30 Avril 1980 envers et contre toutes les pressions à la hausse.

Les Mousquetaires "INTERMARCHÉ" en prennent l'engagement dans un document précis, écrit, distribué aux consommateurs:

"LE TARIF 500"

Ce tarif 500 est une arme efficace contre la vie chère car, non seulement les consommateurs pourront comparer les prix des produits entre eux (ils ont été rapportés à des unités de mesure normalisées: prix au kilo, au litre, etc...) mais encore ils pourront comparer entre elles les grandes surfaces... et choisir la moins chère.

Ceux qui font baisser les prix ont le droit d'avoir le sourire aux lèvres.



Les 280 mousquetaires

INTERMARCHÉ

en guerre contre la vie chère

un proces des medecins
avariements illegaux

LES PRIX
LES PRIX
LES PRIX

Can

7 h. 2. Matinales.
8 h. Les chemins de la connaissance au verseau (l'océan l'atome); à 8 h. 32. Transmission des connaissances ancestrales; le monde; à 8 h. 50. L'écorce des lo-

10

مكنز من الأصل

Le Monde ECONOMIE

Vouloir être compétitif

par
FRANÇOIS PERROUX (*)

Un colloque dont M. Raymond Barre a ouvert les travaux vient d'avoir lieu à Paris sur le thème : « Les formes actuelles de la concurrence dans les échanges internationaux ». Une centaine d'économistes, français et étrangers, y ont participé. Il était organisé par l'Institut des sciences mathématiques et économiques appliquées (I.S.M.E.A.), que préside M. François Perroux. M. Perroux y a fait une longue communication dont il nous donne ici le résumé.

OUVREZ L'œil : il ne connaît que « Compétiteur », celui qui poursuit le même objet qu'un autre. Mais le titre barbare que j'accepte à regret, le tente de l'excuser en suggérant que « l'emporter une fois », « être un jour l'heureux compétiteur » par le jeu de circonstances favorables, ce n'est pas se mettre en état de devenir un partenaire bien défini. Cette dernière performance exige des choix intelligents, un entraînement intensif et une longue persévérance. Toutes choses bonnes pour l'individu et pour la nation. Notre pays a abjuré le protectionnisme innové. Il pratique une politique sociale qui ne facilite pas la tâche du socialisme sans programme : il semble être en voie de participer durablement aux compétitions mondiales.

Elles sont intenses et assez nouvelles. Pour des niveaux relatifs donnés, les concurrents « hors prix » s'exercent par la

différenciation, les exportations poussées d'une offre agressive qui suscite la demande au lieu d'y répondre passivement, par les avantages incitatifs assortis du crédit, son étendue, son taux et son amortissement.

Dans nos relations avec notre partenaire principal, l'Allemagne de l'Ouest, nous l'avons si bien appris que nous serions tentés de sous-estimer une règle d'or : les concurrents « hors prix », loin de dispenser d'une stratégie générale des prix, la supposent ; elles impliquent toutes, en effet, des mises supplémentaires dont l'efficacité est menacée quand les prix intérieurs sont en hausse désordonnée : il s'agit donc d'assurer la stabilité du franc, la modération de l'évolution des salaires nominaux, le maintien de marges bénéficiaires rationnelles et, non moins, de lutter contre toutes les formes de gaspillage et d'abaissement des coûts. Pas un esprit informé qui soutienne le contraire.

C'est trop peu pour définir la stratégie concurrentielle. La concurrence ne se déduit pas d'une certaine forme du marché ni même d'une mécanique du marché qu'il soit : elle est l'œuvre des entrepreneurs et des travailleurs « actifs », des unités et des groupes « actifs », acteurs et non facteurs de la production. Nageurs de fond et non dérivés glissant sur les courants présumés irrésistibles. Prix et coûts anticipés en vue de nouvelles spécialisations, mais non pas prix et coûts subis aujourd'hui et tenus, à tort, pour définitifs.

Notre époque est celle des grands monopoles en petit nombre dans les industries principales ; les secteurs privés sont imbriqués aux secteurs publics ou mixtes ; les décisions économiques de courte période dépendent des options à long terme. Être compétiteur c'est lutter, par les moyens que l'évolution nous impose, en vue d'accroître notre part du marché mondial sans être asservi par les importations fort peu « classiques » qui nous sont imposées.

Résister au monopole par les moyens du monopole pourrait passer, à première vue, pour une mauvaise plaisanterie. C'est au contraire une recette de salut pour une nation moyenne

Le monopole et l'innovation

Du simple point de vue de l'économie marchande, un grand libéral comme John R. Hicks affirme, dans le discours qu'il a prononcé en recevant le prix Nobel, en 1972, que l'innovation est le « ressort principal » de l'activité économique ; cette constatation, qui a tenu si peu de place dans son œuvre antérieure, devrait faire réfléchir tous les spécialistes.

Une bonne part des innovations stratégiques qui en engendrent en cascade beaucoup d'autres, par exemple l'informatique et l'énergie nucléaire, sont nées et mises en œuvre par les unités géantes ; les économies d'échelle,

(*) Professeur honoraire au Collège de France, président de l'I.S.M.E.A.

et pour l'ensemble du monde. Voici pourquoi :

La grande entreprise et le groupe économique et financier sont des instruments irremplaçables de l'innovation : ils la servent par des formes variées et des degrés élevés de monopole. En fin de compte, dans le grand jeu de l'innovation et du monopole, qui va l'emporter ? Si c'est le monopole, tôt ou tard dans ce monde, où les quatre cinquièmes des hommes sont mal nourris et où dans l'année qui vient, soixante millions de personnes vont mourir de faim, l'action directe est inévitable. Si c'est l'innovation, l'entreprise acceptant une part de ses responsabilités d'intérêt général des transferts massifs de ressources réelles sont possibles.

Les rationalisations et les gains de productivité y sont liés aux surprofits ; ce mélange impur commande la capacité de lancer le produit nouveau et, par voie de propagation, d'abaisser, à terme, le prix d'un grand nombre de produits courants. Ce n'est pas le modèle social de petites unités toutes semblables et également impuissantes devant le système des prix intérieurs et mondiaux qui peut fonder une politique praticable, c'est une stratégie consciente de régulation des monopoles par l'ouverture du marché et par la surveillance des surprofits.

Faut-il ajouter que les petites et moyennes entreprises ne sont pas condamnées à perdre leur rôle, tout au contraire ! Elles peu-

vent, dans la plupart des cas, trouver une spécialisation pour la pénétration des marchés intérieurs et extérieurs : elles n'y parviennent pas en faisant cavalier seul mais en accueillant et filtrant les effets d'entraînement du progrès technique pour valoriser leurs propres moyens de capacité concurrentielle. On songe à nos agricultures renouvelées, aux organismes de distribution et aux petites unités dans le secteur des services en pleine et rapide expansion.

Est-il exagéré et inopportun de dire que l'industrie fait l'économie et que la finance, le capital financier concentré, fait l'industrie ? Distinguons, nuancions autant qu'il nous plaira, mais sans nous voiler la face et nous boucher les yeux !

L'investissement suscite toujours la nouveauté, même s'il n'est pas le véhicule de l'innovation incorporée. Quand il prend la forme de l'investissement direct à l'étranger, il engendre un effet multiplicateur tout différent des schémas empruntés à J.M. Keynes ; sa vertu procède d'enchaînements complémentaires, services après-vente, transferts de techniciens et de techniques, investissements en grappes et affirmation de l'image et d'une nation. Quant à cette création puissante et ambiguë du capitalisme avancé, l'entreprise multinationale (mieux nommée, souvent transnationale), elle nous pose un problème précis. A dimension égale et pour des structures analogues, en quoi consiste son avantage relatif à l'égard de l'entreprise nationale ?

(Lire la suite page 26.)

Politique et rigueur de gestion

A lire les comptes rendus de conférences internationales et des rapports officiels, on risque de retenir l'impression que c'est avant tout de la détermination des gouvernements que dépend l'élaboration d'abord et l'exécution ensuite d'une stratégie économique appropriée aux nombreux défis lancés aux pays industrialisés. En réalité, l'impulsion du pouvoir politique est une donnée parmi d'autres, sans doute beaucoup moins décisive qu'on veut bien le croire. C'est sur un autre terrain que se joue le plus souvent sans bruit l'œuvre de la courbe de longue haleine qui s'est engagée.

Sur l'initiative du secrétaire général de l'O.C.D.E., M. Van Lannoo, s'est réunie, à la fin de la semaine dernière à Versailles, un groupe de hauts fonctionnaires nationaux et internationaux chargés d'évaluer les conséquences de la hausse — plus de 100 % depuis la fin de 1978 — du prix du pétrole sur l'activité des pays industrialisés. L'objectif est de préparer le prochain sommet des Secréétaires d'Union, France, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Canada et Japon qui doit se tenir au mois de juin à Venise, et dont l'un des thèmes sera de confronter avec la réalité les objectifs fixés douze mois auparavant (en juin 1979). À Tokyo, en vue de limiter le volume des importations de pétrole, ce qui incombe au premier chef aux dirigeants politiques, c'est d'établir un cadre à l'intérieur duquel les secteurs économiques sont amenés à prendre les décisions allant dans la bonne direction. Tel est le cas, par exemple, quand un gouvernement, tournant le dos à la désastreuse politique de l'indice, se résout à répercuter intégralement sur les prix des services publics l'incidence du renchérissement des produits énergétiques. Les choix industriels ne sont plus alors faussés par des rapports de coûts artificiels. C'est ainsi qu'il convient d'approuver le cabinet japonais pour avoir décidé il y a quelques jours de relever brutalement de 50 % les tarifs de l'électricité, et M. Raymond Barre pour avoir depuis le début de l'année autorisé le relèvement du prix de l'essence, du mazout, mais aussi du courant électrique, du gaz et plus récemment des chemins de fer.

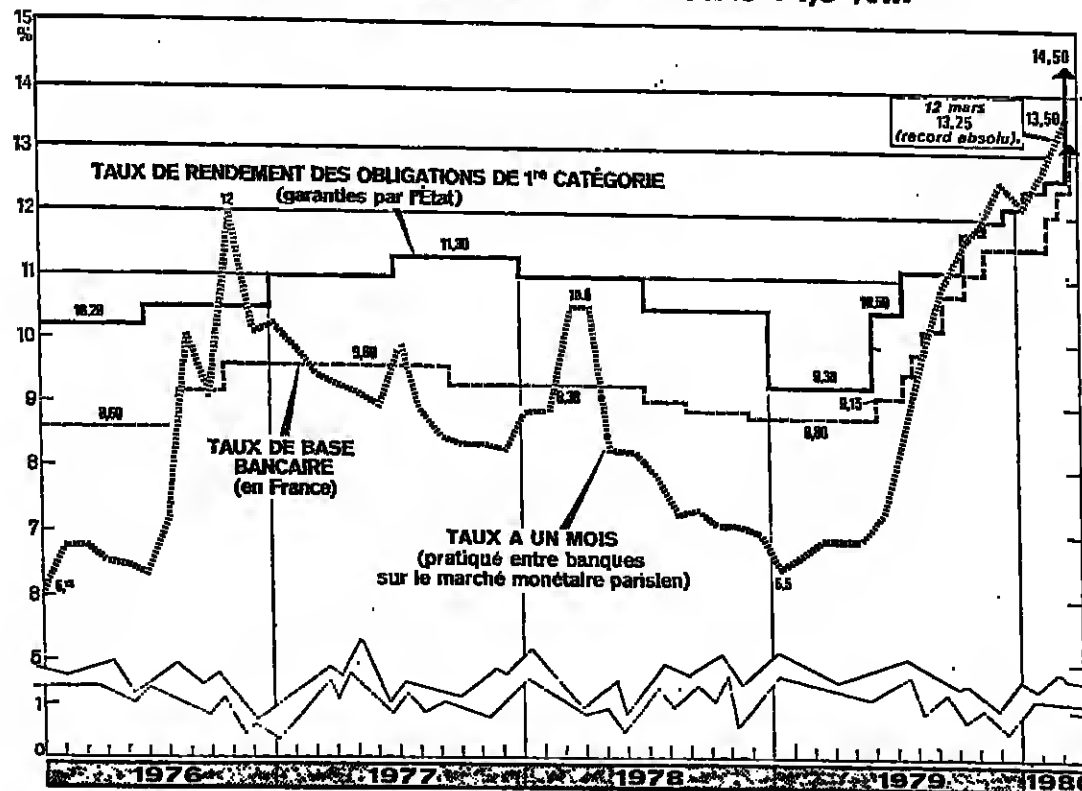
Poussés par la nécessité de préserver leur compétitivité (voir l'article de François Perroux) et leurs marges bénéficiaires, les entreprises ont, depuis plusieurs années, accompli de grands efforts non seulement pour produire autant (ou plus) avec moins d'énergie, mais, d'une façon plus générale, pour rationaliser et « redéployer » leur appareil productif en fonction des nouvelles contraintes. Dans sa lettre industrielle, l'Économie et Industrie, la Compagnie Saint-Gobain-Pont-A-Mousson écrivait récemment qu'on n'a sans doute pas pleinement mesuré l'ampleur des économies réalisées dans l'industrie depuis le choc de 1974-1975. En France, l'une des manifestations les plus spectaculaires de cet effort de rigueur a porté sur la gestion des stocks : (où l'on a réussi à économiser l'équivalent d'un semaine de production, soit 2 % du chiffre d'affaires annuel).

On est allé plus loin en s'attaquant au processus de production lui-même, écrit l'auteur de l'article. Et de citer, à propos des économies d'énergie, les progrès accomplis dans les secteurs gros consommateurs, comme le ciment ou l'industrie du verre. Dans cette dernière branche, la consommation spécifique d'énergie a baissé en moyenne de 2 % par an au cours des dernières années.

Pratiquer une gestion rigoureuse n'est pas un but en soi. Reste encore à mobiliser l'industrie, conclut sagement l'auteur de la lettre, au service de l'innovation. — PAUL FABRA

Les marchés monétaires et financiers après le nouveau plan Carter

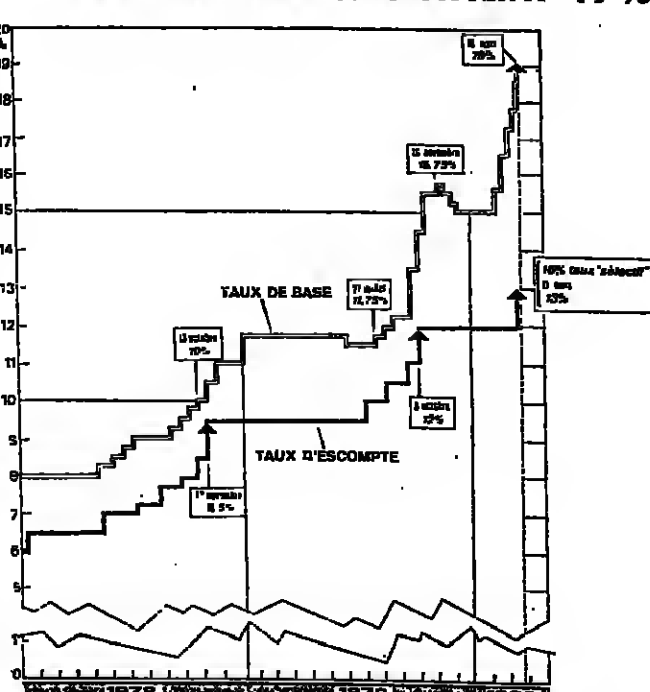
EN FRANCE, LES EMPRUNTS OBLIGATAIRES PORTENT UN INTÉRÊT D'AU MOINS 14,5 %...



QUAND, au mois de janvier, l'Etat s'est résigné, en France, à lancer un nouvel emprunt à six ans d'échéance seulement et portant un taux d'intérêt de 12 %, les professionnels de la finance admirèrent la hardiesse des experts du Trésor qui, pour une fois — mais nécessité ne fait-elle pas loi ? — étaient au diapason du marché. Le 12 % fut souscrit avant le jour de l'émission qu'il avait fallu repousser à cause du retard dans le vote du budget. Il est coté aujourd'hui au-dessous du pair, car, depuis lors, les taux d'intérêt ont connu une forte et inquiétante poussée. Le Crédit national, qui tant sur le marché national que sur le marché international est considéré comme la « meilleure signature » française (l'Etat étant excepté), fera dans les jours qui viennent un emprunt remboursable dans douze ans au taux de 14,50 %. D'autres émetteurs de première catégorie (organismes publics jouissant de la garantie de l'Etat ou assimilés) ont dû aller jusqu'à 14,80 %. Notre graphique montre l'ascension du rendement des obligations de première catégorie.

P. F.
(Lire la suite page 25.)

... ET AUX ETATS-UNIS, LE TAUX DE BASE DES BANQUES ATTEINT 19 %



* Le taux de 19 % est applicable aux banques qui ferment des appels plus importants, que d'habitude à l'occasion.

L'excédent du budget américain annoncé pour 1981 ferait suite à une longue série de déficits

UN des éléments essentiels du nouveau plan Carter de lutte contre l'inflation annoncé le 15 mars, est le rétablissement de l'équilibre du budget fédéral des Etats-Unis pour le prochain exercice, celui qui commencera le 1^{er} octobre 1980, pour se terminer le 30 septembre de l'année suivante, et que, selon la terminologie en usage, on appelle le budget 1981. A dire vrai, une partie seulement des dépenses de l'Etat fédéral figurent dans le budget proprement dit, les « agences fédérales » créées au fil des ans pour prendre en charge de nouvelles catégories de dépenses publiques sont également en rouge, et souvent pour des sommes importantes (entre 10 et 25 milliards de dollars selon les années, pour l'ensemble).

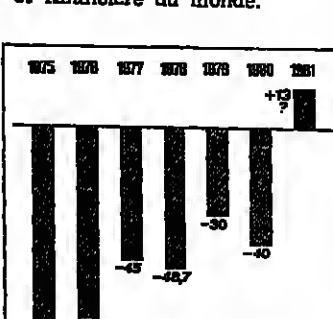
Une part importante, parfois évaluée au tiers, du déficit fédéral (et la quasi-totalité du déficit des agences) est financée directement ou indirectement par l'institut d'émission (système de réserve fédérale), c'est-à-dire par l'inflation. Le niveau des taux d'intérêt (voir graphique ci-contre) est largement commandé par la nécessité pour le Trésor de trouver sur le marché des souscripteurs à ses émissions.

Tel est le cas dans un nombre croissant de pays où la gestion de la dette publique porte sur des masses de plus en plus considérables, du fait de l'effet cumulatif des déficits. C'est ainsi qu'en République fédérale d'Allemagne, le déficit du secteur public au sens large (incluant le déficit de la sécurité sociale) varie depuis 1975 entre 60 et 30 milliards de deutschemarks. Les autorités allemandes cherchent désormais à en faire financer une partie par des investisseurs étrangers et, en particulier, par les pays de l'OPEP (lesquels financent déjà une partie importante du déficit budgétaire américain). Ces derniers auraient, la semaine dernière, accepté de souscrire à quelque 5 milliards de bons émis par la R.F.A. Ce processus est de nature à accroître le rôle international du deutschemark avec toutes les contraintes — et bien sûr l'avantage — que comporte le statut de monnaie dite de réserve.

En Grande-Bretagne, les « besoins de financement du secteur public » oscillent entre 8,5 et 11 milliards de livres sterling et constituent la principale préoccupation du chancelier de l'Echiquier.

En France, le déficit du budget, qui a atteint 38,7 milliards de francs en 1978 et 37,1 milliards en 1979, devrait, selon la loi de finance, être en 1980 de 31,1 milliards, mais il dépassera probablement ce chiffre de 10 à 20 milliards. La France envisage aussi de faire appel à des souscriptions de pays pétroliers.

Le financement des déficits des pays industrialisés est une des plus importantes composantes de la situation monétaire et financière du monde.



(*) Le chiffre pour 1980 est une estimation.

Dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE GROUPES »

(extraits 1978)
DAPSA publie

Les études monographiques — mises à jour régulièrement — de plus de 70 grandes firmes européennes. Chacune concerne un grand groupe industriel ou commercial d'origine européenne, analyse du double plan économique et financier.

Dans le secteur de la Construction Automobile et activités annexes, tous les principaux groupes européens (Renault, Peugeot, Citroën, etc.) sont étudiés.

Dans le secteur des Matériaux de construction, Bâtiment, Travaux Publics et services aux collectivités, 6 études sont publiées : Lafarge, Bouygues, SOGREAH, S.G.P.M., La Lyonnaise des Eaux et de l'Éclairage et la Compagnie Générale des Eaux.

Ces études sont disponibles auprès du bureau de vente de DAPSA, 7, rue Berthollet (91), au prix de 1.200 F.T.T. (soit 1.250 F.T.T.C.) à 2.100 F.T.T. (soit 2.150 F.T.T.C.) selon l'étude.

LES MARCHÉS MONÉTAIRES ET FINANCIERS APRÈS LE NOUVEAU

La hausse du loyer de l'argent accentue le caractère irréal des comptes nationaux

par PIERRE BERGER (*)

LES taux d'intérêt prennent des hauteurs d'autant plus inquiétantes qu'il risque d'en résulter des perturbations croissantes dans le fonctionnement des marchés tant financiers que monétaires. De même sont rendus de plus en plus aléatoires toute détermination de coût de revient et tout calcul de rentabilité tandis que sont alimentés des processus additionnels de hausse des prix, dans des économies qui n'ont réellement pas besoin de telles stimulations.

Sur le plan international, ces élévations de taux sont dangereuses dans la mesure où elles sont le résultat de réactions de défense monétaire, car elles peuvent donner lieu à une escalade dont on perçoit mal l'aboutissement, si une concertation n'intervient pas avant qu'il ne soit trop tard pour éviter une désorganisation des circuits internationaux de capitaux.

Dans le domaine interne, les conséquences d'une telle ascension sur les conditions dans lesquelles se confrontent offres et demandes de fonds sont multiples. Encore convient-il de se garder de jugements exagérés.

ment pessimistes et de conserver son sang-froid pour tenter de procéder à des interprétations sereines. Malheureusement l'insuffisance des moyens d'investigation, l'inertie des mentalités, le refus de reconnaître l'existence de mécanismes profonds différents de ceux qui sont perçus mettent obstacle à l'analyse correcte des incidences des taux d'intérêt, aux niveaux où nous voyons ceux-ci. Quelles sont les portées réelles d'un taux de base de 13,25 % appliqué par telle ou telle banque, ou d'un emprunt obligataire de 11 %, tant en ce qui concerne les entreprises, les ménages ou l'équilibre général de l'économie ? Est-elle si amère la nécessité de payer un intérêt de 10 % lorsqu'on perçoit un revenu nominal qui croît chaque année de 10 % ou 11 %, alors que la valeur réelle de la dette s'amoindrit rapidement ?

Dans l'état actuel des moyens d'information disponibles, il est impossible de répondre avec précision à des questions pourtant aussi fondamentales, notamment pour déterminer l'orientation d'une politique cohérente de taux d'intérêt.

Revenu et patrimoine

Dans un monde où l'inflation a pris l'ampleur que nous connaissons, l'utilisation d'une unité monétaire instable entraîne deux sortes de conséquences : d'une part, elle fausse les données de la comptabilité nationale, qui fournissent pourtant une source d'information privilégiée dans l'élaboration d'une politique à moyen ou long terme; d'autre part, elle entraîne une dégradation des créances en termes réels dans la mesure où la compensation par les taux d'intérêt est insuffisante, compte tenu des incidences fiscales, et nécessite, de ce fait, des transferts importants dont le caractère occulte contraste avec la précision des recensements nominaux.

Les comptes de la nation distinguent deux sortes de notions, celle de revenu et celle de patrimoine. Une telle distinction se

justifie dans le cas des actions cotées en Bourse, par exemple. On est en droit de considérer que le dividende distribué représente une participation de l'actionnaire aux résultats de l'exercice et sa part dans la formation d'une valeur ajoutée; le dividende est donc considéré, à juste titre, comme le revenu d'un capital. La valeur boursière de l'action appartient à un autre domaine qui est celui des patrimoines; elle est soumise à toutes sortes d'influences économiques, psychologiques, politiques, les unes d'ordre général, les autres propres à telle ou telle entreprise; son évolution, dans un sens ou dans l'autre, obéit aux lois du marché que le porteur a acceptées.

Le problème n'est plus le même lorsqu'il s'agit des créances ou des dettes et des taux d'intérêt, et nous entrons alors dans le

champ des subtilités inadmissibles. Les niveaux actuels des taux d'intérêt sont largement, sinon même presque exclusivement, commandés par le degré présent, ou supputé pour l'avenir, de l'inflation. Il est donc illégitime et fallacieux de séparer deux notions: l'intérêt perçu ou versé qui constituerait un revenu ou une charge, et le sort de la valeur réelle de la créance ou de la dette qui appartiendrait à un tout autre domaine, totalement indépendant du premier, relatif aux patrimoines. Il y a là un exemple typique, et malheureusement assez fréquent, où le système de pensée n'est pas à la disposition de l'analyse des faits, mais où celle-ci doit se plier au système, fût-il impropre.

Calculée uniquement en fonction des flux nominaux de revenus et de dépenses, la faculté d'épargne des ménages n'est pas estimée de façon exacte; des sommes apparemment économisées ou investies devraient être déduites de la désépargne que constitue la perte de substance des placements antérieurs. De même, la répartition des revenus, selon les catégories, se trouve faussée, car les revenus du capital ou de l'épargne sont indûment majorés, et ils le sont d'autant plus que l'inflation est forte et que les taux d'intérêt sont nominalement élevés. Le recensement des créances et des dettes (tableau des opérations financières pour les spécialistes) et son évolution dans le temps ignorent imperméablement les vicissitudes monétaires; c'est un peu comme si l'on dressait le plan du parc de Versailles à l'aide d'un cadastre élastique, dont la tension croîtrait au gré du soleil ou de la pluie. Il ne faut pas s'étonner si, dans de telles conditions, les comparaisons internationales conduisent à des conclusions erronées. De même, les projections financières construites sur de telles bases sont incertaines, et donnent lieu à de redoutables déconvenues. Dès lors, les choix politiques, formés à partir d'éléments d'information défectueux,

sont viciés dans leurs fondements mêmes.

Pour appréhender valablement les répercussions sur telle ou telle partie de la population, des derniers développements de la hausse présente des taux d'intérêt, il faudrait avoir déjà une bonne connaissance du passé. Or un autre inconvénient des méthodes de la comptabilité nationale tient à la notion d'agrégat qui conduit à envisager des agents économiques par grandes catégories. Si deux mouvements de sens inverse sont, par exemple, dégagés en ce qui concerne les ménages: appauvrissement dû à la dégradation des créances, d'une part, enrichissement sans cause provenant de l'acquisition de logements par l'emprunt, d'autre part, on en conclut que l'inflation est neutre à l'égard des ménages. Sans doute en est-il ainsi pour le commentateur

abstrait des chiffres recensés, mais c'est faire bon marché des réalités sociales et des inégalités de situation auxquelles conduit la dépréciation de la monnaie.

Les lacunes du recensement des créances et des dettes enregistrées au cours de l'année (tableau des opérations financières) sont telles que, en dépit de la minutie scrupuleuse apportée à son élaboration, les enseignements qu'il peut en tirer sont très limités et trop souvent trompeurs. Des progrès seraient obtenus si, d'une part, les commentaires accompagnant les chiffres enregistrés reconnaissent l'existence de telles insuffisances; et, d'autre part, des efforts étaient entrepris pour introduire en compte les transferts dus à l'inflation, qui n'apparaissent pas en comptabilité et les intérêts versés ou perçus qui viennent en atténuer la portée.

Un taux trop bas aggrave le mal

Quelques tentatives ont été faites pour dégager des ordres de grandeur au sujet de ces transferts. Les recherches devaient être poursuivies et approfondies selon les caractéristiques des prêteurs ou des emprunteurs, et des secteurs d'activité. Il serait intéressant de déterminer notamment si la politique cloisonnée des taux d'intérêt, en vigueur dans notre pays, ne gêne pas le financement de l'industrie, en canalisant les courants d'épargne dans d'autres directions et en suscitant des distorsions indésirables.

Devant de telles défaillances, la conduite de la politique des taux d'intérêt se heurte à de nombreuses difficultés.

Sur le marché monétaire, où se forme la liquidité des banques et où les interventions de la Banque centrale sont dominantes, les influences extérieures sont fortes, mais, comme celles-ci s'exercent à travers les transactions de change, elles peuvent laisser subsister des écarts de

taux d'intérêt importants d'un pays à l'autre. Il peut être plus intéressant de se trouver en position de créancier à 6 % dans une devise qu'à 15 % dans une autre. De tels écarts mettent en évidence les liens qui unissent, sur le plan interne, les taux d'intérêt et le degré de l'inflation, mais comme les jugements des opérateurs des places étrangères ne coïncident pas nécessairement avec les considérations qui prévalent à l'intérieur, les autorités monétaires doivent tenir une ligne permanente de compromis.

Dans les relations entre prêteurs et emprunteurs d'une même monnaie, il est assez rationnel que les taux d'intérêt soient adaptés au coefficient de dégradation monétaire et il est certain que le maintien de taux d'intérêt trop faiblement positifs, voire négatifs, aurait le double effet de développer l'inflation à l'endettement et de détourner les courants d'épargne vers des voies plus rémunératrices, voire vers des dépenses de consommation. De telles situations risqueraient de prolonger le mal. Le financement d'investissements sur des

ressources insuffisamment rémunérées fausse les coûts relatifs des équipements et rompt l'harmonie qui devrait présider au développement de l'économie. La fiscalité, de son côté, apparaît un grave élément de perturbation en visant d'insérer entre un prêteur, atteint dans ses revenus purement nominaux, sans constance réelle, et un emprunteur, dont les bénéfices, dégagés par une comptabilité imparfaite, sont en partie fictifs.

Dans les circonstances présentes, et étant donné les niveaux particulièrement élevés des taux d'intérêt, il est plus nécessaire que jamais de chercher à voir clair dans les transferts non recensés, suscités par l'inflation.

Dans les pays où l'inflation a connu ses développements extrêmes, les autorités responsables ont été contraintes d'abandonner les références au nominalisme et de mettre en œuvre des dispositifs correcteurs. Lorsque, comme en France, le taux d'inflation est resté le plus souvent inférieur à 10 %, l'économie fonctionne dans un système financier hybride, partiellement flottant puis-que les intérêts sont considérés comme des revenus purs et simples et que les écritures comptables ignorent les enrégimentements en termes réels, partiellement mais maladroitement riges, puisque les taux d'intérêt s'élèvent pour tenir, plus ou moins compte de la dégradation de la monnaie. Les confrontations des offres et des demandes de capitaux deviennent alors d'autant plus difficiles et aléatoires que la fiscalité exerce son action perturbatrice et que les anticipations inflationnistes des prêteurs et des emprunteurs sont raisonnablement divergentes. Pour les opérations à long terme, l'adoption de taux d'intérêt ajustables semble éminemment souhaitable, car elle serait de nature à apaiser les craintes que soulève le climat actuel. Et les préoccupations présentes ne doivent pas faire perdre de vue la nécessité de progresser dans les analyses propres à donner le pas aux résultats réels sur les apparences des circuits financiers de l'économie.

(*) Directeur général honoraire de la Banque de France.

PLAN CAI

Le taux de

La hausse a été plus forte au mois de mars qu'en février. L'augmentation du marché américain, les taux de rendement ont été connus une forte baisse. A 1975, on a vu des banques françaises, le taux de rendement absolu (calculé sur la base de la prime) de 14,25 %, chiffre qui a été dépassé par le taux de rendement réel, qui a atteint 15,25 %.

Aux Etats-Unis, le plan Carter, de lutte contre l'inflation, qui a été adopté le 15 mars, a été immédiatement suivi par un nouveau plan de base (prime) de 14,25 %, le taux de rendement réel a été de 15,25 %, le plan Carter a prévu un nouveau taux de rendement réel de 15,25 %, le plan Carter a prévu un nouveau taux de rendement réel de 15,25 %.

La vulnérabilité

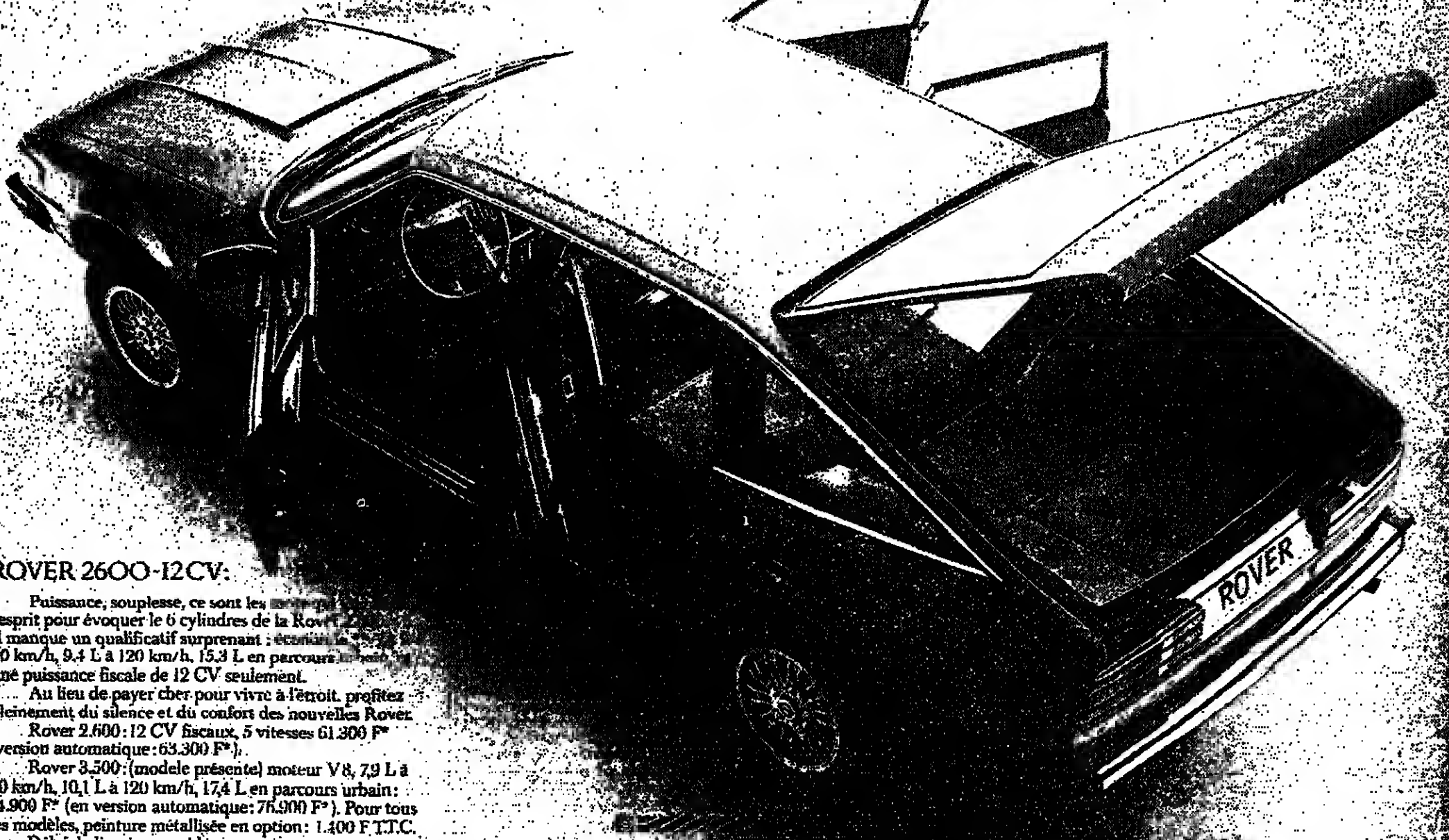
La dégradation de la commerciale française, des deux premiers mois par rapport à la même période de 1979 traduit, certes, un déclin de la production. Elle reflète aussi la dégradation des échanges extérieurs de la zone, la moindre demande intérieure.

Le déficit de 14,5 milliards de francs (la valeur des transactions englobant le coût de la dette et du fret) 4,4 milliards pour les deux premiers mois de l'année par rapport à la même période de 1979 traduit, certes, un déclin de la production. Elle reflète aussi la dégradation des échanges extérieurs de la zone, la moindre demande intérieure.

D'un côté, le déficit de base de 14,5 milliards de francs (la valeur des transactions englobant le coût de la dette et du fret) 4,4 milliards pour les deux premiers mois de l'année par rapport à la même période de 1979 traduit, certes, un déclin de la production. Elle reflète aussi la dégradation des échanges extérieurs de la zone, la moindre demande intérieure.

D'un côté, le déficit de base de 14,5 milliards de francs (la valeur des transactions englobant le coût de la dette et du fret) 4,4 milliards pour les deux premiers mois de l'année par rapport à la même période de 1979 traduit, certes, un déclin de la production. Elle reflète aussi la dégradation des échanges extérieurs de la zone, la moindre demande intérieure.

7,4 L AUX 100 KM.**
POURQUOI VOIR PETIT?



ROVER 2600-12CV:

Puissance, souplesse, ce sont les mots qui l'esprit pour évoquer le 6 cylindres de la Rover 2600-12CV. Il manque un qualificatif surprenant: étonnamment, 7,4 L à 120 km/h, 15,3 L en parcours urbain, une puissance fiscale de 12 CV seulement.

Au lieu de payer cher pour vivre à l'étroit, profitez pleinement du silence et du confort des nouvelles Rover. Rover 2600-12 CV fixe, 5 vitesses 61.300 F* (version automatique: 63.300 F*).

Rover 3500: (modèle présente) moteur V8, 7,9 L à 90 km/h, 10,1 L à 120 km/h, 17,4 L en parcours urbain: 74.900 F* (en version automatique: 76.900 F*). Pour tous les modèles, peinture métallisée en option: 1.400 F T.T.C. Délai de livraison rapide.

*Prix T.T.C. clés en main au 17.2.80. Modèles 80. Financement: Leyland Credit/Leyland Leasing. Garantie 1 an pièces et main d'œuvre sans limite de kilométrage. 400 points de vente et service en France. British-Leyland France, rue Ambroise Croizat, 95101 Argenteuil - Tél. 01.22.09.22.

ROULEZ AU FUTUR

Rover

هكذا من الأصل

PLAN CARTER

Le taux de base des banques

La hausse a été particulièrement forte au mois de février, quant, à la suite du véritable effondrement du marché obligataire américain, les valeurs à revenu fixe ont à leur tour connu une forte baisse à Paris. A 13,25 %, où il se trouve depuis le 12 mars, le taux de base des banques françaises a atteint son record absolu (compte tenu de diverses commissions et majorations, le taux de base effectif est de 14,35 %, chiffre comparable avec le *prime rate* américain). Son élévation reflète le coût croissant des ressources que les établissements financiers se procurent sur le marché monétaire (le taux à un mois que nous avons retenu est plus significatif que le taux au jour le jour soumis à de fréquentes variations). Ensemble, les trois courbes illustrent l'évolution des taux à court et à long terme en France.

Aux Etats-Unis, le nouveau « plan Carter » de lutte contre l'inflation, qui a été annoncé le 15 mars, a été immédiatement suivi par un nouveau relèvement du taux de base (*prime rate*) des banques américaines. En faisant connaître sa décision de porter ce taux au niveau sans précédent de 19 %, la Chase Manhattan Bank a précisé que le nouveau taux ne correspondait pas encore au renchérissement du loyer de l'argent, d'où il a été conclu que probablement les banques pourraient dans un avenir proche aller jusqu'à 20 %. Cependant, le système de réserve fédéral semble hésiter, comme il le fait, malgré les apparences, depuis le mois d'octobre, devant les conséquences, en effet très dangereuses, d'une nouvelle impulsion donnée au taux d'intérêt. Au lieu d'élever carrément à 18 % son taux d'escompte, déjà porté à 15 % le 15 février dernier, il a préféré mettre en place

un système plus compliqué selon lequel n'auront à payer le taux majoré de 16 % que les banques faisant un appel inhabituellement important à l'escompte. En accompagnant avec retard la hausse du loyer de l'argent plutôt qu'en la conduisant, les autorités monétaires américaines prennent le risque considérable de contribuer à alimenter l'inflation et donc à prolonger indéfiniment la période de haut niveau du taux de l'intérêt. Elles prennent ce risque pour essayer d'éviter la crise financière de première grandeur (avec faillites en chaîne) qui ne manquera pas de résulter d'une attaque frontale contre l'inflation. En gagnant du temps, ne contribuent-elles pas à rendre la situation encore moins maîtrisable à terme sans doute rapproché ?

Pour essayer d'atténuer les tensions déjà très fortes — et sans doute, pour beaucoup d'emprunteurs, à la limite du supportable — M. Paul Volcker, président du système de réserve fédéral, a recommandé aux banques d'accorder des conditions de crédit plus favorables aux petites entreprises, ce que la Chase a fait en maintenant à 18,50 % son taux de base pour le *small business*. M. Paul Volcker est allé plus loin dans la voie de la sélectivité en demandant aux banquiers d'accomplir une tâche qui, en réalité, ne leur incombe pas, et qu'elles seront incapables, on peut en être sûr, d'exécuter. Il leur a enjoint de refuser de prêter de l'argent à ceux de leurs clients qui ne feraient appel au crédit bancaire que pour éviter de devoir s'adresser à un marché financier (c'est-à-dire au marché des emprunts obligataires) chancelant. Mais la débauche du marché financier est précisément la conséquence de l'inflation.

La vulnérabilité des échanges de la France

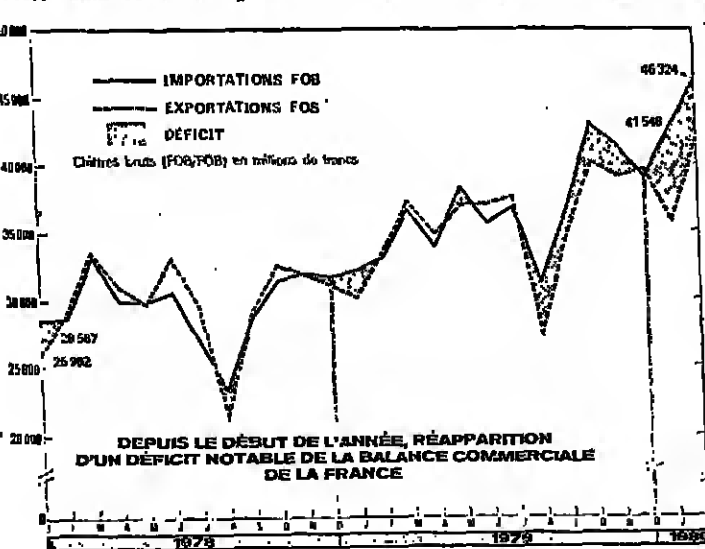
La détérioration de la balance commerciale française au cours des deux premiers mois de 1980 par rapport à la même période de 1979 traduit, certes, l'ajourdissement de la facture pétrolière. Elle reflète aussi la vulnérabilité des structures des échanges extérieurs de la France à la moindre saute de la conjoncture.

Ainsi, en janvier et février, cette balance a enregistré un

2,4 milliards au lieu de 2,8 milliards de francs.

Parallèlement, le déficit enregistré par la France à l'égard de la C.E.E. a doublé, passant de 2,1 milliards à 4,4 milliards de francs. Il s'agit pour l'essentiel d'une détérioration des échanges extérieurs avec la R.F.A.

Pour les autres pays de l'O.C.D.E., le déficit s'est situé à 3,9 milliards de francs au lieu de 1,7 milliard. A l'égard des



déficit de 14,5 milliards de francs (la valeur des importations englobant le coût de l'assurance et du fret), contre 4,4 milliards pour les deux premiers mois de l'an dernier. Les achats à l'étranger — soit 59,3 milliards de francs — ont augmenté de 33,3 %, alors que les exportations — 74,8 milliards de francs — ne progressaient que de 19,5 %.

Le déséquilibre du poste énergétique a représenté 18,9 milliards de francs contre 11,7 milliards, en augmentation de 61,2 %. Toutefois, à l'exception du secteur des produits agricoles et alimentaires, qui a enregistré un excédent de 1,1 milliard de francs (+ 300 millions en janvier-février 1980), une certaine reprise de l'activité économique entraîne une dégradation des autres postes. Ce résultat est dû notamment à l'incapacité des industries nationales, pour des causes qui leur sont propres ou extérieures, à répondre rapidement à l'accroissement de la demande intérieure.

D'un côté, le déficit des échanges de base de consommation a très fortement augmenté, passant de 300 millions de francs pour les deux premiers mois de 1979 à 1,3 milliard de francs durant la même période de 1980. De l'autre, le solde positif du commerce des biens d'équipement professionnels a baissé, revenant de 3,1 milliards à 2,1 milliards de francs. Pour les automobiles, le surplus s'est situé à

Etats-Unis, en particulier, il est passé de 2,1 milliards à 3,1 milliards de francs. Cependant l'excédent enregistré à l'égard du tiers-monde a fléchi de 3,2 milliards à 2 milliards. Il en est de même pour le surplus observé à l'égard des pays à économie centralisée (0,8 milliard contre 0,9).

Les syndicats peuvent-ils être poursuivis par des non-grévistes ?

Les syndicats qui ont orchestré une grève peuvent-ils être condamnés à indemniser ceux qui souhaitent continuer de travailler, mais en ont été abusivement empêchés ? De telles actions, qui doivent être rapprochées des calées intentées par les chefs d'entreprise aux-mêmes, ont été récemment admises par quelques tribunaux (1).

Divers spécialistes y ont vu une nouvelle atteinte, parmi bien d'autres, à l'exercice du droit de grève (2). Mais quel droit de grève ?

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

avons déjà évoqué le cas de ce salarié père de huit enfants, dont une handicapée, aussitôt licencié pour s'être associé au mouvement de grève national du 24 mai 1977... (3).

L'intéressé a bien été indemnisé, après deux ans de procès, faiblement d'ailleurs, car son attachement était réduit ; mais il est toujours en chômage, avec tout ce que cela représente pour lui et pour les siens : des vies saccagées, uniquement pour l'exemple. Prétendre que « juridiquement et pratiquement » ce salarié n'a pas été sanctionné pour avoir cessé le travail est une mauvaise plaisanterie.

Dans ces conditions, il faut parler clair : les excellents propos du président du C.N.P.F. devant la commission des libertés étaient-ils ceux d'un chef responsable ? En ce cas le C.N.P.F. n'a que bien peu de mots à dire pour que le législateur, éliminant de façon cette fois catégorique et irréfutable toutes les sanctions « juridiques et pratiques » énoncées par M. Ceyrac, reconnaisse enfin effectivement le droit de grève : en 1980, il serait temps !

La reconnaissance effective d'un droit de grève implique une réflexion et une décision sur la nature et le contenu de ce droit.

Deux conceptions très différentes

Le droit comparé nous propose, à cet égard, deux directions très différentes. Dans certains pays, le droit de grève est conçu comme un droit de l'homme, comme une liberté individuelle. Dans d'autres, au contraire, en Allemagne par exemple, il est conçu comme un droit syndical : les syndicats, et eux seuls, peuvent déclencher, organiser, arrêter une grève ; les grévistes sont efficacement couverts s'ils restent dans le cadre des directives syndicales, mais ils ne doivent pas s'en écarter.

Pour les services publics, notre pays s'inscrit dans la deuxième direction. En « revanche », hors de ces services publics, c'est en principe l'idée d'une liberté individuelle qui l'emporte. Encore faut-il, très curieusement, que cette liberté « individuelle » soit exercée simultanément par un certain nombre de salariés, de façon collective donc... Mais il y a plus étrange encore : si les syndicats concluent avec l'entreprise un protocole de fin de grève, la jurisprudence refuse toute protection aux irrédutibles ! Parce que les syndicats ont préféré en terminer, bien ou mal, à tort ou à raison, notre liberté individuelle disparaît : la confusion des genres est à son comble. Il faudra donc, à un moment ou à un autre, opter entre ces deux directions, entre ces deux conceptions du droit de grève ; et c'est en fonction de cette option que devra être tranché le

problème de ceux qui sont empêchés de travailler par une grève à laquelle ils refusent de s'associer et ne sont pas payés.

La jurisprudence est ici très ferme. L'employeur, qui s'est engagé à fournir du travail à tous ses salariés, doit indemniser les non-grévistes s'il n'a pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour exécuter cette obligation, par le recours à la force publique au cas d'occupation portant atteinte à la liberté du travail, par l'appel à une main-d'œuvre de substitution ou par tout autre moyen. Ajoutons qu'il sera également condamné si le mouvement de grève a trouvé sa cause dans une faute caractérisée de sa part — retard dans le paiement des salaires par exemple, — mais aussi, le droit à la négociation étant reconnu par le code du travail, s'il se refuse, systématiquement, à toute discussion avec les grévistes, à toute ouverture.

Reste l'hypothèse dans laquelle l'employeur peut invoquer une impossibilité réelle de débloquer la situation et de fournir aux non-grévistes le travail promis : il est en ce cas libéré de son obligation. Une grève de pilotes peut l'exonérer de toute dette à l'endroit des boîtes des déviateurs de travail.

Les non-grévistes sont-ils alors en droit de demander réparation au gréviste ou à leurs syndicats ? La réponse est certainement négative si rien ne peut leur être reproché : ils ne sauraient être tenus pour responsables des conséquences du chômage technique entraîné par le simple arrêt de travail. L'affaire est plus obscure si, justement, cet arrêt s'accompagne d'atteintes illicites à la liberté du travail : piquets de grève un peu trop musclés, blocage des accès, occupation trop générale et trop tumultueuse des lieux, etc.

Celui qui commet une faute doit réparation du préjudice qu'elle a causé : c'est la loi. Les arguments selon lesquels les grévistes agissent « pour le compte » de tout le personnel, un peu comme des gérants d'affaires, ne sont pas dénués de bon sens si tout au moins, la grève réussit ; mais d'un point de vue juridique, ils ne sont pas très convaincants...

Ces actions en réparation, dont le principe ne peut donc être écarté, soulèvent toutefois bien des difficultés pratiques.

D'abord il faut mesurer l'exacte incidence de l'écart de conduite litigieux, et ce ne sera pas toujours facile : si, par exemple, indépendamment des pérépéties répréhensibles, la cessation du travail des uns entraîne de toute façon chômage technique pour les autres, cette incidence serait nulle.

D'autre part et surtout, l'action en responsabilité dirigée contre des syndicats suppose que ceux-ci ont joué un rôle moteur, un rôle décisif dans les atteintes à la liberté du travail dont se plaignent les non-grévistes ou l'employeur. On ne saurait évidemment trouver ce rôle dans le

simple soutien, fût-il bruyant, dans la solidarité affichée. Le trouvera-t-on dans des harangues, des tracts ? Peut-être, à condition de démontrer que ces incitations ont été suffisamment persuasives et déterminantes : le départ entre les responsabilités individuelles et celle des « meneurs » — qui, bien souvent, en France, tentent de rejoindre et de récupérer un mouvement qui les déborde — entre les responsabilités des délégués et celles des syndicats eux-mêmes, qui ne se confondent pas forcément, sera toujours difficile dans un contexte de fait et dans un contexte de droit également confus.

Quoi qu'il en soit, constatons, certains tribunaux ont accueilli favorablement les actions en réparation intentées par des non-grévistes ou par des chefs

d'entreprise contre des syndicats et des responsables des conséquences préjudiciables de grèves supposées illicites. Une évolution se dessine qui tend à faire « remonter » les responsabilités à leur niveau. Après tout, pourquoi pas ? C'est fréquent en Allemagne.

Si cette évolution se confirme, elle pourrait avoir deux conséquences.

D'abord, il faudra bien mettre dans tout cela un minimum de cohérence. Si l'on admet que les syndicats doivent assumer la responsabilité des mouvements de grève illicites qu'ils ont réellement conduits, il ne saurait être question, sauf cas exceptionnels, de s'en prendre aussi aux lampistes qui se sont bornés à suivre les directives de leurs organisations. Le simple bon sens montre que c'est l'un ou l'autre, et ce bon sens finira par l'emporter.

Un coup de barre dans le sens des solutions allemandes

Mais la tendance à faire refluer les responsabilités au niveau des organisations syndicales conduira également à reconnaître qu'une grève exacte, conforme à des directives sans défaut, correspond elle-même à une activité syndicale de la part des grévistes. Or l'activité syndicale est protégée par des dispositions pénales : l'employeur qui s'en prend à ceux qui se sont mis en grève dans ces conditions s'exposera un jour ou l'autre à des sanctions pénales.

Ainsi le feu ouvert par certains apprentis sorciers contre les syndicats eux-mêmes a de sérieuses chances d'aboutir, pour la première fois dans l'histoire de notre droit du travail, à une protection réelle de l'exercice d'un droit de grève, si toutefois cet exercice s'encadre dans le cadre d'une action syndicale précise, et non dans le cadre

confus d'une grève sauvage. Il ne faut pas s'en étonner : tant que le droit de grève s'apparentait à une pure liberté individuelle, les organisations elles-mêmes n'étaient pas « dans le coup ». En les y mettant, cette offensive antisyndicale tend, en réalité, à substituer à la pure liberté individuelle une conception syndicale de la grève : le centre de gravité se déplace et diverses conséquences sont inhérentes à ce déplacement.

Un coup de barre est ainsi donné dans le sens des solutions allemandes et c'est peut-être, en gros, une bonne chose. Mais si telle doit être l'évolution de notre droit de la grève, mieux vaudrait prendre le problème à bras-le-corps, courageusement et loyalement, et tracer quelques grandes allées, au lieu de laisser les tribunaux, qui n'en peuvent mais, se débattre dans cette bouillie juridique.

(Publié)

VOUS VOULEZ SAVOIR :

- Comment appliquer la loi du 6 janvier 1978 et ses décrets ?
- Comment remplir la déclaration des fichiers clients, personnels, auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés ?
- Comment organiser pratiquement l'accès du personnel des clients aux fichiers ?

Participez à la
Journée d'Etudes

ENTREPRISE INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

24 avril 1980
P.L.M. Saint-Jacques

ORGANISÉE PAR L'ISSEC

Institut Supérieur

des Sciences Economiques et Commerciales
Etablissement privé, d'enseignement supérieur

35, boulevard de Sébastopol - 75001 PARIS

Tél. : 233-21-88

INSTITUT DE FORMATION ET D'INFORMATION PERMANENTE

vous propose les STAGES suivants :

- **COMPTABILITE DE GESTION POUR NON-COMPTABLES**
4 jours : 15 - 16 - 29 - 30 Avril
- **LA FONCTION «CORRESPONDANT INFORMATIQUE»**
5 jours : 14 - 15 - 16 - 29 - 30 Avril
- **LA CONSOLIDATION DES COMPTES**
3 jours : 8 - 7 - 8 Mai
- **MANAGEMENT D'UNE EQUIPE DE TRAVAIL**
5 jours : 22 - 23 - 24 Avril - 6 et 7 Mai
- **INITIATION GENERALE AU MARKETING**
3 jours : 27 - 28 - 29 Mai
- **REEVALUATION DES BILANS ET EVALUATION D'ENTREPRISES**
3 jours : 3 - 4 - 5 Juin

Inscription et renseignements :
37, rue de Châteaudun 75009 Paris
Tél. 285.22.14

Vouloir être compétitif

(Suite de la page 23.)

Il résulte manifestement, des circuits directs d'innovation, de technique et de technologie d'approvisionnement ou de débüt et, peut-être surtout, de la participation à des réseaux de communications privilégiées et préférentielles entre centres de production, de crédit et d'information.

C'est pourquoi la nation moyenne a tout avantage à pratiquer, dans la mesure où elle le peut, cette concurrence dont le fruit, qui ne se réduit pas à une part de marché, mûrit par l'expérience des clientèles, des projets et des capacités potentielles de l'étranger. Recueillir à temps ce bien immatériel qu'est l'informa-

tion et l'assimiler sans délai est l'un des secrets de la lutte concurrentielle où nous sommes engagés.

Le commerce international s'établit-il entre grandes firmes ou entre des « nations » qui seraient conçues comme des ensembles de petites unités assemblées aux prix? On le sait, les échanges extérieurs sont le fait d'un petit nombre de grandes unités et les opérations qui les constituent sont puissamment concentrées. Quant on l'a compris, on ne s'attache pas seulement à rendre efficace la concurrence exercée par les grandes firmes, mais aussi à favoriser la propagation de leurs effets de productivité dans tout l'appareil économique de la nation.

ses contradictions historiques que par les moyens du dialogue organisé dans la liberté raisonnable. Il invite toutes les catégories sociales à collaborer pour une grande action qui n'est ni celle d'un gouvernement ni celle d'un groupe dominant. Il invite à une création collective sans cesse menacée, sans cesse renouvelée. Il répète l'assimilation de la nation à une collection d'objets de richesses d'appareils. Il ne la confond pas avec une machine à fabriquer des marchandises ou à faire de l'argent. Il rappelle, opportunément selon moi, que la nation est un projet en acte, formé pour une durée qui excède nos vies éphémères.

Ce projet, les conditions économiques ne suffisent pas à le cerner, mais invitent impérieusement à le comprendre. La durée des périodes d'investissement, la longueur des délais entre la recherche-développement et l'innovation absorbée et assimilée, l'incertitude relative des grandes organisations privées ou administratives, tout nous impose une politique à l'horizon 2000, quels que soient les ironies et les sarcasmes que déclenche une telle ampleur de vue.

Nous sommes tous contraints à une gestion prévisionnelle à long terme, sur tous les niveaux, ceux de l'entreprise, de l'industrie, de la région, de la nation dans le monde. Des projections intelligentes peuvent aider les décisions; mais le progrès de leurs techniques, elles sont bien loin de procurer une prévision rigoureuse et proprement dite: elles réduisent, sans l'exclure, le domaine du pari.

Dans un univers où les plus grands risques sont à l'effrit, la peur ou la pusillanimité promet la débâcle.

Les concurrences efficaces supposent l'alliance exigeante du monopole et de l'innovation. Que celle-ci l'emporte en fin de compte est nécessaire pour qu'une nation gagne et pour que le monde ne perde pas.

Concurrences économiques et compétitions entre grandes ensembles humains tirent leur sens et leur énergie des populations elles-mêmes.

Les plus actifs seront vainqueurs dans des luttes historiques où l'on saura retrouver l'économie de coopération et de concours plus profonde encore que l'économie de compétition et de lutte.

Les vieilles nations devraient le comprendre. Elles le prouveraient par un grand dessein inspiré d'une préférence pour la vie, plus féconde que l'avidité marchande et plus honorable que la vaine abandon ou divertissement quotidien.

FRANÇOIS FERROUX.

RECTIFICATIF. — Une erreur nous a fait écrire, dans le tableau consacré aux réserves d'énergies possibles qui accompagnait l'article consacré au coût des énergies alternatives (*Le Monde* du 18 mars) que 10¹⁰ BTU = 10 milliards de milliards de Basse Thermal Unit. Il fallait lire 1 milliard de milliards.

« CROISSANCE ET CRISE »

d'ANDRÉ GRANOU, YVES BARON et BERNARD BILLAUDOT

L'attention sur les crises économiques est presque aussi vieille que la méditation sur les causes de la croissance. L'esprit humain a dû mal à comprendre pourquoi l'effort des sociétés n'est pas toujours payant, en tout cas pas pour tout le monde. Aussi les ratés de l'expansion ont-ils, depuis plus d'un siècle, intrigué les chercheurs.

C'est donc par un coup d'oeil en arrière que commence l'analyse d'André Granou, Yves Baron et Bernard Billaudot sur « la croissance et la crise » (1). Et tout spécialement, en cette période du cinquantième, sur la grande dépression de 1929-1934. Pour eux, Keynes avait bien vu les faiblesses de la reprise consécutive au conflit mondial; mais il s'est trompé, comme l'équipe de Roosevelt — sur les moyens de la sortie de crise. La relance opérée par le New Deal n'avait d'ailleurs pas permis à l'économie américaine de retrouver son niveau de production par les et son taux d'investissement. Les théoriciens de la gauche n'avaient, pour leur part, pas contribué à la solution du problème, en occultant la question fondamentale du dix-neuvième siècle: quelle est l'origine de la richesse? au profit d'un débat flou sur la production et la distribution de cette richesse?

Ce n'est, cependant, pas cette

rétrospective qui retient le plus l'attention dans l'ouvrage des trois auteurs. L'analyse de la crise en cours en constitue la meilleure part. Revenant aux années qui ont précédé la dépression, à Granou, Y. Baron et B. Billaudot estiment que les manipulations du dollar — depuis la suspension de sa convertibilité et sa dévaluation de 1971 jusqu'aux accords de la Jamaïque, en 1976, officialisant les échanges flottants — visaient pour l'essentiel à compenser la baisse de la compétitivité industrielle américaine; mais elles n'ont pas eu de résultat durable. La crise actuelle, qui n'est ni « une incertitude conjoncturelle » ni « la crise pétrolière », comme l'ont expliqué tant de commentateurs officiels, ni « la conséquence d'une insuffisance de la consommation », comme le prétendent les auteurs communistes, a pour racine la lente dégradation de la mise en valeur du capital.

Les gains de productivité n'ont pas été suffisants, du fait de la résistance ouvrière, pour compenser l'effet de la progression du capital par tête sur la productivité et la croissance relative des gains salariaux. La baisse des taux de rentabilité du capital et la forte croissance de la part des salaires dans la valeur ajoutée, au détriment des profits, ont entraîné la chute des taux d'investissement, qui a été le véritable moteur de la récession.

Une nouvelle mutation du capitalisme

Si telle est la cause profonde de la crise, il n'y a pas lieu de s'étonner, notent les auteurs, que les mesures — massives ou homéopathiques — de relance par la consommation, auxquelles ont procédé bien des gouvernements, n'aient été que des feux de paille. Les chefs d'entreprise n'ont guère repris l'investissement; quand ils l'ont fait, cela a été pour développer de préférence les équipements de rentabilité, les plus économiques en main-d'œuvre; la productivité regagnée quelques points, mais le chômage s'en trouvait accru et l'obsolescence des équipements anciens aggravée. Ce qui préparait une rechute que les ajustements monétaires résultant des changes flottants différaient sans pouvoir l'éviter.

Sévères à l'égard de l'explication communiste de la crise — « une telle conception méconnaît de l'économie », à une « détermination politique », essentiellement « technocratique », les auteurs paraissent en revanche séduits par l'interprétation internationaliste du phénomène. Celle-ci part d'un constat: la « rupture des processus de régulation étatique », désormais impulsants à surmonter, dans le cadre national, l'enclenchement de la crise que le rôle des firmes multinationales a profondément transformé. Pour Gérard de Bernis, par exemple, cité par les auteurs, le recours croissant à la main-d'œuvre mal payée du tiers-monde « accroît la plus-value » du capital « mais non les débouchés » (ce qui freine la croissance). L'autre développement, le chômage dans les pays d'ancienne industrialisation (par abandon de secteurs non compétitifs). Paradoxalement, ce serait donc faute d'une internationalisation suffisante, capable de réguler mondialement — comme cela se faisait naguère dans le cadre national — le processus de crise, que celle-ci persisterait.

Cette explication ne rendant toutefois pas compte de tous les aspects de la crise en cours, les auteurs avancent une interprétation plus complexe. Pour eux, il s'agit d'un processus en trois phases successives, dont la date d'apparition varie selon les pays en fonction de leur degré de développement et d'industrialisation. En fonction aussi de leur politique interne et extérieure. Après un premier temps où les gains importants de productivité permettent à la fois un progrès de la consommation, un taux élevé d'investissement, une bonne rentabilité du capital et un pré-lèvement étatique accru, les difficultés commencent lorsque la capacité des salariés à se faire mieux payer, l'élévation des coûts sociaux (avantage de retraités, notamment), meilleure couverture des risques, de moindres investissements techniques, freinent l'élévation de la productivité; les investissements décroissent alors à la suite des profits et de la consommation.

La troisième phase naît de l'incapacité à trouver une réplique

efficace: le surinvestissement (visant à relancer la productivité) peut conduire à la surproduction (et au chômage aggravé s'il s'accompagne de l'abandon massif d'installations obsolescentes); à l'inverse, le drainage des coûts salariaux (pour ralentir l'inflation) débouche souvent sur un tassement de la consommation, générateur d'une pause de l'investissement et d'un nouveau ralentissement de la demande.

Cette analyse ne conduit pas à prévoir, comme naguère l'économiste soviétique Varga, le « dépérissement naturel » du capitalisme, mais plutôt une nouvelle mutation de celui-ci, lui permettant, comme après les crises précédentes, de surmonter ses contradictions en modifiant ses structures (nouvelle division internationale du travail notamment) et ses pratiques (attitude nouvelle à l'égard des salariés et de clients du tiers-monde; dans les pays développés, recours accru au libéralisme, mise en cause de certaines conquêtes sociales).

Modifier les structures

Les adversaires de cette perspective peuvent-ils s'y opposer ou l'indéfinir? Sans doute, pensent les auteurs. Mais à deux conditions: refuser le simple repli sur les acquis sociaux, qui tente les communistes et le CERS; ne pas se contenter de « gérer la crise », pour y faire prévaloir la lutte contre le chômage sur celle visant au maintien des salaires (attitude qui est celle d'un certain nombre de socialistes et de communistes italiens). C'est par une invitation à réfléchir sur une attitude plus novatrice que s'achève le livre: comment modifier les structures pour relancer la productivité, ramener la croissance, mieux partager ses fruits? « Quelles industries développer? Quels services promouvoir? Quelles activités administratives organiser? Quel aménagement du territoire rechercher? Quels mécanismes de redistribution sociale établir? » Quelles réorientations des échanges extérieurs? Quels inflexionsnements à la « société de consommation »?

Vaste programme, qui empêche de résumer tout à fait le livre, une fois achevé le dernier chapitre. En dépit de sa présentation austère, cet ouvrage mérite d'être lu. Et discuté.

GILBERT MATHIEU.

« A la recherche des milliards perdus »

d'Edouard BONNEFOUS

Sous une forme ramassée (cent cinquante-sept pages en tout), M. Edouard Bonnefous, actuellement président de la commission des finances du Sénat, nous propose un ouvrage au titre alléchant: *A la recherche des milliards perdus*, qu'il a écrit en collaboration avec M. Jacques Blanc, maître de conférences sur Saint-Guilhem. On n'y trouvera pas de révélations sur des scandales anciens ou nouveaux illustrant la mauvaise utilisation des deniers publics. Au nom d'une conception rigoureuse de la gestion des affaires de l'Etat, mais aussi d'une certaine doctrine qui ne va pas jusqu'au bout de ses conséquences implicites, ce que nous propose M. Bonnefous est d'abord dans une première partie, qui occupe environ les deux tiers du livre, une récapitulation de faits et chiffres autour du thème de la croissance des charges publiques.

Si le budget de l'Etat proprement dit a cessé depuis 1953 de prélever chaque année une part accrue du produit intérieur brut (la proportion est tombée depuis cette année-là de 31,8 % à quelque 25 %), l'ensemble des charges publiques, services de l'Etat et des collectivités locales ainsi que dépenses de la Sécurité sociale et des entreprises nationales, représente aujourd'hui près de 50 % du P.I.B. contre un peu plus de 40 % en 1971. Phénomène considérable dont les causes sont soigneusement analysées. L'auteur relève à bon droit que « au lieu d'être le minimum de crédits nécessaires à la marche des services indispensables, les services votés sont devenus la reprise pure et simple des autorisations budgétaires de l'année précédente ». Cependant, peut-on regretter que le budget général « apparaisse de plus en plus comme un budget de fonctionnement et de moins en moins comme un budget d'équipement », alors que, par ailleurs, on note que « la situation actuelle est caractérisée par une confusion

générale entre les affaires privées et les activités de la puissance publique »? A plusieurs reprises, l'auteur dénonce l'ampleur et l'inefficacité des aides accordées aux pays en voie de développement. Mais, en dehors de toute autre considération, la confusion du politique et du financier surprend quand l'auteur nous dit qu'en 1977, l'importance de la zone franc « n'est pas anormale d'assister à une « africanisation » de plus en plus importante de la zone franc, ce qui limite nos possibilités de contrôle » (se trouve ailleurs, il est vrai, dénoncée « une conception nationaliste et néo-colonialiste des rapports entre Etats »).

Dans le chapitre consacré aux dépenses improductives, dont la lecture nous rafraîchit opportunément la mémoire, M. Bonnefous n'hésite pas, et il a raison, à ranger les dépenses entraînées par une urbanisation trop rapide ou les « erreurs d'une certaine conception architecturale ». Mais on aimerait que l'expérience de l'homme politique nous éclaire sur le degré de capacité de l'Etat à s'opposer aux grands mouvements de fond qui entraînent une société, ou tout le moins, à en ordonner le cours.

Le deuxième partie propose les « réformes nécessaires ». L'auteur se prononce en faveur de l'« indispensable équilibre du budget », vaste question dans un pays où le caractère nécessaire de cet équilibre échappe à plus d'un, mais qui est traitée ici en trois pages et demi. En ce qui concerne les recettes, M. Bonnefous propose l'« indexation, sur le niveau du coût de la vie, des principaux seuils fixés en valeur absolue par la réglementation fiscale ». Juste et judicieuse suggestion. Rien n'est plus hypocrite et antidémocratique que l'augmentation subreptice de l'impôt par la dévaluation. C'est l'inflation qui explique, pour une bonne part, pourquoi, de 1972 à 1977, le rendement de l'impôt sur le revenu a été multiplié par 2,5. Un livre utile pour suivre l'évolution d'un des phénomènes marquants de l'époque.

* TUF, 127 pages, 45 F environ.

Grande entreprise et nation

La lutte concurrentielle aux dimensions mondiales est l'affaire de chacun d'entre nous.

Pour maintes raisons. Les grandes firmes ne sont jamais des corps parfaitement étrangers à leurs milieux d'origine ou d'implantation. Elles y sont étroitement associées. Effaçons les droits de douane, les distances, les protections administratives. Une nation demeure encore un lieu privilégié de condensation et de fécondité de l'information intentionnelle: on y parle la même langue, on y observe, si mal que ce soit, les mêmes règles du jeu social.

Puis, une nation, bien plus qu'un marché, est un agencement de filières dans une structure d'industries: ses opérations économiques y ont une certaine cohérence avant la rencontre des offres et des demandes, avant les combinaisons des prix et des quantités.

Aussi la solidarité nationale, hors de toute référence éthique,

est-elle une arme contre les abus des monopoles intérieurs et extérieurs. Elle est au fondement de la coordination entre les industries et les agricultures; elle est au principe de la politique de participation dont aucun gouvernement ne pourrait se dispenser, même s'il en avait le dessein. Les concurrences économiques se déploient dans une structure nationale dont la plasticité n'est ni immédiate ni infinie: elles deviennent victorieuses dans l'effort collectif de restructurer toute l'économie, pour la mettre en prise sur un monde agressif et, paradoxalement, à la fois dogmatique et confus.

Dans le mouvement qui promeut une nouvelle structure de l'économie nationale, tout le monde ne peut pas être satisfait en même temps et au même degré. Une certaine régulation s'impose, qui réduise les mécontentements, sans compromettre la capacité et le produit potentiels de l'ensemble, en moyenne et longue période.

Une nation « est un acteur, non un objet », a dit M. Raymond Barre. La conclusion l'expose à des malentendus, innocents ou non, mais cet énoncé est frappant. Il ne vise à aucun degré, me semble-t-il, l'édification d'un ensemble autoritairement construit pour la compétition mondiale: il respecte la diversité et la complexité d'une vieille nation qui n'a surmonté

E.P.E.C. FORMATION
La Nouvelle Plan Comptable
Stages de 1 à 3 jours
Prochaine session :
31 mars - 1^{er} avril - 2 avril
Tél. 246-59-14 - 246-59-15

AVIS D'APPEL D'OFFRES
La Ville de Paris lance un appel d'offres ouvert en vue de la désignation du concessionnaire du droit d'exploiter pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 1981 la publicité sur les murs-pignons communaux, les murs d'enceintes communales, les clôtures de chantiers publics et de terrains communaux ainsi que sur les portiques installés sur les terrains communaux.
Les candidatures sont invitées à retirer les documents d'appel d'offres à la MAIRIE DE PARIS, DIRECTION DES AFFAIRES DOMANIALES, Bureau des Concessions (1^{er} étage, bureau 102), 2, rue Lobau, PARIS (4^e), tous les jours ouvrables de 10 h. à 11 h. 30 et de 14 h. 30 à 17 h. (le vendredi de 14 h. à 16 h.), à partir du lundi 24 mars 1980.
La date limite de réception des offres est fixée au vendredi 25 avril 1980, à 17 heures.

FORMATION DOCTORALE A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE EN GESTION
programme d'été

La Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (F.N.E.G.E.) renforce la contribution des enseignements de gestion à la compétitivité des entreprises.

- Vous désirez devenir un enseignant-chercheur dans le domaine des sciences de gestion.
- Vous êtes attiré par les activités de conseil en management.
- Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur, d'un diplôme universitaire de niveau maîtrise ou d'une expérience professionnelle, mais vous ne possédez pas de formation universitaire de base en gestion.

Avec le concours de la F.N.E.G.E., un consortium de 8 établissements d'enseignement supérieur organise un

programme d'été de préparation aux études doctorales de gestion

Ce programme vous permet l'accès direct aux études doctorales dans l'un des 8 établissements.

Des bourses en nombre limité peuvent être accordées à ceux des candidats désireux de se spécialiser dans les domaines suivants, par thème ou secteur :

- gestion des ressources humaines
- gestion des processus de production
- stratégie internationale de développement des entreprises
- petites et moyennes entreprises
- entreprises du secteur agro-alimentaire.

Date limite de dépôt des candidatures : 30 AVRIL 1980.

Renseignements et retrait des dossiers : s'adresser aux responsables de programmes de niveau doctoral des 8 établissements suivants membres du consortium :

L.A.E. D'AX-EN-PROVENCE 29, avenue Robert Schuman 13617 AX-EN-PROVENCE - 42/59.09.47	PROGRAMME DOCTORAL DE LYON L.A.E. de Lyon, Université Lyon II, E.S.C.L. 23, route de Dardilly 69130 ECULLY - 7/833 55.60	INSTITUT REGIONAL DE GESTION 35, place Pey-Berland 33076 BORDEAUX - 56/52.99.80
L.A.E./E.C. DE GRENOBLE Campus Universitaire 38040 GRENOBLE Cedex - 76/54.81.78	INSTITUT DE GESTION DE RENNES 9, rue Jean Macé 35042 RENNES - 99/36.24.57	L.P.A./L.A.E. DE LILLE 1 bis, rue Georges Lefèvre 59043 LILLE Cedex - 20/52.32.56
E.S.E.C. B.P. 105 95021 CERGY-PONTISE - 1/030.40.57	C.E.S.A. (REC. ISA. CFC. INTERNUT) 1, rue de la Libération 78350 JOLY-EN-JOSAS - 1/956.80.00	

العدد 1550

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,46

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

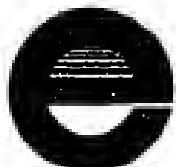
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)



El Paso LNG SERVICE COMPANY

Groupe américain ayant un contrat d'assistance technique pour un complexe de liquéfaction de gaz naturel en Algérie recherche pour le Service d'Approvisionnement du complexe en ALGERIE

1 CHEF-ACHATS

(Réf. DS 1334)

Fonctions : Diriger trois acheteurs principaux et des stagiaires. Recevoir les demandes et répartir le travail entre les acheteurs. Diriger le secrétariat.

(Réf. DS 1335)

2 ACHETEURS PRINCIPAUX

Fonctions : Sous les ordres du chef-achats diriger des stagiaires. Traiter les demandes (appel d'offres, évaluation des offres, approbation des fonds alloués et préparations des bons de commande) et assurer le suivi.

CRITERES GENERAUX :

Etudes secondaires.
10 ans d'expérience dans un service achats d'envergure internationale de préférence dans l'industrie pétro-chimique.
Etre bilingue (français-anglais).

Nous offrons : ● un salaire intéressant (selon l'expérience) versé en France
● Logement et repas gratuits
● 5 à 6 semaines de vacances par an avec billets d'avion fournis.

Envoyer dossier de candidature à : EL PASO LNG SERVICE COMPANY
Service du Personnel - Tour Gan - 92082 PARIS LA DEFENSE.

2 CHEFS-MAGASINS

(Réf. DS 1336)

Fonctions : Sous les ordres d'un directeur, diriger les employés du magasin. Participer à l'exploitation du magasin. Coordonner les activités du carbox et la codification.

1 CHEF-CARDEX

(Réf. DS 1337)

Fonctions : Répertoire des commandes de matériel et gérer le système de renouvellement automatique des stocks et veiller à la réception du matériel.

CRITERES GENERAUX :

Etudes secondaires.
10 ans d'expérience dans un magasin ou entrepôt important dans l'industrie du gaz ou la construction lourde de préférence.
Etre bilingue (français-anglais).

Traducteurs Anglais/Français

La Banque mondiale, l'une des grandes institutions internationales de développement économique, recherche des traducteurs permanents anglais/français pour son siège à Washington, Etats-Unis.

Qualifications :

Les candidats devront :

- être de langue maternelle française et avoir une parfaite maîtrise de l'anglais;
- être titulaires d'un diplôme universitaire ou de niveau équivalent;
- avoir plusieurs années d'expérience de la traduction.

Rémunération et avantages sociaux intéressants.

Les candidats admis à concourir seront avisés individuellement, après examen de leur dossier. Prière d'envoyer un curriculum vitae détaillé portant la référence No 80-6-00401(c) à :

The World Bank

Recruitment Division
1818 H Street, N.W.,
Washington, D.C. 20433, U.S.A.

Afrique Noire

Nous cherchons pour l'un de nos mandants, une Entreprise Internationale de Construction, un

ingénieur directeur de chantier

Fonction : assumer la responsabilité de la gestion administrative et technique, de l'organisation et de la rentabilisation d'un important chantier de construction d'immeuble tour dans l'un des pays du Golfe de Guinée. Profil : Ingénieur possédant une expérience probante de la direction de chantiers importants, de préférence en bâtiments. Avantages : carrière de grand avenir à bref délai. Celle-ci devrait déboucher ultérieurement sur la gestion d'une filiale de l'Entreprise pour l'Afrique de l'Ouest. Rémunérations et avantages locaux compensent très largement les charges de la fonction. Veuillez adresser votre candidature, sous réf. 308, à J.P. Huguet c/o

CENTRAPS
rue Orléans 25, 1050 Bruxelles.

LONDRES

WATERMAN

DIRECTEUR DE FILIALE

WATERMAN S.A., Société française, est un des leaders mondiaux dans son domaine : les instruments à écrire de qualité. Elle développe une activité internationale dynamique et elle conduit une politique de diversification. Créée il y a 7 ans, la filiale anglaise atteint maintenant une taille qui nécessite la présence d'un Directeur pour animer et coordonner les différentes activités en Grande Bretagne.

Le Directeur de la filiale propose une politique commerciale qu'il met ensuite en œuvre. Il définit ses objectifs, élabore ses budgets, anime son équipe de vente et assure la gestion de son unité.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement commercial supérieur. Il justifie d'une expérience minimum de 5 ans, acquise dans une société commerciale, de préférence en Grande Bretagne, des produits de haut de gamme. Il est totalement bilingue anglais-français.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 425 BY, à :

egor international
6 rue de Berri 75008 Paris

La Commission des Communautés européennes

Centre Commun de Recherche
Établissement de Petten (N.H.) - Pays-Bas
cherche pour sa Division Administration et Infrastructure un

agent scientifique

qui sera chargé de la responsabilité du Groupe Electronique et Instrumentation.

Les tâches de ce groupe comportent : □ l'étude et la réalisation d'instrumentations destinées aussi bien aux laboratoires qu'au réacteur à haut flux (HFR); □ l'entretien et la modification d'instruments existants; □ la conception et la réalisation, avec l'appui de contractants extérieurs, de systèmes d'acquisition de données et de contrôle automatique par ordinateurs, ainsi que d'instruments de mesure et de contrôle.

Les candidats doivent être en possession d'un diplôme universitaire reconnu en matière d'ingénierie électronique ou d'un diplôme délivré par une école d'ingénieurs de niveau équivalent.

On demande une connaissance approfondie des techniques, aussi bien digitales qu'analogiques, des systèmes d'acquisition de données ainsi que des systèmes de traitement par ordinateur et des "interfacs".

La compréhension des phénomènes physiques intéressés est indispensable.

Les candidats doivent avoir l'expérience professionnelle des contacts avec des contractants, de la coordination et de l'organisation du travail d'un groupe de techniciens.

Pour l'exercice de ces fonctions, la connaissance approfondie d'une des langues des Communautés ainsi que la connaissance satisfaisante d'une autre langue (de préférence l'anglais ou le néerlandais) est nécessaire.

Conditions d'engagement selon le régime et le tableau des traitements applicables aux agents temporaires des Communautés européennes : contrat pour une durée déterminée, mais renouvelable, traitement correspondant à l'âge, à la formation et à l'expérience professionnelle, indemnités diverses dont allocations familiales et de déplacement. Seuls les candidats ayant la nationalité d'un des pays membres des Communautés européennes peuvent être pris en considération.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé doivent parvenir au : Centre Commun de Recherche, Etablissement de Petten, Administration et Personnel, Postbus 2, 1755 ZG-Petten (N.H.), Pays-Bas, dans un délai de 15 jours après parution de cette annonce.

KLOCKNER INA
GROUPE INTERNATIONAL
CONSTRUCTEUR
D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche pour l'Ouest de L'ALGERIE

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF DE CHANTIER

ayant si possible une formation et une expérience d'ingénieur d'affaires

Il devra :

- Coordonner les services d'un chantier de 1500 personnes, pour la construction d'une usine de raffinage de pétrole
- Superviser et contrôler les services administratifs, du personnel, de la comptabilité, du contrôle des coûts et du transit.
- Une expérience en Algérie et à un poste similaire seront indispensables.

Il trouvera sur place les conditions habituelles réservées aux expatriés (logement, scolarisation des enfants, etc.). Durée du contrat 3 ans environ.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :

KLOCKNER INA (réf. 2)
31, rue Marbeuf - 75008 PARIS

Un réviseur comptable pour l'Afrique

Afrique 60 %, Paris 40 %. Partager ainsi son temps, voilà de quoi tenter le comptable qui veut élargir son horizon tout en continuant à approfondir son métier. Notre groupe international diffuse en Afrique francophone des véhicules EL et VL et des biens d'équipement. Nos réviseurs contrôlent les comptabilités de notre douzaine de filiales, en vérifient les comptes et les résultats.

Vous êtes le professionnel sérieux qui convient aujourd'hui à cette fonction. Avec une expérience de cinq à sept ans en société industrielle ou commerciale, ou partiellement en cabinet d'expertise comptable, qui vous aura peut-être déjà amené(e) à être le chef comptable d'une petite entreprise. Et avec au départ une formation de bon niveau : DECS, BP, DUT, BTS... Bien que ce poste ne soit pas réservé à des célibataires, vous réalisez qu'il leur convient particulièrement bien.

Les consultants de SIRCA traiteront confidentiellement votre candidature que vous leur ferez parvenir sous référence 802 374 M. Précisez - leur en même temps vos prétentions et votre délai de disponibilité.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTIC



Vendre le Cristal de Sèvres

dans les marchés de l'un des pays suivants :

- MOYEN-ORIENT
- AMERIQUE DU SUD
- EXTREME-ORIENT
- SCANDINAVIE

Cristal de Sèvres, Cristalleries Royales de Champagne, Etablissements de la Rose... ces noms prestigieux font la renommée de la France. La Compagnie Française du Cristal, holding de ces marques, C.A. : 150 MF, exporte déjà 30 % de sa production, et propose à un diplômé d'école de commerce ou à un ancien chef d'entreprise qui voudrait se reconverter de vendre ses produits dans l'une de ces quatre régions du globe. Deux conditions : bien connaître les pays dans lesquels ils vendront nos marques - et leur langue - et avoir une expérience de la vente (de produits de luxe de préférence). L'anglais est indispensable. Un stage de formation à nos produits est prévu. La rémunération est motivante. La Compagnie offre de belles perspectives de carrière. Adresser votre candidature manuscrite avec CV, et référence à notre P.D.G. - Louis MARQUOT, chez ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS.

مكزا بن الزمل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

MINES DU SHABA-ZAIRE

Dans le cadre de ses projets de développement, la GECAMINES (Société Minière et Métallurgique Zairoise, employant 35.000 personnes), recherche

ingénieurs mécaniciens et/ou électriciens

chargés d'assurer la continuité de fonctionnement des installations fixes et/ou des engins dans les mines, les concentrateurs, les usines métallurgiques. Dans ce but, ils établiront les programmes d'entretien préventif et en surveillent l'application, ils contrôleront les approvisionnements, ils organisent et dirigent les opérations d'urgence, ils participent aux études d'investissement et aux travaux neufs.

Ces fonctions conviendront à des Ingénieurs diplômés (ENSAM, ENSM, CESTI, ICAM, ECAM, ESE, ESME) ayant au minimum 4 années d'expérience de l'entretien sur du gros matériel.

ingénieurs métallurgistes

Destinés à diriger des programmes de production de cuivre ou de cobalt par voie hydrométallurgique ou à mener des recherches techniques et/ou économiques en pyro ou hydro métallurgie.

Ces fonctions conviendront à des Ingénieurs Métallurgistes ou Génie Chimique ayant au minimum 4 ans d'expérience en exploitation.

- Tous ces emplois sont assortis de conditions matérielles intéressantes :
- engagement par contrat à durée indéterminée ;
 - rémunération élevée, dont la plus grande partie nette d'impôts est payée directement en Europe ;
 - congés payés de 4 mois en Europe, ou terme de chaque période de service de 2 ans reconduite ;
 - frais de voyage de l'Agent et de sa famille supportés par la Société ;
 - soins médicaux et logement confortable fournis gratuitement ;
 - cercles de loisirs ;
 - possibilité de scolarisation primaire et secondaire.

Ecrivez en précisant la référence G.11-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés de l'examen des candidatures.



PARIS

LONDRES

HOUSTON

LAUSANNE

EUREQUIP
Département Recrutement
B.P. 30 - 92420 Vaucresson.

roset

leader français du mobilier contemporain de haut de gamme, recherche

JEUNE SUP DE CO.

option
**FINANCE-
COMPTABILITE**

pour lui confier le poste de

CADRE ADMINISTRATIF ET DE GESTION

Au sein de sa filiale allemande
ROSCO Möbel GmbH
(14 personnes - CA 12 millions de DM)
près de STUTTGART.

Outre la pratique satisfaisante de la langue allemande, il devra posséder de bonnes connaissances comptables.

Secondant le Directeur Général de la filiale, il sera plus spécialement chargé de la gestion (comptes-clients, contentieux...) en liaison avec la société mère en France, et veillera au bon fonctionnement des circuits administratifs.

Une expérience de la branche, même courte, sera appréciée, mais la poste peut aussi être attribuée à un débutant s'il possède la souplesse d'adaptation indispensable pour participer au développement d'une société performante.

Ecrire Cabinet GATIER (réf. 161), 32 rue Bazaine - 69006 LYON.

Cabinet GATIER

INTERNATIONAL COLLEGE

SEYDOUX (Léman)

recherche

JEUNES PROFESSEURS

(français, mathématiques, sciences, langues vivantes, lettres, arts, éducation physique, musique, etc.)

Ecrire avec C.V. et références à : M. DUMONT, 17, rue Vienne, 75014 Paris.

Société recherche

CADRE JURIDIQUE D'ENTREPRISE

Il sera chargé de superviser les contrats avec les clients du gîte de la société.

Poste basé à l'étranger, Anglais courant obligatoire.

Envoyer C.V. et prétentions à : A.T.J., 2, rue Lord Byron, PARIS-8.

616 d'ingénierie recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR DIPLOMÉ

(ENSIA, Arts et Métiers ou équivalent).

Il ou 5 ans d'expérience, bilingue anglais, connaissance espagnole appréciée.

Après une période de 2 ans passée en Afrique où il sera responsable de la gestion administrative et des rapports avec les diverses administrations locales et les clients, il viendra au siège de la SIE en France pour renforcer et développer la section prospective à l'étranger principalement dans le domaine agro-industriel.

Position cadre (réelle française), avantages « expatrié » : Env. C.V. et photo, réf. 6811 à P. LICHAU S.A., S.P. 220, 75003 PARIS Cedex 02, ou 17.

Noos prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer l'adresse sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

GROUPEMENT D'ENTREPRISES DE T.P. AFRIQUE FRANCOPHONE

recherche URGENT

RESPONSABLE MATÉRIEL

Il sera chargé de la gestion administrative et de l'entretien de l'ensemble de l'important matériel de l'entreprise.

Les candidats — A.M. ou équivalent — devront avoir assumé des responsabilités comparables au moins pendant 3 ans et acquis si possible une expérience africaine.

Situation intéressante permettant de participer à réalisations premières plan pour candidat ayant, entre autres, de solides qualités d'organisation, de méthode et de commandement.

Envoyer C.V. complet et détaillé avec photo (non retournée) à N° 38.723, P.A. SVP, 37, Z. Général-Foy, 75008 PARIS.

CORPORATE INTERNAL AUDITOR

Avery International is a leading company in the field of self-adhesive products and plans to expand its internal audit function in Europe.

The Corporate Internal Auditor will be based in France and should be prepared to travel extensively in primarily the Southern European area with occasional visits to the European audit office in the Netherlands.

Avery International offers an interesting and challenging opportunity for the candidate (male or female) who meets the following requirements:

- Age between 25 and 35
- DECS or Sup de Commerce
- Practical experience in financial and operational audit on an international basis
- Excellent contactual abilities for carrying out the internal audit activities with the various nationalities involved
- Fluency in English, working knowledge of German an asset.

Remuneration and fringe benefits are in accordance with the high level of the position.

Candidates who meet above requirements are invited to submit their application to the personnel manager of FASSON FRANCE S.A.R.L., CHAMP-SUR-DRAC.

Importante société minière filiale d'un groupe français recherche pour son siège social à NIMÈGE un

attaché à la direction financière

Le candidat retenu sera chargé, en liaison avec le Directeur Financier, de la gestion et de la provision de la trésorerie à court terme et assurer les relations avec les banques et institutions financières locales. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ayant quelques années d'expérience dans une entreprise industrielle ou une banque. Avantages sociaux liés à la situation d'expatrié : logement gratuit, deux mois de congés pour dix mois de séjour... Ecrire avec C.V. explicite sous réf. CK/ADF à

CETACEP
30, AVENUE AMIRAL LEMOINNE - 78180 MARLY LE ROI

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

chef département chantiers

Filiale d'un important groupe recherche un responsable pour son activité montage et entretien d'usines. Sa mission immédiate : assurer le plein emploi et la rentabilité par l'accroissement de l'activité. Il est responsable de la marche de l'unité, des résultats, du développement, des hommes (200 personnes). Le poste exige un ingénieur, forte personnalité, habitué aux chantiers type raffinerie ou nucléaire ; organisateur, animateur, porteur d'affaires.

Base Marseille, déplacements fréquents. (Réf. 1056/M)

Adresser votre curriculum vitae avec une courte lettre manuscrite et photo à : P. Boyer, Sema-Selection ; 13006 MARSEILLE - 9, Place Félix Baret

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

GROUPE CHIMIQUE MULTINATIONAL

recherche pour son usine de BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

1 INGÉNIEUR DÉBUTANT

ECF - ENSAM - ENSC - ENSCP

Pour un poste « d'ingénieur technique à la clientèle »

Après une période de formation, cet ingénieur apportera à une clientèle de transformateurs de matières plastiques un appui technique pour la mise en œuvre de nos produits.

Le poste, très autonome, peut évoluer à moyen terme vers des fonctions de production ou de technico-commercial.

Adresser C.V., photo n° 51.085, CONTESSÉ Publ., 26, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

RESPONSABLE VENTES-EXPORT (POITIERS)

La Société (157 personnes, 100 M. de CA), elle-même filiale d'un groupe français plus important, fabrique des matériels de T.P. et des matériels forestiers.

Elle recherche un responsable export d'une trentaine d'années présentant une expérience de prospection et vente à l'étranger. Déplacements 75% du temps. Anglais indispensable. 100.000 F.

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite à : Jacques MATTENET qui fera parvenir une note d'information aux candidats pré-sélectionnés. (Réf. 101/05 M), 22 rue St. Augustin 75002 PARIS

France Cadres

Coopérative bétail et viande avec unité de production aliment du bœuf

proche d'une ville universitaire de l'Ouest

recherche

DIRECTEUR

CA 250 millions de francs effectif 75 personnes.

Candidat âgé minimum 30 ans, Formation Ingénieur.

Poste d'appoint de suite. Transmettre C.V. à la F.N.C.S.V.

2, rue Armand-Carlier, 75015 PARIS.

Siège de service implanté sur plan national rech pour 63 ou 65

DEUX INSPECTEURS COMMERCIAUX

convient à bons vendeurs et bons négociateurs

(service auto, assu. G.S.)

Env. C.V. complet + photo

C.I.S.P.

230, rue Carnot

69400 VILLEFRANCHE

SAIT LECLANCHÉ

POITIERS

La Direction Générale de la Société SAIT LECLANCHÉ (250 personnes) dont la moitié de vendeurs et de merchandiser crée le poste de :

CHEF DU PERSONNEL

Il aura à élaborer et à proposer la politique sociale de la Société en cohérence avec la politique sociale du Groupe et prendra en charge l'ensemble des responsabilités de la fonction emploi - information - concertation - gestion administrative et relations sociales.

Ce poste conviendrait à un jeune cadre de formation supérieure de gestion complétée par une spécialisation sciences sociales et ayant une première expérience acquise dans un environnement commercial proche de la vente.

Le poste est à pourvoir à POITIERS et comporte des déplacements fréquents.

Adresser votre candidature sous référence P3-14 à Direction des Relations Humaines - SAIT -

119, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS-PERRET.

SOCIÉTÉ D'IMPRESSION TROYENNE

Filiale du Groupe PRICEL

recherche

SON CONTROLEUR DE GESTION

100.000 - 120.000 F

Travaillant en étroite collaboration avec le Directeur de la Société, il sera chargé du service Comptabilité, des Budgets, de la Gestion financière et du suivi des problèmes de personnel.

Une formation aux méthodes de gestion anglo-saxonnes serait un atout.

Lieu de travail : TROYES.

Envoyer curriculum vitae et photo à :

S.I.T. - B.P. 2056 - 10011 TROYES CEDEX.

CHEF DU SERVICE ACHATS/VENTES

ABATTOIR

Pays-de-Loire

Une des principales coopératives agricoles françaises (C.A. 1,8 milliard de francs) destinant développer son activité Bœuf et Viande, construit un nouvel abattoir d'une capacité de 25 000 tonnes/an dans les Pays de Loire et en recherche, pour participer à son animation, le Chef du Service Achats/Ventes. Sous l'autorité du Directeur, l'établissement, il participera à la définition de la politique commerciale et il sera chargé de son application. Dans cette optique, il devra prospecter et suivre une clientèle de grossistes ou de centrales d'achat de chaînes de distribution, et analyser régulièrement leurs besoins en quantité, qualité et prix afin de fixer les niveaux d'approvisionnement (nombre de bêtes à acheter, coûts d'achat). Il suivra de même les marchés à l'exportation. Il négociera lui-même les principaux contrats, il analysera les résultats avec calcul de rentabilité en y intégrant les frais d'expédition. Il définira, réalisera et contrôlera les activités d'une équipe composée d'acheteurs-acheteurs et de vendeurs.

Le candidat retenu, âgé d'un moins 32 ans, possèdera une dizaine d'années d'expérience des circuits de production, transformation et distribution de la viande. La connaissance de l'anglais constituerait un atout supplémentaire. Ce poste implique d'assez nombreux déplacements. Ecrire sous réf. 323/M à :

G.R.H. Conseils

2, avenue de Ségur, 75007 PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Normandie JEUNE INGENIEUR ENTRETIEN MECANIQUE

Cette société française (3500 personnes) exploite entre autres un important complexe pétrochimique dans la région havraise.

Le responsable du service entretien mécanique recherche un jeune collaborateur pour l'assister progressivement dans sa mission au fur et à mesure de sa formation.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur mécanicien (INSA, IDN, Nantes, Nancy, St-Etienne... J désireux de faire une carrière sur le terrain, dans une entreprise qui assure à ses cadres un développement de carrière intéressant. Il est débutant ou il a déjà acquis 1 ou 2 ans d'expérience professionnelle.

Merci d'adresser CV détaillé et éventuellement rémunération actuelle sous référence M/103/D à

mcp CABINET Henri PHILIPPE
91, Faubourg St-Honoré 75008 Paris

Normandie INGENIEUR de FABRICATION chef d'unité pétrochimique

Cette société française (3500 personnes) exploite entre autres un important complexe pétrochimique dans la région havraise.

Nous recherchons pour le poste de responsable d'une unité de production (40 personnes) en feu continu. Il assure le bon déroulement de son unité avec la responsabilité des quantités et des qualités produites, de la gestion du personnel, des rendements et des améliorations.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur, chimiste ou pas, ayant acquis une expérience similaire de 5 à 10 ans dans une unité de production pétrochimique, chimique, électrometallurgique ou alimentaire, en continu.

La société, en expansion, offre des développements de carrière intéressants. Logement de fonction.

Merci d'adresser CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/103/E à

mcp CABINET Henri PHILIPPE
91, Faubourg St-Honoré 75008 Paris

BEGHIN-SAY DIVISION KAYSERSBERG

(CA : 1,5 milliard de francs ; 3 300 personnes)

Pour le Service Recherche et Développement de notre Usine de Normandie (271, spécialisée dans la fabrication de produits à usage unique

POUR COLLECTIVITES ET HOPITAUX nous offrons à :

UN INGENIEUR TEXTILE ET UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

(PAPETIER, A.M., ou équivalent)

débutant ou avec un à deux ans d'expérience un poste évolutif et d'avenir

Ils seront chargés, en liaison avec les Services de Marketing et de Fabrication, de développer et de mettre au point des produits et des procédés nouveaux ou d'améliorer les produits existants.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo (retourner) sous référence 030 A à BEGHIN-SAY Division Kayserberg - B.P.A. 26-32, rue Beaujeu 75008 PARIS



**Société des MAISONS PHENIX
RHONE ALPES**
(C.A. 320 M.F., 750 personnes)
recherche on

responsable achats- approvisionnements

Relié au Directeur des travaux il est l'élément déterminant dans la définition de la politique Achats-Approvisionnements, dans les négociations auprès des fournisseurs et sous-traitants, puis dans le suivi des marchés, il apporte en ces domaines une assistance opérationnelle aux Responsables des Travaux.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur :
• diplômé (A, et M, ECL, INSA ou équivalent) ;
• ayant acquis à un poste opérationnel l'expérience de 3 années minimum dans une grande entreprise du Bâtiment ou des T.P. ;
• possédant une bonne connaissance des relations commerciales.

Adresser dossier détaillé de candidature, en précisant, coordonnées téléphoniques, sous réf. 8012-M à notre Conseil (discret et assuré).

CEP Lyon
55 montée de choulans
69323 Lyon cedex 01
tél. (7) 842.29.53
sancy - grenoble

TRANSFORMATION DES PLASTIQUES

Leader dans le domaine des matériaux de construction, notre Groupe recherche, pour développer son activité d'extrusion :

DIRECTEUR D'USINE

Technicien, gestionnaire efficace, sa personnalité en fera le véritable animateur d'un établissement de production dont il devra assurer les performances.

Effectif 120 personnes. Lieu de travail : DROME.

INGENIEUR DE PRODUCTION

Rattaché au directeur d'usine, il dirigera l'ensemble de la production, de l'entretien et de l'équipement. Outre ses compétences de technicien, il aura une expérience de l'animation des hommes et le souci de la rentabilité.

Lieu de travail : PAS-DE-CALAIS.

Pour ces deux postes, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation Ingénieur A. et M. ou similaire connaissant si possible l'extrusion plastique. Nous leur proposons un niveau de rémunération et un style de relations de travail motivants, ainsi que le soutien de notre Groupe.

Adresser C.V. manuscrit, photo et rémunération en précisant le poste souhaité à : S.E.S. Publi-44, rue de Lille, 75007 PARIS, n° 3.643, qui transmettra à notre Direction.

Discret et assuré.

Entreprise de Mécanique

130 personnes

commercialisant des produits Grand Public recherche son nouveau

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Responsable de la mise en place du plan de redéploiement de l'entreprise. Il aura également la responsabilité de Directeur Technique et Commercial. Motivé par une position à terme d'Administrateur, le candidat aura une formation technique (Ingénieur A.M. ou équivalent) assortie d'une expérience de Direction Générale.

Adresser lettre manuscrite, curr. vitæ et photo à : Service de Promotion de l'Industrie, 3, place Jean-Polon, 42000 SAINT-ETIENNE.

L'ETABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES, recherche Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent

pour activités : organisation et méthodes (expérience en pyrotechnie souhaitée).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 80/8 à :
Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges
Carrefour de Zéro-Nord/Route de Guerry
BP 712 - 18015 BOURGES Cedex

130/150 000

Région Toulouse

Directeur commercial

Une P.M.I. française, spécialisée dans la production et la distribution de fruits et légumes conditionnés, C.A. annuel 40 millions, détenant une part importante du marché, crée, dans le cadre de son expansion, le poste de Directeur Commercial.

Au sein de la Direction Générale, il participera à l'élaboration de la politique commerciale, y compris l'exportation, de la définition des objectifs et sera responsable de leur réalisation. Il animera et dirigera une force de vente existante et de bon niveau, assurera lui-même les relations avec les Centres d'Achats et négociera les marchés importants.

Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé d'Etudes Supérieures Commerciales, justifiant, tant au plan national qu'à l'exportation, d'une bonne connaissance des différents circuits de la distribution alimentaire et ayant l'expérience de l'animation et de la direction d'une force de vente.

**sélé
CEGOS**

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence 6123/M à
Fr. ROUSSEAU, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES:

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Chef de zone export europe

trilingue : français, anglais, allemand

Groupe International, leader européen sur le marché de la menuiserie pour le bâtiment - doté d'une importante capacité de production - crée pour consolider une croissance rapide à l'exportation et atteindre des objectifs ambitieux le poste de Chef de zone export Europe. Ce poste convient à un homme expérimenté (5 ans mini dans un poste analogue), 35 ans environ, dynamique, concret, ambitieux, aimant le terrain et la négociation, mais aussi sachant préparer et planifier son action. Formation école supérieure de commerce internationale.

Missions : Directement rattaché au Directeur Commercial, disposant des moyens nécessaires, à son action, il devra :

- poursuivre le développement à l'exportation,
- contrôler, animer, dynamiser les réseaux d'agents existants pour optimiser leur action,
- rechercher et mettre en place personnellement de nouvelles implantations pour de nouveaux marchés,

- collecter et analyser les informations nécessaires à l'action et à son développement.

La rémunération ne sera pas inférieure à 140 000 F pour un candidat de valeur.

Lieu de travail : Serrebourg. Déplacements à prévoir : 30 % du temps.

**sélé
CEGOS**

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73518/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Poste à créer

Futur directeur technique

Jeune ingénieur électromécanicien

Diplômé d'une Grande Ecole

Société d'ingénierie assurant conception, réalisation et installation de systèmes d'automatisation sophistiqués et originaux, nous laissons partie d'un groupe industriel français réalisant un C.A. de 200 millions.

En raison de notre développement, nous recherchons un Jeune Ingénieur, ayant une expérience industrielle : fabrication, ordonnancement, gestion, de 2 ans au minimum, comportant des responsabilités d'encadrement.

Rattaché au P.-D.G. de la société, il sera, au terme d'une formation d'un an environ, confirmé dans des fonctions de Directeur Technique impliquant : gestion, animation et coordination de : bureau d'études, atelier de montage, chantiers regroupant une cinquantaine de personnes. Il sera également responsable de la sous-traitance.

Le diplôme d'une Grande Ecole est indispensable mais la réussite, dans cette fonction, est essentiellement liée à des caractéristiques personnelles : activité, sens du réel, capacités de gestion et de commandement.

Lieu de travail : Région Ouest, sud de la Loire, proche de la mer.

**sélé
CEGOS**

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous réf. 71545/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Société Pharmaceutique Française

recherche

TOXICOLOGUE EXPÉRIMENTÉ

La pratique d'études menées suivant des normes G.L.P. dans la toxicologie de la reproduction est demandée.

Adresser candidature ss n° 844182 M Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

REGION GRENOBLOISE

STE de CONSTRUCTION de BAT. INDUSTRIELS

en expansion, souhaitant étoffer son secteur commercial, recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

ayant une expér. d'au moins 5 a. dans le bâtiment industriel.

Poste à pourvoir immédiatement.

Faire offre cv. et prêt au n° 7.882, « le Monde »

B.P. 297, 38044 GRENOBLE

Importante société, région OUEST
550 personnes - 2 unités de production
spécialisées dans la fabrication de
matériaux de second-œuvre du bâtiment et les
diffusent sur toute la France confiant la fonction
RECHERCHE et DEVELOPPEMENTS à

Ingénieur

A.M., Centrale, IDN ou équivalent

Pouvant témoigner d'une créativité réussie en bois et/ou PVC.

Rattaché directement au PDG sa mission ira de la conception à l'industrialisation.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo et prétentions à notre conseil qui répondra à toutes les candidatures.

Michel AUBRY 10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

10, impasse Pierre Lap 35000 La Rochelle

	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	87,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	39,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	129,48

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m tel.	T.S.
ANNONCES ENCADREES	93,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	28,40
IMMOBILIER	25,00	28,40
AUTOMOBILES	25,00	28,40
AGENDA	25,00	28,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

jeune INGENIEUR COMMERCIAL ingénieur chimiste

Cette société française (3500 personnes) produit et commercialise des résines thermoplastiques.
Une de ses divisions produit des résines très techniques destinées à une clientèle industrielle pour des usages spécifiques : revêtements anticorrosion.
Elle cherche à renforcer son équipe d'ingénieurs commerciaux sur le territoire national.
Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur chimiste ayant une première expérience commerciale d'environ 2 ans, qui sera formé sur le plein technique avant de prendre la responsabilité d'un secteur.
Pour son évolution future dans la société il est nécessaire qu'il parle l'anglais.

Merci d'adresser CV détaillé et rémunération actuelle sous référence IM 103/C à

mcp CABINET Henri PHILIPPE
91, Faubourg St-Honoré 75008 Paris

sith

Nous sommes l'une des grandes sociétés françaises de Services et Conseils en Informatique (implantée au centre de Paris) et, depuis plus de 20 ans, notre compétence est reconnue par des secteurs professionnels : Banques, Bourse, Assurances, Mutuelles, Administrateurs de biens, Experts-comptables, Industries.

- Notre compétence est double : connaissance approfondie des milieux professionnels où nous intervenons : maîtrise des techniques informatiques les plus évoluées.
- Notre originalité : nous sommes le conseil, le bureau d'études et l'outil de production de nos clients et assumons auprès d'eux la fonction d'un service interne d'organisation et d'informatique.
- Nos moyens : deux centres équipés de matériels IBM haut de gamme gérant des réseaux de terminaux spécialisés, une gamme variée de minis autonomes ou connectés, mais aussi 450 spécialistes dont 150 aux études.

Avez-vous une première expérience en INFORMATIQUE DE GESTION et le désir de bâtir votre carrière dans un secteur porteur de l'économie ?
Sachez que nous attachons plus de prix à l'homme qu'au diplôme et que nous accueillons aujourd'hui des :

IUT confirmés

(réf. 3778)

Après un an, ou plus, de pratique de l'analyse-programmation en COBOL sur matériel IBM par exemple, comme sur des minis, vous souhaitez évoluer techniquement.
Nous vous proposons, en fonction de votre expérience et de vos goûts, de devenir progressivement : responsable de produits, technico-commercial ou spécialiste de l'installation de minis et en main...

Adressez C.V. manuscrit + photo en précisant la référence du poste choisi, à S.J.T.B. département Sélection - 38 rue des Jeuneurs 75002 PARIS.

jeunes ingénieurs

(réf. 3779)

Vous avez une formation d'ingénieur : IIE, INSA ou toute autre école proposant une option informatique ou êtes titulaire du MIAGE et avez, pendant un à deux ans, mis en pratique ces connaissances.

Nous vous proposons de vous former à la conduite de projets complexes et vous amener, peu à peu, à conseiller nos clients pour assumer auprès d'eux le rôle de responsable informatique.

Tektronix

COMMITTED TO EXCELLENCE

DIVISION INFORMATIQUE

implantation Nationale et Internationale 22000 personnes

Nous sommes le premier constructeur mondial de terminaux et d'ordinateurs graphiques.

Nos principaux domaines d'applications sont :

- CONCEPTION ASSISTEE PAR ORDINATEUR • CARTOGRAPHIE
- DESSIN AUTOMATIQUE • ARCHITECTURE
- RECHERCHE SCIENTIFIQUE, MEDICALE
- GESTION PREVISIONNELLE • etc.

Nous recherchons :

INGENIEURS COMMERCIAUX confirmés/débutants

POSTES A POURVOIR REGION PARISIENNE ET NORD DE LA FRANCE

Nous vous offrons :
- fixe élevé + Intéressement aux résultats - gamme de matériel performant - formation à l'étranger (anglais indispensable) - opportunité de carrière internationale - voiture de fonction.

Adressez C.V., photo et prétentions à TEKTRONIX - Division Informatique Graphique B.P. No 13-91401 ORSAY.

chef de service maintenance IMMOBILIER

Le Logement Français, société anonyme d'H.L.M., gère un patrimoine de 25.000 logements et construit environ 600 logements par an. L'importance de ce patrimoine le conduit aujourd'hui à créer un poste de Chef de Service Maintenance.

Relevant de la Direction de la Gestion, il sera notamment chargé de :
- l'analyse du bâti et la programmation des travaux d'entretien de grosses réparations, d'entretien et d'économies d'énergie, la gestion des contrats d'entretien et des charges locatives, la liaison avec le Département Opérations pour l'information des besoins et de l'expérience des gestionnaires, l'établissement et le suivi du budget maintenance et les prévisions financières.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur de formation supérieure, âgé d'au moins 35 ans, ayant une expérience de la gestion immobilière à une solide compétence en matière des corps d'état du bâtiment et ouvert aux techniques nouvelles. Des qualités de dynamisme, d'esprit de décision, de rigueur de gestion et le sens des responsabilités sont indispensables pour réussir dans ce poste.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 30.30-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés de l'étude des candidatures.



PARIS

LONDRES

HOUSTON

LAUSANNE

EUREQUIP
Département Recrutement
B.P. 30 - 92420 Vaucresson.

emplois régionaux

fonction personnel

La Direction du Personnel et des Relations Industrielles de la Compagnie Internationale pour l'Informatique CII HONEYWELL BULL, établissement de BELFORT (2050 personnes) recherche un jeune cadre, diplômé de l'université ou d'une grande école, désireux de faire carrière dans la Fonction Personnel.

Il sera chargé dans un premier temps d'assister le responsable de la division des relations industrielles et sociales.

Dans le cadre d'une société à dimensions internationales, il aura l'avantage de pouvoir bénéficier pour sa formation et son évolution ultérieure du support d'une équipe expérimentée et structurée, ouverte aux méthodes et techniques nouvelles de gestion du personnel.

Service Recrutement
6, Avenue des Usines
90001 BELFORT
Tél. (84) 22.82.00

Cii Honeywell Bull

Importante Société Industrielle recherche pour son SERVICE DEVELOPPEMENT Ingénieur Chimiste Caoutchoutier

30 ans environ. IFOCA ou équivalent.
2 à 3 ans d'expérience souhaitée.
ANGLAIS lu et parlé.

Lieu de travail : LYON.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. sous
n° 28619/M à HAWAS CONTACT,
49, rue Pdt-Henri - 69002 LYON.

Ville de MEYLAN
(15.000 habitants, près de Grenoble)
municipalité d'Union
de la Gauche, recrute d'urgence
UN (E) CHARGÉ (ÉE)
DE PRESSE
pour service information,
(connaissance des problèmes et
pratique de l'information
écrite, orale, audio-visuelle, etc.).
Rémunération départ :
3.500 F. (Candidature et Curriculum vitae auprès du Maire
de MEYLAN, 38240)

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES
296-15-01

M.S. MATRA-HARRIS SEMI-CONDUCTEURS

MATRA-HARRIS SEMI-CONDUCTEURS
sera à partir de Septembre 1980 la
première Société française à concevoir et
fabriquer des circuits intégrés CMOS
LSI.

Dans le cadre de la mise en place de sa
structure commerciale, elle recherche des

ingénieurs commerciaux

Ils seront chargés, à partir de Paris, de
promouvoir et vendre dans un esprit de
conseil, des circuits mémoire et des
microprocesseurs de technologie CMOS
à une clientèle (industrielle, informatique,
industrielle) utilisatrice de ces produits.
Les candidats retenus, 26 ans minimum,
ou une formation d'ingénieur électronique
ou équivalente devront justifier
d'une première expérience qui leur aura
permis en tant qu'utilisateurs de bien
connaître techniquement ces produits.
Anglais indispensable.

Nous avons confié au Cabinet
Jean-Claude MAURICE le soin
de vous contacter et nous vous
demandons de bien vouloir
adresser votre C.V. détaillé, photo et
prétentions à : Société M.H.S. - 23, rue
Auguste Vacquerie - 75116 PARIS.

Importante Société d'Électronique proche banlieue Sud recherche

UN TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN

de Niveau V2 - V3

pour son service « FORMATION CLIENTS »
Il sera chargé d'assister un ingénieur pour la formation de techniciens à l'utilisation et à la maintenance de terminaux électrographiques d'ordinateurs.
Bonne formation théorique et en particulier dans le domaine numérique.

Adressez C.V. détaillé et rémunération souhaitée, sous le n° 50.086 à CONTEXTE Publicité,
20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui le.

Chef de Projet Informatique de Production

Importante filiale du Groupe C.G.E., nous comptons parmi les grands de la péri-informatique et certains de nos produits (guichets bancaires, mini-ordinateurs, terminaux intelligents), figurent au premier rang sur le marché européen.

Un plan de croissance ambitieux (CA + 43 % en 1979), nous conduit à développer nos activités de production moyenne et grande série. Dans ce but, nous recherchons un CHEF DE PROJET pour lui confier, au sein de notre Direction Industrielle, la conception et la mise en place du système informatique de gestion de la production en temps réel.

Ce poste conviendrait à un informaticien pouvant faire valoir une expérience réussie dans ce domaine.

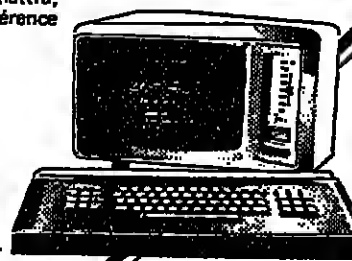
La rémunération et les perspectives de développement de carrière sont largement ouvertes pour un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous référence 157 M à

transac

Alfred PRIMARD
Recherche et Développement des Cadres
91680 BRUYERES-LE-CHATEL

Discretion assurée.
Il sera répondu à toutes les candidatures.



Nous sommes un Groupe Industriel à taille humaine avec 3 usines de production, dont le siège est dans le Nord (proche Lille).

Notre activité est variée : off-shore, pétro-chimie, nucléaire, naval, stockage - maintenance. Nous sommes bien implantés au MEXIQUE et les projets que nous y développons nous conduisent à rechercher un :

INGENIEUR CHEF DE PROJETS

qui aura pour mission d'animer, de coordonner et de superviser nos activités, depuis les demandes de prix jusqu'à la mise en route.

Ceci implique un temps partagé entre la FRANCE et le MEXIQUE. Nous voyons à ce poste un homme de 35 ans environ, de formation supérieure et de profil ingéniering ayant expérience du génie industriel. Disponible, bonhomme de terrain et de contacts, il parle l'ESPAGNOL couramment (niveau scolaire d'adulte).

Env. C.V. det., photo et présent., sous le numéro 7.788 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75257 PARIS (9°).

REPRODUCTION INTERDITE offres

FEA
en plus tout
nouveau par
DÉPARTEMENT
**ingénieur
électrique**
POST
ayant quelques années
• circuits logiques M
• circuits analogiques
• micro-processeurs
Avantages
Écrits avec C.V. sous
réf. 103/C à
S.J.T.B.

ADJOINT SERVICE

Une importante société
l'exportation - souhaite
à un jeune (minimum
Commerce International
Afin d'aborder le plein
conditions, il est nécessaire
procédure. Exp. (2
d'avoir une bonne maîtrise
Espagnol.
Une expérience bancaire
Adressez C.V., photo et
AXIAL Publicité, 94, rue
75008 Paris, qui le transmet.

Pfizer
CADRE C
LE POSTE - Il sera
chargé des problèmes de
Les secteurs traités sont
notamment les
certificats, vétérinaires
LE CANDIDAT - Au
connaissance en Chimie
il devra avoir une
bonne expérience de
L'Anglais écrit. Il
La fluide de travail sera
Déplacements fréquents
Adressez C.V., lettre
photo à Pfizer, 100
86, rue de Paris - 914

SOCIÉTÉ BAI
appartenant à un group
pour s'intégrer à l'équi
comptable et financier
**UN JEU
DE GI**
La préférence sera donnée
- titulaire du B
- ayant 1 à 3 an
- ayant de bon
goût et si poss
Le poste à pourvoir est à
(proche banlieue Ouest).
Transport gare B
Envoyer lettre manuscrite
CONTEXTE Publicité, 20

**POST
ET TÉ
DIRE**
Sélection su

servi
• Encadrement d'un
de techniciens
• Collaboration aux
les services techn
• Gestion et organ
technique
• Âges de moins de

PARIS

هكذا من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Fabricant de matériels Périphériques en très forte croissance recherche pour renforcer son

DÉPARTEMENT ETUDES

ingénieur électronicien

POSITION II

- ayant quelques années d'expérience dans :
 - circuits logiques MOS-TTL,
 - circuits analogiques,
 - micro-processeurs 8080.

Avantages sociaux — 13^e mois.

Ecrire avec cur. vitae, photo et prétentions I.E.R., 12, rue de Sébastopol 92400 COURBEVOIE.

ADJOINT AU CHEF SERVICE FINANCIER

Paris

Une importante société d'ingénierie - leader à l'exportation - souhaite confier cette fonction à un jeune (minimum 25 ans) de niveau BTS Commerce International ou Ecole de Commerce.

Afin d'aborder le poste dans les meilleures conditions, il est nécessaire de connaître les procédures Export (Banque, Coface, etc...) et d'avoir une bonne pratique de l'Anglais et de l'Espagnol.

Une expérience bancaire serait un atout.

Adressez C.V., photo et prétentions s/réf. 4736 à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.



Filiale d'un important Groupe International recherche pour sa Division Chimique

CADRE COMMERCIAL

LE POSTE : Il sera chargé de promouvoir et de vendre les produits de la division. Les secteurs utilisateurs sont très variés et comprennent notamment les industries alimentaires, pharmaceutiques, vétérinaires et de nutrition animale.

LE CANDIDAT : Ayant un diplôme ou de bonnes connaissances en Chimie ou en Industrie Alimentaire, il devra avoir une formation commerciale ou une bonne expérience de la vente.

L'Anglais écrit, lu et parlé est indispensable. Le lieu de travail sera situé à ORSAY. Déplacements fréquents dans toute la France.

Adressez C.V., lettre manuscrite, prétentions et photo à Direction du Personnel - Société PFIZER 86, rue de Paris - 91400 ORSAY.

SOCIÉTÉ BATIMENT - T.P.

appartenant à un groupe français très important recherche pour intégrer à l'équipe chargée de la gestion comptable et financière des affaires à l'étranger

UN JEUNE I.U.T. DE GESTION

- La préférence sera donnée à un candidat :
- titulaire du D.E.S.S.,
 - ayant 1 à 3 ans d'expérience,
 - ayant de bonnes connaissances d'Espagnol et si possible d'Anglais.

Le poste à pourvoir est situé à RUEIL-MALMAISON (proche banlieue Ouest). Transport gare Eurol - Société assurée

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prêt à n° 51.021, CONTEXTE Publicité, 20 av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}.



POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TÉLÉDIFFUSION

DIRECTION DU PERSONNEL

Sélection sur concours les 5 et 6 mai 1980

Cadres services techniques

- Encadrement d'une équipe de techniciens
- Collaboration aux études sur les services techniques
- Gestion et organisation technique
- Âgés de moins de 30 ans
- Formation : Diplôme national de 2^e cycle d'études supérieures DUT génie civil, génie électrique, informatique, mesures physiques (option technique et mesures physiques)
- Postes à pourvoir à Paris et en région parisienne

RENSEIGNEMENTS

(téléphonez gratuitement)

PARIS 543 43 43 LILLE (20) 51 48 20

200 34 34 LYON (78) 62 84 84

858 96 96 MARSEILLE (91) 00 13 10

INSCRIPTIONS

avant le 3 avril 1980

2 JEUNES CADRES EXPORT

pour la gestion des Ventes.

Ils feront équipe avec 2 Directeurs de Zone qui se partagent le monde.

Société industrielle française, de renommée mondiale, nettement leader sur notre marché, nous faisons 85 % de notre C.A. à l'exportation.

Pour assister nos Directeurs de Zone, nous recherchons 2 jeunes cadres ayant une expérience de 2 ans environ de l'exportation de produits industriels, sur le plan administration-gestion : suivi de l'exécution des contrats, politique de prix.

Etroitement associés à l'activité de leur Directeur - il s'agit d'un travail d'équipe - ils seront en rapport avec nos clients, nos usines, nos agents.

Ces fonctions qui impliquent une parfaite connaissance de l'anglais - l'allemand est très souhaité pour l'un de ces postes - s'adressent à des diplômés d'études supérieures - spécialisation commerce extérieur appréciée - sachant allier rigueur et activité et maîtriser intelligemment un ensemble de problèmes variés, d'une certaine complexité.



Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous réf. 71544/M à R. VERDET, SÉLÉ-CEGOS, 33 quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Londres, Lyon, Lisbonne, Madrid, Milan, Munich, New York, São Paulo, Séville, Tunis

Le Groupe CEGOS

dans le cadre du développement des activités de son département OPERATIONS INDUSTRIELLES crée un nouveau poste d'

Ingénieur conseil

auprès de Sociétés d'ingénierie

Diplômé, âgé de 35 ans minimum, ce cadre aura acquis l'expérience de Chef de Projet, éventuellement enrichie par d'autres fonctions dans une grande Société d'ingénierie.

Il aura pour rôle essentiel de participer à des actions de conseil et d'animer des séminaires de perfectionnement, à l'échelon national et international. La pratique de la langue anglaise est souhaitable. Basé à Paris, ce poste - qui implique de fréquents déplacements à Lyon durant les six premiers mois - est susceptible d'évoluer rapidement pour un candidat de valeur.



Adressez lettre man. et C.V. sous la référence 80.350/M à Jean GUYOT - SÉLÉ-CEGOS Rhône-Alpes, 76, bd du 11-Novembre-1918, 69100 Villeurbanne.

Rhône-Alpes
Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, São Paulo.

CONSTRUIRE UN NOUVEL UNIVERS INFORMATIQUE...

Groupe Industriel Français, notre activité est très diversifiée : elle nécessite des méthodes de gestion modernes où l'informatique verra sa participation croître et se développer. En effet, dans le cadre de la refonte des concepts de gestion existants, nous sommes amenés à mettre en place de nouveaux systèmes. Les buts poursuivis : un meilleur service rendu à l'utilisateur, une gestion plus efficace par une nouvelle approche des problèmes de l'entreprise. Pour renforcer nos équipes d'études nous recherchons plusieurs candidats ayant acquis une première expérience d'une ou deux années au sein d'un service projets. Jeunes ingénieurs, diplômés MIAGE ou grandes écoles commerciales ils seront :

ANALYSTES (Réf. G.5)

et travailleront sur des applications commerciales ou comptables en prenant une part active à la conception et à l'analyse organique. Connaissant déjà un de ces domaines et ayant expérimenté une méthode d'analyse (ARIANE par exemple) ils auront une pratique COBOL, Assembléur, DOS et si possible DL1, CICS.

Diplômés d'un IUT ils seront :

ANALYSTES PROGRAMMEURS (Réf. G.17)

et se verront confier au sein de petites équipes de réalisation des tâches d'analyse et de programmation sur des applications de gestion financière ou de personnel. Des connaissances en DOS COBOL et Assembléur sont requises pour ces postes.

CICS et les bases de données ADABAS pourraient offrir à un candidat la possibilité de travailler sur une nouvelle application de gestion commerciale.

Dans le cadre de ces différents postes de larges perspectives d'évolution dans les services informatiques (90 personnes - IBM 370/148 et 100 Ecrans) ou vers d'autres départements du groupe sont envisagées.

Pour développer ces perspectives nous vous proposons d'en parler ensemble. Prenez contact avec notre conseil.

INFRAPLAN 185, rue de Bercy, 75012 PARIS qui traitera les candidatures.

MEMBRE DE SYNTec

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

Banlieue Sud-Est de Paris (500 personnes)

EN DÉVELOPPEMENT CONSTANT

recherche

UN CHEF DU PERSONNEL

Fonctions :

- Assumer la gestion du personnel : ouvriers, employés, techniciens, maîtrise et cadres.
- Gestion administrative, gestion salariale, gestion des postes de travail (plans de carrière, promotion, évaluation du travail).

La responsabilité s'étendra à tous les domaines de la fonction :

- Formation, discipline, recrutement, services sociaux, préparation des réunions avec les partenaires sociaux, relations avec les représentants du personnel, des syndicats et des administrations.

Profil du candidat :

- Jeune, 30 ans minimum, de formation supérieure, connaissant la législation sociale et ayant exercé des responsabilités similaires pendant quelques années.

Veuillez adresser votre candidature (C.V. et photo) sous réf. 90042 M à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Labele 94300 VINCENNES - qui transmettra votre candidature sera examinée avec la plus grande discrétion



FRANCE

We are the French subsidiary of WANG Laboratories, Inc., one of the leading companies in Data and Wordprocessing world-wide.

World-wide growth has been continuously increasing at a rate of more than 50% annually over the last several years. This requires the establishment of the new position of

business systems analyst

HF

This position will be responsible for all internal data processing. This will include the definition of data processing requirements, utilization of software to fulfil these requirements and the administration of EDF operations.

The applicant for this position should be able to communicate with internal users to determine their needs, should have good organizational abilities and good analytical capabilities.

The applicant should have three or more years of data processing experience, gained in a business systems environment. He should have strong programming ability in COBOL. He should also

have exposure to interactive systems and telecommunications.

This position will have a direct reporting responsibility to the French Controller with functional responsibility to the Corporate EDF International Manager. This requires a good knowledge of the English language.

If you are interested in working hard as part of a young dynamic team, please send your resume and personal data to personnel director WANG France 78-80, av. Gallieni - Tour Gallieni I 93174 BAGNOLET

gestion

importante société filiale d'un groupe industriel européen, recrute pour son activité produits informatiques.

UN E.S.C.

qui prendra en charge tout le suivi administratif de cette activité :

- Relations avec la maison mère.
- Gestion du parc de matériels.
- Administration des ventes, prévisions et budgets, etc.

Allemand et/ou Anglais indispensables. Adressez C.V. sous référence 89736 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Labele 94300 VINCENNES

banque

BANQUE PRIVEE recherche

ADJOINT CHEF COMPTABLE

Missions :

- coordonner et contrôler les tâches des différentes sections du service,
- prendre en charge les comptabilités de Filiales,
- établir les documents fiscaux,
- participer à l'établissement des résultats et du bilan.

Profil souhaité :

- 30 ans minimum,
- posséder le D.E.S.,
- avoir plusieurs années d'expérience en milieu bancaire,
- familiarisé avec l'informatique,
- bon animateur.

Conditions : Poste à pourvoir à Paris. Statut Cadre. Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 1048-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 38 RUE D'HAUTEVILLE 75010 PARIS

SI VOUS AVEZ REUSSI

Soit comme "MANAGEMENT CONSULTANT".

Soit comme "RESPONSABLE OPERATIONNEL"

dans les domaines suivants

- Planification Stratégique - Diversification Plans opérationnels
- Etudes d'opportunité - Rentabilité Acquisition - Financement des activités
- Mise en place de systèmes de gestion, Marketing, Finance, Production.

NOUS VOUS PROPOSONS

- D'être "Associé" au lancement de la Filiale Française d'une Firma Internationale (16000 personnes, 57 pays).
- De mettre en pratique votre "Expérience" et votre "Créativité" dans la solution des problèmes de Direction Générale.
- De travailler au sein d'une structure "ouverte" donnant une large place aux initiatives individuelles.

Entrée à

Serge Audouin & Associés
MANAGEMENT SERVICES
17 Avenue HOCHÉ 75008 PARIS

Nos contacts seront strictement d'une manière strictement confidentielle.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

TRANSELEX

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES
recherche dans le cadre de son développement

UN DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT

qui, rattaché à la direction générale, devra prendre en charge l'exploitation des activités existantes dans le domaine de la maintenance générale pour des besoins industriels ou urbains et d'autre part, assurer l'expansion de ces secteurs d'activités.
La couverture de ce poste est essentiellement parisienne mais tendra à devenir de plus en plus nationale. Ce poste s'adressera à des candidats de formation supérieure ayant acquis une expérience réussie de la direction, et de l'animation d'équipes techniques d'interventions dans les domaines considérés (service de maintenance, exploitation clientèle ou ensembles industriels importants).
Le niveau de rémunération proposé reste ouvert et tiendra compte des compétences présentées.
Le développement et les ambitions de cette société justifient le recrutement d'un responsable de haut niveau.

Envoyer CV, et salaire actuel sous réf. 10465 à
TRANSELEX
BP 129 - 95105 ARGENTEUIL
qui vous assure de sa discrétion

circuits imprimés

mini 100.000 F basé région parisienne

Votre connaissance des circuits imprimés et la technique que vous possédez (acquise par exemple en production) peuvent faire de vous la spécialiste que nous recherchons.

En effet, la technique sera votre atout n°1 pour réaliser dans votre mission : la vente d'installations et de produits de haute qualité.

SCHERING France (Département Electrophysique) vous propose de prendre la responsabilité d'une clientèle industrielle en forte expansion.

Déplacements 50% du temps. Voltaire de fonction. Alternance en anglais apprécié.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 1082 B à notre conseil :

CECOD SELECTION
25 boulevard Malesherbes
75008 PARIS
Réponse et discrétion assurées.

RANK XEROX

Filiale de RANK XEROX Limited,
C.A. en 1979 de 1,7 milliards de francs (3800 personnes)

Notre Direction Informatique (150 personnes) est constituée d'équipes autonomes, chargées de la réalisation de projets dans le cadre d'un plan de développement européen.

Les groupes d'études travaillent dans un environnement technique diversifié (télétraitement, bases de données sur 2 IBM 370/158, auxquels vont s'ajouter des minis pour mise en place d'une informatique décentralisée).

Nous sommes donc amenés à créer plusieurs postes pour répondre aux besoins croissants de nos utilisateurs.

Chefs de projets et ingénieurs débutants se verront confier la responsabilité du développement jusqu'à la mise en place.

Deux dimensions sont à l'origine de la réussite

des CHEFS DE PROJET (réf. C 05)

- Le management, c'est-à-dire, la conduite d'une équipe grâce à une compétence technique éprouvée, mais aussi grâce à des qualités d'animateur et d'organisateur.
- La notion de service rendu aux utilisateurs, finalité de l'action, ce qui nécessite des qualités de souplesse et d'adaptabilité, un réel esprit de décision.

Quant aux

INGÉNIEURS DÉBUTANTS (réf. C 06)

Ils pourront accéder d'emblée à un poste qui leur permette de découvrir tous les processus de gestion de l'entreprise, de se former à une technique informatique de pointe sur un plan théorique mais aussi sur un plan pratique puisqu'ils sont intégrés à une petite équipe de réalisation. Les contacts qu'ils établiront, dans le cadre des projets à développer, seront pour eux une occasion d'appréhender, voire de choisir leur domaine d'évolution future.

Pour tous ces postes, formation supérieure et pratique courante de l'anglais sont indispensables.

Merci de nous faire parvenir votre candidature avec C.V. sous la référence indiquée à RANK XEROX Service Orientation, Recrutement 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

RANK XEROX

Ingénieur projets

(Centrale, AM ou Equivalent)

Filiale d'un très grand groupe industriel, nous cherchons un Ingénieur de Projets dans le cadre de la mise

en place d'un Système Graphique Interactif d'aide aux bureaux d'études.

Participer à la conception des projets, assurer les contacts avec les utilisateurs de tous niveaux et avec les services informatiques de la Société ; prendre en charge la réalisation en maintenant la cohérence technique des applications ; telle est votre mission.

Mais celle-ci ne sera bien menée que si vous avez déjà utilisé l'informatique.

5 ans au moins d'expérience, de préférence dans une société d'ingénierie conditionnent le succès à ce poste évolutif basé à Paris.

Anglais lu parlé indispensable.

Les candidatures sont à adresser sous réf. 2235 M à nos carrières 64, rue La Boétie - 75008 PARIS - qui transmettra rapidement.

recherche

DIRECTEUR HOTEL ***

120 chambres
sans restaurant
CENTRE PARIS

- Formation Ecole Hôtelière.
- 15 ans d'expérience dans 5 ou moins à la tête d'un hôtel comparable.
- Anglais courant, parlé et écrit indispensables.
- Deuxième langue appréciée.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous numéro 43.680, sur enveloppe, à :

J.R.P.

21, rue de l'Armande,
75008 PARIS,
qui transmettra.

UN GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE
créé une société dont la vocation sera de gérer une banque de données industrielles et financières et d'en promouvoir la diffusion.

Directeur commercial

Nous recherchons un Cadre Supérieur pour participer à la direction de cette société et assurer en particulier la fonction commerciale et relations extérieures. Ce poste conviendrait à un candidat de haut niveau ayant le sens de la gestion, de solides connaissances en informatique et une expérience confirmée de la négociation à un niveau élevé.

Rémunération : 200.000 +
Poste à Paris. Référence IY 504 AM

LA MEME SOCIÉTÉ RECHERCHE SON

Secrétaire général homme ou femme

Il fera partie de l'équipe de Direction et sera chargé de la coordination, du suivi des affaires, des liaisons extérieures et intérieures.

Ce poste conviendrait à un candidat ESC, Droit ou niveau équivalent, ayant une bonne expérience administrative et des qualités marquées d'organisation et de contact.

Rémunération 120.000 F +
Poste à Paris. Référence JZ 505 AM

Envie en précisant la référence.



directeur du personnel

NORD DE PARIS 180.000 F +

Deux très grands groupes français (C.A. de plusieurs Milliards) créent une Filiale commune (Secteur des Services) qui prévoit dans 3 ans un effectif de 500 personnes et un C.A. de l'ordre de 300 Millions de F. Le Directeur du Personnel sera responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique sociale de caractère réaliste et basée sur la concertation. Il est requis : un diplôme d'Etudes Supérieures, une excellente pratique (10 ans) des missions de la fonction, de fortes motivations et des atouts personnels pour participer pleinement à la création et au développement harmonieux de cette Société.

Adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, salaire actuel, réf.) sous référence 50 BM à :



Hervé Le Baut-Consultant
11, rue La Boétie-75008 PARIS
Discrétion assurée.

jeunes ingénieurs GRANDES ECOLES

Grand groupe électromécanique français, recherche pour Région Parisienne

JEUNES INGÉNIEURS
(Mines, Centrale, IDN, A.M., ENSM, Nantes ou Poitiers) débutants ou 1 à 2 années d'expérience professionnelle.

Connaissances en thermodynamique appréciées et si possible en Marketing, Anglais.

Ces postes sont à caractère technico-commercial évoluant vers la vente de produits nouveaux.

Envie avec C.V., détaillé et prétentions sous réf. 9522-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Importante Société de Distribution
et de Parachèvement de Produits Métallurgiques

le directeur de son établissement principal

Région Parisienne

Responsable de l'exploitation des dépôts et ateliers de l'Etablissement. Une forte personnalité, le sens du concret et de l'organisation, une solide expérience dans la conduite des hommes et des relations sociales ainsi que dans la gestion sont indispensables.

Adresser CV manuscrit détaillé avec photo sous référence 9751 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 qui transmettra

Analyste (Réf. 611)

Analyste-programmeur (Réf. 612)

La CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES recherche, pour son Centre de Calcul et d'Analyses Statistiques :

- un ANALYSTE et un ANALYSTE-PROGRAMMEUR
Nos futurs collaborateurs participeront aux études et au développement des applications exploitant les données réglementaires et statistiques du Groupe des Banques Populaires (système I.B.M.-M.V.S./J.E.S. et T.S.O.)

Ils auront une formation supérieure en Informatique (Maîtrise d'Informatique et/ou I.U.T.)

Une expérience de plusieurs années en analyse et en programmation d'applications de gestion est nécessaire. La connaissance du P.L.1 est indispensable, celles de A.P.L., BASIC ... seront appréciées.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un C.V., photo et prétentions sont à adresser à Monsieur CASTETS (en indiquant la référence).



131, avenue de Wagram - 75847 PARIS CEDEX 17

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FILIALE D'UN GROUPE AMÉRICAIN DE PREMIER PLAN
recherche dans le cadre de son développement informatique

un analyste chef de groupe

Ce poste à pourvoir en Banque Sud conviendrait à un jeune ingénieur ou universitaire ayant 3 à 4 années d'expérience dans une Direction informatique connaissant les systèmes IBM (ODS/VSE) et ayant deux années au moins de pratique du système de gestion de bases de données (DL/I) et du monitor temps réel CICS.

Il sera chargé de concevoir et de mettre en place des applications importantes faisant appel à des techniques informatiques sophistiquées.

L'importance des projets à réaliser requiert d'excellentes qualités de conception, d'organisation et de coordination.

Les perspectives d'avenir sont importantes pour un candidat à fort potentiel.

Envoyer C.V. et prétentions à No 51.314 CONTEXTE Publicité 20, Av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Gestion administrative et commerciale

Société financière française, nous sommes en relations d'affaires avec plus de 120 pays et réalisons ainsi plus de 3 milliards de C.A. Pour notre département commercial Allemagne - Autriche - Hollande, nous recherchons le responsable du service gestion administrative et suivi technique de nos

Contrats internationaux

De formation supérieure, ayant une expérience dans la gestion de contrats complexes, ce responsable doit pouvoir s'exprimer abondamment en anglais comme en allemand.

Il aura à animer une équipe administrative et pourra trouver dans le groupe une évolution de carrière à la mesure de ses ambitions et de ses performances.

Nicole Marthier vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence B 4942, 1 rue de Berni 75008 Paris.



**Bernard Juhiet
Psycom**

Membre de Syntec

Important Groupe Industriel
Français

recherche
pour son centre (2500 personnes)
Banlieue Sud Ouest Paris

un

CHARGE DE MISSION AUPRES DU CHEF DU PERSONNEL

Son rôle : participer à l'amélioration des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité et aux relations avec les partenaires sociaux.

Idealement, ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant acquis une première expérience industrielle et souhaitant s'orienter vers une fonction sociale.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous N° 7533 à

PARFRANCE Annonces

4, rue Robert Estienne 75008 Paris

qui transmettra

Jeunes Responsables Commerciaux

80 000 F +

HARDY-TORTIAUX

Important négociant d'acier, connaît un fort développement par l'implantation d'agences régionales et le rachat de plusieurs filiales.

Ses besoins en hommes de direction le conduisent à rechercher de jeunes cadres commerciaux ayant 1 à 2 ans d'expérience en milieu commercial industriel et une bonne formation de base (Ecoles Supérieures de Commerce - Ecoles d'Ingénieurs).

Après une période d'intégration au siège de Paris, auprès des Directeurs Commerciaux, ils seront appelés à prendre des responsabilités opérationnelles de vente, d'exploitation et de gestion au sein du groupe dans les agences, les filiales ou les services commerciaux du siège.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle au département Industrie sous la référence 03167 M la mentionnant sur l'enveloppe.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

MEMBRE DE SYNTec

REPRODUCTION INTERDITE

offres

recherche

MESCHAEFF

INSTITUTIONS

Recrute dans le cadre de

UN (E) CAD

Il aura pour fonction

collecte, mise et con

Le candidat aura une

formation supérieure

DEUX

Ils auront la respons

d'informations

Ils seront chargés de

données en liaison de

Les candidats seront

travailler en équipe, et

une première expérience

Ces trois postes, à pour

rigueur, ténacité, goût

Envoyez curriculum vitae

référence à :

directeur département

Notre entreprise, pour
marque (costumes, et
l'homme qui va grand
ce nouveau collaborer
choix de fabricants de
des matières), attirant

Nous recherchons un

homme ou femme, de

marque du savoir-faire

d'une chaîne de tissu

Nous serons attentifs à

ses potentialités d'avenir

La pratique de l'anglais

Si cette offre vous inté

sous référence 51480

PARIS. Tél. : 742.58



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
LE CENTRE TECHNIQUE

UN IN

LA DÉFENSE

De formation obli

de 6 ans minimum

grande expérience

dans la définition

GROUPE API

De formation sup

de 4 ans minimum

grande expérience

en gestion de

données, soit des

Dans le cadre de

des administrati

constructeurs ; ils

Leur rémunération

Ecrire en précisant

24, rue Murillo,

qui garantira disc



مكتبة من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



MEESCHAERT INSTITUTIONS PARIS (97)

Recrute dans le cadre de son développement :

UN (E) CADRE GESTIONNAIRE DE DONNÉES

- Il aura pour fonction de diriger et contrôler une équipe chargée de la collecte, saisie et contrôle de données permettant :
 - La gestion administrative de portefeuille.
 - L'aide à la décision en investissement boursier.
- Le candidat aura une première expérience de l'informatique appliquée, une formation supérieure économique, des connaissances boursières souhaitées. (REFERENCE 200.)

DEUX GÉRANTS (ES) DE DONNÉES

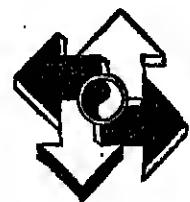
(Actions et obligations)

- Ils auront la responsabilité d'une base de données spécialisées. (Collecte d'informations.)
 - Historiques des cours.
 - Caractéristiques d'émission des obligations.
- Ils seront chargés de la saisie (presse, télé, etc.) et du contrôle des données en liaison directe avec le gestionnaire de données.
- Les candidats seront titulaires d'un bac scientifique, jeunes attirés par le travail en équipe, ayant si possible, des connaissances informatiques et une première expérience.
 - Formation technique boursière assurée.
 - Dégagés des obligations militaires.

(REFERENCE 210.)

Ces trois postes, à pourvoir rapidement, exigent des qualités de méthode, rigueur, tenacité, précision et une pratique de l'anglais.

Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et présentations sous la référence à :



IDE-FORS

45, rue Vauvegrange
75018 PARIS
DISCRETION ASSURÉE

directeur département sportswear

250.000 F

Notre entreprise fabrique et commercialise du Prêt-à-Porter masculin de marque (costumes, sportswear et chemises). Aujourd'hui nous recrutons l'homme qui va prendre en charge le produit sportswear. Nous confierons à ce nouveau collaborateur la gestion des moyens de production (recherche et choix de fabricants dans le monde entier), élaboration, (choix des formes et des matières), animation et contrôle d'une force de vente.

Nous recherchons un homme qui soit un véritable spécialiste du sportswear homme ou femme, ce pourrait être le Directeur Commercial d'une grande marque du sportswear, ou l'acheteur sportswear d'un grand magasin ou d'une chaîne de magasins.

Nous serons attentifs à ses capacités d'adaptation à un marché mouvant, et à ses potentialités d'évolution au sein de notre entreprise.

La pratique de l'anglais est bien sûr indispensable.

Si cette offre vous intéresse nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 51480 M à notre Conseil - 61, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS. Tél. : 742.58.20.



Chantal Baudron s.a.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LE CENTRE TECHNIQUE DE L'INFORMATIQUE

recherche
dans le cadre de son développement

UN INGÉNIEUR GROUPE RÉSEAUX

LA DÉFENSE

De formation obligatoirement supérieure, il aura une expérience de 6 ans minimum réalisée avec applications pratiques dans une grande entreprise, soit dans un système de télétraitement, soit dans la définition d'architecture de réseaux.

Réf. : 129 M

UN INGÉNIEUR GROUPE APPLICATIONS TRANSACTIONNELLES

De formation obligatoirement supérieure, il aura une expérience de 4 ans minimum acquise avec réalisations pratiques dans une grande entreprise, dans la conception et mise en place d'applications de gestion transactionnelle utilisant soit des bases de données, soit des dictionnaires de données.

Réf. : 130 M

Dans le cadre des activités d'assistance et de conseil, les candidats retenus agissant en étroite liaison avec les représentants des administrations et organismes publics, ainsi qu'avec les constructeurs ; ils seront responsables de conduites d'études. Leur rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire en précisant la référence à AL CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.



CHEF DE PRODUIT CONFIRME HF

WATERMAN S.A. poursuit une politique dynamique de diversification. Pour lancer une nouvelle ligne de produits, le Directeur de Marketing crée un poste de Chef de Produit.

Il sera responsable de cette opération depuis la définition des produits (contacts avec la distribution) jusqu'au suivi de leur diffusion (contacts avec la force de vente).

Le professionnel que nous souhaitons rencontrer a acquis son expérience (3/5 ans) dans une Société réputée pour l'efficacité de son marketing (produits de grande consommation).

Il a déjà participé, personnellement, à la réussite d'un lancement de nouveaux produits.

Nous remercions les personnes intéressées de bien vouloir nous adresser, sous réf. M 423 BZ, un dossier manuscrit complet de candidature.



8 rue de Berri, 75008 Paris.

INDUSTRIE AGRO ALIMENTAIRE
SALANON

FUTUR

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Cette Société, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de charcuterie débauchée, bénéficie d'une forte notoriété. Elle emploie 200 personnes et réalise un C.A. de plus de 100 millions.

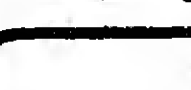
Son Directeur Général de Production souhaite s'adjoindre un collaborateur capable de le seconder et d'assurer à moyen terme sa succession.

Ce poste recouvre, au sein d'un ensemble des activités industrielles, l'ensemble des responsabilités techniques : recherche produit, contrôle qualité, laboratoires, services vétérinaires, hygiène, production : schéma matière, planning fabrication, Humaines : gestion et animation d'équipes, climat social.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur minimum 30 ans, possédant une réelle expérience de production en milieu agro-alimentaire (produits périssables). La connaissance des métiers de la viande ou de la salaison serait un atout apprécié, mais n'est pas le potentiel de l'homme, ses qualités humaines, son adaptation et ses capacités d'adaptation qui seront déterminantes.

Le poste est localisé en Région parisienne. Les conditions offertes et les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser une personnalité impliquée dans son travail.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 6375 A.



8 rue de Berri 75008 Paris

ELECTRONIQUE MEDICALE

CHEF DE BUREAU D'ETUDES

Cette société, filiale d'un des plus puissants groupes industriels européens conçoit, développe et fabrique, en moyennes et petites séries, des appareils techniquement très performants. Elle double son C.A. tous les 2 ans.

Le Directeur du Service moyens généraux met, entre autre, à la disposition des Divisions opérationnelles, un B.E. Celui-ci comprend 3 groupes : mécanique, électronique, industrialisation, ayant chacun un ingénieur à sa tête. Le Chef du Bureau d'Etudes, poste en création, coordonne, anime et gère l'ensemble : 25 personnes.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de 30 ans minimum, il a une solide formation théorique en mécanique et/ou en électronique. Par expérience, il a acquis la maîtrise des deux disciplines et il a exercé des responsabilités humaines et économiques.

Le poste est basé à Montigny-Le Bretonneux (78).

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4209 M, à



8 rue de Berri 75008 Paris

BOND DEALER

OBLIGATIONS INTERNATIONALES

Importante banque d'affaires recherche un jeune collaborateur

DYNAMIQUE ET COMMERÇANT

pour lui confier le placement d'obligations internationales auprès d'une clientèle existante (institutionnels notamment et agréés) parlant couramment anglais et ayant une bonne connaissance de la langue allemande.

Possédant au moins un niveau bac ou équivalent, il bénéficiera d'une formation adaptée au poste. La rémunération est couverte et sera fonction de l'âge et de l'expérience (certains candidats bancaires, titres, commis d'agent de change ou similaire).

Ecrire avec c.v. manuscrit, photo et présentations s/réf. 4724 à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

ACCESSOIRES AUTO

située au Nord-Est de Paris

recherche

RESPONSABLE UNITÉ PRODUCTION

DE MACHINES SPÉCIALES

Ce poste conviendrait à

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN CONFIRMÉ

Ecrire avec C.V. présentations et photo à

ORIS PROJECTIONS (Service du Personnel), 17, rue Henri-Gautier, 93012 BOBIGNY Cedex

contrôleur de gestion



F.T.P. Société de fabrication mécanique de 70 MF de C.A. est une entreprise située au Sud Bourgogne, filiale d'un groupe industriel français solidement implanté en Europe, et ayant pour activité les câbles et attaches pour remorques routières, recherche contrôleur de gestion.

Nous pensons à un candidat de formation technique : gestion, sensibilisé par les problèmes informatiques, à une expérience dans la fonction, âgé de 28 ans minimum, capable de : - intégrer dans une équipe jeune ; - promouvoir et développer le système actuel de gestion et d'organisation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et références à : F.T.P. SA - 21 Beaugres - 71500 LOURANS.

INDUSTRIE AGRO ALIMENTAIRE

DIRECTEUR MAINTENANCE ET INGENIERIE

La société Paul Prodant, spécialiste en produits de charcuterie de haut de gamme, se place parmi les leaders de la profession. Elle réalise un C.A. de 130 millions avec un développement constant dû à la qualité de ses produits, à son dynamisme commercial et aux performances d'une unité de production moderne.

Le Chef du service entretien (et travaux neufs) est responsable, dans son sens le plus large, de l'ensemble de l'établissement tant au niveau de la maintenance des installations que de l'amélioration de l'outil de production.

Il anime, organise et contrôle son équipe composée d'un chef d'entretien et de 12 professionnels. Il définit et gère son budget, il est concepteur et participe à l'élaboration de la politique de développement de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur ou technicien supérieur, possédant une solide expérience acquise dans une fonction similaire.

L'antonomie de poste, les ambitions de l'entreprise et les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

L'entreprise est basée en proche banlieue nord de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 6114 R, à



8 rue de Berri 75008 Paris

Charles of the Ritz

Parfums
YVES SAINT LAURENT

DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT
crée la fonction de

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

rattaché au DIRECTEUR FINANCIER,

Il sera chargé de :

- prendre en charge complètement la comptabilité générale de la Société
- produire toutes informations comptables nécessaires au bon fonctionnement du CONTROLE DE GESTION
- répondre aux obligations administratives et fiscales de la Société
- appliquer les méthodes anglo-saxonnes de comptabilité et de gestion dans le cadre des relations avec la Maison Mère.

Préférence sera donnée à candidat :

- de FORMATION SUPÉRIEURE COMPTABLE (niveau expertise souhaité)
- ayant de bonnes connaissances des méthodes anglo-saxonnes acquises dans un cabinet de Consultants et complétées par une expérience réelle de haut niveau en Entreprise.

Adresser C.V., photo et présent. s/réf. 60040 au Service Recrutement, 28/34, Bd du Parc, 92521 NEUILLY SUR SEINE.

consultants en stratégie diversification et développement commercial

Nous souhaitons renforcer notre équipe de 25 personnes et recherchons la collaboration de

JEUNES CONSULTANTS

DIPLOMES GRANDES ECOLES DOUBLE FORMATION SOUHAITABLE
(MBA, INSEAD, ISIA, ...)

Ils interviendront suivant leur profil et compétences, dans les domaines suivants :

- réalisation d'études stratégiques,
- recherche et mise en place d'activités nouvelles,
- évaluation et mise en place de structures de distribution.

Nous leur proposons d'acquiescer une expérience variée, de réaliser des actions débouchant sur des résultats concrets et d'intervenir progressivement à haut niveau.

Une première expérience dans une entreprise industrielle ou société de Conseil est nécessaire.

La connaissance de l'anglais et/ou l'allemand est indispensable.

Une présentation des activités de notre Société vous sera donnée à réception de votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé, adressée sous réf. 888-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Cadres Comptables

Notre entreprise occupe une place prépondérante dans le terrassement et le génie civil aussi bien en France qu'à l'étranger. Ses points forts : une gestion efficace, 85 % de son chiffre d'affaires réalisés à l'étranger, une parfaite connaissance de ses hommes.

Nous recherchons des CADRES COMPTABLES diplômés, désireux de progresser dans leur métier et de se positionner dans l'organigramme d'une entreprise solide.

Une personnalité, un enthousiasme, une rigueur sont nécessaires pour prendre en charge (à terme) la gestion comptable et administrative d'une agence ou d'un gros chantier à l'étranger. Pour ces candidats l'expérience Bâtiment et Travaux Publics constituerait un atout non négligeable.

Si vous correspondez à ce profil, adressez votre dossier de candidature (C.V. + photo) à :



Entreprise RAZEL Frères
Christ de Saclay - B.P. 108
91403 ORSAY cedex
qui garantira réponse et discrétion.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

directeur d'agence

Maisons individuelles - Ouest de Paris

L'un des principaux réalisateurs français de villages de maisons individuelles étend son implantation nationale et cherche un DIRECTEUR pour développer sa nouvelle agence à l'ouest de Paris. En liaison avec l'assistance financière, administrative, juridique et technique du siège, le directeur recherche, en assure la commercialisation et la gestion, passe avec les entreprises de travaux, les marchés dont il contrôle l'avancement comme l'exécution technique.

C'est un professionnel de 33 ans minimum, de formation supérieure qui saura mettre en œuvre son expérience et de véritables qualités de patron.

Notre consultant, J.M. ROUSSEAU, vous remercie de lui écrire (réf. 3635 LM).

directeur de fabrication

Z.I. de Cergy-Pontoise

Nous sommes la division « Industrie » d'une importante affaire d'électricité (350 MF de C.A.); nous étudions et fabriquons des équipements électriques HT et BT de bonne réputation. Pour faire face à un fort développement de nos affaires, nous cherchons notre responsable de fabrication. Agé de 35 ans minimum, vous connaissez bien la production d'ensembles de construction électrique ou de menuiserie métallique et y avez exercé un commandement effectif. Nous vous proposons d'être - directement attaché au directeur de la division - le responsable de notre production et d'assurer le commandement de 100 personnes. Vous participerez au développement de la division et à la réalisation de ses objectifs.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 3693 LM).



ALEXANDRE TIC SA
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTIC

Créatif et réalisateur

Que ce soit en agence ou au sein du département marketing d'un annonceur, vous avez abordé la « promotion » sous tous ses aspects. Destinée au distributeur ou au consommateur, sous forme de prime ou de concours, pour stimuler ou fidéliser... Vous avez connu de gros succès... et quelques flops. Vous avez, au moins, tiré la leçon des uns comme des autres.

Nous sommes l'un des grands du second-œuvre du bâtiment. L'homme que nous recherchons et qui dépendra de notre Direction Marketing n'est pas seulement un « cuisinier » de la promotion. C'est un organisateur-né, un familier du jour J et du compte à rebours. Mais sa mission va bien au-delà. En amont, parce qu'il aura à formuler les problèmes, établir des diagnostics, concevoir des plans de campagne. En aval, pour suivre, contrôler, mesurer. Homme-orchestre, oui. Stratège et tacticien.

Ne pensez pas que ce poste vous enfermera dans une spécialité limitative. Bien au contraire, c'est un excellent tremplin vers de plus larges responsabilités. Les consultants du cabinet Sirca, à qui nous avons confié cette recherche, se feront un plaisir d'évoquer avec vous ce contexte au cours d'un entretien confidentiel. Merci de leur écrire sous référence 805 368 M.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

LE CENTRE TECHNIQUE DE L'INFORMATIQUE

recherche
dans le cadre de son développement

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF

LA DÉFENSE

Dépendant du Directeur du C.T.I., il supervisera les quatre services fonctionnels : impression, diffusion ; administration du personnel ; commandes, contrats, facturation ; documentation technique. Puis il aura la responsabilité de la provision et du suivi du budget, de la gestion et de la facturation des contrats exécutés par le C.T.I.

Le candidat retenu, de formation obligatoirement supérieure (gestion, finance), aura une expérience de 4 ans dans des activités administratives financières ou comptables.

Ecrire sous référence 127 M à AL CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.



Major International Oilfield Services Company seeks

PRODUCT ENGINEER

to take charge of all aspects relating to the supply of chemical products from Europe to our various locations worldwide. The post will be initially located in France but will relocate to Rotterdam (Holland) in early 1981.

For this key new post we are seeking a graduate in chemistry or a related subject with a proven experience in quality control methods and applications, preferably in the chemical process industry. Excellent salary and fringe benefits.

Please send detailed resume to

The Recruiting Manager
Dowell Schlumberger
8, rue Bellini
75782 Paris Cedex 16
FRANCE



ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES PTT

ENS.PTT

46, rue Barraud, 75634 PARIS CEDEX 13

4 places
diplômes requis pour le concours d'entrée à l'ENA

8 places
Polytechnique, ENSAE (div. 1), Centrale, HEC, ESSEC, INSEAD, Normales Sup. (Ulm, Sévres, St-Cloud, Fontenay, Clichy)

Épreuves les 24 et 25 avril 1980

Études rémunérées : trois ans dont 17 mois à l'ENA

VOUS SEREZ ADMINISTRATEUR

■ au Secrétariat d'État aux Postes et Télécommunications
■ dans les Directions importantes de Paris ou de Province

VOUS ACCÉDerez AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS

Directeur à l'Administration Centrale, Inspecteur général, Chef de service régional et départemental, Directeur d'établissement
RENSEIGNEMENTS : (1) 566.10.24 (1) 566.24.76

INSCRIPTIONS

JUSQU'AU 27 MARS 1980



SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX PTT
Direction du Personnel et des Affaires Sociales - Bureau B 2
B.P. 300 75624 Paris Cedex 13

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Vous êtes demandeur d'emploi ou vous bénéficiez en tant que salarié d'un congé-formation de 1200 heures

L'Institut de Gestion Sociale vous propose 9 mois de préparation professionnelle et d'entraînement aux fonctions de

DIRECTION DE PERSONNEL ET FORMATION

15 candidats seront sélectionnés

DIRECTION D'UNITÉ ET CONTRÔLE DE GESTION

10 candidats seront sélectionnés

Ces deux cycles, conçus en liaison avec des entreprises, alternent travaux d'étude et d'application. Certains enseignements sont communs. Ils débuteront le 18 avril 1980.

Les dossiers de candidature doivent être demandés en précisant l'orientation à :

Programme

Management avancé et gestion sociale

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

établissement privé d'enseignement supérieur à but non lucratif
25, rue François-I^{er} - 75008 Paris

GRUPE INTERNATIONAL

situé dans la proche banlieue parisienne (Nord-est), demande, pour son département de Chimie Analytique :

DOCTEUR ÈS SCIENCES

ayant acquis après sa thèse une expérience d'au moins 2 ans dans le domaine de la physico-chimie analytique et organique.

Connaissance de l'anglais parlé et des traitements de données par informatique.

Adresser C.V. + photo à C.O.P. (D. 96), 14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS qui transmettra

SOCIÉTÉ DE PRODUITS LAITIERS

recherche

POUR SON SIÈGE À PARIS

UN CHEF DE PRODUITS

Vous possédez :
■ une expérience de 3 ou 4 ans de produits de grande consommation dans la vente ou le marketing ;
■ une formation commerciale ;
■ une capacité à faire face à des situations difficiles nécessitant puissance de travail et faculté d'adaptation.

Les candidats intéressés devront adresser leur curriculum vitae, C.V. photo et prétentions, à : REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75008 Paris, qui transmettra.

Discrétion assurée.

DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ DE RÉGIES SPÉCIALISÉES

recherche

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

pour prendre en charge la PROSPECTION et le SUIVI des secteurs : arts, immobilier, investissements, etc.

— goût pour les arts en général.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à O.S.P. Service C.O., 29, rue Marbeuf, 75008 Paris, qui transmettra

Informatique de gestion

Ingénieur grande école, vous avez une large expérience de l'informatique de gestion. Vous avez déjà prouvé que vous savez maîtriser la direction complète de projets importants : l'étude des besoins, la conception du système, la réalisation et le lancement du projet. Vous avez encadré des équipes d'opérateurs et vous avez su vous imposer par vos qualités d'animateur et votre autorité personnelle.

Directeur projets

170 000 F +

De la conception du système à l'animation d'équipes opérationnelles, vous aurez à mener des missions de conseil à haut niveau, analyser, estimer, planifier les interventions que nous effectuons chez nos clients, encadrer, suivre, contrôler nos équipes d'intervenants. Avec notre équipe de direction, vous participerez aux décisions concernant la politique « Développement de produits » de notre société.

Michel Collet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature à : 3800 B, 1 rue de Bern 75008 Paris.



Bernard Julhiet
Psycom

Membre de Syntec

POUR IMPORTANTE

COOPÉRATIVE AGRICOLE

SUD BASSIN PARISIEN

polyvalente, à dominante céréales - approvisionnement

C.A. 60 MILLIONS DE FRANCS

300 personnes

recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le candidat devra posséder une solide expérience de Direction et de Gestion de Société.

Age : 35 ans minimum.

DIPLOME GRANDE ÉCOLE :

— soit agricole ;
— soit industrie - agro-alimentaire ;
— soit commerciale ;

OU AUTODIDACTE CONFIRMÉ.

Les dossiers de candidature seront traités avec la plus grande discrétion et ne seront communiqués qu'à l'entreprise qu'avec l'accord préalable des candidats.

Ecrire à :

« ACTUALITÉS AGRICOLES »

12, rue du Colonel-Driant - 75011 PARIS.



The computing company.

hauts salaires

Nous sommes la première Société de Services et de Conseils en Informatique dans le monde. Dans le cadre de notre implantation sur le marché français nous recherchons :

INGENIEURS (réf. C)

COMMERCIAUX

TECHNICO (réf. T)

COMMERCIAUX

chargés de la vente de nos produits. Ils devront avoir une expérience prouvée dans la vente de services, acquise de préférence auprès d'une SSI, depuis plusieurs années et de bonnes connaissances en gestion. L'anglais est souhaité. Très forte rémunération pour candidat de valeur. Formation permanente donnée au sein du Groupe. Envoyer C.V. sous la ref. C ou T à ADP Tour Mercuriales 40 rue Jean Jaurès 93176 BAGNOLET CEDEX

La gestion de nos contrats d'ingénierie nous amène à concevoir et mettre en place des applications adaptées à nos problèmes propres : gestion des approvisionnements, assurance qualité, gestion de documents techniques, etc.

C'est pour lui confier la définition et la conduite d'une très importante application que nous recrutons un

CHEF DE PROJET GESTION

De formation MIAGE ou équivalente, il justifiera d'au moins 3 années d'expérience en conduite de projets d'applications de gestion. Nous lui demandons en outre de bien connaître l'OS/VS d'IBM, et d'avoir une certaine expérience en bases de données et télétraitement.

Ce poste comporte des responsabilités d'encadrement d'une petite équipe et peut bénéficier, à terme, d'excellentes perspectives d'évolution. Merci d'adresser C.V. sous référence 78743 M/L/S à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.



SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE DÉVELOPPEMENT DE MATÉRIELS DE HAUTE TECHNICITÉ

Banlieue SUD EST, recherche

JEUNES INGENIEURS

ELECTRONICIENS

ESE - ENSI - ISEP
en vue de leur confier des études qui relèvent de l'électronique analogique. La nature des problèmes étudiés implique une participation aux études au niveau système. Avenir intéressant pour les candidats de valeur ayant le goût des responsabilités.

GENERALISTES

X - ECP
pour participer à des projets importants dans le domaine spatial et automatisé. Les candidats retenus devront avoir de bonnes notions en électronique optique et mécanique. Après une mission dans notre service des études générales, il pourra leur être proposé une fonction en rapport avec leurs goûts et compétences.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNE.

REPRODUCTION INTERDITE

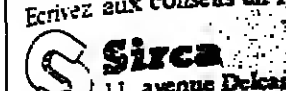
offres d'emploi

Ingénieur technico-

Vous avez à vendre un produit de nombreuses professions. En plus de cette responsabilité, vous devrez gérer des problèmes d'avant-vente, produits différents, très beaucoup de polyvalence, patience... et au cours de la

Ingénieur, chimiste ou technicien industriel, vous êtes type colles, résines, adhésifs, etc. Telle est votre expertise pour la vente sur le terrain. Vous intégrez dans une entreprise.

Ecrivez aux conseils en



11, avenue Delcassé

IMPORTANT. GR D'ETUDES ET DI

recherche pour

ingénieurs

Chargés de réaliser des projets de mise au point d'ingénierie, vous serez impliqués dans des travaux de recherche et de développement.

ingénieurs

Chargés d'assurer la mise au point de nouveaux produits, vous serez impliqués dans des travaux de recherche et de développement.

procédés

Chargés d'examiner l'impact des procédés de fabrication, vous serez impliqués dans des travaux de recherche et de développement.

ingénierie

Ces ingénieurs possèdent une formation technique et une expérience en matière d'applications. Une formation supérieure ou équivalente, à des postes de responsabilité.

Ces postes sont à pourvoir dans une entreprise de pointe.

Les candidatures doivent être adressées à :

L'Opéra, 75004 PARIS.

ingénierie

Ces ingénieurs possèdent une formation technique et une expérience en matière d'applications. Une formation supérieure ou équivalente, à des postes de responsabilité.

Ces postes sont à pourvoir dans une entreprise de pointe.

Les candidatures doivent être adressées à :

L'Opéra, 75004 PARIS.

THOMSON

recherche

INGENIEUR

POSITION : 1

et TECHN

NIVEAU

Bonnes connaissances de l'électronique professionnelle audio RF.

Env. C.V. et prêt. à : 30, 32, 34, avenue de l'Opéra, 75004

BUREAU VE

recherche pour

INGENIEUR

ayant au moins une expérience de 3 ans

pour prendre en charge la production et le développement

Connaissance exigée : FORTRAN

Env. C.V. photo et prétentions à :

BUREAU VERITAS Direct, 31, rue Henri Rochefort, 75

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Ingénieur technico-commercial

Vous avez à vendre un produit technique aux nombreux usages, dans de nombreuses professions, dont beaucoup sont encore à découvrir. En plus de cette responsabilité spécifique, un travail d'équipe sur des problèmes d'avant-vente, d'après-vente, de démonstration pour des produits différents, utilisés dans le bâtiment. De façon à acquérir beaucoup de polyvalence... pour préparer l'avenir... dans la région parisienne... et au cours de nombreux déplacements...

Ingénieur, chimiste ou non, vous avez réussi votre première expérience industrielle puis, vous êtes passé à la vente de produits techniques : type colles, résines, adjuvants divers pour les fabrications de peinture, etc. Telle est votre expérience qui correspond à votre goût profond pour la vente sur le terrain, mais vous souhaitez ne pas en rester là et vous intégrer dans une bonne équipe, dans une affaire financièrement saine.

Ecrivez aux conseils en recrutement SIRCA sous la réf. : 804 371 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DES SNTIC

Direction Juridique très important
Groupe Industriel recherche

Juriste

De niveau DES ou Doctorat, les candidats sont âgés de 30 ans environ et ont acquis une bonne formation dans un cabinet d'avocats d'affaires au titre d'une expérience de plusieurs années.

Des connaissances en matière financière, comptable et fiscale seraient appréciées.

Le cadre recruté sera associé à une équipe de juristes pour étudier des problèmes variés relevant essentiellement du droit des affaires et préparera les dossiers contentieux.

Ces fonctions impliquent une bonne aptitude au dialogue avec des non-juristes, un contact facile, le sens de la négociation.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous la référence 78.758 M à HAVAS CONTACT, 158, bd Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

CONSEIL ET APPLICATIONS

Plusieurs centaines de missions en 1979 dans des domaines aussi variés que :

- installations et supports de super-calculateurs et de minis,
- développement de logiciels de base et d'applications,
- assistances aux filiales européennes,
- participation à de grands projets aux Etats-Unis,
- prestations de services de haut niveau.

c'est ce qui a été réalisé par les 140 ingénieurs du département Conseil et Applications.

Dans le cadre du développement sans cesse croissant de nos projets de haute technicité :

- systèmes réf. 228 M
- applications de gestion réf. 229 M
- réseaux et communications réf. 230 M
- transactionnel réf. 231 M
- bases de données réf. 232 M

nous recherchons des

INGENIEURS INFORMATIENS

ayant une formation Grandes Ecoles, débutants ou expérimentés

Un stage de perfectionnement leur sera assuré tant sur nos systèmes que sur nos produits, ce qui leur permettra de participer à la réalisation des objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés.

Envoyer C.V. (en précisant la référence) à CONTROL DATA Service Recrutement, 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.



UNE GAMME COMPLETE DE SYSTEMES ET DE SERVICES INFORMATIQUES

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
D'ETUDES ET DE REALISATIONS MECANIQUES

recherche pour ses unités en REGION PARISIENNE

ingénieurs études de fabrication

Chargés de réaliser des programmes de fabrication mécanique et de collaborer à la mise au point de techniques avancées de fabrication.

PROFIL : Ingénieur diplômé, débutant ou première expérience industrielle, connaissances en M.O. à commande numérique, ou traitements thermiques et de surface, ou soudage souhaités.

ingénieurs fabrication mécanique

Chargés d'assurer la gestion des moyens de production et d'animer plusieurs groupes de fabrication mettant en œuvre des techniques ultra-modernes d'usinage.

PROFIL : Ingénieur diplômé, première expérience en fabrication mécanique réussie, connaissances en électronique et informatique appréciées.

ingénieurs

procédés nouveaux d'usinage

Chargés d'examiner l'intérêt technique et économique des nouveaux procédés de fabrication mécanique.

PROFIL : Ingénieur diplômé, présentant une expérience industrielle en mécanique (bureau d'études, M.O. à commande numérique)

Ces postes, qui nécessitent une forte personnalité caractérisée par le sens du commandement, le goût de l'action, l'aptitude à la négociation et à l'expression, peuvent conduire à terme à d'importantes responsabilités au sein des diverses unités du groupe.

Les candidatures détaillées, les prétentions avec mention des postes choisis sont à adresser à No 50691, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

ingénieurs informaticiens

PREMIERE EXPERIENCE

Ces ingénieurs posséderont une première expérience dans le domaine des terminaux transactionnels et/ou du suivi, du développement et de la mise en place d'applications sur mini ou micro-ordinateurs (CII/HB, SEMS, R2E...). Une formation supérieure telle que SUPAEC, IIE, INSA, ISEN, SUP AERO... ou équivalente alliée à des qualités de synthèse et de contacts est nécessaire pour évoluer au sein d'une équipe en pleine expansion. Ces postes sont à pourvoir rapidement à la Direction de l'Informatique d'une importante entreprise à caractère national développant de nouveaux projets de tout premier plan.

Les informaticiens intéressés voudront bien adresser leur dossier sous référence 315 M à Jean PORRACCHIA



CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

ASSURANCES
DU GROUPE
DE PARIS

NOUS RECRUTONS
12 CADRES COMMERCIAUX

Leur formation débutera le 21 Avril 1980.

LES CANDIDATS : Jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur (I.E.S., I.N.S.A., Facultés...)

Age moyen 25/27 ans. Traits dominants : dynamisme et goût du contact. Esprit commercial et entrepreneurial.

L'ENTREPRISE : La première entreprise indépendante de sociétés d'assurances du secteur privé.

C.A. 1979 avoisinant trois milliards de francs. Au Siège, 2400 personnes dont 380 cadres. Sur le terrain, 1500 Agences encadrées et animées par 145 inspecteurs technico-commerciaux.

LA FORMATION : Un stage original et motivant organisé sur 24 mois, permet d'abord à nos futurs responsables de recevoir une bonne formation technique commerciale, puis d'acquiescer par la pratique une solide expérience du métier, enfin de découvrir par une approche expérimentale l'Entreprise et de faire connaissance avec les hommes qui l'animent.

Si vous voulez en savoir plus sur les Assurances du Groupe de Paris et sur leur programme de formation, écrivez avec C.V. et photo sous référence C.F.C. à M. SIMON - A.G.P. 21, rue de Chateaudun - 75447 PARIS CEDEX 08.

SFIM

SOCIETE DE FABRICATION
D'INSTRUMENTS DE MESURE
MASSY (91), recherche

Ingénieurs - Informaticiens

temps réel, connaissances MITRA 125 appréciées.

Ecrire avec C.V., prétentions Service du Personnel 8. P. 74 - 91301 MASSY

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION
C.A. 600 millions

recherche pour son Service Marketing

Jeunes INGÉNIEURS E.T.P.

Expérience Bâtiment. Adresser C.V., photo et prétentions à n° 50.667, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

INGÉNIEURS débutants (référence F)

GRANDES ÉCOLES ou équivalent

Pour l'étude et la production de programmes en temps réel dans le cadre du développement d'un système de commutation téléphonique. Nationalité Française exigée.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN (référence T)

GRANDE ÉCOLE

Expérience de quelques années appréciée. Pour travaux d'assurance qualité et de fiabilité appliqués à des programmes de haute technicité. Anglaise requise. Nationalité Française exigée.

Ecrire avec C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à n° 51.201 L.O.T., Boite postale 40, 92140 VILLIERS-LEZ-LAVILLE.



SSCI FILIALE D'UN GRAND GROUPE BANCAIRE PRIVE
recherche pour renforcer SES ÉQUIPES D'ÉTUDES

analystes

analystes-programmeurs
programmeurs

Formation : Grandes Ecoles - Universitaires - AFPA

Langage utilisé : COBOL

Connaissances appréciées :

CICS - DL 1

Matériel IBM OS

Envoyer C.V. et prétentions à : CINA 48, rue de la Bienfaisance - 75008 PARIS.



Vous êtes Analyste Programmeur Programmeur Système Préparateur Technique

Vous souhaitez évoluer vers la prise en charge de chaînes de traitement, assurer l'installation et la progression de réseaux de télétraitement.

LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

vous offre un poste d'Analyste

ou sein du Service Exploitation de son centre de traitement d'opérations bancaires.

MIAGE ou OUT Informatique et 3 ou 4 années d'expérience sur IBM avec télétraitement.

Confidentialité et réponse assurées. Adresser C.V., photo, ssi, et prêt à C.N.C.A. Recrutement Carrières Codex 25 - 75300 Paris Brune



recherche

INGÉNIEUR

POSITION 1 ou II

et TECHNICIEN

NIVEAU V

Bonnes connaissances de l'analogique pour étude de matériels professionnels de commutation audio RF.

Env. C.V. et prêt à n° 50.828, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

BUREAU VERTAS
recherche pour PARIS

INGENIEUR

ayant au moins une expérience de 5 ans pour prendre responsabilité système et production IBM 370. Connaissance exigée VM/CMS, DOS/VS, FORTRAN et PL/I.

Env. C.V., photo et prétentions sous réf. n° 14 à BUREAU VERTAS Direction du Personnel 31, rue Henri Rochefort 75821 PARIS CEDEX 17

Société de Télématique en pleine expansion
leader national des
systèmes de télécommunication
recherche des

Ingénieurs Commerciaux

Très Haut Niveau - 140000F+ (Réf. 4 071-1)

Très bonne expérience commerciale indispensable. Bonne connaissance du domaine technique souhaitable. Age minimum 30 ans.

Postes à pourvoir : REGION PARISIENNE et PROVINCE (Sud-Est, Sud-Ouest).

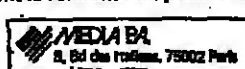
Ingénieurs d'Affaires Etudes d'Applications

(Réf. 4 071-2)

Mise en œuvre et exploitation de systèmes. 3 à 4 ans d'expérience pratique dans les domaines des télécommunications et informatique industrielle.

Postes à pourvoir : REGION PARISIENNE. Pour ces deux postes, rémunération élevée en fonction de l'expérience et du dynamisme.

Adresser lettre manuscrite, C.V., détail et photo, en précisant la référence du poste choisi à



(Réponses et directions assurées)

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
recherche pour SERVICE RESEAUX

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

— Libéré des obligations militaires.

— Nationalité Française exigée.

— Bonne connaissance de l'anglais.

Ecrire avec C.V. sous n° 50.488 à L.C.T., Boite Postale 40 - 92140 VILLIERS-LEZ-LAVILLE.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR FRANCAIS
DE MATÉRIEL T.P.

recherche

UN INGÉNIEUR ESSAIS

Pour son centre d'essais situé à 40 kilomètres nord-est de Paris

Ce poste conviendrait à ingénieur diplômé de 30 ans environ ayant une expérience professionnelle d'essais d'engins : plateformes et terrain.

Connaissances approfondies exigées dans les domaines de la mécanique et de l'hydraulique.

— Notions d'informatique souhaitées.

— Connaissance de l'anglais appréciée.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à n° 51.014, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE
MULTINATIONAL

recherche

ASSISTANT-MARKETING

DEBUTANT, DIPLOME I.U.T.

Option : Technique de commercialisation, pour lui confier, au sein d'un groupe de produits, une fonction d'analyse des opérations marketing et des ventes, et la mise à jour permanente des données Produits.

Cette offre s'adresse à un jeune Homme libéré des obligations militaires, ayant le sens de l'organisation et le goût des chiffres.

Lieu de travail : FLAISER-ROBINSON.

Adn. lettre et C.V. dét. man. + photo, à SIPEP, réf. 344, 3, rue de Choiseul, 75002 Paris, qui tr.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CHEF COMPTABLE
F. ou H. - 100.000 F

Gestion Comptable
Paris
Une société française, filiale d'un groupe industriel français de renommée internationale, et spécialisée dans les prises de participation et la gestion de sociétés de services, recherche un Chef Comptable. Sous l'autorité de la Secrétaire Générale, il sera chargé de centraliser les données comptables des sociétés filiales afin d'établir des situations mensuelles, bilans comptés, avec définition de procédures de contrôle comptable, de même qu'il en suivra la réalisation. Il établira leurs déclarations fiscales et sociales. Il sera assisté par une équipe de 4 comptables dont il organisera et contrôlera les activités. Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation type D.E.C.S., possédant quelques années d'expérience professionnelle acquises de préférence en cabinet. Ce poste peut convenir à une Femme ou à un Homme. Ecrire sous la référence 332/14.

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures;
- salubrité, dévouement, rigueur, initiative;
- Ligne rapidement.

DESIRONS D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE dans

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo, en pré. la date de dispon. au n° 51.305, COTTESSÉ PUBLI, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS - CRODEX 01, qui transmettra.

ASSURANCES

JEUNES DIPLOMÉS

ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE

La branche I.A.R.D. d'un des premiers groupes d'assurances français crée trois postes de conseillers commerciaux.

Après une formation théorique et pratique, les jeunes diplômés de promotion 1979-1980, seront affectés dans des bureaux de la région parisienne, de recueillir leurs demandes et de synthétiser les informations susceptibles de conduire à la création de nouveaux produits. Compte tenu de la taille et du développement que connaît actuellement ce groupe, il existe de nombreuses possibilités d'évolution susceptibles d'intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, C.V., photo et présentations sous référence M.2219 AV à

egor promotion
8 rue de Belfort 75008 Paris.

INFORMATIQUE

Groupe industriel français leader dans sa branche recherche le

DIRECTEUR COMMERCIAL

qui animera sa croissance et structurera la régionalisation de son réseau.

Entre à CODEX
8, bd du Montparnasse, 75015 PARIS.
75015 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE LEVAGE ET MANUTENTION

CHERCHÉ

CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

- Plusieurs années d'expérience dans la fonction.
- Ingénieur diplômé ou équivalent.

Faire offre avec curriculum vitae et présentations, à REGIE - PRESSE sous le numéro T 01831 M, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

T.I.T.M. FILIALE THOMSON C.S.F. INFORMATIQUE

recherche
INGÉNIEURS LOGICIELS
Grande Ecole ou équivalent, 2 à 3 ans d'expérience pour travaux sur systèmes temps réels à base de micro-ordinateurs.
INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES pour développement de systèmes de télé-contrôle.
Lieu de travail : 40 km Ouest Paris.
Env. C.V. prêt et photo en pré. la date de dispon. au n° 51.305, COTTESSÉ PUBLI, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS - CRODEX 01, qui transmettra.

Cherchons
CHEF COMPTABLE
place stable, expérience min. 5 ans pour groupe de petites sociétés. Lieu de travail : La Défense - Courbevoie. Env. lettre et CV manuscrit à COTTESSÉ PUBLI, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS - CRODEX 01, qui transmettra.

Entreprise Électrique recherche pour son siège à Paris

ATTACHÉ DE DIRECTION

chargé dans un premier temps de l'étude et de l'organisation du service personnel. Connaissance de l'informatique appréciée. Connaissance, Bâtiment, Travaux publics.

Expériences souhaitées : 1 ou 2 ans dans poste similaire.
Niveau licence en droit.
Porte éventuel dans la fonction personnelle.
Adresser offre détaillée avec photo, C.V. et présentations sous le n° 7.581, « le Monde », Publicité, 5, rue des Italiens, 75002 PARIS CRODEX 01.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Proche Banlieue Nord recherche

a) Pour son Service Contrôle de Gestion

CADRE DÉBUTANT

- Formation Ecole Supérieure de Commerce.
- Connaissance de l'Anglais.
- Possédant notions sérieuses informatique conversationnelle.
- Prêt à accepter affectation provisoire en unité opérationnelle en France ou à l'étranger.

COMPTABLE B.T.S.

- quelques années d'expérience;
- connaissance de l'Anglais;
- susceptible de se déplacer à l'étranger pour affectations provisoires.
Adresser curriculum vitae avec photo et lettre manuscrite, au numéro 51.305, COTTESSÉ PUBLI, 20, avenue de l'Opéra - 75004 PARIS - CRODEX 01.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (Siège Social Paris) recherche :

TECHNIEN

FORMATION MÉCANIQUE

avec expérience appareils de forage pétrolier. Très bonne connaissance anglais indispensable.
FONCTION :
- assister l'ingénieur dans les suivis suivants :
- appels d'offres des équipements de forage;
- commandes;
- planning de livraison;
- implantation sur plateforme en relation avec le Bureau d'Études;
- essais et première mise en route.
Envoyer lettre man. avec C.V. sous le n° 50.774 à COTTESSÉ PUBLI, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE BANLIEUE OUEST recherche un

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

pour prendre en charge son Service INFORMATIQUE, récemment rééquipé et mettre au point des applications nouvelles.
Facturation, gestion - dont doit aussi bénéficier une filiale étrangère.
Ce poste requiert nécessairement une pratique du GAP II et du matériel IBM 34.
Il s'agit d'un poste d'avenir à pourvoir rapidement et sera d'une société en expansion en France et à l'étranger, par un candidat présentant de réelles compétences techniques et qualités humaines.
Adr. D.V. man. photo, prêt, sous numéro 51.305 COTTESSÉ P. 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE EUROPÉEN recrute

ASSISTANTE FORMATION

Travaillant en symbiose avec la responsable formation et recrutement, cette personne devra :
- assurer son secrétariat,
- tenir les budgets formation,
- animer certains cours.

Ce poste exige :
- une expérience secrétariat,
- un niveau d'études supérieur au BTS,
- des qualités pédagogiques.
Des bases en langue allemande seraient appréciées.
Adresser C.V. et photo sous réf. 89737 M à : BLEU Publicité 17, rue Label, 94300 VINCENNES

Importante Société de Distribution Alimentaire
(C.A. 250 millions, effectif 420 personnes)

Crée une nouvelle unité qui représentera d'ici 3 ans la 1/3 de l'activité de l'entreprise. Nous recherchons :

RESPONSABLE DE DÉPARTEMENT

auquel incombera l'ensemble de cette nouvelle exploitation

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une formation sup. de Co. ou équivalent, assortie d'une solide première expérience de gestion/action commerciale.

D'aura la responsabilité tant du marketing que de la mise en place des diverses activités de son département (achat, assortiment, logistique) ainsi que l'organisation complète du travail de son équipe.
Sa capacité d'entreprendre et de réaliser l'expansion de cette nouvelle unité sera le facteur essentiel de l'aboutissement de son poste.

Lieu de travail : VERDUN.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 51.307.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Opérationnel par tempérament, vous débutez en gérant un de nos centres de profits.

Dans un an, vous prendrez la tête d'un service comptable de 10 personnes, avec un C.A. de 150 MP à PARIS ou dans une grande métropole régionale. Votre formation : E.S.C. ou Droit + D.E.C.S. et une expérience de 2 ans minimum en cabinet d'Audit ou d'Expertise, vous ont préparé à ce type de poste.

Nous traiterons avec discrétion votre candidature (C.V., photo et présentations) que COTTESSÉ PUBLI, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CRODEX 01, nous transmettra sous référence n° 51.307.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE en constante progression (8000 personnes - 20 filiales à l'étranger) recherche

RESPONSABLE DES BILANS, DE LA FISCALITÉ ET DU CONTRÔLE INTERNE

Cette offre concerne un jeune spécialiste de formation BTS comptabilité et gestion ou certificateur du DECS, possédant les CAPACITÉS A ANIMER UNE ÉQUIPE.
Sa mission lui permettra de confirmer une première expérience de 3 à 5 ans acquise dans une importante entreprise industrielle dotée de moyens informatiques.
Lieu de travail : proche banlieue Sud-Est (métro).

Adresser lettre de candidature sous référence 4716 à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Fourniture pour industrie chimique Société en pleine expansion recherche

2 JEUNES CADRES COMMERCIAUX

ayant une expérience de terrain pour région parisienne et Rhône-Alpes.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. au n° T 01830 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

Important Groupe Français d'Ingénierie en Télécommunications et Informatique RECHERCHE POUR SA FILIALE SPÉCIALISÉE EN TÉLÉMATIQUE

UN (E) ASSISTANT (E)

23 ans minimum qui participera à l'organisation pratique d'expéditions et manifestations internationales. Une expérience dans ce domaine serait utile. La maîtrise de l'anglais est indispensable.
Adresser C.V., détaillé avec photo et présentations. Ecrire sous n° 7.570 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75002 Paris cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PRODUITS COSMÉTIQUES

recherche pour son siège Paris

ADJOINT AU CONTRÔLEUR DE GESTION

Le titulaire se verra confier le suivi de la gestion d'une des divisions, notamment :
- Préparation des budgets et prévisions;
- Analyse des réalisations et des écarts;
- Étude de rentabilité, reporting, etc.
Ce poste conviendrait à un diplômé d'une école de commerce, disposant d'une première expérience de contrôle de gestion, si possible dans un groupe anglo-saxon.

- Anglais exigé -
Écrire avec C.V., photo et présentations au n° 10552, PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
- Équipements automobile
- Appareils ménagers
- Radios - Téléphones
- Caméras et projecteurs BAUER
recherche pour son activité
TECHNIQUES HYDRAULIQUES

son responsable technico-commercial

sera chargé de la vente auprès de nos clients français les plus importants, des composants et circuits hydrauliques développés par le groupe.
Il assurera également la coordination de l'ensemble des ventes régionales.
Le candidat souhaité sera de formation ingénieur, spécialiste électrotechnique et possédant une expérience de plusieurs années de la vente de composants hydrauliques. Il devra maîtriser la langue allemande.
Des déplacements fréquents en France sont à envisager.



Adresser CV manuscrit, présentations et photo au Département Gestion du Personnel, 32, avenue Michélet 33404 SAINT-DENIS.

Bâtiment
INGENIEUR Grande Ecole

Depuis le Siège en proche banlieue parisienne, il participera au suivi de chantiers en Arabie Saoudite.

4-5 ans d'expérience.

Parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo, présentations et détail de disponibilité à No 51.156 COTTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF
ACTIVITÉS SPATIALES
INGÉNIEURS-THERMICIENS

INTERESSES PAR :
- L'étude de charge utile de satellites;
- La définition des spécifications des équipements;
- La mise en œuvre des essais et l'assurance de conformité des matériels.
Expérience de bureau d'études souhaitée. Anglais.
Adresser C.V., photo, rémunération souhaitée à Service du Personnel Département ESPACE-SATELLITES Boite Postale 51 92360 MEUDON-LA-FORET

Importante Société de Matériel de Bureau du GROUPE CGE

recherche pour renforcer son ÉQUIPE TECHNIQUE TRAITEMENT DE TEXTES de la région parisienne des

TECHNICIENS DE MAINTENANCE

Permis de conduire et bonne présentation indispensables.
Adresser C.V., photo et présentations sous n° 47.592, HAVAS CONTACT, 184, bd Hausmann, PARIS-8.

SOCIÉTÉ POSTE DE SAINT-CLOUD Spécialisée dans les techniques de pointe RECRUTE

1) ANALYSTES PROGRAMMEURS
Formation souhaitée DUT ou équivalent Connaissances micro-processeurs appréciées
2) INGÉNIEURS LOGICIELS
Ayant une première expérience professionnelle
Envoyer C.V. et présentations au 43.594 rue envoie à 35, rue de l'Arcade, 75008 Paris I.P.R. qui transmettra.

offres d'emploi

Le Monde

ILE-DE-FRANCE

régions

A ÉVRY

Des maisons bioclimatiques

LA ville nouvelle d'Évry (Seine-et-Marne) est entrée dans une nouvelle phase de son développement. Disposant des principales infrastructures, il s'agit pour elle d'achever son centre avec le démarrage du quartier dit de la Butte-Creusée, de compléter son parc de logements dans d'autres quartiers en laissant une large place aux individus, et de renforcer son potentiel économique, en confinant notamment son image naissante de cité de l'informatique, avec l'installation, entre autres, d'I.B.M.-France et de Hewlett-Packard.

Or une double préoccupation a été prise en compte dans l'élaboration de tous ces projets : l'économie d'énergie et l'utilisation optimale des énergies nouvelles. Ainsi, on étudie actuellement la construction d'un immeuble de bureaux de 8 000 mètres carrés au centre-ville, qui serait chauffé grâce à des capteurs solaires et des pompes à chaleur. De même, on va construire dans la ZAC du Cerné seize-vingt maisons bioclimatiques avec des serres chauffant des murs à forte inertie thermique. On estime pouvoir réaliser de cette manière une économie de 40 % à 50 % de la consommation, pour un euro par logement oscillant, selon le procédé, entre 15 000 et 30 000 francs.

En outre, c'est un véritable plan d'ensemble qui doit être mis au point à Évry, prévoyant aussi le recours à la géothermie et la définition d'un « urbanisme économe ». C'est pourquoi la Mission d'éducation permanente organisée, du 17 au 30 avril, à l'Agora d'Évry, des journées d'études intitulées « Nature et ressources », au cours desquelles seront évoquées, sous forme d'expositions, de films, de débats, « les problèmes que pose la gestion des ressources naturelles et les possibilités offertes par les énergies nouvelles ». — S. B.

SYSTÈME D

Du méthane dans la décharge

PARCE que les habitants de Bondoufle, petit village aux portes d'Évry (Seine-et-Marne), étaient incommodés par les odeurs désagréables s'échappant de la décharge voisine de Montaubert, la France est peut-être en train de découvrir qu'elle a de l'« or » noir dans ses ordures. Car ses rejets n'étaient que la preuve que les déchets ménagers ainsi entassés finissent par dégager un bien précieux, le méthane. En ces temps de pénurie, il n'est pas de petits profits. Gaz de France lui-même commence à prendre l'affaire au sérieux.

Un carrier de l'ouest parisien avait déjà fait la même intéressante constatation. M. Simon, pour ouvrir une carrière à Arnouville-lez-Mantes, près de Sceaux (Yvelines), avait dû prendre l'engagement de la combler avec des déchets au fur et à mesure qu'il la creusait, et de réaménager le terrain. Or il a constaté que la végétation qu'il plantait se « brûlait » très vite. De ses visites en Allemagne et aux U.S.A., il se rappelle que là-bas on avait constaté la fabrication de gaz par décomposition dans les décharges. Il forait donc deux puits, qu'il munait de torchères. Et, effectivement, le gaz brûlait. Peut-être pouvait-il être mieux utilisé ? Seulement l'administration est lourde à remuer.

« Avoir des idées n'est pas toujours rentable », s'inquiète maintenant la directrice de sa société, Mme Contentin. Car en la matière, il n'est pas facile de déposer des brevets... et elle craint « le plagiat ».

En effet, salue du cas de Montaubert, l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) s'est dit qu'il y avait peut-être là une utilisation intéressante des déchets contrôlés. « En la matière, on navigue au pifomètre », explique M. Cossais, son responsable parisien. Outre-Rhin et outre-Atlantique, des expériences ont déjà été menées, mais nulle part le gaz n'est utilisé. Pourtant, il est sûr maintenant que l'enfermement des déchets

ménagers finit par permettre la formation de méthane. Une tonne d'ordures peut dégager 200 mètres cubes de gaz... mais en combien de temps ? Nul ne le sait encore. Une durée de vingt à vingt-cinq ans a été avancée, mais sans preuve. De plus les techniciens ne savent pas encore comment la décharge doit être remplie pour favoriser le dégagement gazeux. Avec l'aide de l'ANRED, M. Simon va continuer ses essais. Surtout une grande expérience est en cours à Montaubert. Coût : 1,2 million. Le conseil général de l'Essonne, le ministère de l'environnement, l'exploitant de la carrière, l'ANRED, vont apporter des crédits. Gaz de France aussi. Car maintenant il prend au sérieux cette tentative.

Pourtant le pouvoir calorifique du gaz ainsi dégagé n'est à peine que les deux tiers de celui couramment utilisé. Surtout, il contient des impuretés. La solution envisagée est donc de le mêler en proportion de 10 à 15 % au gaz naturel habituel.

Pas question donc pour un village de se servir directement du méthane de ses décharges... au

moins dans l'immédiat. Car tout cela étant encore très empirique, peut-être s'apercevra-t-on que les défauts de ce gaz particulier ne sont pas si gênants que cela.

En revanche, cette découverte est un argument de plus pour ceux qui préfèrent les décharges bien contrôlées aux usines d'incinération (celles-ci traitent actuellement 62,5 % des ordures d'Ile-de-France), car même si la chaleur qu'elles produisent est utilisée, ce n'est qu'une faible partie de l'énergie consommée pour brûler les déchets qui est ainsi récupérée. Et le coût est élevé. Mais il ne faut pas rêver. Le gaz d'ordures ne peut être qu'une goutte dans l'océan énergétique dont la France a besoin. M. Robert Brame, conseiller général de Saint-Nom-la-Bretèche, dans un rapport au conseil régional a estimé que si toutes les décharges de la région parisienne étaient ainsi utilisées, elles pourraient produire 28,5 millions de mètres cubes de méthane par an. Ce n'est qu'à peine plus de 0,5 % de la consommation de gaz de l'Ile-de-France en 1979.

THIERRY BREHIER.

CORRESPONDANCE

De quel bois se chauffe-t-on ?

A la suite d'un article sur le lotissement communal de deux cents pavillons à La Ferté-Saint-Aubin, équipé d'un chauffage collectif au bois, nous avons reçu de M. André Collet, président de l'Oise, la lettre suivante :

Cet article indique que cette expérience devrait être la première en France.

Je me permets d'attirer votre attention sur le fait qu'un tel système de chauffage fonctionne déjà dans l'arrondissement de Senlis. En effet, l'Office public intercommunal d'I.L.M. de la région de Senlis a été pionnier dans la réalisation de ces chauffages au bois mais encore il fait fonctionner, depuis plusieurs années, une installation de géothermie très efficace, et enfin, il étudie actuellement de nouveaux procédés visant à réduire les charges de son chauffage.

par an, tout en réduisant le coût de la chaleur fournie d'environ 50 %.

Je vous signale, en outre, que ce projet sera très prochainement étendu par l'Office public intercommunal d'I.L.M. de la région de Creil à mille huit cents logements situés à Montataire, ce qui devrait économiser l'équivalent de 3 000 TEP.

En ce qui concerne l'innovation en matière d'économie d'énergie, l'Office public intercommunal de la région de Creil a été pionnier dans la réalisation de ces chauffages au bois mais encore il fait fonctionner, depuis plusieurs années, une installation de géothermie très efficace, et enfin, il étudie actuellement de nouveaux procédés visant à réduire les charges de son chauffage.

La vérité sur Victor Jacquemont

Après notre article sur la rénovation du Muséum national d'histoire naturelle (le Monde du 26 février 1980), M. Jacques Laisné, de Tours, l'un des descendants du naturaliste Victor Jacquemont nous apporte les précisions suivantes :

Il s'est passé plusieurs années entre le dernier des envois de ses restes, opérés d'ailleurs très officiellement. Les spécimens en question provenaient uniquement de l'Inde. Quant à l'ouvrage consacré à Jacquemont et ainsi intitulé, le savant y est vu sous divers aspects de sa personnalité par des spécialistes venus d'horizons très divers et pas uniquement par des professeurs du Muséum.

UNE VILLE A L'ECONOMIE

Montgeron attaque le gaspillage sur tous les fronts

LES économies d'énergie dépendent de procédés techniques relativement complexes et souvent expérimentaux. Ils nécessitent des investissements importants. Autant de raisons qui suffisent à rebouter la plupart des communes. Pourtant, à Montgeron, dans l'Essonne, une ville de vingt-cinq mille habitants plutôt banale, dans la banlieue sud de Paris, ce n'est plus vrai.

En effet, les élus y ont mis au point un « programme global » qui se distingue par sa diversité, mais aussi par les premiers résultats obtenus. L'initiative, en tout cas, est conforme au souhait des pouvoirs publics et aux réalités économiques du moment.

« Ce problème des dépenses d'énergie pesant de plus en plus lourd sur notre budget communal s'est posé tout naturellement au début de notre mandat », explique Mme Anne-Marie Pauffochet (P.S.), maire adjointe de Montgeron. « Alors, nous avons voulu éviter le coup par coup. »

La première mesure — logique — a consisté, dès la fin de l'année 1977, à adopter la thermie la meilleure marché pour toutes les nouvelles installations (la bibliothèque, centre de protection maternelle et infantile, etc.). Simultanément, et afin d'éviter le gaspillage dans les autres bâtiments communaux (administratifs ou scolaires) utilisés de façon discontinue, un procédé de régulation des chaudières fonctionnant à l'aide d'horloges a été mis à l'essai. Ayant permis de réduire de quelque 25 % la consommation de fuel, il a été maintenu. Il devra toutefois être complété par des travaux d'aménagement des chaudières elles-mêmes.

Autre secteur de gaspillage notable, à Montgeron comme partout ailleurs : la piscine. « Plus tôt que la pompe à chaleur préconisée par l'É.D.F. et qui nous aurait fait perdre au frais de personnel ce qu'elle nous aurait fait gagner en énergie, nous avons adopté un système d'échange statique, indique M. Christian Wittebrodt, directeur des services techniques. Ce système récupère la chaleur du hall qui s'échappait par la toiture et préchauffe à environ 15 °C l'eau neuve. Les 20 % d'économies réalisées ainsi permettront d'amortir l'installation en cinq ans. » De manière plus anecdotique, une campagne a permis de ramasser 20 tonnes de verre et 10 tonnes de papier ; les habitants de Montgeron reçoivent l'information municipale sur papier récupéré.

Forages dans la prairie

Mais la grosse affaire en cours de lancement, c'est la géothermie. En effet, c'est sur un terrain communal qui va être tenté un premier forage à 1 800 mètres. Les techniciens espèrent y trouver de l'eau à une température voisine de 70 °C.

Elle sera d'abord utilisée pour chauffer les deux mille logements collectifs de l'ensemble appelé « La prairie de l'Oly », situé sur Montgeron et sur Draveil, ainsi que les dix-huit cents logements des « Pêcheries », à cheval sur Draveil et Vigneux. Mais la municipalité de Montgeron espère pouvoir en faire profiter d'autres quartiers alentour.

Les travaux, qui devraient être achevés l'hiver prochain pour un coût de 20 millions de francs, sont financés à 80 % par un prêt du ministère de l'Industrie qui, en cas d'échec, se transforme en subvention. La gestion est assurée par Géocheleur, qui est un établissement public, mais les habitants de « La prairie de l'Oly » y interviendront directement dans le cadre d'une opération « habitat et vie sociale » menée conjointement. Quant aux élus de Montgeron, ils préconisent, en cas d'extension de l'expérience, la création d'une société d'économie mixte.

A Montgeron, on a maintenant d'autres projets, à plus ou moins long terme. Mais on attend aussi d'obtenir certaines subventions pour des initiatives qui ont eu le seul tort d'être un peu en avance sur leur temps.

STÉPHANE BUGAT.

Une étude polémique

TERRITOIRE SANS LIEUX
« La banalisation planifiée des régions »
de Jean-Michel Roux
Coll. Aspects de l'Urbanisme - 232 p.

Amorce une grande polémique contre le mythe de la fatalité du progrès qui met la nature sous cloche.

Catalogue Urbanisme et Architecture gratuit sur demande
17, rue Rémy Dumoncel 75686 Paris Cedex 14

dunod

LOTO
c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros
Clôture des jeux mardi après-midi

le bon choix
du 24 au 28 Mars
au 31^e salon
« LE CADEAU ET L'ENTREPRISE »
Paris Palais des Congrès
Porte Maillot
horaires
Lundi 24 de 14 h 00 à 19 h
Mardi 25 de 9 h 30 à 19 h
Jeudi 27 de 9 h 30 à 19 h
Vendredi 28 de 9 h 30 à 19 h
CETTE ANNONCE TIENT LIEU D'INVITATION
POUR LES CHEFS D'ENTREPRISE
ET LEURS DÉLEGUÉS
a.d.p.
34, pl. du Général Catroux
75017 Paris Tél. 227.76.57

Apollo Beach
Hôtel-club en Grèce
2 semaines de 3040 à 3880 Frs.
sans suppléments surprises.
pharos-france
2, rue de l'Échelle
75001 Paris
Tél. 260.30.18
Y TOUR
19, rue de la Michodière
75002 Paris
Tél. 742.22.84

**PASSEZ VOS VACANCES DE PAQUES
PASSEREZ VOS EXAMENS PLUS FACILEMENT.**
CHEZ BERLITZ ET VOUS
Pendant les vacances de Pâques, du 31 Mars au 11 Avril, Berlitz organise des cours intensifs pour préparer les examens du mois de Juin ou améliorer ses connaissances en langues.
Du lundi au vendredi sauf le lundi de Pâques.
Langues vivantes. **BERLITZ** Organisme privé.
Ch.-Élysées: 720.41.60 - Nation: 371.11.34 - Opéra: 742.13.39 - Panthéon: 633.98.77 - St-Augustin: 522.22.23 - V.-Hugo: 500.34.98
Vendôme: 261.64.34 - Boulogne: 609.15.10 - La Défense: 773.68.16 - St-Germain-en-Laye: 973.75.00 - Versailles: 950.08.70

Prêt à porter pour les grands (1 m 85 à 2 m 15) et les costauds...
Chemises et chaussures jusqu'à 50
berdy
86 av. Ledru-Rollin, 12-628.18.24
(Près Gare de Lyon)
79 av. des Termes, 17-574.35.13

Le Monde

Le gouvernement

« L'absence du sang et du cœur » est le premier des problèmes que le gouvernement doit résoudre. Commentant les propos de son cabinet, le ministre de l'Énergie, M. Martens, a déclaré que le pays en était arrivé à un point où il ne peut plus se permettre d'être de plus en plus dépendant de l'étranger. La seule manière de sortir de ce piège est de développer le franc et l'économie nationale. Le chef du gouvernement a déclaré que le gouvernement français doit être capable de couvrir ses besoins de consommation alors que les autres pays du monde ne le peuvent pas.

Les mesures prises pour développer l'énergie nucléaire ont été saluées par le premier ministre. Il a déclaré que plusieurs ministères ont travaillé pour réduire la consommation d'énergie. Le ministre de l'Énergie, M. Martens, a déclaré que le gouvernement français doit être capable de couvrir ses besoins de consommation alors que les autres pays du monde ne le peuvent pas.

Le gouvernement a décidé de pratiquer une politique salariale dans le secteur public et de réduire le secteur privé d'application. Il a été décidé que le secteur public ne doit pas être une source de profits. Les salaires dans le secteur public doivent être ajustés en fonction de la situation économique.

Faits et chiffres

ISRAËL
La hausse du coût de la vie en Israël a été estimée à 1,3 % en mars 1980. Le coût de la vie a augmenté de 1,3 % en mars 1980. Le coût de la vie a augmenté de 1,3 % en mars 1980.

ITALIE
Le déficit commercial de l'Italie a atteint 1,134 milliards de dollars en mars 1980. Le déficit commercial de l'Italie a atteint 1,134 milliards de dollars en mars 1980.

EPEC FORMATION
PROBATOIRE AD-1
Révision, intervention
2 formules :
Cours le samedi
Vacances scolaires de
Benoît Gauthier
246-59-14 - 246-5

PREVENIR
CAHIERS D'ÉTUDE
ET DE REFLEXION
DE LA VIE MUTUELLE
CHOMAI ET SANI
Un éclairage pluridisciplinaire
sur un problème
largement méconnu
Envoi franco contre 40 F
Coupure d'édition de la vie
83, rue Paradis - 13253 Marseille

TELE
ÉTRAVE SERVICE

مكتبة من الأصيل

ÉTRANGER

ÉNERGIE

EN BELGIQUE

Le gouvernement annonce de très sévères mesures d'austérité

Bruxelles. — L'austérité tous azimuts, du sang et des larmes, c'est ce que le premier ministre a promis aux Belges dans une émission télévisée le dimanche 23 mars. Commentant les mesures prises par son cabinet l'avant-veille, M. Martens a expliqué que le pays en était arrivé à un point de non-retour et a annoncé qu'il y aurait peut-être de nouvelles restrictions dès juillet. C'est, a-t-il corré, la seule manière de sauver le franc et l'économie belge. Le chef du gouvernement a d'ailleurs parlé d'un « complet contre le franc », ajoutant en substance qu'un faitail courir des rumeurs de dévaluation alors qu'il n'y a pas de danger dans l'immédiat.

Les mesures prises ont provoqué de vives tensions au sein du gouvernement, et le premier ministre a menacé plusieurs ministres de révocation parce qu'ils refusaient d'accepter une réduction de 2,2 % des budgets de leur département. Le premier ministre et le vice-premier, M. Spitzels, qui est aussi ministre du budget, ont décidé une réduction de 17 milliards de francs belges (2,2 milliards de francs français) de l'ensemble des budgets, alors que les départements ministériels réclamaient

De notre correspondant

37 milliards (4,8 milliards de francs français) de crédits supplémentaires. Ces restrictions toucheront particulièrement la défense nationale, l'éducation et le secteur des pensions. La défense surtout réagit avec mauvaise humeur. Sans crédits supplémentaires ont dit le ministre, M. Desmaretz, et plusieurs généraux, « les avions seront cloués au sol et les chars immobilisés dès l'été prochain ». Et la Belgique ne pourra plus honorer ses engagements d'O.T.A.N. Or, au lieu d'obtenir 2 milliards supplémentaires (260 millions de francs français), le département de la défense nationale supportera une amputation de 2,2 % de son budget.

À la mi-avril, chaque ministre devra rendre compte des mesures prises dans son département. Quant au budget 1981, il sera marqué par une application très stricte du principe de la croissance zéro. Aucune dépense ne pourra connaître une augmentation supérieure au taux d'inflation.

La modération salariale

Le gouvernement a aussi décidé de pratiquer une politique de modération salariale dans le secteur public et recommande au secteur privé d'appliquer le même principe. Il a été décidé pour tout le secteur public, y compris les « parastatals » (établissements mixtes où la participation de l'État est majoritaire), de limiter à 2 % l'an l'augmentation du coût salarial réel. La réduction du temps de travail (on évoque pour les trente-huit heures et

même trente-six heures dans un certain nombre de secteurs) est comprise dans cette hausse, ce qui a déjà provoqué les protestations des syndicats. Le porte-parole de la puissante organisation socialiste R.G.R., M. Debrunne, se dit désolé dimanche soir le cabinet d'avantager les employeurs au détriment des travailleurs. On s'attend dans les jours qui viennent à des actions syndicales plus ou moins dures.

Les mesures étaient prévisibles. Depuis l'été le gouvernement avait en vain tenté de faire voter sa loi-programme, mais les milieux politiques avaient repoussé l'échéance à diverses reprises. La loi d'austérité avait été bloquée, notamment parce que les socialistes francophones ne voulaient la voter qu'en même temps que le projet de régionalisation du pays. Ce « parallélisme » a considérablement retardé l'action du gouvernement. La loi-programme sera finalement votée, mais l'accident, être votée à la fin de cette semaine.

Au cours des derniers mois, la situation s'était considérablement détériorée. La dette publique par habitant est maintenant la plus élevée du monde industrialisé ; la charge qu'elle représente est passée de 42 milliards de francs bel-

ges (5,5 milliards de francs français) en 1974 à plus de 122 milliards de francs belges (16 milliards de francs français), ayant donc pratiquement triplé en six ans, depuis le début de la crise économique.

Le 15 janvier, le chômage avait battu un record historique avec trois cent vingt mille personnes, près de 10 % de la population active. Depuis, il y a eu une très légère régression : trois cent dix mille au 15 mars 1980. Un sondage publié le vendredi 21 mars montre d'ailleurs que Flamands et Wallons sont d'accord pour estimer qu'une première mesure de lutte contre le chômage devrait être de freiner l'immigration.

On a assisté aussi depuis le début de l'année à une série de faillites retentissantes, et aucune solution n'a encore pu être trouvée pour le secteur des entreprises malades, où le déficit prévu est de 50 milliards (6,5 milliards de francs français) pour 1980. La semaine dernière, la Banque nationale de Belgique avait porté le taux de l'escompte de 12 à 14 %, autre record absolu. Pour le particulier, le crédit est devenu inabordable.

« Je n'ai pas peur de l'impopularité », a dit le premier ministre à la télévision. C'est une question de vie ou de mort pour les Belges. — PIERRE DE VOS.

AUTOROUTES PAYANTES

Avant les grandes vacances, et au plus tard le 1^{er} juillet, les autoroutes belges seront payantes. Un projet a été décidé par le gouvernement : les automobilistes devront payer pour utiliser le réseau autoroutier. Ils paieront de 350 francs l'an (47 francs français) pour une 4 CV à 5150 francs (1200 francs français) pour une 20 CV. Une 11 CV paiera 180 francs l'an (260 francs français).

Les étrangers pourront circuler moyennant l'achat d'une vignette forfaitaire de 500 francs (65 francs français) valable pendant quinze jours. Ils pourront se la procurer aux postes frontalières et dans toutes les agences de location de voitures.

Au Portugal

VERS LA CRÉATION DE BANQUES ET COMPAGNIES D'ASSURANCES PRIVÉES

Des banques et compagnies d'assurances privées vont-elles être créées au Portugal ? Le gouvernement qui dirige M. Francisco Sá Carneiro a demandé à l'Assemblée de la République de ratifier un projet de loi tendant à délimiter les secteurs privés et publics. Ce texte permettrait notamment de créer des banques et des compagnies d'assurances privées. Le ministre adjoint du premier ministre, M. Francisco Pinto Balsemão, a affirmé devant les parlementaires que ce projet n'était pas contraire à la Constitution, ni à la subordination du pouvoir économique au pouvoir politique. Le gouvernement portugais envisagerait de rendre au privé d'autres secteurs de l'économie. Les partis de l'opposition, P.C. et P.S., se sont opposés à ce projet contre cette initiative qui vise, selon eux, à détruire d'importantes conquêtes de la révolution d'avril 1974. Les banques et les compagnies d'assurances avaient été nationalisées en mars 1975 après la tentative de coup d'État du général Spínola.

MONNAIES

HAUSSE DU DOLLAR ET DE L'OR

Le Dollar et l'or se sont inscrits en hausse au début de semaine. Sur le marché des changes, la monnaie américaine a vivement progressé, passant, à Paris, de 4,3575 F à 4,3875 F et à Francfort de 12170 DM à 12200 DM. Cette remontée, dont l'origine est attribuée à l'excédent d'Orléans (Hongkong et Singapour), surpasse un peu, car les taux d'intérêt euro-américains ont légèrement baissé.

Sur le marché de l'or, la cote de l'once de 31,1 grammes, qui était revenue vendredi de 961 à 955, s'est raffermie à 954 dollars.

Aux États-Unis

LE MARCHÉ DU VIN EST EN FORTÉ EXPANSION

Les Américains consomment de plus en plus de vin : 12 millions d'hectolitres en 1978, dont la moitié de blanc contre 2 millions en 1960. La production locale, essentiellement californienne, a progressé pendant la même période de 1,5 million d'hectolitres à 9 millions d'hectolitres, et les importations de 0,2 million d'hectolitres à 3 millions. Jusqu'en 1976, la France arrivait en tête des pays fournisseurs, en valeur de production. En 1979, l'Italie, première par le volume exporté (55 % du total) a pris également la tête au classement en valeur avec 36 % du total des importations américaines de vins. La France arrive seconde avec 16,7 % en volume et 34 % en valeur.

Les commandes de l'industrie américaine en biens durables n'ont pas soutenu en février le rythme d'accroissement élevé qu'elles avaient connu les deux mois précédents. Selon le département du commerce, ces commandes ont atteint 82,6 milliards de dollars, en augmentation de 0,7 % (+ 5,5 % en janvier et + 3,1 % en décembre). Compte tenu de l'inflation, les commandes ont été en février inférieures à celles de février 1979. Le seul élément positif a résidé dans une augmentation de près de 1 milliard de dollars des commandes d'acier. En revanche, les achats de machines ont baissé de 900 millions de dollars. — (A.F.P.)

LA R.F.A. EMPRUNTE 3,2 MILLIARDS DE DOLLARS À L'ARABIE SAOUDITE

L'État fédéral ouest-allemand a emprunté 3,2 milliards de dollars (6 milliards de Deutschmarks) à l'agence monétaire d'Arabie Saoudite, à un taux légèrement inférieur de 1 % l'an la rémunération qui avait couru la semaine dernière. Cette confirmation officielle par le porte-parole du gouvernement à Bonn, M. Armin Grunewald.

Cet emprunt est destiné à rembourser une partie du déficit de la balance ouest-allemande qui a atteint 9 milliards de DM en 1979 et pourrait dépasser 20 milliards de DM en 1980.

Les prix de gros ouest-allemands ont augmenté de 1,2 % en février. En un an, la hausse a été de 11 %. De leur côté, les prix à la production industrielle ont augmenté de 0,8 % en février. En un an, la hausse a été de 8 %. — (A.F.P.)

POUR ELF-AQUITAINE

Il faut laisser aux compagnies pétrolières les moyens financiers de leur développement

La Société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) a organisé, les 20 et 21 mars, à Paris, des journées d'information destinées à faire connaître aux pétroliers, mais aussi aux organismes de recherche, aux universités, aux grandes écoles, au grand public et même aux banques, la place que tiennent dans le groupe la recherche scientifique et technique et l'innovation.

Pour la S.N.E.A., la recherche scientifique est désormais la base de la stratégie du groupe. Elle dépendra, dans vingt ou trente ans, le succès de la S.N.E.A., celle aussi de l'ensemble de l'économie. M. Chalandon, président de la S.N.E.A., M. Bernard Delapalme, directeur de la recherche scientifique et technique de la société, ont indiqué que le groupe consacrerait 315 millions de francs à la recherche (11 % d'augmentation en francs constants par rapport à 1979), auxquels s'ajouteraient 105 millions apportés par le fonds de soutien aux hydrocarbures, les Communautés européennes et diverses associations. Sur les 315 millions de francs, 18 millions sont affectés à la recherche scientifique à court ou moyen terme (exploration-production : 62 millions ; raffinage-distribution : 46 millions ; chimie : 18 millions).

La recherche stratégique à long terme aura droit à 128 millions (nouvelles techniques en exploration-production terrestre et sous-marine : 58 millions ; récupération améliorée, y compris celle des huiles lourdes : 32 millions ; chauffage et énergies nouvelles : 17 millions ; chimie fine : 13 millions ; biotechniques : 11 millions ; nouveaux produits pétroliers : 8 millions ; moyens techniques généraux : 8 millions). Les 10 millions restants iront à des recherches « hors du temps » (ou « sautages », selon la terminologie du groupe), qui portent sur des sujets très variés n'entrant pas dans les catégories classiques. La diversification est en effet un élément important de la stratégie de la S.N.E.A.

Les quelque deux cents participants se sont répartis entre trois « tables rondes ». La première était consacrée à la gestion de l'énergie et la troisième aux biotechnologies. La deuxième avait pour sujet le (s) nouveau (s) pétrole (s), c'est-à-dire de « tout beril d'huile dont l'extraction n'aurait jamais été possible si l'état de la technologie et les

conditions économiques étaient restées voisines de ceux d'il y a quelques années ». On peut donc envisager le singulier ou le pluriel puisque ce (s) nouveau (s) pétrole (s) regroupe (nt) plusieurs variétés d'hydrocarbures.

L'enjeu en vaut la peine : pour le pétrole classique, les réserves prouvées sont estimées à 100 milliards de tonnes. Pour le (s) pétrole (s) nouveau (x), on pense à 550 milliards de tonnes de réserves hypothétiques.

Tout ce (s) nouveau (x) pétrole (s) sera (sont) très « techniques » et très chers. C'est pourquoi, en concluant ces journées, M. R. H. Lévy, l'un des deux vice-P.D.G. de la S.N.E.A., a demandé que les pouvoirs publics et l'opinion prennent conscience de la nécessaire mutation dans le domaine de l'énergie. Il faut adapter la législation et la réglementation pour ne plus gaspiller l'énergie, en particulier dans le chauffage. Il faut aussi laisser à la disposition des compagnies les moyens financiers qui seuls peuvent permettre les développements nécessaires au pays. Il faut enfin que ces moyens soient disponibles à l'échelle internationale pour que les efforts soient vraiment efficaces. — Y. R.

Pour les « Sept »

LES HAUSSES DU PÉTROLE DOIVENT ÊTRE RÉPÉRÉCUTÉES SUR LE CONSOMMATEUR

Des responsables de l'économie et de l'énergie des sept principaux pays industrialisés du monde occidental (États-Unis, Grande-Bretagne, France, R.F.A., Italie, Canada et Japon) se sont réunis ce week-end à Versailles pour discuter des conséquences de l'augmentation des prix du pétrole et de l'incertitude des approvisionnements sur les économies.

M. Van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E., qui avait organisé la réunion, a déclaré que l'augmentation des prix à la consommation était le moyen le plus efficace d'adapter les différentes économies nationales aux difficultés nées de la cherté et de la rareté du pétrole.

Les Europartenaires peuvent vous aider partout dans le monde.



La mise en commun de leurs services et de leurs moyens d'action vous permet de résoudre, avec rapidité et efficacité, l'ensemble de vos problèmes bancaires et financiers.

Europartenaires

CREDIT LYONNAIS BANCO DI ROMA BANCO HISPANO AMERICANO COMMERZBANK

Hôtel club en Grèce
246-358018
14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-15

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET FINANCIÈRE BABCOCK FIVES

Le conseil d'administration de la Compagnie Industrielle et Financière Babcock Fives, réuni le 24 mars 1980, sous la présidence de M. Jacques Joly, a arrêté les comptes de l'exercice 1979.

Ces comptes se soldent par un bénéfice net de 30 144 000 F, se comparant à un bénéfice courant de 24 400 000 F pour l'exercice précédent, dont le résultat comptable de 3 960 000 F était constitué pour 55 500 000 F par des profits qui résultent d'opérations exceptionnelles, liées à la réévaluation des immobilisations ou l'acompte sur dividende.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 24 avril 1980, de mettre en distribution une somme de 26 430 000 F, correspondant à un dividende de 5,75 F par action de 50 F (soit, avec l'avoir fiscal, 14,50 F par action). Il est rappelé que la distribution faite au titre de l'exercice 1978 s'élevait à 22 837 133 F, correspondant à un coupon de 8,80 F (soit 13,30 F avec l'avoir fiscal).

Compte tenu, dans les écarts de réévaluation, de la année réserve spéciale, la situation nette après répartition s'élève à 486 300 000 F.

Par ailleurs, le conseil d'administration soumettra à une assemblée générale extraordinaire, convoquée le 24 avril 1980 à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, le changement de la dénomination sociale, qui deviendra « Compagnie de Fives-Lille ». Celle-ci, est-il rappelé, est la société mère d'un important groupe industriel dont la principale filiale est Fives-Cail Babcock.

ESSO SAF

Au cours de sa réunion du 21 mars 1980, le conseil d'administration d'Esso SAF a arrêté les comptes de l'exercice 1979.

Les ventes de produits pétroliers ont atteint 17,1 millions de tonnes contre 17,0 en 1978. Le chiffre d'affaires commercial hors taxes et hors transactions compensées s'élève à 14 560 millions de francs, en augmentation de 20,5 % sur 1978.

Le résultat brut avant amortissements et provisions et hors dividende reçu d'Esso Rep, s'élève à 2 044 millions de francs. Après dotation de 409 millions de francs aux amortissements, le résultat d'exploitation s'élève à 1 635 millions de francs, dont 1 415 millions représentent l'augmentation de la valeur des stocks à volume constant. Le bénéfice d'exploitation disponible, avant imputation de la valeur d'Esso SAF (transport, raffinage, distribution) s'élève donc à 223 millions de francs.

En regard de l'augmentation considérable de la valeur des stocks, le conseil propose l'attribution d'un coupon de 20 F (soit 25 F avec l'avoir fiscal) par action de 50 F, en cours (P.F.C.) à la date d'attribution, soit 20 F par titre d'Esso SAF. Cette somme de 20 F est en plus de la somme de 1 004 millions de francs en raison de la règle de 1978 imposant son paiement à 50 % du niveau normal. Face à cette situation, le conseil d'administration a jugé raisonnable de constituer une provision complémentaire, non déductible fiscalement, de 200 millions de francs.

La réévaluation légale des immo-

bilisations a été effectuée et la reprise de l'amortissement sur l'écart de réévaluation explique l'essentiel du solde positif de 69 millions de francs des pertes et profits divers.

Après imputation des bénéfices nets des activités d'Esso SAF s'élève à 116 millions de francs. Compte tenu du dividende reçu d'Esso Rep de 82 millions de francs, le bénéfice net comptable est de 198 millions de francs.

Il faut remarquer l'importance du montant de l'impôt sur les sociétés par rapport au bénéfice disponible avant impôt. Cela est la conséquence directe de la règle qui pénalise les sociétés pétrolières en réduisant, pour elles seules, le plafond de la P.F.C. : une partie de l'accroissement de la valeur des stocks est ainsi soumise à l'impôt.

Le conseil recommande à l'assemblée générale la distribution d'un dividende net de 12 francs par action, soit 148 millions de francs, dont 83 millions de francs provenant du dividende reçu d'Esso Rep et 65 millions de francs propres d'Esso SAF. Cela se compare au dividende de 6 francs par action distribué en 1978, soit 71,5 millions de francs qui provenaient entièrement du dividende reçu d'Esso Rep.

SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON

Le conseil d'administration réuni le 20 mars a approuvé les comptes de l'exercice 1979 de la compagnie (holding mère du groupe), qui se soldent par un résultat net de 418,6 millions de francs contre 238,5 millions de francs pour 1978. Ce résultat comprend 101,9 millions de francs de profits nets sur réalisation d'actifs contre 105,7 millions de francs en 1978.

Compte tenu du report à nouveau de 250,2 millions de francs, l'assemblée générale annuelle, qui sera convoquée pour le 21 juin, devra statuer sur la répartition de 668,5 millions de francs. Il lui sera proposé de distribuer 370 millions de francs contre 338,1 millions de francs l'an dernier et de porter au report à nouveau 298,5 millions de francs. La réserve légale étant à son maximum.

Cette distribution, répartie entre les 34 600 000 actions de 100 F composant le capital social, correspond, pour chaque action, à un dividende net de 10,70 F, auquel s'ajoute un impôt déjà payé de 5,35 F, soit au total un revenu global de 16,05 F contre 14,55 F l'année précédente (mise en paiement le 3 juillet, coupon n° 38).

Dans un document distribué ces

jours-ci au personnel du groupe, il est fait état de prévisions consolidées pour 1979.

Les ventes consolidées seraient de 35 300 millions de francs contre 34 200 millions de francs en 1978. Compte tenu des changements de structures, et notamment de l'apport à un autre groupe de la majeure partie de l'activité de Darum, la progression est de 11 %.

En augmentant l'effet des variations des taux de change, elle atteint 14 %. Les ventes se répartissent ainsi par zone géographique : France, 47 % ; R.F.A., 20 % ; U.S.A., 12 % ; autres pays, 21 %.

Les exportations à partir de la France atteindraient 4 000 millions de francs, soit 23 % des ventes françaises. À structure comparable, elles progressent de 18 %.

Le résultat brut d'exploitation serait de 400 millions de francs contre 401 millions de francs en 1978 (+ 12 %).

Le résultat d'exploitation approcherait 1 800 millions de francs contre 1 210 millions de francs en 1978 (+ 47 %).

Le résultat net serait de l'ordre de 650 millions de francs contre 413 millions de francs en 1978 (+ 58 %). Il prend en compte d'une part des résultats de cessions d'actifs plus

importants qu'en 1978 (410 millions de francs contre 258 millions de francs), d'autre part des charges hors exploitation et des pertes de conversion, particulièrement élevées en 1979. Les charges hors exploitation on circonstances sont liées à l'effort de reconstruction du groupe l'indemnité de départ du personnel, arrêt d'installations, etc.). Elles atteindraient 400 millions de francs contre 346 millions de francs en 1978 et 31 millions de francs en 1977. Les pertes de conversion sont constatées — comptablement et sans décaissement de trésorerie — à l'occasion de la traduction en francs français des comptes des sociétés étrangères. Elles s'élèveraient à 400 millions de francs contre 288 millions de francs en 1978. Elles proviennent essentiellement du Brésil. Leur montant a été multiplié par 8 entre 1974 et 1979.

L'autofinancement (ou cash flow) atteindrait 2 500 millions de francs (+ 16 %). Les investissements (2 750 millions de francs) sont restés au niveau élevé de 1978 (2 791 millions de francs) : 10 % de ces investissements ont été consacrés à l'informatique, 90 % aux métiers de base du groupe.

L'endettement à long et moyen terme du groupe serait en légère

LESIEUR S.A.

ACOMPTES SUR DIVIDENDE MAJORÉ DE 25 %

Le conseil d'administration a examiné, lors de sa réunion du 20 mars, le premier arrêté des comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1979.

Malgré un ralentissement sensible de l'activité en cours des deux derniers mois de 1979, depuis lors compensé par la forte reprise des ventes enregistrées sur janvier et février 1980, le bénéfice net consolidé par action, hors plus-values sur cessions de portefeuille et intérêts minoritaires, devrait être supérieur de 17 % à celui de 1978.

Compte tenu de ces éléments, le conseil a décidé de mettre en paiement, à compter du 1^{er} avril prochain, un acompte de dividendes de 12,50 francs par action Lesieur S.A.

Il est rappelé que l'acompte distribué en mai 1978 s'était élevé à 10 francs par action. À valeur ajoutée, un dividende global de 21 francs, hors avoir fiscal.

Enfin, le conseil a arrêté les comptes sociaux de l'exercice de Lesieur S.A. clos le 31 décembre 1979. Le résultat net, qui traduit pour l'essentiel la liquidation du dividende perçu de Lesieur-Cottella et Associés, s'élève à 30,8 millions de francs. Il est rappelé que cet exercice a eu une durée exceptionnelle de six mois afin d'aligner, au 31 décembre 1979, la date de clôture d'exercice des sociétés du groupe.

CEM - CIE ÉLECTRO-MÉCANIQUE

Au cours de sa séance du 21 mars 1980, le conseil d'administration de CEM - CIE Électro-Mécanique a arrêté les comptes de l'exercice 1979 et fixe au 27 juin prochain la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Le montant des commandes notées de l'exercice a été de 1 529 250 000 F, en progression de 8,8 % sur celui de l'exercice précédent, qui avait été de 1 394 835 000 F. La part de l'exportation a été de 388 750 000 F, soit 25,4 % du total, en progression de 31,7 % sur l'année 1978.

Le chiffre d'affaires CEM hors taxes a été de 1 738 585 000 F, dont 384 552 000 F, soit 22,1 % à l'exportation. Il avait été, en 1978, de 1 710 378 000 francs, mais comprenait encore 215 000 000 de francs de commandes de l'ancienne division « production d'énergie ».

L'année 1979 a été une année de bons résultats financiers. CEM, avec une perte de 78 528 000 F. Les bénéfices des filiales ramènent cette perte à 72 837 000 F au niveau du groupe.

Plusieurs secteurs de base de l'activité sont, en effet, restés fortement déficitaires, raison, pour certains d'entre eux, de l'évolution des prix de vente et, d'une façon plus générale, de la dégradation des enregistrements de commandes de biens d'équipement dus à la très faible croissance des investissements productifs de « clientèle privée » pendant une très grande partie de l'année.

Une partie non négligeable des pertes de l'exercice provient également d'événements liés à la liquidation d'activités de sociétés ou de charges assumées pour la préparation de l'avenir. L'exercice 1979 a supporté des coûts de réorganisation exceptionnellement élevés au profit des exercices futurs, ce qui permet d'attendre, dans ces conditions, un redressement des résultats en 1980.

En France, on n'a pas seulement des idées. On cherche aussi du pétrole.

En France, la recherche pétrolière ne date pas d'hier. La production française de pétrole et de gaz naturel ne peut sans doute satisfaire aujourd'hui que 7 % de notre consommation. Mais, par les temps qui courent, chaque goutte de pétrole produite sur le sol national représente un peu plus d'indépendance, un peu plus de sécurité. C'est aussi une appréciable économie de devises.

Voilà pourquoi les compagnies pétrolières redoublent leurs efforts de recherche dans notre pays. La mise en valeur de nouveaux gisements, en particulier en mer, exige une grande maîtrise technologique et d'énormes investissements.

En France, dès cette année, les compagnies pétrolières vont augmenter de près de 40 % leurs dépenses qui, dans ce seul domaine, dépasseront 1,3 milliard de francs.



Les compagnies pétrolières investissent pour que la France ait du pétrole.

Centre Français d'Informations Pétrolières. 16, avenue Kléber. 75116 Paris.

direction comptable

150.000

Collaborateur immédiat du Directeur Financier, le responsable aura en charge, outre la comptabilité générale de la Société agro-alimentaire UNILE, la comptabilité des sociétés du Groupe, la gestion de la trésorerie, l'amélioration des procédures et des circuits de documents.

En liaison permanente avec les services Gestion et Informatique, il pourra apporter une assistance d'audit comptable et fiscal aux filiales.

Véritable conseiller fiscal, il aura à s'imposer avec compétence et à être une force de proposition au niveau de la Direction.

Sa formation (DECS - expertise) et une ou plusieurs expériences décisives peuvent lui permettre de s'affirmer dans un Groupe performant.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle sous ref. 1035-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE d'AUTREUIL - 75010 - PARIS

DOCUMENTATION SOCIALE

Vous êtes :

- Médecin
- Directeur du Personnel
- Directeur financier et Administratif
- Responsable du contentieux.

Vous êtes chaque jour confronté aux problèmes posés par la législation en ayant trait à la Sécurité Sociale.

Savez-vous que ? L'Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale édite une documentation complète et actualisée sur les thèmes suivants :

- Textes et questions juridiques
- Nomenclatures des actes médicaux et para-médicaux.
- Réglementation et législation
- Guides sanitaires et sociaux

Tous ces documents sont livrables ; pour obtenir les tarifs et catalogues :

UCANSS

Ecrire à : Boîtes 45 et 46 - 33, Avenue du Maine 75755 PARIS cedex 15 Tél. 638-82-27

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

Dans la lettre qu'il vient d'adresser aux actionnaires de la Compagnie, le Président Michel CAPLAIN, a notamment déclaré :

An plan international, les tensions politiques — qui prennent parfois la forme d'un véritable affrontement — et plus encore la transformation en arme politique de la distribution des sources d'énergie — ont profondément et durablement changé les données de la conjoncture. Il en résulte pour tous les pays industriels concernés une incertitude permanente sur l'approvisionnement en pétrole et un transfert important de pouvoir d'achat au bénéfice des pays producteurs.

Cela signifie dans le monde entier, d'une part, une relance de l'inflation d'autant plus difficile à maîtriser qu'il n'existe plus de système monétaire international sur lequel on puisse s'appuyer ; d'autre part, un ralentissement général de la croissance qui met en terme à l'espèce d'âge d'or économique que le monde a connu pendant une trentaine d'années.

Au plan national, les données propres à l'économie française apparaissent relativement saines avec une monnaie plus forte et une situation des entreprises en nette amélioration.

Evidemment, la France ne peut pas s'affranchir des servitudes de la conjoncture internationale et n'a pu résoudre ni le problème du chômage ni celui de l'inflation. Du moins, nous sommes contents des résultats obtenus, sinon dans des limites acceptables.

Dans ce contexte difficile, il est remarquable que le Gouvernement ait eu l'intelligence et le courage de ne pas remettre en cause la réforme essentielle qui est, à mon sens, pour notre pays, le signe d'un avenir économique de progrès et de prospérité : c'est-à-dire la liberté des prix.

Cette liberté, comme toutes les autres, se mérite. Et si, pour nos industries, elle est fondamentale pour l'avenir, elle n'est pas sans entraîner quelques problèmes dans le présent puisqu'il faut à la fois savoir ne pas en abuser et savoir se mouvoir dans un climat de concurrence accrue.

Telles sont les données essentielles dans lesquelles nous nous sommes trouvés aujourd'hui. Et je pense qu'il a, dans l'ensemble, bien surmonté les difficultés de l'heure. Qu'il s'agisse des participations industrielles, des sociétés de services, des affaires immobilières ou de nos banques, chacune a en définitive dans son domaine les problèmes de la concurrence, de l'état du marché ou des servitudes réglementaires, et obtenu les meilleurs résultats que les circonstances rendaient possibles.

I. - LES FAITS SAILLANTS DE NOTRE ACTIVITÉ

Profitant de la bonne tenue des cours et des résultats excellents de la Compagnie Parisienne de Réassurance, la Compagnie a cédé 10 % du capital à un groupe de investisseurs institutionnels. Cette cession, d'un montant de près de 65 millions de F, dégage des plus-values très importantes sur l'actif net de la Compagnie de 20 % du capital, le principal actionnaire de cette affaire avec laquelle elle compte conserver des relations étroites.

Poursuivant la politique de concentration sur ses filiales essentielles dont je vous ai entretenu depuis deux ans, la Compagnie a cédé la participation de 13,74 % qu'elle détenait dans Algérie.

Elle a décidé également de céder les intérêts qu'elle possédait — à travers la Compagnie nationale dans un certain nombre d'activités immobilières dans la province de Québec, dont l'exploitation est délicate. La pre-

mière opération a consisté à vendre un hôtel de Montréal dont elle était copropriétaire pour la moitié. Par ailleurs, la Compagnie a fait passer le contrôle par une holding qu'elle détient, de la Compagnie française de transports et de participations, C.F.T.P., petite société négociée sur le marché « hors cote », dont elle pense pouvoir valoriser les éléments d'actifs constitués essentiellement d'immeubles et de titres.

An cours de 1979, 7100 obligations 7 % de notre émission 1970 en dollars ont été converties en actions, ce qui a entraîné la création de 110109 de nos propres actions : en raison de la baisse du cours de la devise américaine, la parité était favorable à la conversion. Les nouvelles actions ainsi créées ont droit au coupon afférent à l'exercice 1979 qui sera fixé lors de notre prochaine assemblée générale.

II. - ACTIVITÉ DES PRINCIPALES FILIALES

Secteur bancaire

L'activité de nos banques s'est déroulée dans un contexte difficile. Un ancrage de plus en plus rigoureux entrave le développement des banques qui, comme les autres, sont les plus dynamiques : la hausse des taux du marché monétaire, sur lequel est indexée une proportion variable selon les établissements, mais toujours importante de nos ressources, n'a été que partiellement compensée par une élévation du taux de base bancaire qui reste, depuis des mois, inférieur au celui du marché monétaire ; la concurrence devient de plus en plus vive tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Les résultats obtenus en 1979 sont donc moins satisfaisants que ceux de l'année précédente, bien que nous ayons maintenu un bon équilibre de nos exploitations et la qualité de nos équipes.

III. - RÉSULTATS 1979

Pour notre Compagnie, les résultats de 1979 apparaissent satisfaisants. Le bénéfice net total est de 272 millions de F contre 224 millions de F, soit une augmentation de 21 %. Les résultats courants sont de 188,6 millions de F contre 169 millions de F, soit une augmentation de 11,6 %. Le reste étant dû aux opérations en capital après constitution des provisions nécessaires.

Cela permettra à votre conseil de proposer à votre assemblée générale la distribution d'un dividende de 20 F par action contre 18 F l'année dernière, soit une augmentation de 11,1 %.

Il apparaît, en effet, à votre conseil que, dans toute la mesure où les résultats le permettent, c'est-à-dire sans que l'avenir soit sacrifié au présent, il importe que le dividende des actions Suez soit majoré à peu près parallèlement à la hausse des prix. L'application de cette politique nous conduit aujourd'hui à distribuer la totalité de nos profits courants et à réserver pour nos développements futurs les plus-values en capital résultant de nos diverses activités. J'espère que cette politique pourra se poursuivre dans l'avenir.

L'assemblée générale ordinaire, fixée cette année au mardi 2 juin, se tiendra comme de coutume au Palais des congrès.

PHILIPS

Le chiffre d'affaires consolidé de 1979 est de 33 238 millions de florins (contre 31 204 en 1978). Les bénéfices nets s'élèvent à 619 millions de florins (contre 707). Il sera proposé de fixer le dividende à 1,80 florin par action ordinaire. Compte tenu de l'acompte de 0,60 florin versé en décembre dernier, la somme à distribuer s'élève donc à 1,20 florin.

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS « SOBI »

Réuni le 29 février 1980, au siège social, sous la présidence de M. Jean de La Chevignière, le conseil d'administration de la Société de banque et d'investissements « SOBI » a arrêté les comptes de l'exercice 1979.

Le bilan totalise 833,8 millions de francs contre 772,4 millions de francs en 1978.

L'activité de la banque s'est poursuivie normalement au cours de l'année 1979 : les financements réalisés pour des durées supérieures ou égales à un an se sont élevés à 105 millions de francs. Au 31 décem-

bre 1979, l'encours global des crédits s'élevait à 410,9 millions contre 362,9 millions de francs en 1978, soit une progression de 13,2 %.

Les dépôts à terme de la clientèle privée représentent 65 % des ressources extérieures.

Le bénéfice net s'élève à 1 835 240,07 francs contre 1 733 937,75 F en 1978.

Le conseil a décidé de convoquer l'assemblée générale des actionnaires le 5 mai 1980 et de lui proposer la distribution d'un dividende de 4,40 F par action, identique à celui de l'année dernière.

Crédit Mutuel

UN PLACEMENT SÛR - UN RENDEMENT ÉLEVÉ - DES AVANTAGES FISCAUX

EMPRUNT

PRINTEMPS 1980

émis par la Caisse Centrale du Crédit Mutuel, représenté par 250 000 obligations de F. 2000 nominal émises au pair.

Durée: 10 ans.

Jouissance: 13 avril 1980.

Amortissement: en 8 ans, à partir du 13 avril 1982, par remboursements au pair ou par rachats en Bourse.

Amortissement anticipé: par rachats en Bourse seulement.

Cotation: ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle.

Souscription: les souscriptions sont reçues à toutes les Caisses de Crédit Mutuel.

Bailé du 24 mars 1980.

Taux nominal:

14,80 %

Taux de rendement actuariel brut:

14,62 %

Crédit Mutuel

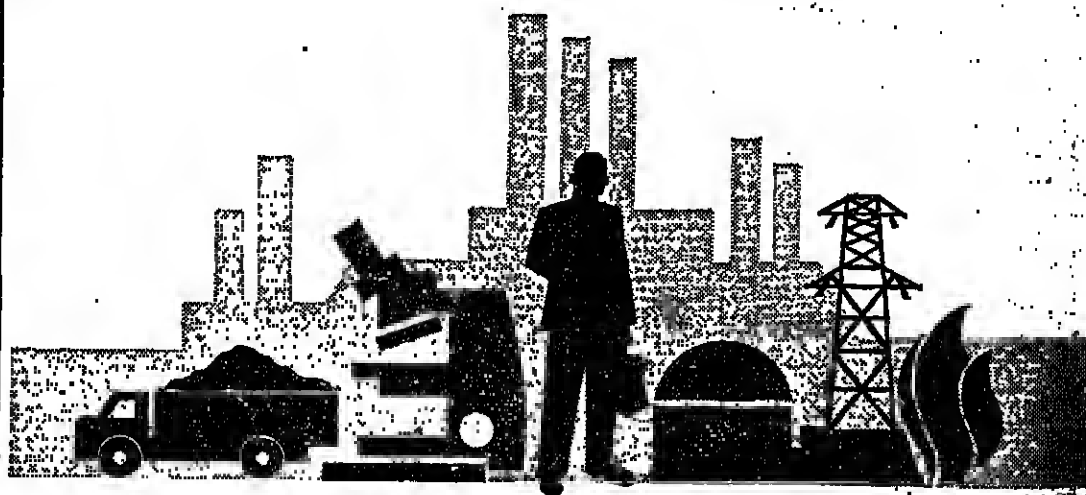


TAUX ACTUARIEL BRUT

Durée 12 ans.

Faites un bon placement, souscrivez

EMPRUNT CNT

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS
Banques - P.T.T. - Comptables du Trésor - Crédit agricole.POUR DES ENTREPRISES
INNOVATIVES ET COMPETITIVES

CREDIT NATIONAL

EMPRUNT

MARS 1980
F 1.500.000.000

Taux nominal

14,60 %

Emission au pair de 750 000 obligations de F 2000 nominal remboursables en 12 ans. Amortissement en 6 séries égales le 2 avril des années 1982, 84, 86, 88, 90 et 92.

TAUX DE RENDEMENT
ACTUARIEL BRUT

14,52 %

Souscriptions reçues par les Comptables du Trésor et des Postes, les Centres de Chèques Postaux, la Banque de France, les Banques, le Crédit Agricole, les Agents de Change et le Crédit National (45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris).

Bailé du 24 mars 1980.

LES

PARIS

24 MARS

Redressement de
et des actions

Conformément à la loi internationale et en vertu des termes du dollar, les titres se sont redressés à Londres, où l'once de l'or est à coté 544 dollars. L'once de l'or est à Paris, cotée 3310 F à 1980. L'once de l'or est à New York, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Hong Kong, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Taïwan, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Thaïlande, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Malaisie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Indonésie, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Philippines, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Brunei, cotée 330 F à 1980. L'once de l'or est à Singapour, cotée 330 F à 1980. L'once de l'

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 24 MARS

Redressement de l'or et des actions

Conformément à la tendance internationale et en dépit de la fermeté du dollar, les cours de l'or se sont redressés d'abord à Londres, où l'once de 31,1 grammes a coté 544 dollars (+ 19 dollars), puis à Paris, où le lingot a gagné 3 510 F (+ 78 000 F), soit 555,50 dollars l'once. Le rattrapage, toujours en retard sur la tendance générale, est resté stable à 550 F. A noter cependant que cette reprise s'est produite dans le plus grand calme, le volume des transactions visibles ayant été estimé à 0,5 millions de francs contre 2 millions vendredi.

Le calme a également été de règle sur le marché des actions, où les cours se sont, à l'exception des actions françaises ayant terminé la séance au progrès de 0,5 % environ.

Tous les compartiments n'ont pas également profité de ce redressement d'intérêt, les pétroles prenant la tête d'un mouvement qui a tout de même touché plus de cent vingt valeurs à terme (contre une soixantaine de baisses). Le certificat Eil-Aquitaine s'est adjugé la meilleure performance de la séance (+ 2,5 %), suivi de V.T.A., B.C.T.-Midland, Crédit du Nord (+ 0,5 %), Alpi, CEM et A.D.G. (+ 0,5 %).

D'abord en net progrès la Compagnie française des pétroles, les actions ont rebondi à peu près à son précédent niveau lorsque fut connu le démenti formel opposé par la direction de l'entreprise à une découverte importante au Yémen.

A noter également la hausse de 2 % de Saint-Cobain-Pont-A-Mousson après la publication d'un dividende en progrès.

Au-delà d'une certaine satisfaction de la corbeille après le discours présidentiel à Lyon, ce sont surtout les facteurs techniques - il s'agit de 24 mars de la première séance d'un nouveau mois de crédit - qui expliquent la reprise.

LONDRES

CALMIE

Le marché est calme et en légère baisse sous la conduite des pétroles. Les industrielles sont irrégulières et les mines d'or en reprise en liaison avec celle du métal.

Or (ouverture) 544,50 - clôture 536

VALEURS	11 h	14 h
British Petroleum	118	119
Shell	118	119
Esso	118	119
Amoco	118	119
Standard Oil	118	119
Goldfields	118	119
De Beers	118	119
Anglo American	118	119
Imperial Chemical	118	119
British Airways	118	119
British Telecom	118	119
British Steel	118	119
British Overseas Airways	118	119
British Airways	118	119
British Telecom	118	119
British Steel	118	119
British Overseas Airways	118	119

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE BANCAIRE. - Le résultat net consolidé, après déduction de la part des tiers, associée dans les filiales, s'est élevé à 207 millions de francs contre 206 millions de francs.

BANQUE OCCIDENTALE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE. - Le bénéfice net de l'exercice 1979 a atteint 12,05 milliards de francs contre 10,97 milliards de francs, le dividende a été fixé à 1,05 F contre 1,04 F.

KISOTO Ltd. - Bénéfice net des huit mois arrêtés au 18 janvier 1980 : 11,88 milliards de francs contre 13,34 milliards de francs l'an dernier.

SAIL INVESTISSEMENT. - Le bénéfice net de l'exercice 1979 a atteint 6,87 milliards de francs contre 6,87 milliards de francs l'an dernier.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen)	241	241
-------------------	-----	-----

Taux du marché monétaire

Effets 90 jours 12,7 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Base 100 = 29 décembre 1972

Indice	24 mars	21 mars
Indice général	125,2	125,2
Indice des valeurs	125,2	125,2
Indice des actions	125,2	125,2
Indice des obligations	125,2	125,2
Indice des valeurs étrangères	125,2	125,2
Indice des valeurs françaises	125,2	125,2
Indice des valeurs industrielles	125,2	125,2
Indice des valeurs financières	125,2	125,2
Indice des valeurs immobilières	125,2	125,2
Indice des valeurs de consommation	125,2	125,2
Indice des valeurs de services	125,2	125,2
Indice des valeurs de santé	125,2	125,2
Indice des valeurs de culture	125,2	125,2
Indice des valeurs de sport	125,2	125,2
Indice des valeurs de loisirs	125,2	125,2
Indice des valeurs de transport	125,2	125,2
Indice des valeurs de communication	125,2	125,2
Indice des valeurs de technologie	125,2	125,2
Indice des valeurs de défense	125,2	125,2
Indice des valeurs de justice	125,2	125,2
Indice des valeurs de justice	125,2	125,2
Indice des valeurs de justice	125,2	125,2

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 29 DÉC. 1972)

Indice général	125,2	125,2
Indice des valeurs	125,2	125,2
Indice des actions	125,2	125,2
Indice des obligations	125,2	125,2
Indice des valeurs étrangères	125,2	125,2
Indice des valeurs françaises	125,2	125,2
Indice des valeurs industrielles	125,2	125,2
Indice des valeurs financières	125,2	125,2
Indice des valeurs immobilières	125,2	125,2
Indice des valeurs de consommation	125,2	125,2
Indice des valeurs de services	125,2	125,2
Indice des valeurs de santé	125,2	125,2
Indice des valeurs de culture	125,2	125,2
Indice des valeurs de sport	125,2	125,2
Indice des valeurs de loisirs	125,2	125,2
Indice des valeurs de transport	125,2	125,2
Indice des valeurs de communication	125,2	125,2
Indice des valeurs de technologie	125,2	125,2
Indice des valeurs de défense	125,2	125,2
Indice des valeurs de justice	125,2	125,2
Indice des valeurs de justice	125,2	125,2
Indice des valeurs de justice	125,2	125,2

INDICES DES AGENTS DE CHANGE

(BASE 100 = 29 DÉC. 1972)

Indice général	125,2	125,2
Indice des valeurs	125,2	125,2
Indice des actions	125,2	125,2
Indice des obligations	125,2	125,2
Indice des valeurs étrangères	125,2	125,2
Indice des valeurs françaises	125,2	125,2
Indice des valeurs industrielles	125,2	125,2
Indice des valeurs financières	125,2	125,2
Indice des valeurs immobilières	125,2	125,2
Indice des valeurs de consommation	125,2	125,2
Indice des valeurs de services	125,2	125,2
Indice des valeurs de santé	125,2	125,2
Indice des valeurs de culture	125,2	125,2
Indice des valeurs de sport	125,2	125,2
Indice des valeurs de loisirs	125,2	125,2
Indice des valeurs de transport	125,2	125,2
Indice des valeurs de communication	125,2	125,2
Indice des valeurs de technologie	125,2	125,2
Indice des valeurs de défense	125,2	125,2
Indice des valeurs de justice	125,2	125,2
Indice des valeurs de justice	125,2	125,2
Indice des valeurs de justice	125,2	125,2

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. GISCARDISME : « L'U.D.F. et la nouvelle droite », par Paul Gruet ; « Les limites du triage », par Jean-Pierre Goussier ; « Mission impossible », par Adrien Zeller.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
— TCHAD : le cessez-le-feu est rompu à N'Djamena.
— RHODESIE : agitation dans le secteur industriel et dans l'enseignement.
4-5. PROCHE-ORIENT
— L'arrivée de l'ancien chah d'Irak en Égypte.
— ISRAËL : la création de deux institutions rabbiniques à Hébron divise la majorité gouvernementale.
6. AMÉRIQUES
— ÉTATS-UNIS : la crise économique a dominé la campagne des élections primaires de New-York.
7-7. ASIE
— LA CRISE AFGHANE : deux mille réfugiés arrivent chaque jour au Pakistan.
8. EUROPE
— R.F.A. : le congrès des écologistes allemands à Sarrebruck.

POLITIQUE

9. Le discours du président de la République à Lyon.
10-11. Le congrès de l'U.D.F. à Orléans.
12. Le vingtième anniversaire de la P.S.U.
13. Les élections cantonales et municipales.

SOCIÉTÉ

14. JUSTICE : à Tarbes, le procès des médecins poursuivis pour des examens illégaux.
15. ÉDUCATION : les communistes veulent préserver le contenu scientifique de l'histoire.

RELIGION

16. Le « dossier Käng » est publié sur l'initiative de l'épiscopat français.

CULTURE

18. LE JOUR DE LA MUSIQUE : Mûche et Obana à Nîmes.
CINÉMA : le Festival du film d'hiver : Champs-Élysées mélancolique.

SPORTS

22. BASKET-BALL : Tour, champion de France pour la deuxième fois.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

23. Vouloir être compétitif, par François Perroux.
24. Les marchés monétaires et financiers ont fait les cours plus hauts.
25. La hausse de loyer de l'argent accentue le caractère irréaliste des comptes nationaux, par Pierre Berger.
26. Les syndicats peuvent-ils être poursuivis par des non-grévistes ? par Jean-Jacques Dupeyron.

INFORMATIONS « SERVICES »

27. Troisième âge : l'hébergement hospitalier pendant les vacances.

RÉGIONS

41. TRANSPORTS : la deuxième égrégure de Roissy. Charles-de-Gaulle sera mise en service en avril 1981.
42. ILE-DE-FRANCE : des maisons bioclimatiques à Evry ; Montgery attaque le gisement de déchets ; du méthane dans le décharge.

ÉCONOMIE

43. ÉTRANGER
ÉNERGIE
44. SOCIAL : l'UNAF réclame une prestation familiale unique sans critères de ressources.
AFFAIRES

RADIO-TELEVISION (20)
Annonces classées (28 à 41).
Bourses (47) ; Carnet (17) ; Journal officiel (27) ; Météorologie (27) ; Météo croisée (27) ; Programmes spectacles (19-20).

A B C D E F G

DANS LES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Dix-sept morts et quatre blessés dans un accident de car

De notre correspondant

Digne. — Les causes de l'accident de car qui s'est produit dimanche matin 23 mars, sur la route CD 900, route étroite et sinueuse longeant la vallée de l'Ubaye et conduisant aux stations de ski de l'arrière-pays des Alpes-de-Haute-Provence, s'inscrivent de nombreuses questions.

Il était 9 h. 30 lorsqu'un car militaire de la base aérienne d'Is-très, qui se dirigeait vers la station de Fra-Loup, avec à son bord vingt et une personnes — adultes et adolescents — a quitté la route alors qu'il franchissait un pont et s'est écrasé dans un ravin 80 mètres en contrebas.

Bilan de l'accident : dix-sept morts et quatre blessés, qui ont été retirés à grand-peine par les sauveteurs, les conditions d'accès vers le fond du ravin étant très difficiles. D'après les premières constatations effectuées dans la matinée même sur les lieux de l'accident, les gendarmes ont pu remarquer que le car avait tout d'abord heurté le garde-fou situé à droite de la chaussée avant de dévier sur la gauche pour basculer dans le vide en emportant

dans sa course des pierres de taille servant de parapet.

La où s'est produit l'accident, la chaussée est si étroite que deux voitures s'y croisent à peine, et il est probable que le car ait été gêné par un véhicule venant en sens inverse. En revanche, il est possible que le girva, fréquent sur cette portion de route située au nord, soit à l'origine de l'accident. Cependant, la trajectoire relevée sur la chaussée ne correspond pas à coup sûr à celle d'un dérapage occasionné par le verglas.

Reste enfin la défaillance humaine ou l'annul technique. Cette deuxième hypothèse est loin d'être négligeable, d'autant que le car est d'un modèle ancien.

Dans l'après-midi de dimanche, une chapelle ardente a été dressée dans la petite église du village de l'Ubaye situé à proximité du lieu de l'accident et dans laquelle ont été déposées les victimes. Le préfet des Alpes-de-Haute-Provence, qui était rendu sur place, a dirigé, entouré de son état-major, toutes les opérations de sauvetage et d'évacuation.

JEAN-CHARLES PIERSON.

BALAYEUR A 12 000 F PAR MOIS POUR RESTER DÉLÉGUÉ CADRE

(De notre correspondant.)
Lyon. — Un balayeur percevant un salaire de 12 000 francs par mois dans un supermarché de Bourges. Un cas de rétrogradation du travail manuel qui pourrait paraître exemplaire.

Dans ce magasin Carrefour, M. Gabriel Lucas, trente-six ans, était chef de section et, semble-t-il, titulaire d'un diplôme. Il était en outre délégué syndical C.G.C. Selon les proches de M. Lucas, un nouveau directeur, nommé en octobre 79 à la tête du supermarché, a demandé à celui-ci d'abandonner ses fonctions syndicales au raison de « mauvais effet qu'elles pouvaient avoir ». M. Lucas refuse, arguant qu'il avait été investi d'une mission syndicale et qu'il avait l'intention de l'assumer.

La direction lui proposa soit de s'en aller avec une indemnité de licenciement, soit de rester, mais il était alors destitué de ses fonctions de commandement et rétrogradé à un poste subalterne tout en conservant son salaire de 12 000 francs par mois. M. Lucas choisit la seconde solution.

Depuis, il remplit les fonctions de manutentionnaire, livreur, balayeur, suivant les besoins du service. Il ne se plaint pas de son sort. Néanmoins, l'inspection du travail étudie l'affaire.

38, RUE VANEAU (7^e)
En souscription - Prix ferme
DU ST. AU 4 P.
Sur place de 10 h à 19 h
550-21-26 - 743-96-96

À TROP
VOUS ATTEND
LE BYBLES

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

LECTURE RAPIDE

Stages intensifs : 16, 23, 30 avril et 26 septembre à partir du 22 avril, 6, 20 mai et 19 novembre soit autres dates.

Stages progressifs : mardi de 9h à 12h15 du 22 avril au 24 juin et soit mercredi et vendredi de 9h à 12h15 du 21 mai au 27 juin.

ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

3 jours : 17, 24 avril, 5 mai et soit 27 mai, 3, 10 juin et soit 4, 5, 6 juin.

CPM - 108, Bd Malesherbes 75017 PARIS - Tél. 766.51.34

10, Mme Melle
Adresse
souhaite recevoir documentation et calendrier annuel

LES PROBLÈMES EUROPÉENS

Le sommet du 31 mars-1^{er} avril est ajourné

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le conseil européen qui devait se tenir le 31 mars et le 1^{er} avril à Bruxelles a été reporté à une date ultérieure. M. Pilla, le représentant permanent de l'Italie qui assure la présidence des travaux des Neuf, en a informé le lundi 24 mars au matin M. Jenkins, président de la Commission. C'est la première fois qu'une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de la C.E.E. est reportée alors que la date en avait été formellement fixée.

Le sommet de Bruxelles devait déjà se tenir le conseil de Dublin avait envisagé sérieusement, en février, afin de régler au plus vite le différend qui oppose le Royaume-Uni et les autres Etats membres sur la contribution britannique au budget de la C.E.E. L'écart entre les demandes de Mme Thatcher et les efforts qu'étaient prêts à

consentir les autres gouvernements avait déjà provoqué l'ajournement du conseil en mars.

Les récentes déclarations du premier ministre britannique et l'intention de la France d'obtenir en contrepartie des assurances sur l'avenir de la politique agricole commune ont accru la tension entre Paris et Londres, et devant l'état du dossier, la présidence italienne a préféré ajourner la réunion de Bruxelles. A cela, il faut ajouter la position de M. Cossiga, qui a été chargé, le 23 mars, de former un nouveau gouvernement. Le premier ministre italien a fait valoir, indiquant à Bruxelles, que, compte tenu de la crise gouvernementale de son pays, il était préférable d'attendre une conjoncture plus favorable.

MARCEL SCOTTO.

Le différend sur l'acier

La Commission de Bruxelles cherche à négocier un « modus vivendi » avec Washington

De notre correspondant

Communautés européennes (Bruxelles). — Le « géant » américain U.S. Steel ayant déposé, vendredi 21 mars, comme prévu, une série de plaintes pour dumping contre des entreprises des sept pays du Marché commun, qui exportent aux Etats-Unis des produits en acier, l'administration américaine a aussitôt décidé de suspendre le Trigger Price Mechanism (T.P.M.). Le « trigger price » (« prix-gâchette ») jouait comme un prix-plancher à l'importation. Instauré en 1977, au sein de l'O.C.D.E., il avait des effets modérateurs protecteurs et avait permis de maintenir jusqu'à un niveau substantiel les exportations communautaires vers les Etats-Unis.

La thèse de Washington est que les aides américaines ne peuvent bénéficier de deux formes de protection, le T.P.M. et celle résultant de la procédure anti-dumping. Mais cette suppression du T.P.M. joue pour les autres aides américaines comme une invitation à déposer à leur tour des plaintes pour dumping contre les producteurs européens. Une avalanche de plaintes, considérée comme « pratiquement certaine », aura pour effet d'interrompre les commandes aux entreprises sidérurgiques de la Communauté.

La Commission européenne reproche à l'administration Carter d'avoir suspendu soudainement le T.P.M. Elle aurait souhaité qu'il soit maintenu au moins durant les six semaines de l'enquête préliminaire qui va entraîner la plainte d'U.S. Steel.

On pense à Bruxelles qu'il y a bon nombre d'arguments à faire valoir contre l'U.S. Steel. Si l'administration Carter avait vraiment voulu contribuer à enrayer le processus protectionniste, elle aurait différé d'un mois six semaines le suppression du T.P.M., fait-on valoir à la Commission.

Les services de M. Davignon examinent les possibilités légales de mesures de rétorsion à l'égard des Etats-Unis, dont le comportement est conforme à la réglementation du GATT. Mais cela ne règle en rien le problème des ventes d'acier communautaires outre-Atlantique. Il serait dans l'ordre des choses que des négociations discrètes s'engagent entre les Etats-Unis et la Communauté, les aides américaines acceptant, par exemple, d'autolimiter leurs exportations vers les Etats-Unis. On peut penser que des efforts vont être faits aux Américains pour essayer de parvenir à un « modus vivendi » plutôt que de tout perdre ou presque. — Ph. L.

NOUVELLES BRÈVES

● L'ambassadeur d'Israël à Paris, M. Meir Rosene, a été reçu pendant une heure, mercredi 19 mars par M. Jacques Chirac, à l'Élysée de la Ville de Paris.

● Un des dix travailleurs turcs clandestins qui observent une grève de la faim à Clermont-Ferrand (le Monde daté 23-24 mars) a été hospitalisé, dimanche 23 mars, a annoncé lundi le comité de soutien aux grévistes. Ce travailleur, le plus jeune des grévistes, a été hospitalisé à la demande de ses camarades. Depuis le 5 mars, pour obtenir leurs cartes de séjour et de travail, les travailleurs turcs font une grève de la faim au centre pastoral diocésain de Clermont-Ferrand, mis à leur disposition par Mgr Darcel, évêque de la ville.

● Les dockers de Liverpool décident la grève illimitée. — Les dockers de Liverpool, qui ont arrêté le travail depuis le 21 mars pour soutenir le mouvement des sidérurgistes de la British Steel Corporation, ont décidé, le 23 mars, de se mettre en grève pour une durée illimitée et de prendre des dispositions pour que leur mouvement s'étende à l'ensemble des ports britanniques. — (A.F.P.)

● Un métro à Tunis. — Les travaux de construction du métro de Tunis commencent en juin. Un accord signé entre le ministère tunisien des transports et la société ouest-allemande Siemens porte sur l'achat de soixante-dix-huit wagons d'une capacité de trois cents à trois cent cinquante voyageurs chacun.

LES BELLES LITÈRES

**TRÉCA
ÉPÉDA
SIMMONS**
s'achètent toujours
chez
CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR :
Seule adresse de vente
37, rue de la République - PARIS 11^e
Métro Parvaire - Tél. 357.48.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

LATREILLE

SPECIALISTE

DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

POUR HOMMES
COSTUMES PURE LAINE depuis 890 F
POUR DAMES
TAILLEURS ET ENSEMBLES
depuis 850 F

CATALOGUE SUR DEMANDE
62, St-André-des-Arts, 6^e
PARKING RÉSERVÉ

Le numéro du « Monde » daté 23-24 mars 1980 a été tiré à 555 967 exemplaires.

SOUCIEUX ? SURMENÉ ?
Alors, DÉTENDÉZ-VOUS !

Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux instituts de Paris à l'adresse prestigieuse.

(climatisation totale, cabine et linge personnels)
Imaginez aussi une séance de relaxation toute en douceur et en nuance, pratiquée en bain d'eau tiède et discrètement parfumée.

A découvrir de toute urgence en prenant un rendez-vous personnel par téléphone.

VLP

Le merveilleux charme de la relaxation
RELAX CENTER
6, rue de la Paix 75002 PARIS
Tél. 261-27-25

Ouvert tous les jours jusqu'à 22 h.

M. FRANÇOIS-PONCET S'EST ENTRETIENU AVEC M. THORN

Le ministre des affaires étrangères et Mme François-Poncet ont passé la soirée de samedi 22 mars avec le ministre des affaires étrangères du Luxembourg et Mme Thorn, au château de Sennigen, dans le Grand-Duché.

Ces entretiens ont surtout porté sur tous les aspects des difficultés communautaires et notamment les revendications budgétaires britanniques. Les points de vue français et luxembourgeois sur ces questions ont toujours été assez proches. Paris et Luxembourg sont également d'accord pour ne pas mettre en cause le statut quo sur les sièges du Parlement européen.

Un échange de vues a eu lieu sur l'Afghanistan et l'Irak (certains, dans la Communauté, envisageraient volontiers une rupture avec Téhéran, mais le gouvernement français est partisan d'une grande prudence).

La seule difficulté française luxembourgeoise a trait au projet français d'extension de la centrale nucléaire de Cattenom, près de la frontière du Grand-Duché. Une manifestation d'écologistes s'est d'ailleurs déroulée, samedi, devant le château de Sennigen. M. Thorn lui-même n'est cependant nullement hostile à l'énergie nucléaire et le gouvernement luxembourgeois examine dans les prochains jours de nouvelles propositions françaises pour lier les intérêts des deux pays dans le développement de Cattenom.

**LE CHIC, LE RÊVE...
TISSUS "COUTURE"
PRINTEMPS-ÉTÉ**

SOIES ADORÉES
LANAIGES FRAÎCHES
GABARDINES Océaniques
TWEEDS ALTIERS
IMPRIMÉS SEMILLANTS
COTONS PARADISIAQUES
TOILES AUDACIEUSES
DESSINS SURDOUES
MOUSSELINES COQUINES
VOILES ÉDÉNiques
LAMES LYRIQUES
DENTELLES ONIRIQUES
BRODERIES NUPTIALES

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Formation permanente
**LECTURE
RAPIDE**
prochaines dates :

9-10-11 avril
22-23-24 avril
6-7-8 mai
Déplacements Paris-Provence.

Documentation gratuite sur demande
CEFAP
56 bis, rue de la Courbe
Paris 2^e Tél. 261.63.74-75

**créez votre
entreprise**

« nous de vous fournir
le VIEUX SOCIAL
(de 90 F à 300 F par mois)
PERMANENCE TELEPHONIQUE
SECRÉTARIAT
et démarches administratives »

G.E.I.C.A.
56 bis, rue de la Courbe Paris 2^e Tél. 261.63.74-75

TRENTA-SEPTIÈME AN

EN VISITE A PA

Le président B
souhaite une aide
pour le Central

LIRE PAGE 1

BULLETIN DU JO

Du bon usage
d'une crise

La chute du cabinet
britannique... elle a été
première plus grave ?...
chef de gouvernement...
ministre et président du conseil
à la Communauté... pendant
l'ensemble en cours, a fait en
cette le meilleur usage d'une
ministérielle d'espérer l'unité
dans son pays pour l'Europe
d'Europe des Neuf une nouvelle
chance.

Les deux raisons invoquées
pour ajourner le conseil
européen — réunion des Neuf
somme prévue pour le 31
mars et le 1^{er} avril à Bruxelles —
sont deux valables et
conjointement rendent la situation
inévitable. La Communauté
gouvernement, même s'il n'est
la présidence, n'aurait pas à
matérialiser un ajournement
conseil européen si celui-ci n'est
suprême des Neuf n'était le
critère de ce genre d'ordonne
ment, ce n'est pas le cas.
Les difficultés britanniques
avant des questions fondamentales.
Chef d'un gouvernement
à la fois démissionnaire et
sentit M. Cossiga ne peut
jouer son rôle européen
recherchant, comme tout fait
prédécesseurs en de telles
constances, la continuation
des vides dans les capitales
restées.

L'ajournement était donc
nécessaire. Mais il ne va pas
sans inconvénients. Les
difficultés précédentes ont été
qu'il y a eu une certaine
essentielle à la bonne
communautaire. L'ajournement
des pourparlers pas seulement
l'acte constitutif de la
européen, qui prévoyait
que les chefs des gouvernements
de Neuf se réunissent à l'Élysée
sur un et chaque fois dans
surs.

Ans les gouvernements
Communauté ont été
décision de M. Cossiga avait été
nité. Seul celui de Londres
prime, en termes d'ajournement
d'arrêt, une déception qui n'est
de l'une part, en effet, il
soit impossible de tenir
dans son prochain budget. Il
est budgétaire britannique
mence le 1^{er} avril des avances
financiers n'ont été entendues
de ses partenaires. D'autre
à l'arrivée, l'ajournement
à l'Élysée par fondé — l'acte
ne — la tactique sur
l'ère qu'elle doit rentrer
travaux de fait ? Elle avait en
qualité avant la fin de l'année
il avait accepté d'attendre
conseil de Bruxelles en
dont qu'il fut avancé d'un
à fin février : elle doit
reporté sans doute au moins
à la fin avril.

Reste à mettre à profit ces
les non seulement pour
ramener une culture et une
dante franco-britannique, l'ajournement
dant mauvaises conditions, un
surtout pour chercher une
solutions. Sans doute considé-
d'abord d'évaluer des problèmes
importants mais à l'heure
s'adressaient considérablement
l'ordre du jour de Bruxelles
parce du moment, crise agricole.
Quant aux problèmes
britanniques, elles ne peuvent
être satisfaites qu'à l'heure
d'une que Londres ne puisse
d'une satisfaction financière
pour (encore faudra-t-il
mettre d'accord sur son
qui ne mette pas en cause le
dément du traité de Rome.
préférence communautaire
l'agriculture comme pour le
si une telle solution est
soit, les partenaires de la
de-Bretagne devront en tirer
conséquences.

On retiendra cependant la
lection du ministre britannique
du Trésor, M. Lawson, l'ajournement
intéressantes de nouvelles
personnes de la Commission
personne n'a connaissance de
Bruxelles ni ailleurs. Le
britannique n'a-t-il pas
l'ajournement de propositions
communes, ainsi la première
de procéder à portée de la
pour amorcer enfin une
négociation ?

(Lire nos informations page 1)

مكتبة الأصل